E DE LA contestation diplomatique Maroe : 5,00 dir. Algerie : 5,00 DA Canada : 1,50 sc. Espagne : 60 pes. Spisse: 2.P.S. Italie : 650 lires

dans l'armée aux États-Unis Europe occidentale

(Pages 2 et 3.)

Obstination

Publication mensuelle 5, rue des Italiens, 75427 Paris' Cedex 09

Par CLAUDE JULIEN

AUT-IL s'indigner que les puissants, réunis à Porto-Rico, définissent une attitude commune face aux revendications du tiers-monde? Faut-il s'étonner que, profitant de l'occasion, quatre dentre eux s'accordent les refuser toute aide à un gouvernement italien auquel participeraint les ommunistes? Sur un autre plan, le raid d'Entebbe jastifiait-il une aussi

Fût-ce avec éclat, chacun de ces trois événements ne constitue rien d'autre que la confirmation d'une politique constante. A la lumière de ce qui se passe depuis des années, ils ne comportent en fait rien qui puisse surprendre. La nouveauté serait que les Etats-Unis, l'Europe occider le Jopon se lancent dans une coûteuse compétition pour courtiser les pays pauvres, que les régimes capitalistes consentent des secrifices économiques à l'expansion du communisme sur le Vieux Continent, que l'Etat d'Isroël baisse les bras devant le terrorisme.

Condamnation sévère ou approbation enthousiaste, la vivacité des réactions a conféré aux trois événements une importance qu'ils ne sauraient avoir. Si spectaculaires qu'ils apparaîssent à première vue, ils ne méritent ni cet exces d'honneur ni cette indignité. Très prosaïquement, ils appartiennent à l'ardre naturel des choses. Dans le blame comme dans l'éloge, toute démesure témoigne d'une profonde méconnaissance des véritables enjeux.

TNE seule question se pose en effet : les décisions qui ont suscité tant de passions peuvent-elles modifier le cours de l'histoire ? Aucune déclaration d'intention ne fonde une effective solidarité des pays riches devant les drames du tiers-monde. Una action concertée découle de la prise de conscience d'inté-rêts communs — et grandes restent les rivalités entre nations industrialisées. D'où leur impuissance, depuis un quart de siècle, à définir un programme cohérent pour remédier à un déséquilibre dont elles peuvent, tout au plus, constater qu'il ne cesse de s'aggraver. Elles laissent faire l'histoire plus qu'elles ne croient la faire. Incapables de changer de cap, elles recourent à des opérations de retardement qui ne sourcient leur épargner les déconvenues.

De trème, les dizaines de millions de dollars illégalement accordés par la C.I.A. et par les compagnies pétrolières à la démocratie chrétienne n'ont pas empêché, en Italie, une dégradation qui explique en grande partie la progression des communistes. A supposer que ces derniers accèdent un jour au pouvoir, rien ne garantit que les puissances occidentales jugeront possible et souhaitable de traduire en actes les propos de M. Helmut Schmidt : les gouvernements ont, sur les événements, moins de prise que leurs propos ne

Enfin, voilà bien longtemps qu'Israël multiplie les raids antiterroristes sans avoir, tant s'en faut, réduit le niveau de la violence déchaînée contre lui. Les représailles n'ant jamais réglé un problème de fand. Tout au plus accordent-elles un répit, qui prélude à une nouvelle étape dans l'escalade.

S UR tous les plans, les nations qui occupent la vedette en sont ainsi réduites à des expédients dont elles attendent, au mieux, sans illusion, un sursis. Faute de s'attaquer à la racine du mal, elles savent qu'elles laissent celui-ci s'envenimer. Mais elles n'ignorent pas ce que leur coûterait une sérieuse remise en question, une « révision déchirante », un coup de barre, et préfèrent ne pas parter trop loin dans l'avenir leur regard inquiet. Politique au jour le jour, sans conception d'ensemble.

La encore, faudrait-il s'indigner de cette courte vue? Ou au contraire en célébrer le réalisme terre à terre? Réactions morales qui ignoreraient les faits têtus dant se tisse l'histoire. Les décisions de Porto-Rico ou de Jérusalem ne modifient rien aux évolutions qui ont plongé le tiers-monde dans le chaos que, l'Italie dans le marasme et le Proche-Orient dans la violence. Dans les trois cas, vingt-cinq ans d'histoire expliquent l'inexorable détérioration. S'il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer, un si long échec devroit suffire à changer de méthode.

Au Pérou

ME fois de plus, le gouvernement des forces armées
réaffirme sa décision irrévocable de continuer à conduire le
processus révolutionnaire... » Cette
déclaration de routine ne pouvait
suffire à donner le change après
l'éviction, le 16 juillet dernier, des
officiers peruviens les plus engagés
qui aussi bien à l'interieur du pays
qu'à l'étranger, symbolisaient les traits
les plus progressistes de la « révolution »: le général Fernandez Maldonado, premier ministre (mis à la
retraite), le général Gallegos, ministre
de l'agriculture, et le général de la
Flor, ministre des affaires étrangères
(tous deux « démissionnés » sans pour Flor, ministre des affaires étrangères tous deux « démissionnés » sans pour autant cesser d'apparteuir aux cudres d'active). A Lima, personne ne s'est trompé sur la signification véritable de l'opération : cependant que, dans les beaux quartiers de Miraflores et San-Isidro, on pavoisait et fétait joyeusement l'événement, les dirigeants de gauche et d'extrême gauche raissient orise mine et évitaient purfaisaient grise mine et évitaient par-fois de passer la nuit à leur domicile. Le nouveau rapport de forces engen-dré par la crise économique venait de trouver sa traduction. à la péruvienne, dans le secret des délibérations

Le 20 août 1975, avec la déposition du général Velasco et son remplace-ment par le premier ministre, le général Morales Bermudez, commence la « deuxième phase » du cours enta-me par le pronunciamiento du 3 octobre 1968 qui mit fin à la présidence de M. Fernando Belaunde Terry. Cette deuxième phase se propose d'éliminer les excès « personnalistes » de la première, tout en continuant à souscrire à ses principes. C'est ainsi que, le 3 octobre 1975, tout juste un mois après son accession à la présidence, le général Morales Bermudez dent attitudités des les intermediants à un vienne comme a nationaliste et indé-pendante; sa doctrine est sondée sur un humanisme révolutionnaire nettement opposé aux systèmes d'exploita-tion sociale et aux systèmes dogmatiques et totalitaires. Par conséquent, elle rejette les systèmes capitaliste et communiste ». Cette définition négation de la communiste ». Cette définition négation de la communiste ». il est également précisé que l'objectif

Par notre envoyé spécial BERNARD CASSEN

final est « la démocratie sociale de pleine participation ». On n'obtiendra pas davantage d'éclaircissements...

Dans la mesure ou ce sont les forces armées — en tant qu'institution — qui constituent l'armature de l'appaqui constituent l'armature de l'appareil d'Etat (environ quatre cents officiers occupent les postes clés du gouvernement et de l'administration), et où les mouvements politiques et syndicaux, très atomisés d'ailleurs, n'ont pas voix au chapitre, l'affectation de tel ou tel officier à tel ou tel commandement peut créer un nouvel équilibre. Certes, ces affectations suivent théoriquement les règles de promotion militaire, mais il est toujours loisible, quand le tableau d'avancement ne dégage pas le classement souhaité, de susciter des « demandes » de mise à la retraite qui feront gagner une ou plusieurs places à celui que l'on destine à de hautes charges. que l'on destine à de hautes charges. Ainsi les principes restent saufs.

C'est le hasard du calendrier qui
malgré les violentes pressions des militaires de droite, d'habitude plus souceux de hiérarchle — a permis au général Fernandez Maldonado d'accèder au poste de premier ministre le 31 janvier dernier. C'est parce qu'il fallait le remplacer par le général Arbulu Galliani (numèro 3 de l'armée de terre) que le numéro 2. Luis La de terre), que le numéro 2, Luis La Vera, a du suivre le général Fernandez Maldonado à la retraite. S'il est cou-rant de donner des coups de pouce à ces règles institutionnelles, il n'est pas pensable — sauf à briser l'unité des pensable — sauf à briser l'unité des forces armées — de les tourner ouvertement en dérision. Cet élément de rigidité empeche toute épuration de grande envergure et donc tout coup de barre brutal dans un sens ou dans l'autre. On comprend ainsi pourquoi — dans le cadre d'un sensible virage à droite — les officiers autrefois proches ou membres du groupe progressiste ont été maintenus dans leurs responsabilités ou en ont reçu de nouvelles. C'est le cas du général Molina, qui accède à la présidence du comité des chefs d'état-major.

Le rôle de la marine

DANS l'épreuve de force du mois dernier, l'une des trois armes — la marine — a incontestablement imposé la quasi-totalité de ses vues, modifiant à son avantage et à celui des secteurs dont elle est le porte-parole le rapport des forces au Pérou. À côté d'une armée de terre d'extraction souvent modeste et d'une aviation encore sans beaucoup d'ambitions politiques, la marine peruvienne se veut une aristoctatie et prend l'allure d'une caste traditionnellement très conservatrice, voire réactionnaire. On n'y entre que si l'on est rigoureusement entre que si l'on est rigoureusement blanc, alors que les autres armes comptent bon nombre de métis.

Politiquement et économiquement, la marine regarde vers les Etats-Unis, la marine regarde vers les Etats-Unis, qui lui ont toujours accordé un traitement préférentiel, si l'on en croit M. Luigi Einaudi, conseiller de M. Kissinger pour les affaires latino-américaines (1). Des trois armes, elle est la seule à disposer d'un système de communications ultra-moderne que lui out empatriel des technicieus américaines en la consenie de la cons lui ont construit des techniciens américains. Il est quasiment de notoriété publique que le service de renseignements de la marine, dirigé par le frère du ministre Parodi Galliani, entretient des rapports intimes avec la entretient des rapports intimes avec la C.I.A. C'est pour l'avoir découvert et avoir tenté de s'y opposer que deux anciens ministres de la marine du général Velasco ont été l'objet de tentatives d'attentat : le vice-amiral Guillermo Faura Gaig le 4 avril dernier, le vice-amiral José Arce Larco les 24 octobre 1975 et 5 mars 1976. Le vice-amiral Arce Larco avait démantelé une officine de la C.I.A. installée dans un immeuble du centre de Lima et tenté de purger les services de renseignements de la marine des éléments les plus dévoués à la centrale d'esplonnage américaine.

d'espionnage américaine. La marine péruvienne ne pardonne pas à ceux de ses membres qui ne respectent pas la loi du silence : un des auteurs de l'attentat du 24 octobre 1975 fut identifié comme appartenant à ses services secrets. A un autre

niveau. le Conseil supérieur de la niveau, le Conseil supérieur de la marine, dans une résolution secréte adoptée en mars dernier, déclara l'amiral Arce Larco « coupable d'avoir causé un grave dommage moral à l'institution navale » et lui interdit de revêtir son uniforme et de porter ses décorations! Actuellement, la marine procédable su recurrement de doute procéderait au recrutement de douze mille fusiliers marins entrainés à la contre-guérilla urbaine. Elle serd ? par allieurs en train de négoca: l'achat d'un croiseur néerlandais et d'un porte-hélicoptères britannique. Ces acquisitions, ostensiblement desti-nées à damer le pion à la marine chilienne, ne seraient pas non plus sans conséquences sur l'équilibre des forces avec l'aviation et l'armée de terre... C'est donc une institution puissante, ambitieuse et unie dans son puissante, amotteuse et inte dans son aversion pour les idées et mouvements progressistes qui, avec les appuis externes dont elle dispose, a contribué de tout son poids au rééquilibrage du

(Lire la suite page 6.)

Dans ce numéro :

Capitalisme et inégalités (deuxième partie) (Pages 9 à 12.)

Populisme et régime d'exception en Inde (Page 20.)

(Page 40.)

Transkei :

(1) Daniel Sharp (ed.) Estados Unidos y la revolución peruana.

l'indépendance forcée

DANS LE TIERS-MONDE

nation indépendante faisait son apparition en Amérique latine : la République du Surlnam. D'une superficie semblable à celle de l'Uruguay ou de l'Equateur, l'ex-Guyane hollandaise occupe le troisième rang dans la production mondiale de bauxite. Proche du Brésil et du Venezuela, son importance géopolitique est indéniable. Pourtant, l'avenement de la nouvelle République n'a reçu qu'une place insignifiante dans la grande presse du continent latino-américain.

Dans une étude (1) présentée au sémi-naire sur « le rôle de l'information à l'intérieur du nouvel ordre international » organisé à Mexico du 24 au 28 mai dernier par l'Institut latino-américain d'études transnationales (2). Fernando Reyes Malta cite cet exemple pour montrer à quel point le colonialisme culturel pèse sur les grands moyens d'information de l'Amérique latine. Analysant la façon dont seize des plus importants journaux de la région. publiés dans treize pays latino-américains, traitent l'Information, Reyes Matta constate que, entre le 24 et le 27 novembre 1975. l'accession du Surinam à l'indépendance n'a eu droit qu'à 3 % du volume des nouvelles de l'étranger publiées dans ces journaux. Et, bien sûr, ces 3 % élaient couverts + intégralement par du matériel fourni par les grandes agences de presse transnationales, en particulier les agences nord-américaines U.P.I. (United Press International) et A.P. (Associated Press) et, dans une moindre mesure, par l'A.F.P. et Router.

Pendant ces mêmes quatre jours, 70 % de l'information sur l'étranger, fournie elle-même à 80 % par les quatre agences transhationales citees, provenaient de gources émanant de pays industrialisés. Et l'on est en droit de se demander avec

Par GERMAN CARNERO ROQUE *

Moyen d'asservissement ou instrument de libération

l'auteur combien de temps devra encore s'écouler pour que la grande majorité de la population latino-américaine (travailleurs manuels, étudiants et même travailleurs intellectuels) prenne conscience du lait qu'il existe un nouveau pays indépendant sur le continent.

Cet exemple éloquent reflète une réalité commune à tous les peuples sous-déve-loppés, qu'ils soient africains, aslatiques latino-americains. Le tiers-monde

souffre, dans le domaine spécifique de l'information, et plus généralement en itions, d'une dépendance aigué semblable en tout point à celle qu'il subit aux plans politique et économique. Cette dépendance est une partie intégrante et décisive du système de domination impérialiste, elle est aussi l'une des conditions de sa survie, Impossible en effet de concevoir la permanence des mécanismes de domination économique et politique dans le tiers-mo sans le formidable appul que lui offre un evstème d'assujettissement sophistiqué et efficace au niveau de l'information et des communications.

La communication à sens unique

CETTE dépendance se manifeste tout spécialement par le contrôle exercé nent par le contrôle exercé sur la circulation de l'information par les grandes agences de presse transnationales (principalement les quatre déjà citées) qui opèrent sans aucune entrave dans la plupart des pays sous-développes et leur imposent, au moyen de la manipulation de la nouvelle, une interprétation particulière de la réalité conforme aux intérêts impérialistes. Elle s'exerce aussi grâce à la maitrise de la technologie des movens d'information et de communication, par exemple les systèmes de communication par satellite qui se trouvent aux mains des grands complexes interna-

Armand Mattelart analyse dans un livre

Journaliste peruvien, attaché de presse à l'ambassade du Pérou en Prance. Il a occupé précedemment une charge similaire auprès des organismes internationaux à Genère. Les points de vue exprimes par M. Carnero dans cet article ne refiétent pas nécessairement ceux du gouvernement de son pays.

paru récemment (3) les divers moyens de diffusion mis en place par les complexes transnationaux et montre à ce propos que la prétendue - neutralité - du développe ment technologique actuel n'existe pas. Les équipements, les systèmes de communication et même les messages véhiculés constituent d'authentiques « appareils idéologiques - aux mains de l'impérialisme qui inonde de ses programmes « éducatifs - et - récréatifs - un grand nombre de pays, ceux du tiers-monde en parti-

(Lire la suite page 5.)

(1) Fernando Reyes Matta: L'Amérique latine ébioule par l'information, publié par l'Institut latino-américain d'études transnationaies siégeant à Mexico.
(2) Organisé avec le concours de la Fondation suédoise Dar-Hammarskjæld, sous le patronage du Forum du tieramonde, le séminaire a réuni près de quarrante spécialistes en communications venus du monde entier.

(3) Armand Mattelart : Multinatio-

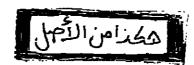
[3] Armand Mattelart : Multinatio-nales et systèmes de communication. — Les apparcils idéologiques de l'impéria-lieme, Editions Anthropos, Paris, 1978.

Etudes en_SUISSE littéraires. scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, C, D) Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. 31 recus sur 36 candidats au baccalauréat à la session de juin 1975



3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/2015 01



LA CONTESTATION DANS L'ARMÉE AUX

'ANTIMILITARISME du dix-neuvième siècle visait avant tout les armées professionnelles qui écrasèrent les insurrections populaires dans toutes les capitales européennes. Parler d'antimilitarisme aujourd'hui, c'est donc faire référence à un autre c'est donc laire letereire à un autre phénomène puisque, à l'exception de l'armée anglaise totalement professionnalisée, l'ensemble des armées d'Europe occidentale vivent sous le régime rope occidentale vivent sous le régime de la conscription obligatoire, même si le corps des militaires professionnels y occupe une place non négligeable. Ces armées sont en crise : crise des missions, crise de la fonction militaire, crise des rapports entre l'armée et la nation. La part prise par l'éveil du contingent à la contestation en est un élément clé. Manifestations de soldats en uniforme, groupes de pression dans les unités, presse des casernes, revendications catégorielles ou politiques sont les symptômes les plus évidents d'une révolte qui s'exprime pour certains pays dans le milieu des sous-officiers, voire des officiers.

Contrairement à l'idée souvent ré-

Contrairement à l'idée souvent répandue, c'est aux Etats-Unis et non en Europe que ce phénomène est d'abord perceptible. De 1965, date à laquelle la loi sur le draft rend la conscription obligatoire pour faire face aux besoins en effectifs de l'intervention en Victor en la resultat 1973. tion au Vietnam, au 1° juillet 1973 qui marque le retour à l'armée de metier, les Etats-Unis vont assister à l'éclosion des premières formes de cet antimilitarisme contemporain à l'intérieur de leur propre armée.

En juin 1971, R.D. Heinl, colonel de marines, relevalt dans une publication officielle, l'Armed Forces Journal, Pexistence de quatorze organisations pacifiques — dont deux exclusivement composées d'officiers — et de cent quarante journaux clandestins circulant aussi bien sur les bases en Indochine qu'à l'intérieur du pays. Presse insolite dont Marianne Debouzy, his-torienne, résume le contenu : « Parmi les sujets abordés, la structure de classe de l'armée, l'armée comme systeme répressif dont l'organisation re-flète celle de la société tout entière, le mauvais fonctionnement de la justice militaire, le racisme, le problème du chômage et de la formation professionnelle, le tôle du service militaire dans l'économie » (1). C'est encore aux Etats-Unis que des manifestations anti-guerre, auxquelles participent les vétérans du Vietnam, marquent les premières apparitions dans la rue de soldats en uniforme contre l'institution militaire.

Sur le moment, la jeunesse euro-péenne occulte semble-t-il l'expérience militante des soldats américains pour ne retenir que ce qui la rend possible : l'impopularité de la guerre du Viet-nam, la mobilisation des campus uninam, la monusation des campus un-versitaires ainsi que la force des thèmes — paix, amour, non-violence qui cristallisent l'opposition à la guerre autour du fameux « make love, not voar ». Par ailleurs, on évalue mal le rôle joué par la présence des déser-teurs américains en Europe du Nord dans la précocité du mouvement des soldats dans ces pays. On peut néanmoins considérer comme plausible leur influence en Suède et surtout aux Pays-Bas où l'agitation organisée en 1966 par le mouvement « Provos », très lié aux déserteurs américains, débouchera en 1967 sur la reconnaissance du syndicalisme militaire.

Après 1968, d'autres pays d'Europe du Nord devancent cette évolution en adoptant des formes de participation sensiblement identiques. La Finlande, la Norvège puls la R.F.A., créent des structures de concertation représentatives pour les appelés. Toutes recon-naissent aux cadres militaires le droit syndical. Après une accalmie du mou-vement, l'agitation reprend dans cervement, l'agitation reprend dans cer-tains pays, et elle reste d'actualité. Elle porte autant sur le principe de la conscription obligatoire — les Pays-Bas comptent deux mille insoumis, la R.F.A., vingt-cinq mille objecteurs de conscience — que sur les modalités; aux Pays-Bas, elle s'exprime à travers le syndicat officiel; en R.F.A., on apprenait récemment de source offi-teurs l'existence de cinquante comités. cieuse l'existence de cinquante comités de soldats dans la Bundeswher.

Un phénomène de civilisation ?

A UNE explication « policière » du malaise des soldats, certains pré-fèrent l'analogie avec d'autres « phéno-mènes de civilisation » tels que la menes de savoir contemporain ou de mouvement d'émancipation des femmes. A ce titre, le malaise des soldats serait propre à la jeunesse et peu conforme à l'entendement des partis traditionnels. L'attachement au principe de la conscription obligatoire. cipe de la conscription obligatoire appartient en effet, en Europe, à l'héritage politique et militaire commun. A droite, il passe pour être l'instrument idéal du nationalisme auprès des nouvelles générations. A proble il reprode aux seuvenix révogauche, il renvole aux souvenirs révo-lutionnaires des soldats de l'an II comme élément constitutif du système républicain, et li souscrit à l'idee que syndicats et partis ouvriers se font une armée populaire.

Coincée par cette unanimité et par les pesanteurs traditionnelles qu'elle évoque, c'est aux Etats-Unis, où ces evoque, c'est aux stars-Unis, ou ces pesanteurs n'existent pas, et dans les pays d'Europe du Nord, où elles sont les plus falbies, que la lutte du contin-gent se manifeste en premier. Aux Etats-Unis, le large mouvement d'opi-nion contre la guerre du Vietnam favorise cette évolution, mais les lieux originels et les plus dynamiques en ravorise cette evolution, mais les heux originels et les plus dynamiques en sont les universités américaines : Stanford. Berkeley, Columbia, Kent : le vecteur, la jeunesse scolarisée. Cette révolte se nourrit de celle, plus large, contre l'establishment, la société de consommation, la discrimination radiale, d'où nait la « nouvelle gauche » qui marque l'apparition de la jeunesse américaine comme force politique.

C'est en Europe du Sud, néanmoins, que ce phénomène est le plus spectacu-laire. Actions d'avant-garde au départ; les rares militants politiques qui s'y exposent en mesurent le risque. En 1969, les soldats d'une caserne de Turin qui exprissiont une grève de la faim exposent en mesurent le risque. En 1969, les soldats d'une caserne de Turin qui organisalent une grève de la faim pour protester contre les conditions d'hygiène sont condamnés à de lourdes peines de prison. Condamné en 1971 à un an de prison ferme par le tribunal militaire de Rennes pour avoir distribué un tract dans sa caserne, Serge Devaux devait déclarer lors de son procès : « La seule chose qui nous importe aujourd'hui, c'est que nous sommes sûrs d'être compris par la masse des appelés qui n'ont pu trouver les moyens d'exprimer leur révolte. » Aujourd'hui, cette révolte est une réalité partout en Europe. En France, le 10 septembre 1974, deux cents soldats défilent dans les rues de Draguignan. Au Portugal, le 10 septembre 1975, mille cinq cents soldats se rassemblent dans les rues de Porto. En Italie, le 4 décembre 1975, plusieurs centaines de soldats et de sous-officiers manifestent à Rome et dans toutes les rapades plus la présence des soldats se centaines de soldats et de sous-officiers manifestent à Rome et dans toutes les grandes villes. La présence des soldats, masqués en France, à visage découvert en Îtalie, fait désormais parti du paysage traditionnel des cortèges syndicaux du 1° Mal. Au Portugal, les S.U.V. (soldats unis vaincront), nom attribué à l'organisation des appelés, ont subitement été démantelés après l'épisode du 25 novembre 1975 (2). Afileurs, le mouvement s'est enraciné dans les casernes. Dès 1973 en Italie. dans les casernes. Dès 1973 en Italie. dans les casernes. Dés 1973 en Italie, en 1974 en France, des comités de soldats, plus ou moins clandestins suivant les cas, apparaissent et font peser la menace d'un contre-pouvoir potentiel. En Espagne même, des comités semblables nalssent en 1975 dans la périphèrie de Madrid et dans la région de Burros.

la région de Burgos. Devant l'ampleur du mouvement, Devant l'ampleur du mouvement, certains pays ont choisi la manière forte. En Italie, quatre-vingt-treize militaires ont été arrêtés récemment pour « protestation collective et participation à des activités séditieuses ». En tout, les juges militaires italiens ont prononcé sept mille condamnations en 1975. A la fin de cette même année, en France cinquante-huit divis et en France, cinquante-huit civils et militaires ont été l'objet de poursuites engagées par la Cour de sûreté de l'Etat. Libèrés, ils sont toujours pas-sibles de cinq à dix ans de prison pour « actions portant attente au moral de l'armée ». A l'origine de ces mesures, l'explication donnée par certains diri-geants. Le général Marcel Bigeard, secrétaire d'Etat à la condition mili-taire en France, déclarait en novembre dernier : « Nous sommes en guerre, en guerre subversive. »

en guerre subversive. »

Affirmation completée par la revue de cadres Armées d'aujourd'hui: « L'opposition gauchiste à l'armée n'est plus un conflit idéologique, une opposition politique, mais, au sens strict, une opération de guerre par laquelle l'adversaire poursuit la destruction de la jorce opposée » (3). L'entreprise se trouve reliée à l'étranger quand le général Bigeard ajoute un peu plus tard : « L'oilensive des peu plus tard : « L'offensive des peu plus tard « Lojjensive des comités de soldats est appuyée par le mouvement portugais Soldats Unis Vaincront.... » Victor Crespo, membre du conseil de la révolution, fait savoir de son côté que des gauchistes francais et italiens s'entrainent militaire-ment avec leurs collègues portugais dans des camps restés mystérieusement secrets jusqu'à ce jour.

La conjuration, maintes fois évoquée sans jamais être démontrée, se trouve confirmée par les services du chance-lier Helmut Schmidt pour les forces françaises en Allemagne (4). En déci-dant du principe d'une enquête sur les syndicats de soldats, y compris dans les pays où ils ont une existence légale, l'Euro-groupe, réuni à Bruxelles le 8 décembre 1875, accréditait d'une cera decembre 1873, accreditant d'une cer-taine façon au niveau européen cette approche peu politique du problème (5). Sans nier l'existence des groupes qui animent la lutte des soldats dans chaque pays, ni leurs affinités communes, peut-on pour autant réduire la contestation des casernes à l'activité de ces groupes et son extension dans l'ensemble des pays européens aux liens qui existent entre eux?

En Europe du Sud, le phénomène, sans être identique, revêt de profondes similitudes. Au printemps 1973, en France, M. Michel Debré, alors ministre de la défense, envisage une modification du régime de la conscription qui avance la date d'incorporation et réglements effectivement les surries. et réglemente sélectivement les sursis et regiemente sciectivement les sursis. En réaction, cent cinquante mille lycéens et jeunes apprentis manifes-tent dans les rues de Paris et dénon-cent au passage l' « école-caserne ». Une année plus tard, le général de Boissieu, alors chef d'état-major de l'armée de terre prépart deux lus renl'armée de terre, prévoit dans un rap-port confidentiel « un mai 68 dans les port confidentiel « un mai 68 dans les casernes n. Ailleurs, d'autres références politiques apparaissent aussi : le « mai rampant » en Italie (6), la révolution du 25 avril au Portugal symbolisent la rupture avec les références traditionnelles de la seconde guerre mondiale, la résistance ou l'indépendance nationale. « La formation politique, note l'historien Germains Lemarquis, ce moment de la détermination s'effectue donc à travers une génération qui est a-nationaliste et génération qui est a-nationaliste et par là susceptible d'antimilitaris-me » (T).

Parallèlement, les conditions de vie de la jeunesse connaissent des muta-tions considérables. Sans doute, le tions considérables. Sans doute, le développement de formes culturelles originales, communantés, « liturgie » de la pop musique dans les fêtes, sont des facteurs qualitatifs d'émancipation non négligeables. Ces facteurs sont perceptibles dans d'autres domaines. L'allongement de la période de scolarisation favorise la réflexion critique. Le chômage, qui touche la jeunesse plus qu'aucune autre classe d'âge, anticipe les interrogations majeures. Enfin, l'abaissement du droit de vote à dix-huit ans sanctionne l'obligation de la tenir pour responsable et active dans les enjeux politiques « Si l'on excepte l'exemple portugais, affirme le professeur Robert Dabezies, d'une jeit aucun doute qu'au-deià des différences sensibles entre les contestations de l'armée dans chaque pays, celles-ci relèvent d'une évolution de la jeunesse commune dans tous » (8). L'armée, dépositaire des valeurs L'armée, dépositaire des valeurs d'ordre, de grandeur et de sacrifice, est une cible de choix quand elle heurte cette évolution. Le général Bigéard est représentatif de cette tendance, courante chez certains chefs militaires, quand il affirme : « Le jeune Français pous artine comme jeune Français nous arrive comme l'ont a fabrique » successivement parents, enseignants ou prêtres, ou plutôt comme ils l'ont laisse devenir... Alors, quelle imagination, quelle auto-

Par DANIEL LECONTE

rité, quel dévouement jaut-il pour le persuader qu'il est concerné au premier chef par le devenir d'une pairie? » (9). chef par le derenir d'une patrie? » (9).

Un jeune soldat remarque : « Ce qui caractérise la vie militaire, c'est ce qui la distingue de la vie civile... » Avoir vingt ans en 1976, c'est certes faire quatorze mois de service militaire pour 900 francs par mois si l'on est Hollandais, mais c'est aussi accomplir quinze mois de service militaire si l'on est Allemand, douze mois pour 210 francs par mois si l'on est Français, de quinze à vingt-quatre mois pour 120 francs par mois si l'on est Italien, de dix-hult mois pour 36 francs par mois si l'on est Italien, de dix-hult mois pour 36 francs par mois si l'on est l'entourage, le milieu professionnel et, sauf aux Pays-Bas, avec l'activité syndicale. Souvent, un règlement militaire aux Pays-Bas, avec l'activité syndicale. Souvent, un règlement militaire archaique tient lieu de droit. En Italie, son élaboration date de la période mussolinienne. Le règlement militaire prévoit par exemple qu'un soldat peut être attaché à un arbre pour avoir désobéi (10). Une voie de fait sur un supérieur est passible de cinq ans de prison. Sans être aussi draconien, le règlement militaire en France autorise

Des groupes de pression dans les casernes

P AYS « modèle », les Pays-Bas ont leurs « enfants terribles » qui défrayent régulièrement la chronique militaire. Deux clichés couramment répandus à l'étranger : le « soldat aux rouflaquattes » et son syndicat. Le premier fait scandale, l'autre, moins spectaculaire, invite à la réflexion. Au départ, petit groupe formé d'étudiants spectaculaire, invite à la retiexion. Au départ, petit groupe formé d'étudiants politisés, le syndicat néerlandais des appelés, Vereniging Van Dienstplichtige Militaren (V.V.D.M.), est aujour-d'hui l'un des plus importants du pays. Il rassemble trente-deux mille membres, soit 75 % des appelés sous les drapeaux et 85 % des appelés versés dans l'armée de terre

d'apeaux et 85 % des appelés versés dans l'armée de terre.

Le V.V.D.M. dispose dans presque toutes les unités de représentants qui aident leurs camarades à rédiger plaintes et requêtes, les conseillent dans les procédures disciplinaires, les informent sur leurs droits. Les délégués de toutes les acctions en réunierent de toutes les sections se réunissent quatre fois par an, définissent les perspectives revendicatives et élisent perspectives revendicatives et elisent sept permanents appointés par le syn-dicat pour accomplir le travail syndi-cal. Le financement des activités syndicales se fait par cotisations prélevées à raison de deux florins par mois sur la pale de chaque appelé. En tout, le budget annuel est d'environ 1500 000 francs et sert entre autres à financer la publication du journal bi-mensuel Twintig, tiré à quarante

mille exemplaires.
Signe de puissance, les bureaux de V.V.D.M. se trouvent au centre d'une caserne d'Utrecht. C'est là, dans une salle de travall qui rappelle plus la Sorbonne occupée qu'un foyer de gar-nison, que Jan Willem Wesseldijk un des sept permanents du syndicat, reçoit les nombreux visiteurs :

recoit les nombreux visiteurs:

a Nous ne faisons qu'accomplir un travail syndical, nous dit-il, il n'y a rien d'étonnant à cela; c'est le contraire qui devrait choquer.

Ce travail, le V.V.D.M. le fait avec zèle. Peu de jours auparavant, un jeune sous-officier appelé s'était rendu en tournée d'inspection dans les bases hollandaises en Allemagne. Au cours de cette tournée, il a pu constater quie certains officiers supérjeurs n'apolide cette tournes, il a pu constater que certains officiers supérieurs n'appliqualent pas toujours le réglement. Il a fait son rapport au syndicat. L'obeissance aveugle a vécu, elle devient fonctionnelle. Ce changement capital est parfois mai compris par les cadres. les cadres :

les cadres:

« Pourquoi le V.V.D.M. dans ma compagnie? demande un commandant. Je mange régulièrement avec mes gars. Alors, quand quelque chose ne va pas, je l'entends tout de suite. Par exemple, un soldat vient me trouver. Son père est malade, et le samedi il a l'habitude de faire avec son camion-épicerle les environs de la petite ville. Si ce soldat part samedi à midi comme il se doit, ce n'est plus la peine pour lut. Le magasin péricliée. midi comme il se doit, ce n'est plus la peine pour lui. Le magasin péricile dejà. Il demande de pouvoir partir vendred! soir. Accordé. Vous voyez que le V.V.D.M. n'a pas de raison d'être chez moi. Je ne veux pas de politique dans ma compagnie » (15).

« Nous constituons un groupe de pression et certains cadres estiment en être les victimes », reconnaît Jean Willen Wesseld! jk, qui ajoute aussilôt: « Les réticences qui s'exercent au nom de l'efficacité ou de la discipline m'ilitaire masquent en réalité la peur que

de lourdes sanctions pour des délits mineurs. Sans procès, un soldat peut être condamné à quinze jours de prison s'il se marie sans autorisation; à trente s'il adresse une réclamation collective concernant le service; à soixante pour une insolence envers un supérieur, alors qu'un supérieur risque quarante jours de prison pour brutalité sur un subalterne. En Italie, une caserne sur cinq est chauffée. En France, 50 % du domaine immobilier des aumées n'est pas conforme aux normes courantes (11).

La formation militaire, souvent ré-

normes courantes (11).

La formation militaire, souvent réduite à la période des classes, ne justifie pas toujours, aux yeux des appelés, les obligations et les servitudes militaires. « On sait, écrit le colonel Brossolet, à quel point l'image de marque de l'armée et le moral des appelés souffrant du détournement des personnels subalternes vers des tâcites de servitude. Plantons, serveurs, barman servitudes magainiers cuisiman, secrétaires, magasiniers, cuisi-niers, téléphonistes, balayeurs, emniers, leiephonisies, oualyseus, em-ployés de bureau ou garde-mite — que d'hommes ont ainsi perdu leur foi! Non que ces emplois soient en eur-mêmes déshonorants, mais üs ne cor-respondent pas à la finalité spécifique du service militaire — la défense du

pays » (12).

En France, 55 % des appelés sont affectés à des tâches administratives ou d'entretien, 2 % ont accès au noyau lourd de la défense, la force nucléaire

lourd de la défense, la force nucléaire stratégique (13).

Les choix militaires technologiques accentuent la différence entre le combattant et l' α homme des casernes », d'autant plus en ce qui concerne les pays européens, protégés par le parapluie nucléaire américain et auxquels ce choix est épargné.

En France, pays de référence en ce qui concerne les armées de masse, un sondage effectué par la Commission

qui concerne les armées de masse, un sondage effectué par la Commission armée-jeunesse indiquait en 1971 que 61 % des appelés avaient le sentiment de perdre leur temps. En 1975, un autre sondage, réalisé par les services de l'armée de l'air, révélait que, dans cette arme réputée facile, 86 % des appelés émettaient le même avis. Dans son ensemble, la fonction militaire est touchée par cette évolution. A l'engatouchée par cette évolution. A l'engatouchée par cette évolution. A l'enga-gement, 15 % senlement des sous-officiers français déclarent qu'ils choi-sissent l'armée par vocation, 47 % pour acquérir une formation profession-nelle (14). Dans la plupart des pays européens, le recrutement des cadres militaires est de plus en plus difficile. C'est dans ce contexte que se développe en Europe occidentale l'agitation dans les casernes.

certains officiers ont de perdre leurs prérogatives sur la troupe. Ces réti-cences sont faibles, et la plupart des officiers ont compris que notre action s'exerce dans le sens de la justice. »

Ce fonctionnement, à peu de chose près le même dans les pays scandi-naves, reste l'exception. Ailleurs, de telles associations sont interdites par les règlements de discipline militaire et la contestation militaire s'est fixée sur les comités de soldats, structures clan-destines à l'intérieur des casernes, peu nombreuses en Allemagne et en Espagne, plus denses en France et surtout en Italie.

En France, la hiérarchie militaire évalue à cinquante-huit les comités répartis essentiellement dans les unités de l'armée de terre du Sud-Ouest, de l'Est et dans les forces françaises en Allemagne. En Italie, les responsables du mouvement avancent le chiffre de cent quatre-vingts comités répartis dans la région de Rome et dans le nord-est du pays, en Vénétie. Ces comités regroupent généralement de dix à vingt appeles, parfois plus comme dans certaines casernes de Rome, ainsi qu'en France, comme à Chaumont, par exemple, où le comité rassemble solvante-dix appelés.

Cette évaluation, faible au regard de l'ensemble du contingent, ne rend

compte que de l'aspect quantitatif de l'audience des comités auprès des appelés. Jadis, petits noyaux de regroupement des militants politisés de la gauche extra-parlementaire, les comités élargissent leur audience aux ex-lycéens, aux étudiants, aux chômeurs, à certains syndicalistes. « Minoritaires, les comités de soldats, par la jorce des choses », reconnaît un soldat pour ajouter aussitôt : « Mais les idées des comités sont majoritaires dans la masse des appelés. »

En France surtout, l'existence du comité est étrollement associée à la parution régulière du journal. Souvent,

comité est étrollement associée à la parution régulière du journal. Souvent, à l'origine, une simple feuille ronéotypée portant la mention « lis, fais lire, ne jette pas », en constitue l'amorce. En tout, quatre-vingts titres souvent accrocheurs, « Arrête ton char », « Le Mauvais Génie », « Gavie à vous-mêmes ». Des rubriques originales : comptes rendus de manœuvres, informations sur les droits, poèmes ou correspondances intimes ; une fabrication artisanale au départ qui laisse de plus en plus la place à la formule plus consistante des Livres noirs sur la vie de caserne.

consistante des Livres noirs sur la vie de caserne.

Ces publications, qui circulent sous le manteau, inquiétent la hiérarchie quand certaines réclament, par exemple, la constitution de commissions d'enquête sur les accidents survenus au cours de manœuvres ou font état des abus de pouvoir de certains cadres abus de pouvoir de certains cadres. Récemment, un général de division conseillait aux cadres attaqués par les comités de porter plainte. Autour du journal se construit le sentiment comités de porter plainte. Autour du journal se construit le sentiment d'appartenir à une communauté d'intérêt. Dans l'un d'eux, on peut lire : a Il faut résister à l'embrigadement, ne pas croire qu'on peut s'en sortir individuellement, en se tirant dans les pattes entre appelés. La seule solution ne peut être que collective : en refusant les brimades, en parlant entre nous de nos problèmes, en nous organisant en comités de soldais » (16).

Cette étape, sans doute utile, n'est, pas toujours suffisante pour garantir aux comités l'efficacité d'un groupe de pression reconnu par la loi. En Italie, certains comités se trouvant dans une situation analogue sont pourtant passés de l'énonciation des problèmes à l'action. Dans certaines unités du

passes de l'eminication des proteines à l'action. Dans certaines unités du nord du pays, des assemblées générales se tiennent ouvertement dans les chambrées. Dans de nombreuses casernes, des soldats refusent l'ordinaire et animent dans les réfectoires des grèves de la nourriture quand celle-ci greves de la nourriture quand celle-ci laisse à désirer. Ailleurs, des comités organisent le boycottage des cours d'instruction morale et obtiennent parfois le déplacement d'un officier accusé d'être lié aux groupes d'extrême droite. On a même vu, pendant l'hiver 1974, des soldats en uniforme participer aux piquets de grève et aux distribu-tions de tracts devant les usines Fiat

Moins spectaculaire, l'attitude des sous-officiers est encore plus signifi-cative. Au début de l'année, un rap-port confidentiel de l'état-major indi-quait que les sous-officiers de l'armée de l'air avaient élu leurs délégués dans quatre-vingt-quatre bases aeriennes sur cent solxante. A Rome, deux sections du SIOS, la sécurité militaire italienne, ont fait de même. Dyna-mique, l'activité des soldats italiens, conscrits et sous-officiers, se confond avec ce qu'ils ont appelé « la conquête des espaces démocratiques » : coordi-nation des comités dans chaque ville, coordination des villes par régions militaire, coordination des régions militaires dans une assemblée nationale qui s'est rémie pour la première fois en novembre dernier dans les locaux du syndicat unitaire de la métallurgie. Dans cette assemblée, se définissent les objectifs et les initia-tives nationales du mouvement. Lieux d'agitation politique, struc-

tures syndicales ou pré-syndicales, ces groupes de pression, reconnus ou non par la loi, évoquent l'antimilitarisme. Peut-on reconnaître dans cette atti-tude les intentions communes du mouvement des soldats en Europe?

Antimilitarisme?

«NOTRE efficacité, dit un des diri-geants du V.V.D.M., tient à l'aspect purement professionnel et non partisan de notre action. Seuls les conservateurs souhaitent le statu quo.

conservateurs souhaitent le statu quo. En ce sent, nous sommes progressites, c'est notre seule caractérisation politique. Le syndicat ne peut être un tieu d'agitation politique au risque de perdre son rôle jonctionnel auprès des soldats, et par conséquent son audience. n

Cette audience, le V.V.D.M. la doit aux remarquables résultats revendicatifs qu'il a obtenus. En dix ans, la solde a décuplé. Elle est aujourd'hui, avec 900 francs par mois, la plus forte en Europe. Chaque appelé a droit à une, permission hebdomadaire. Après 17 heures, chaque soldat peut quitter 17 heures, chaque soldat peut quitter 12 caserne s'il le désire; au-dela, les soldats sont indemnisés en heures sup-plémentaires. Actuellement, le V.V.D.M. se bat pour relever la solde au niveau du SMIC hollandais, soit 1700 francs.

(1) Politique aujourd'hui, mai 1971,

« La gauche américaine ».

(2) Le 25 novembre a marqué la défaite de la gauche militaire à la suite d'un « coup d'Etat » dont beaucoup d'aspetits restent encore obscurs.

(3) « Estime pour l'armée » juillet 1975.

(4) Le Monde, 2 décembre 1973, « L'agitation dans les casernes reprend après mai 68 », J. Pianchais.

(5) L'Eurogroupe est composé des ministres de la défense des pays membres de l'OTAN.

(6) Le « mai rampant » est le nom

de l'OTAN.

(6) Le « mai rampant » est le nom donné à une mobilisation progressive des étudiants et des ouvriers italiens sur la base d'une démocratie des consells très décentralisée.

(7) Politique aujourd'hui, novembre 1973, « Armée de métier et armée du peuple ». (8) M. Robert Dabezies est directeur du département de sciences politiques de

et pour l'abolition des tribunaux mili-En France, certaines revendications

en France, certaines revendications pourraient prêter à sourire. Un jeune soldat base à Angoulème raconte cette histoire : « Nous avions décide de modifier l'ayencement de la chambrés. modifier l'agencement de la chambrée. Nous autons en particulier déplacé les armoires. L'affaire est montée jusqu'au culonel, et les soldats ont élu un des leurs pour discuter de ce problème avec la hiérarchie. La hiérarchie n'a pas cédé, à la stupéfaction des soldats.» On serait alors tenté de croire cet interlocuteur quand il ajoute : « De telles actions valent mieux que cent discours antimilitaristes, »

Toutes les revendications pe compais-

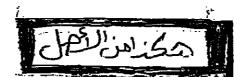
Toutes les revendications ne connais-sent heureusement pas le même sort! Un adjudant-chef admet de son côté qu' « én dix-huit mois l'agitation du contingent a fait davantage pour l'amélioration de la condition militaire que des dixines de rapports sur le moral » (17).

Paris-L animateur du centre d'études de délense.

(9) Le Monde, 20 janvier 1976.

(10) Cité dans Après-demain, revue des jeunes de la Ligue des droits de l'homme, janvier 1976. Pour le règlement militaire en France, voir aussi les Droits du solida.

Maspéro, 1975. (11) Cité dans Armée-nation, le rendez-vous manqué, PUF, 1975. (12) Essai sur la non-bataille, Belin. 1975. (13 et 14) Armée-nation, le rendez-vous monqué, déjà cité. (15) Politique enjourd'hui, janvier 1976, Les syndicats de soldats aux Paysos ». (16) La Varellis enchaîné, n° 2. journal u comité de la B.A. 191 de Toulouse. (17) Cité par le Monde, 24 décembre « Le champ de bataille de la bagarre pol



conscription et démocratie

ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE OCCIDENTALE

Nationalement, ces revendications reposent sur l'appei des cent's, plateforme présentée en juin 1974 aux candidats restant en course pour l'élection présidentielle, qui a recueilli les signatures de cinq mille militaires. Les signataires réclamaient la gratuité des transports, une réglementation du régime des permissions, le libre choix de la date et du lieu d'incorporation, la suppression des brimades et la liberté d'information et d'association. A peu de chose près, la plateforme des sous-officiers italiens avance les mêmes revendications en insistant plus particulièrement sur la reconnaissance du droit syndical. Au Portugal même, le manifeste des SUV exigeait les transports gratuits, une augmentation de la solde, une nourriture et des réfectoires communs aux officiers et aux hommes de troupe. Cependant, ces revendications pouvaient apparaitre équivoques, voire contradictoires, au regard des autres objectifs des SUV : « Les SUV luttent avec tous les travailleurs pour la préparation des conditions qui permettront la destruction du brus armé du pouvoir des travailleurs : l'armée populaire révolutionnaire. »

En France, cette équivoque subsiste parfois dans les publications de certains comités, de moins en moins nombreux, il est vrai, à s'exprimer ainsi. Dans le journal du comité de Cazaux, on pouvait lire : « Nos fusils déjendent les patrons et sont la garantie de ceux qui gèrent la crise et maintiennent le chômage... Quand l'heure sonnen, sachons les retourner contre ceux qui gèrent la crise et maintiennent le chômage... Quand l'heure sonnen, sachons les retourner contre ceux qui gèrent la crise et maintiennent le chômage... Quand l'heure sonnen, sachons les retourner contre ceux qui gèrent la crise et maintiennent le chômage... Quand l'heure sonnen, sachons les retourner contre ceux qui perent la crise et maintiennent le chômage... Quand l'heure sonnen, sachons les retourner contre ceux qui perent la crise et maintiennent le chômage. Quand l'heure sonnen, sachons les retourner contre ceux qui perent la crise

la plate-forme de lutte des soldats italiens. Sur onze articles, la plupart concernent la reconnaissance de l'acticoncernent la recommaissance de l'acti-vité syndicale et politique à l'intérieur des casernes; deux articles reven-diquent le contrôle des militaires sur l'institution. Dans l'un, il est question du α droit de présenter des réclama-tions collectives sur tous les aspects

de la vie de caserne et d'obtenir des de la vie de caseme et d'obtenir des explications sur les activités des militaires et autres dont le but n'est pas clair ». Dans l'autre, les appelés italiens exigent le adroit de connaître, de discuter et de rendre publics les structures et les objectifs des forces armées, les directives générales de l'entraînement, l'objet des manacutres, des lexies officiels et des programmes des académies et des écoles militaires ». Ici. l'antimilitarisme serait donc une

des académies et des écoles militaires ».

Ici, l'antimilitarisme serait donc une variante du « contrôle populaire » sur l'institution militaire ? Annulant la distinction entre revendications catégorielles et revendications politiques, un responsable français du mouvement des soldats ne dit pas antre chose quand il affirme : « Le mouvement des soldats n'est pas antimilitariste si on se réfère aux principales retendion se réfère oux principales rezendi-cations avancées par les comités et à la conscience de la majorité des soldats qui les soutiennent. Par contre, il l'est dans la démarche collective que sup-pose l'expression de ces revendications. démarche qui indique un contrôle possible des soldats sur l'institution militaire. militaire.»

La reconnaissance du droit syndical,

La reconnaissance du droit syndical, avancée en France comme en Italie, semble correspondre à cet objectif commun. Dans les deux cas, les soldats ont mis la hiérarchie militaire devant le fait accampli. En novembre 1975, les comités de soldats de Chaumont et de Besançon se sont constitués en sections syndicales rattachées aux unions locales de la Confédération française démocratique du travail. En Italie, le syndicat autonome des militaires a vu le jour en avril 1975. Le 27 mars dernier, une manifestation organisée par la coordination des sous-officiers de nier, une manifestation organisée par la coordination des sous-officiers de l'armée de l'air regroupait, dans les rues de Milan, dix mille personnes, dont de nombreux appelés en tenue, pour réclamer « une armée plus démo-cratique et le droit syndical pour les militaires ». La pratique syndicale n'est certes pas effective pour autant dans les casernes, mais ces actions constituent des précédents qui définissent dans ses grandes lignes l'orientation du mouvement des soldais dans ces deux pays.

Syndicalisme et spécificité militaire

L A nature particulière de l'institu-tion militaire est souvent invoquée pour refuser l'introduction du droit syndical dans l'armée. Rejetant cet syndical dans l'armée. Rejetant cet argument un haut fonctionnaire néerlandais du ministère de la défense parle de « pari démocratique » et d' « obligation pour les sociétés libérales » et ajoute : « Nous avons voulu abatire les frontières constitutionnelles entre l'armée et la société civile. La reconnaissance du droit syndical devennée alors élémentaire. Le rôle du sonnait alors élémentaire. Le rôle du syn-dicat dans l'armée doit s'apparenter à celui du syndicat d'entreprise. Dans les entreprises, il y a le patron et les employés. Pour l'armée, l'Etat est le employes. Pour l'armée, l'Etai est le pairon, la caserne, le lieu de travail. Il est normal que les appelés aient un syndicat qui défende leurs intérêts matériels. » Interrogé sur l'efficacité d'une armée règle par de telles conven-tions, il ajoute : « Nous sommes habi-tués aux surcasmes, même venant de partenaires proches. Dans ce cus, nous répondons que les armées qui répusent répondons que les armées qui réfusent la preuve de leur efficacité opérationnelle. Nous sommes d'ailleurs persua-des qu'une armée où ce droit existe serait probablement plus motivée à se

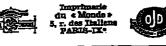
Les responsables politiques en France et en Italie ne partagent pas ce point de vue. M. Forlani, alors ministre itaet en Italie ne partagent pas ce point de vue. M. Forlant, alors ministre italien de la défense, affirmait îl y a peu de temps : « Il n'est pas pensable que l'on puisse introduire un syndicat dans l'armée. » M. Yvon Bourges, son homologue français, notait de son côté que le syndicat y serait « pernicieux pour la république et la démocratie » et ajoutait peu après : « Peut-il y avoir des activités politiques ou syndicales dans l'armée jrunçaise? La loi française répond non. Où trions-nous si nous avions des régiments politisés devenant U.D.R., républicains indépendants, socialistes, communistes ou, mieux encore, des régiments C.G.T., C.F.D.T., F.O.7 Evidemment, ce serait très exactement comme au Portugal, et Fon sait où l'on est arrivé au Portugal. »

Moins catastrophique est la vision que donne la revue des cadres Armées que donne la revue des cadres Armées d'aujourd'hui, qui aboutit cependant au même refus : « Le régiment, le bâtiment de marine, la base aérienne, ne sont pus des entreprises utilisant et rémunérant des cadres et des ouvriers, jabriquant des produïts manufacturés, distribuent des dividendes aux actionnaires... Que juire, dans cette optique, du droit de grêve, couronnement légitime de tout système syndical? Comment admetire les luties d'influence qui ne manqueraient pas d'influence qui ne manqueraient pas call? Comment unnective test taites d'influence qui ne manqueraient pas de se faire jour entre les différents syndicats existants? Imagine-t-on, à la limite, un syndicats officiels? C'est le royaume d'Utopie » (19).

A son tour, la gauche traditionnelle désavoue le syndicalisme militaire. Les termes sont différents, mais l'argu-mentation est parfois la même Ainsi, M. Charles Hernu, responsable des

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Jacques Famet, directeur de la publication.





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journais

problèmes de défense du parti socia-histe français, répond dans un hebdo-madaire : « Nous sommes également purtisans de la liberté d'expression et d'association. Mais l'armée, en raison de la nature de ses missions, ne peut être assimilée à une entreprise copi-taliste ou d'Etat. La hitte des classes ne peut s'y instaurer. Les soldats ne sont pas des ouvriers, ni les sous-officiers des contremattres, ni les offi-ciers des patrons. Nous appliquons à l'armée la thèse socialiste du front de classes. Entre un officier et un soldat existe une communauté spécifique de défense et non de lutte. Et, s'il n'y a pas lutte, il ne peut y avoir de syn-dicat » (20). dicat > (20).

dicat » (20).

Au syndicat, les socialistes français préfèrent des «commissions de soldats » qui débattent avec la hiérarchie des aspects quotidiens de la vie de caserne, mais non pas du bien-fondé de la vie militaire. Le parti communiste français parle, lui, de «clubs de soldats » dont les représentants seraient élus démonratiquement. La COT avance la même formule. Outre cette position, ces organisations signataires du programme commun émettent le souhait d'une réduction à six mois du service militaire. Plus nuancee, la C.F.D.T., sans se prononcer pour la création de syndicats, demande aux appelés de « décider eux-mêmes des structures les mieux adaptées ».

De son côté, le parti communiste italien suggère la participation des soldats aux décisions qui concernent les conditions de vie, les temps libres et le sport. Il a en partie obtenu satisfaction avec le projet de loi du constitue décrepte de les des les parties de les conférents de les conférents de les des les conférents de les secrétaire démocrate-chrétien de la défense, M. Radi, qui reconnaît le « principe » de la représentation des

militaires dans des instances consulmilitaires dans des instances consul-tatives. Avec le parti communiste, le parti socialiste italien juge cette évo-lution « positive ». De telles commis-sions existent en France mais n'ont pas, semble-t-il, désamorcé la contes-tation militaire. Avec scepticisme, le général Buis, directeur de la Fondation pour les études de la défense nationale en France commente ess propositions

pour les études de la défense nationale en France, commente ces propositions de la façon suivante : « On peut louer les intentions de la gauche, nous dit-il ; ces intentions reposent cependant sur deux jaux pos-tulats. Le premier consiste à croire que la gauche au pouvoir bénéficiera d'un

Vers l'armée de métier

D'OURTANT en désaccord avec les objectifs définis par les mouvements de soldats, le pouvoir politique est parfois obligé de réaliser certaines réformes afin de limiter la contagion. Les Pays-Bas restent l'exception, et la réduction du service militaire de seize à quatorze mois, effective en 1976, n'apparaît guère comme une mesure de circonstance. En août 1874, la solde est passée en France de 75 F à 210 F. Le 17 juillet 1875, une nouvelle réforme décidait du versement de 2 millions de francs pour les activités de loistrs des forces françaises en R.F.A., attribuait un voyage gratuit par mois pour chaque soldat et admettait l'alfocation de l'aide publique, 330 F, aux jeunes libérables sans emplois. Tout récemment, de nouvelles mesures prévoyaient une déflation des effectifs du contingent en élargissant les exemptions aux soutiens de famille et aux jeunes pères de famille de moins de vingt-deux ans. L'effort porte aussi sur le personnel de carrière. La loi du 30 octobre 1975 prévoit en particulier une élévation de la grille indiciaire et une accèlération des promotions, notamment par la création de deux cents postes de « majors», grade supplémentaire présenté comme le couronnement d'une carrière de sous-officier.

En Italie, M. Arnaldo Forlant, alors ministre de la défense, a été amené de son côté à présenter un projet de réforme tendant « à améliorer les conditions matérielles des militaires » et prônait « une discipline plus humaine et plus démocratique ». Devant la réaction massive des soldats italiens, le

et plus démocratique ». Devant la réac-tion massive des soldats italiens, le ministre a été dans l'obligation de ministre a été dans l'obligation de retirer son projet, qu'un responsable du mouvement, animateur de Lotta continua, définit ainsi : « L'objectif était d'obtenir l'approbation, avec le consensus ou la critique bienveillante de l'ensemble du Parlement, d'un règlement teinté de vernis démocratique, pour s'en servir ensuite contre le mouvement des soldats et des sous-officiers sons être accusé comme aujourd'hui d'utiliser un règlement fasciste » (21). fasciste» (21).

fasciste > (21).

Relevant pour la France les raisons du malaise dans l'armée, le général Buis nous fait remarquer : « La maitrise acquise par la France dans le domaine nucléaire a été obtenue au prix d'une restriction et d'un étalement dans le temps des améliorations de la vie múltaire. » Constatant que la tentation pourrait surgir d'inverser les priorités sous la pression des soldats, il ajoute : « Cette pression oblige à des efforts financiers qui grèvent d'autant le budget d'équipement des armées. Ce choix est dangereux car on ne peut te budget d'équipement des armées. Ce choix est dangereux car on ne peut jaire cette impasse financière sans risque d'affaiblir considérablement notre crédibilité défensive. Si l'on doit trouver des solutions, c'est ailleurs qu'il faut les chercher, peut-être dans un service civil? » (22).

cote le design de tresorere de son ministère et propose en conséquence un effort de défense qui porterait de 17 % à 20 % en 1982 la part du budget militaire dans le budget global. Par ailleurs, certains officiers moder-nistes prêtent une oreille attentive à l'activitée dans les esserves et sont

M. Yvon Bourges reconnaît de son côté le déficit de trésorerie de son

préjugé favorable auprès des appelés. Le deuxième consiste à penser que les mesures envisagées suffiront à réduire les noyeux d'inconditionnels de la contestion. contestation.

Evidence dont convient M. Jean-Evidence dont convient. M. Jean-Pierre Chevènement, représentant la gauche du parti socialiste : «Il n'y a pas d'issue à la crise du contingent, nous dit-il, en tout cas pas d'assue miracle telle que le syndicalisme mili-taire. Les solutions ne peuvent être que globales et prendre en considération aussi bien les revendications démocra-tiones des applés et des capes mue tiques des appelés et des cadres que les problèmes de déjense.

maliste de certaines revendications le moyen d'adapter l'armée aux nécessités stratégiques de son temps et aux nouvelles missions dans le sens des solutions qu'ils souhaitent.

En février 1975, l'amira! Henke proposait en Italie la professionnalisation de l'armée en engageant cent mille volontaires hien payés, bien armés, quitte à y inclure des femmes. En France, sans aller jusque-là, l'amiral Sanguinetti fait seulement remarquer que le hudret actuel de la défense

que le budget actuel de la défense impose des choix, et que l'on ne peut vouloir à la fois un armement crédible et une armee de conscription opéra-tionnelle. De nombreux officiers supé-rieurs sont par allieurs d'accord pour reconnaître que les armées de conscrip-tion sont remises en cause par l'âge nucléaire, qui dévalorise le corps de bataille (23).

Faut-il pour autant abandonner le principe de la conscription obligatoire? C'est l'intention que décèle en tout cas l'opposition dans l'attitude du gouverl'opposition dans l'attitude du gouver-nement français : « Le gouvernement, affirme M. Didie: Motchane, membre du parti socialiste, a fait subreptice-ment le choix de l'armée de métier. N'ayant pas le courage politique, ni sans doule les moyens de l'assumer publiquement, plutôt que de contester ouvertement le principe de la conscrip-tion obligatoire, il préfère accepter en fait la dégradation des conditions d'organisation de service mili-taire» (24). taire » (24).

En réalité, ce principe n'est que partiellement appliqué en Europe. En Italie, 40 % de la population assujettie effectue réellement son service militaire. Aux Pays-Bas, ce tanx atteint 60 %; en France, il est de 30 %. De plus, sur les soixante-quinze mille soldats que compte l'armée de terre néerlandaise, trente mille sont des militaires de carrière. En France, sur l'ensemble des effectifs de l'armée, 53,5 % sont des engagés. Techniquement, le passage à l'armée de métier est donc possible. Aux Pays-Bas, une commission parlementaire dirigée par un ancien ministre de la défense en étudie l'opportunité et les modalités. Interrogé à ce sujet, un haut fonctionnaire néerlandais nous fait une réponse en forme d'aven : « Vous savez, dit-il, l'armée de métier ne nous ejfraie pas. Ce pourrait même être une solution si l'agitation du contingent prenait des proportions considérables et devenait par exemple incompatible avec notre présence dans l'OTAN. Cependant, je dois dire que ce problème ne se pose pas. » En réalité, ce principe n'est que ne se

(18) Journal de la base sérienne de Cazaux, novembre 1975. (19) Armées d'aujourd'hui, « Syndica-lisme, comités, participation », janvier (20) Entretien accordé à Jours de France, 16-22 février 1976. (21) Cité dans Libération, 13 avril 1976, « L'armée italienne minée par la démo-

c L'armée italienne minée par la démo-cratie ».
(22) A propos du service militaire, cer-tains officiers dénoncent la référence à la notion de service national. Ils souli-gnent, à juste titre, que sur deux cent quatre-vingt-six mille jeunes qui effec-tuent le service national, douze mille seu-lement sont affectés à des taches civiles (coopération dans les pays du tiers-monde, « service de défense » lié à la

En France, le projet de budget pré-senté en mai au Parlement indiquait une nouvelle programmation des équipements des armées prévoyant de dé-velopper des « noyaux durs » tandis que

pements des armees previyant de developper des a noyaux durs » tandis que
d'autres, non prioritaires, seralent
remis en cause, « Au-delà des choir
techniques, note un quotidien, cela ne
revient-il pas à préparer une modernisation d'une partie de l'armée? De
celle que l'on voudrait garder? En
attendant que le problème du maintien ou de la suppression du service
militaire puisse être franchement
posé » (25).

Quelles que solent les intentions en
ce domaine, cette évolution ne peut
être que progressive, les choix techniques étant subordonnés à leurs
implications économiques, sociales,
politiques et diplomatiques (26). D'une
part, le service militaire est un régulateur du chômage, partout en Europe.
D'autre part, l'armée de métier suppose un accroissement des dépenses
militaires. En Grande-Bretagne, 4.5 %
du P.N.B. sont consacrés à ces dépenses,
contre 2.9 % en France. Aux Etaisdu P.N.B. sont consacrés à ces dépenses, contre 2.9 % en France. Aux Risis-Unis, ce taux est de 6.8 % et l'évo-lution constatée chez les militaires américains conduit les autorités à faire accomplir par des entreprises civiles les activités d'entretien des locaux militaires. Ainsi, la chaîne d'hôtels Holiday Inn participe à l'élaboration de ces locaux. De telles perspectives pour les économies fragiles d'Europe occidentale en proje à l'inflation inci-tent à la prudence (27). Politiquement. L'attachement des

Politiquement, l'attachement des partis de gauche au service militaire est solide, et toute modification dans partis de gauche au service militaire est solide, et toute modification dans ce sens se heurierait à l'opposition de ces forces politiques, ascendantes en Europe du Sud. Rien ne permet de penser enfin que les militaires professionnels seraient moins motivés pour réclamer l'amélioration de leurs conditions matérielles ou la reconnaissance de leurs droits que ne le sont les appelés anjourd'hui. Dès maintenant, les sous-officiers italiens donnent l'exemple à certains de leurs « collègues » français qui emboitent timidement le pas. Dans certaines publications officielles, des cadres font état de la « tentation syndicale » (23). De plus en plus, des sous-officiers s'expriment dans la presse sans avoir toujours l'accord de leurs supérieurs. Bouleversés par une sanction disciplinaire qui frappait l'un des leurs pour avoir agi ainsi, trente sous-officiers de Fort-de-France ont décidé de constituer, à l'image des appelés, une structure clandestine dans leur caserne (29).

En novembre dernier, à Chicago, un colloque de sociologie militaire indiquait comme probable une évolution des armées d'Europe occidentale vez le syndicalisme militaire. Peu de temps auparavant, les mêmes experts pronostimatent le ressente vers l'armée de tiqualent le passage vers l'armée de métier. Syndicalisme militaire ou armée de métier, l'alternative n'a pas armée de métier, l'alternative n'a pas changé. Par contre, la situation dans les casernes a évolué et la dynamique engendrée par le mouvement des soldats contribue à accélèrer les échéances. « A reculer une réforme majeure, écrit M. Xavier Sallantin, n'y a-t-il pas risque que les échéances ne s'alour-dissent et qu'il ne soit nécessaire d'opérer demain à chaud ce qui, peut-être, pourrait être prévenu aujourd'hui par une opération à froid 7 » (30). par une opération a froid? » (30).

DANIEL LECONTE

protection civile, objecteurs de conscience dépendant du ministère de l'agriculture). Pour la majorité, service national reste donc synonyme de service militaire. Quelques officiers souhaiteralent étendre la notion de service civil en définisant les missions autour d'un thème mobili-sateur, la défense de l'environnement par sateur, la delensa de l'environnement par exemple. (23) Thème remarquablement développé dans Essai sur la non-bataille, déjà cité. (24) Le Monde, décembre 1975, « Le gou-vernement a fait le choix de l'armée de méties.

métier s.

(25) France-Soir, 13 avril 1976.

(25) En outre, cette évalution doit tenir compte de toutes les inflations de la politique de détense. En France, par exemple, on tensit pour acquis, il y se peu de temps encore, les contours dessinés par les généraux Ailleret et Fourquet, cheft détat-maior des armées Sous Le exemple, on tensit pour acquis, il y a peu de temps encore, les contours dessinés par les généraux Aillèret et Fourquet, chefs d'état-major des armées sous le général de Gaulle et le président Pompidou. Cette stratégie « tous azimuis » reposait sur l'utilisation de la force nuclésire stratégique en vue d'une riposte massive contre toute agression menaçant le sanctuaire national. Pour le général Gallois, deux fois sept cent cinquante « civils » suffiraient à la mettre en œuvre. Or. le ler juin, à l'Institut des hautes études de détense nationale, le président Giscard d'Estaing a envisagé, d'une façon implicite, l'hypothèse, de confilts limités en Europe mettant en jeu les forces conventionnelles avec la participation de l'armée française. De son côté, le général Mérs, chef d'état-major des armées, indique comme possible (Revue de déjense nationale, juin 1976) que l'armée française auprès des armées de l'OTAN occupe un « crêneau » sur les frontlères orientales de la E.F.A. et introduit la notion de « sanctuarisation élargie ». Le contingent, dans ce cas, serait chargé, semblet-il, de garantir la sécurité à l'intérieur de l'hexagone. Outre ses implications politiques, cette évolution, si ella se confirmait, donnerait aux partisans de la Conscription obligatoir l'occasion d'en justifier le principe d'un point de vue technique et aux partenaires européens de la France, gagnés depuis longtomps à cette analyse, la confirmation que les orientations sur lesquelles la politique de défense, définite jusqu'alors par la France, pouvaient faire douter de sa rédibilité. (27) Thème développé dans l'Epreuve de l'orce. Xavier Sallantin, octobre 1975, Cahiers de la Pondation pour les études de étense nationale.

(28) Armées d'aujourd'hui, juillet 1975, e La tentation syndicale ».

(29) Des phénomènes mineurs — fraudes, délation — constatés lors des examens à l'Acadèmie militaire de West Point, aux Etais-Unis, ont fait apparaître les faiblesses du « code de l'homneur » et témoigent d'un malaise réel au sein même des futures élites

(30) L'épreuve de force, déjà cité.



A LA CONFÉRENCE « AU SOMMET » DE COLOMBO

Le mouvement des non-alignés va-t-il franchir le cap de l'institutionnalisation?

ES la fin des années 60, l'accélération du processus de décolonisation et la diminution de la tension entre l'Est et l'Oues: semblaient vouer à l'effritement le mouvement des pays non alignés (1). Par un singulier retournement de situation, il se trouve aujourd'hui confronté au problème de l'opportunité de se doter ou non d'une ou plusieurs structures institutionnelles. Ce sujet revêt une actualité particulière avec l'orientation prise par le mouvement depuis le «sommet» d'Alger en 1973, qu'entend confirmer la cinquieme conférence « au sommet » qui va se réunir à Sri-Lanka du 16 au 19 août.

Sans doute le problème de l'institutionnalisation s'était-il posé dès la naissance du mouvement à Bandoung en 1955. Mais, en pleine guerre froide. l'emergence sur la scène internationale d'un groupement structuré de pays du tiersmonde eût pu être assimilée à l'apparition d'un troisième bloc susceptible d'accroître la tension qui y régnait alors. Ce que ne manquèrent pas de faire ressortir les détracteurs du mouvement. Or. en faisant de la coexistence pacifique l'un des principes de base du non-alignement, ses fondateurs entendaient lui assigner le rôle exaciement opposé.

Les données du problème sont aujourd'hui sensiblement différentes. La volonté de se tenir à l'écart des blocs ne constitue plus pour les non-alignés une raison d'être. Tout en soulignant la persistance de la « politique de blocs », ils reconnaissent que des « résultats positifs », quoique limités, ont été obtenus en matière de « détente » au cours des dernières années. Ces Etais entendent néanmoins veiller à ce que celle-ci ne se traduise pas par un simple transfert de la tension d'un point à un autre : ainsi l'activité des grandes puissances et de l'Afrique du Sud dans l'océan Indien constitue-t-elle pour eux un sujet particulier de préoccupation. Le plan mis au point par le gou-vernement de Sri-Lanka pour l'établissement d'une sone de paix dans cette partie du monde, et un programme pour le développement de la coopération entre les Etats de la région, figurent d'ailleurs à l'ordre du jour du « sommet » de Colombo, Mais, tout comme la luite pour

la décolonisation avait joué un rôle de catalyseur au sein du mouvement à la fin des années 50 et au début de la dernière décennie, c'est désormais la détermination des dirigeants des Etats membres à assurer, tant dans leurs pays qu'au niveau des relations internationales, toutes les conditions nécessaires à l'accélération de leur développement économique et social et au relevement du niveau de vie de

leurs peuples » qui en constitue l'élément moteur. A cet égard, le sommet » d'Alger en 1973 marqua l'histoire du mouvement, en définissant cet objectif comme prioritaire. Le « Programme d'action pour la coopération économique » élaboré à cette occasion a en effet. jeté les bases d'une stratégie glo-bale des pays non alignés pour les négociations avec les Etais indusration de l'ordre international dans ce domaine, ainsi que les fondements d'un renforcement des liens

entre les membres du mouvement Le rôle joue par l'OPEP dans la revalorisation des prix du pétrole est venu conforter l'idée que c'était à la solution de leurs problèmes économiques que les pays non alignés devaient désormais consacrer l'essentiel de leurs énergies. Au moment où se déroulent, dans le

CE nouveau facteur de mobili-sation est venu à point nommé apporter un second soutile à un mouvement dont beaucoup de membres s'interrogeaient de plus en plus sur sa raison d'être. Encore faut-il que les déclarations d'intention se traduisent maintenant dans les faits. La conférence de Colombo constitue un test à cet égard.

Le « sommet » d'Alger ayant défini les recommandations de principe, il revient à cette dernière d'en enregistrer la transposition dans les faits pour que l'enthou-siasme soulevé il y a trois ans ne cède pas la place au désenchantement. Après les maigres résultats de la quatrième CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) à Nairobi en mai, et au moment où le dialogue Nord-Sud marque le pas, les pays les plus pauvres du mouvement fondent des espoirs d'autant plus grands dans le Fonds de solidarité pour le développement économique et social des pays non alignés, créé à Alger, Mais le Bureau de coordination du mouvement (2) a constaté au mois de juin dernier qu'une seule adhésion gistrée, alors que la mise en route de ce dernier en nécessite quarante. La constitution d'un Conseil d'associations de producteurs de matières premières paraissait, en revanche, enregistrer des progrès satisfaicante.

En fait, entre le quatrième et le cinquième « sommet » des non-eliqués, il est apparu que de nombreux projets prévus par le « Programme d'action pour la coopération économique : étaient difficilement réalisables en l'absence de structures précises et permanentes

cadre de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale notamment, d'importantes et difficiles négociations entre pays développés et Etats du tiers-monde. la conférence de Colombo ne peut

MARIE-CLAUDE CELESTE

que confirmer cette évolution dans la définition de l'ordre des prioritės du mouvement. Mme Sirimavo Bandaranaike, premier ministre de Sri-Lanka, a d'ailleurs exprimé le souhait que ce « sommet » fasse, de la « lutte contre le sous-développement et la dépendance économique des pays membres envers le monde industrialisé, ...un défi » à

Pour traduire les intentions en actions concrètes

chargées d'étudier et de mettre au point des modalités pratiques d'ap-plication. Ce n'est ni lors des rencontres des cheis d'Etat ni dans le cadre des conférences ministérielles du mouvement (dont la seule fouction est de préparer les « sommets ») que peut être définie, concrètement et dans le détail, l'action conjointe que les pays membres entendent entreprendre à l'égard, notamment, des sociétés multinationales. Du côté de I'O.C.D.E., plusieurs réunions ont été ces derniers mois consacrées à l'harmonisation des positions des pays membres au cours des négociations économiques internationales avec le tiers-monde. Le monvement des non-alignés ne dispose pas, quant à lui, d'un tel support

Les implications de cette carence ont été mises en évidence dans le rapport préparé en 1975 par la Fondation Dag-Hammarskjæld (3) à l'occasion de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies. « Seules, notait-il. les institutions du tiersmonde peuvent défendre les intèrêts du tiers-monde. Les institutions globales, par définition, doivent tenir compte des intérêts de tous leurs membres. Elles peuvent. certes, accorder une attention spéciale aux besoins des plus faibles, mais leur rôle fondamental doit rester celui d'un médiateur, d'un conciliateur chargé de trouver les domaines d'intérêt commun... Des négociations appelées à déboucher sur des résultats pratiques exigent le recours à des compétences spé-

Ce qui est vrai au niveau des relations internationales l'est aussi de la coopération économique hori-

zontale entre pays non alignés. Le « Programme d'action pour la coo-pération économique » vise à doubler le taux de croissance des importations de chacun des membres du mouvement en provenance d'autres pays en développement, Pour atteindre cet objectif, sans doute faudra-i-il prendre en considération cette récente remarque de la CNUCED : « Un aurangement institutionnel est vital pour l'efficacité des négociations et l'examen périodique d'un système de préférences dans les échanges entre pays en voie de développement. D'autant qu'il faudra des années pour reduire, comme le souhaitent les nontiers-monde à l'égard du monde alignés, la dépendance actuelle du industrialisé dans ce domaine. Ces quelques chiffres en témolgnent : 70 % des importations des pays en voie de développement proviennant

d'une structure institutionnelle préconisée par certains pays non alignés s'est jusqu'à présent heuriès à une fin de non-recevoir de la pari de la grande majorité des membres du mouvement. Une pro-position visant à établir un secrétariat permanent a provoqué une levée de boucliers au « sommet » d'Alger. Mais le fait que le Bureau de coordination du monvement alt été alors chargé de soumettre un rapport à ce sujet au cinquième « sommet » prouve que les partisans d'une tells institution n'ont pas

actuellement des États industriali-

sés, vezs lesquels sont dirigés les trois cinquièmes de leurs exporta-

rions. Les échanges entre pays en voie de développement, eux, ne représentant que 20 % du total de leurs exportations et importations.

Malgré tout, la mise en place

MARINE

Un rassemblement hétérogène

E débat atteste, s'il en était L besoin le caractère hétérogène du mouvement. Au sein de ce vasie rassemblement, fous les conrants de pensée et toutes les opinions sont représentés, depuis ceux qui souhaitent que le mouvement reste le forum qu'il a toujours été jusqu'à ceux qui voudraient en faire le moyen d'un engagement résolu et constant aux côtés des forces progressistes et anti-impérialistes. Certains Etais expriment donc la crainte de voir une institution permanente forcement réduits par rapport au nombre des membres, qui a plus que triplé depuis le premier - sommet » à Belgrade en 1961, lequel avait réuni une vingtaine d'Etats adopter des positions ou prendre des initiatives qui n'auraient pas, autrement, leur adhésion,

Sur le plan politique, bien des points de désaccord existent effectivement. Seule, pent-âtre, la condamnation des régimes minoritaires d'Afrique australe fait encore l'unanimité, à condition de ne pas dépasser le stade des principes : la rupture de tout lien avec l'Afrique du Sud recommandée par le -sommei > d'Alger est restée un vœu pieux. De nombreux membres du mouvement, dont plusieurs pays africains, entretiennent d'excellentes relations avec le convernement de Pretoria. A cet égard, il sera intéressant de voir quel accueil le « sommet » de Colombo réservera à la proposition du Buresu de coordination - qui compte quelques-uns des membres les plus militants du mouvement — de demander à la France de reconsidérer sa décision de vandre deux réacteurs nuclégires à l'Afrique du Sud. En fait, tout comme le problème du Sahara occidental, cette question suscite parmi les nonalignes les mêmes clivages que connaît l'Organisation de l'unité africaine. Le problème du Proche-Orient, lui aussi, engendre quelques remons. Si les pays nonalignés sont d'accord sur le principe d'un soutien aux Palestiniens. ils divergent sur la stratégie à adopter envers Israel, comme l'ont prouvé, au cours de la conférence ninistérielle de Lima en 1975, les échanges très viís entre partisans et adversaires de l'exclusion d'Istaël de l'ONU.

Il n'y a rien de bien surprenant à cet état de choses. Un mouve-ment groupant les deux fiers environ des pays de la planète et qui, à Colombo, enregistrera de nouvelles adhésions (dont celles de l'Angola et des Seychalles) - ne homogène. Du moins la recharche de solutions aux problèmes économiques des Etats en développement (ils en sont tous) fournit-elle à ses membres le terrain d'une action concrète et concertée : c'est en grande partie grâce à l'action des non-alignés, qui ont su définir des revendications precises pour l'avenement d'un nouvel ordre économique mondial, que les pays en vois de développement font preuve de cohésion dans les négociations avec les Etats industrialisés sur ce sujet. Sans doute, pour ces raisons, les problèmes économiques sont-ils appelés à occuper une place de plus en plus importante dans les activités du monvement.

(1) A la dernière réunion du mouvement (su niveau ministériel) à Lima, en soût 1975, la liste des pays membres s'établissait comme suit : Afghanistan, Algérie, Argentine, Arabie Ssoudite, Bangiadesh, Bahrein, Ehoutan, Birmanie, Botswana, Burundi Cambodge, Cameroun, Chill, Cap-Vert, Chypre, République populaire du Congo, Côte-d'Ivoire, Cuba, Dahomey, Egypte, Emirats arabes unia, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Irak, Jamaique, Jordanie, Kenya, Koweit, Laos, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Maurice (ilei, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pérou, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sénégai, Sierra-Leone, Sao-Tome, Singapour, Somalie, Swatliand, Soudan, Sri-Lanka, Syrie, Tanzanie, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vistnam du Sud, République atmocratique du Yémen, Republique démocratique du Yémen, Republique democratique du Yémen, Republique du Nord, Panama et l'Ol-P. ont étá admis en tant que membres à la conférence de Lima.

(2) Les Etsts suivants siègent au (2) Les Etais suivants siègent au Bureau de coordination : Algérie, Cubs, Guyana, Inde, Kowelt, Libéria, Malaisie, Mall, Népal, Pérou, Sénégal, Somalie, Sri-Lanks, Syrie, Tanzanie, Yougoslavie, Zaire. Le Bureau a été chargé, à Alger, en 1973, de coordonner les activités et les positions des gouvernements, notamment à l'ONU, et

(3) Que fairs? Un autre dévelop-pement, Foudation Dag-Hammarsk-joild, Uppsala, juillet 1975.

CONTRADICTIONS DU CAPITALISME, RÉSISTANCES A L'HÉGÉMONIE MONDIALE

L'ennemi intérieur, cible de la troisième guerre mondiale? =

n'a pas de solution de rechange, il est vous à perpétuer, même en l'attenuant, le système bêti après la guerre. S'il lui apparait que ce n'est pas possible, il défendra sa supré-matie tel une bête blessée : il fera la guerre, à l'extérieur, à l'intérieur. D'allieurs n'a-t-il pas délà commence? > Cette interrogation du héros du dernier roman de Bené-Victor Pilhes, la Bêto (1), Y. Fitt, André Farhi, Jean-Pierre Vigier auralent pu la mettre en exergue de leur livre sur la Crise de l'impérialisme et la troisième guerre mondiale (2), tellement elle résume leur propos. Refusant un débat stérile en termes de tout ou rien » sur le maintien de la supr matie ou le déclin de la puissance américaine, ils s'efforcent au contraire de montrer comment à partir d'une situation de crise dont ni la réalité ni la profondeur ne peuvent aujourd'hui être niées, le capitalisme américain développe sa ntre-offensive, et quelles en sont les armes. Outlis économiques, d'abord, qu'étudie Y. Fitt. Ce sont ceux-là mêmes que le capitalisme américain a mis en place durant la guerre froide (et sans doute avant, du dedans même de la grande crise). Mais il lui faut aussi continuellement les adapter. Cela est particulièrement vrai de l'agriculture, arme oubliée trop souvent — l'arrèt brutal des esportations de soja en 1974 en n brutalement dévoilé l'importance stratégique, mais qui, sous le couvert de la « révolution verte », a assuré l'hégémonie américaine sur l'agriculture mondiale au cours des quinze der-nières années; les phénomènes de désertification la recrudescence des famines dans certains ass d'Afrique et d'Asie en seraient une consé-

quence directe.

Les firmes moltinationales, le pillage du tiersmonde sont, par contre, des ontils plus connus.

Y. Fitt montre leur intégration croissante dans
une politique mondiale d'ensemble : de simples moyens de puissance économique et financière. ils sont anjourd'hui devenus les instruments très directs d'une politique politière à l'échelle de la planète. L'industrie, et particulièrement les nouveaux secteurs à haute technologie, reste

C'est pourtant l'une des clés non seulement d'un « nouvel ordre économique international » d'un « nouvel ordre économique international » mais, plus encore, d'une restructuration des rapports politiques entre Etats assurant à certains pays-relais (le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran...) un développement industriel certes dominé une développement industriel certes dominé, mais néanmoins réel.

A BAIE économique, mais aussi arme moné-taire. La crise de l'impérialisme américain, comme son actuel redéploiement, ont bouleversé

parmi les plus puissants de la panoplie améri-caine, ce qui laisse prévoir de nouvelles crises monétaires en perspective (dont les événements récents indiquent qu'elle est déjà en route). Une crise liée aux modalités financières de l'accumulation, peut-être insoffisamment étu-

Le fondement de cette hégémonie américaine, sanctuaire sussi de sa crise, J.-P. Vigier le voit dans la maîtrise de la e révolution scientifique et technique ». L'analyse n'en est pas nouvelle

Par ANDRE GRANOU

l'ordre monétaire international issu de la deuxième guerre mondiale. Mais, pour A. Farhi, cette crise de la suprématie du dollar est aussi l'une des armes les plus efficaces de l'impéria-lisme américain pour la sauvegarde de son hégé-monle. Il suffit de se rappeler l'effrei qui a salsi ceux qui plaidaient pour une dévaluation du dollar lorsque celle-el s'est révêlée être une américaines, sans que les firmes multinationales américaines en souffrent particulièrement. De « l'hégèmonie incontestée du dollar » à la mise en place d'une « deuxième ligne de défense monétaire », l'histoire du système monétaire international et l'analyse théorique qui la sous-tend constamment moutrent comblen sont vaines certaines discussions sur le meilleur des systèmes monétaires possibles, quand 12 seule question est celle des moyens monétaires d'une politique d'hégémonie.

L'analyse des dettes donne particulièrement à réfléchir, dettes permanentes et croissantes dont les Etais-Unis « auraient à payer les intérêts et dont ils pourraient négocier le montant en position de force... mais une dette qu'ils n'au-raient jamais à rembourser ». Et c'est bleu là le point capital : signe de crise, l'endettement et a été développée à plusieurs reprises ici même (3). Son étude en précise tontefols l'articulation avec le procès d'accumulation du capital, les contradictions dans le rythme de croissance des différents secteurs, son rôle dans l'élévation de la composition organique du capital et l'élévation des faux-frais de circulation et, finalement, le mécanisme qui conduit à bloquer les effets contrecarrant la balsse du teux de profit qui, de tendance sans cress détaux de profit qui, de tendance sans cesse dé-jouée, devient réalité.

Cet approfondissement de l'analyse de 12 révolution scientifique et technique ne lève pas toutelois l'hypothèque de son articulation avec les formes de l'exploitation de la force de travail (formes des procès de travall, et de la mobilisation de la force de travali). De ce fait, elle ne permet pas de saisir la nature exacte des rap-ports de production capitalistes et les principes de la division internationale du travail. Les formes d'un redéploisment de l'accumulation capitaliste à l'échelle internationale comme condition d'une issue à la crise restent ainsi en

pointine.

Mais, quelles que soient ces formes, la dynamique des contradictions internationales dont
J.-P. Vigier développe l'analyse est telle qu'elle

ne peut pas être retournée à l'avantage de l'impérialisme américain sans affrontements violents avec toutes les forces sociales qui s'opposent de par le monde à cette hégémonle, une troisième guerre mondiale, entièrement diffé-rente des deux premières par son enjeu : une lutte de classe, une lutte contre l'ennemi intérieur à l'échelle intern

R ESTE alors une question, que Noam Chomsky A aborde dans sa préface (4), mais qui reste en creux tout au long de l'ouvrage : quid de ce ordre social intérieur peut s'appuyer le nouvel par la companie de l'ouvrage : que l'ordre social intérieur peut s'appuyer le nouvel peut s'appuyer le no ordre international que vent imposer l'impéria-lisme américain : La crise d'hégémonie interne est au moins auxsi profonde que sa crise d'hégé-monie externe (5), et le grand silence du mou-vement ouvrier américain ne conduit nullement à la situer dans la perspective d'une transfor-mation seulement progressiste (en l'absence de toute force sociale capable de porter un projet socialiste) La dernière crise a abouti au fascisu

La dernière crise a abouti au fascisme, rappelle Chomsky, et au renforcement des institutions capitalistes d'Etst. « La crise actuelle
ménera ce processus à un stade supérieur, surtout dans une société ausai atomisée et (c'est
très important) aussi dépolitisée que la société
américaine... Ce qui pourrait entraîner (beaucoup
le prévolent déjà) l'apparition d'une sorte de
« fascisme bénin », c'est-à-dire des structures
institutionnelles de type fasciste mais sant les
excès de terreur de l'Etat policiar » (reportés à
la périphèrie). Une guerre mondiale en forme
de contre-révolution, de guerre civile généralisée.

(1) La Bête, Bené-Victor Pilhes, Le Soul, Paris,

(1) La Bête, René-Victor Pilhea, Le Seull, Paria, 1976, 160 pages, 25 F.
(2) La Crise de l'impérialisme et la troisième guerre mondiale, Y. Fitt, André Farht, Jean-Pierre Vigier, Maspero, Paria, 1976, 222 pages, 40 F.
(3) Voir notamment les articles de Jean-Pierre Vigier publiés en novembre 1974 et février 1975.
(4) Cf. également le Monde diplomatique de mai 1976. mai 1976.

(5) Voir l'article de James F. Petras: c le mythe du déclin américain », le Monde diplomatique, février 1976.

-

1 F. 15 (5)

- 18

200

: :: 3

: ·= :₂₈

To the St

1 may 1 mg

LEMONDE DIPLOMATIQUE — AOUT 1976 — 5

Moyen d'asservissement ou instrument de libération

L'INFORMATION DANS LE TIERS-MONDE

(Suite de la première page.)

Quant aux informations proprement dites, elles sont presque entièrement menipulées par les agences de presse transnationales, présentées comme des agences « internationales ». L'événement quotidien des peuples en vole de déveioppement est transmis au monde par leur canal tandis que, parallèlement, ces mêmes peuples sont « informés » de ce qui se passe à l'étranger par la même voie. Mais les critères de sélection retenus sont tels que, finalement, il s'agit plutôt d'une déformation - et d'une désir mation — systématique de la réalité qui s'exerce avec une virulence toute particullère lorsqu'il s'agit de présenter des nouvelles concernant les peuples qui ont emprunté la vole révolutionnaire pour s'émanciper. Les aspects les plus significatils de leur lutte, les causes profondes qui en sont à l'origine, sont en général passés sous silence ou faussés. 700

Rares sont, dans le tiers-monde, les pays qui possèdent leurs propres chaînes d'information et où la nouvelle subit un examen critique avant d'être rediffusée par les moyens nationaux de communication de masse. Ces demiers, dans la grande majorité des cas, transmettent au public les dépêches dans la forme sous laquelle elles leur arrivent, sur les télétypes des transnationales. Les valeurs ainsi transmises n'ont rien à voir - ou irès pau - avec l'identité culturalle et les besoins des populations auxquelles elles sont destinées. Car elles tendent à légitimer le système de domination régnant et à neutraliser toute aptitude à la critique et à la réflexion, donc toute capacité révolutionnaire. Celui qui reçoit l'information est condemné à consommer passivement une vision particulière de l'histoire, qu'on a appelée à juste titre la - porno-histoire -. Cette condition n'est d'ailieurs pas spécifique du tiers-monde : les masses de l'Occident Industrialisé sont soumises, à des degrés variables, au même mécanisme de castration...

Dans un document qui a servi de base aux discussions du séminaire de Mexico (4), Juan Somavia precise que le pouvoir des agences de presse transnationales - ne repose pas sur leurs dimensions financières, mais sur le manlement de la variable fondamentale qu'est l'information dans la sociélé contemporalne... C'est pour cela qu'elles sont présentes à travers

le monde. Leur rôle spécifique à l'Intérieur du système transnational est équivalent à celul que jouent les phares d'une automobile : éclairer la route, donner aux conducteurs du système des renseignements sur ce qui e trait à leurs intérêts, éblouir les éléments dangereux, alder à choisir un bon chemin. Au physique, tout comme les phares de la voiture, elles sont petites; male elles jouent, comme eux, un rôle déterminant. Sans les agences, le système perdreit de son pouvoir opéra-tionnel et de son efficacité et courreit le risque de se briser contre des situations

Autre aspect assentiel du comportement de ces agences de presse : elles considèrent l'information comme une marchandise, en appliquant la logique du marché capitaliste, une agence est d'autant plus puissante et efficace qu'elle - vend davantage et qu'elle a plus de clients. Pour assurer le développement de cette conception marcantile de l'information, elles n'ont rien trouvé de mieux que de faire accepter par la communauté internationale, avec l'appui des gouvernements des pays occidentaux industrialisés et en particulier celui des Etals-Unis, la légitimité du principe du « libre flux de l'information - (5) qui, en fait, leur garantit une totale liberté d'action au détriment des intérêts et de la souveraineté des peubles. Non seulement les agences, mais les entreprises de publicité (pour la plupart nord-américaines), les programmes de télévision et de radio, les grands organes de la presse écrite, les comics, etc., sont ainsi en mesure de livrer sans entrave leurs messages exaltant les fausses valeurs du capitalisme et de la société de consommation, et singulièrement les concepts de « démocratie » et de « liberté » qui, dans la pratique, sont dénués de sens pour l'immense majorité des peuples opprimés.

Dans cette tâche, ils bénéficient de la complicité à l'intérieur de chaque pays des groupes de pouvoir, appelés bourgeolsies nationales, qui pariois contrôlent eux-mêmes les moyens de communication avec l'appui des appareils de gouvernement et de répression locaux. Très rares sont les nations du tiers-monde oul ont su placer les grands moyens de communication au service des intérêls véritables des peuples, ce qui, pourtant, est une condition essentielle de toute libération véritable.

plusieurs années, dans le domaine des communications et de l'information, une tăche remarquable. En particulier, son programme pour le développement de la communication est désormais orienté sur l'átude de systèmes et de techniques permettant d'associer davantage le public à l'emploi des moyens de communication dans les pays du tiers-monde, où précisément l'information doit s'accorder de

très près avec les objectifs et la planification du développement. Cette organisation encourage aussi les études, les services d'experts-conseils et suscite d'importantes rencontres sur ce thème au niveau régional, comme celle qui a eu lieu le mois demier à San-José de Costa-Rica et qui fut consacrée à la « Politique de communication en Amé-

Echapper aux réseaux traditionnels.

ES nations du tiers-monde sont donc placées dans la nécessité impérative de rompre leurs liens de dépendance en matière d'information pour sauvegarder teur identité et leur souveraineté cultureile conquérir une Indépendance véritable dans les domaines politique et économique. Sans souveraineté en matière d'informa-tion, il ne peut exister d'authentique couverainaté économique et politique.

Dans ce but, une cérie d'initiatives doivent être prises, visant en particulier à mettre en place des chaînes d'information autonomes qui échappent aux critères appliques par les réseaux traditionnels au service de l'impérialisme.

. Il fautira évidemmer une grande dose de volonté politique, une authentique vocation de libération et, surtout, une conscience claire du fait que le tiersmonde doit compter fondamentalement sur ses propres forces pour mettre de tels es en marche. Et cela suppose une solidarité, une aide et une coopération horizontales entre nations et peuples sous-

que si elle se fait instrument de libération et de changement historique au service de la lutte des peuples opprimés. Ce doit être une information libérée et libé-ratrice, qui refuse les fallacieux critères d' - objectivité - derrière lesquels se sont retranchés traditionnellement les marchands de nouvelles pour servir leurs intérêts et maintenir dans l'ignorance des millions d'êtres humains.

Dans ce domaine, l'objectivité n'existe pas. Derrière chaque message, il y a toujours un contenu qui répond à une volonté politique. Et jusqu'à ce jour les peuples du tiers-monde sont victimes d'une volonté politique de domination. Ce dont il s'agit maintenant, c'est de dépasser cette réalité.

De la même façon, à l'intérieur de chaque pays, on doit chercher à affranchir les grands moyens de communication de masse de la domination des groupes de pouvoir et de l'influence extérieure, pour les mettre au service des authentiques intérêts populaires. On doit tendre également, si difficile que ce solt, vers la

fonction sociale, elle ne sauralt être une affaire commerciale, Comme toute fonction sociale exercée au nom et su service de la communauté, sa pratique ne peut être laiscée au libre arbitre de celul qui l'assume. En outre, la transmission de l'information confère un pouvoir, et toute société doit s'organiser pour que ceux qui détiennent un pouvoir solent socialement responsables de son exercice. Dans ce but, on a développé — dans plusieurs autres domaines -- des paramètres d'après lesquels on criente et encadre l'action spécifique de ceux qui détiennent un pouvoir. Rien ne s'oppose à ce qu'on applique aux agences de presse les mêmes critères.

■ Les agences de presse transnationales sont des organismes étrangers qui opèrent à l'intérieur d'un pays. Chaque pays, dans de créer un cadre de responsabilité pour l'exercice des activités des « entités étrangères - qui agissent à l'intérieur de son territoire. Aucune entité étrangère n'e la droit per se d'agir, de travailler ou de produire dans un autre pays. Ce droit, on le lui accorde parce que l'on considère que sa présence rendra un service à ce pays. Cela est valable même pour une entité étrangère jouissant de l'exterritorialité juridique telle qu'une ambassade, parce qu'elle sert les relations internationales des deux pays ; et celle-ci perd automatiquement ses droits lorsque les relations diplomatiques sont interrompues. En ce qui concerne les agences, il est nécessaire de définir la nature des bénéfices mutuels que leur activité comporte ; cela étant compris dans les termes les plus larges de l'intérêt national réel d'un pays déterminé et pas nécessairement de celul d'un gouvernement particuller. Le cadre juridique doit reconnaître l'indépendance d'action de l'agence ; mals, en même temps, il doit enserrer l'exercice de la liberté de l'information dans des normes qui permettent d'éliminer ou de rectifier certains comportements néfactes.

Le symposium des pays non alignés réuni à Tunis au printemps demier, a lui aussi souligné - la nécessité pour les pays non alignés de considérer la possibllité d'établir une législation commune pour le réglementation des activités des agences de presse transnationales ». A cet effet, il a recommandé à la conférence « au sommet » des non-alignés qui va sièger à Colombo » la création d'un organe spécial composé d'un nombre égel de pays non alignés de chaque région géographique pour préparer les principes généraux de droit en matière d'information qui doivent s'appliquer aux pays non alignés et à d'autres pays en voie de développement et pour que ces principes soient Intégrés aux principes du droit International qui régissent la communauté

La conférence de Colombo devrait donc marquer une étape importante sur la vole de la conquête de l'indépendance de l'information dans le tiers-monde, en propert all p des décisions inspirées des accords de Tunis et de New-Delhi. Dans ce cas, elle. aura joué dans le domaine de l'information le même rôle que de précédentes conférences qui favorisèrent une prise de tiers-monde en général, dans les domaines politique et économique.

GERMAN CARNERO ROQUE.

(4) Juan Somavia : la Structure fransnationale du pouvoir et l'information internationale, publié par l'Institut latino-américain d'études transpationales, Mexico.
(5) Herbert T. Schiller: c Libre circulation do l'information et domination mondiale s, le Monde diplomatique, septembre 1975

tembre 1975

(6) Rapport de la première commission, symposium des pays non alignés sur l'information, Tunis, 25-30 mars 1976.

(7) Que /aire? Un autre développement, Rapport de la Fondation Dag-Hammarsk-jeild, préparé à l'occasion de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, Uppsala, 1975.

(5) Juan Somavia: op. ctt.



Une nouvelle prise de conscience

N EANMOINS, depuis des années, une tendance se manifeste dans différents milieux pour approfondir l'analyse des mécanismes de la dépendance du tiers-monde dans le domaine de l'information, parailèlement aux efforts menés en faveur de l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Dans divers forums Internationaux, au sein d'organisations comme l'UNESCO, des représentants du tiers-monde ont fait valoir que le no international auppose également l'établissement d'un nouvel ordre dans le domaine de l'information qui serve de point d'appui au changement structurel devenu inéluc-

A la suite de la conférence ministérielle des pays non alignés qui avait eu lieu à Lima en août 1975, un symposium des pays non alignés sur l'information s'est réuni à Tunis du 26 au 30 mars demier. Une étude préparée par la commission politique, qui traita de l' - Emancipetion des moyens de communication de masse dans les pays non alignés » (6), établit d'une manière significative un rapproche-. ment entre dépendance de l'Information et domination économique :

« Les peuples du tiera-monde se sont vus pendant des décennies violentés dans laur droit souverain à la libre utilisation de leurs ressources naturelles par l'action des intérêts impérialistes ; à l'inster de leurs matières premières, tant au stade de l'extraction qu'à celui de la commercialisation, ils ont été et ils sont dans la majorité des cas contrôlés par des Intérêts étrangers ; d'autre part, un puissant système de domination impose les règles qui régissent le commerce international eu pire de leurs intérêts ; et leur développsment indépendant se voit limité per des pressions politiques de la part de l'impérialisme. De la même taçon, dans le domaine de l'information, les peuples en vole de développement sont victimes d'une domination qui porte atteinte à leurs valeurs culturalies les plus authentiques, qui déforme systématiquement leurs réalités, qui limite leur ection libératrice et qui, en dernière Instance, soumet leurs intérêts aux intérêts de l'impérialisme.

Le texte fait aussi remarquer que - l'émancipation de l'information dans les pays non alignés et dans tous les pays en voie de développement reflète l'intérêt fondamental que les peuples de ces pays portent à leur libération économique et politique el constitue un élément fondamental dans les activités de ces pays qui luttent pour l'indépendance, l'égalité, le progrès, la paix et la coopération entre tous les peuples du monde, dans le cadre du respect de la souveraineté nationale de chaque pays et de la non-intervention ».

Finalement, le document, qui sera soumis à l'attention des chefs d'Etat des pays non alignés devant se réunir ce mois-ci à Colombo, souligne : - Comme l'information dans le monde révèle un déséquilibre qui privilégie les uns et ignore les autres, les pays non alignés et les pays en voie de développement ont la grande responsabilité de modifier cette situation et d'obtenir la décolonisation dans le domaine de l'information aussi blen que l'Instauration d'un NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL EN MATIERE D'INFOR-

MATION, ». La nécessité d'une nouvelle structure de communication et d'information mondiale avait été déjà mise en évidence monde qui participèrent à un séminaire organisé en 1975 à New-York par la Fondation Dag-Hammarskjæld à l'occasion de la ceptième Assemblée extraordinalre des Nations unies. Dans une déclaration rendus publique à la fin du séminaire. ces journalistes affirmèrent que « les nations du tiers-monde doivent se protéger elles-mêmes contre la détormation de leur culture et de leurs formes de vie qu'entraîne l'actuelle dépendance des communications ». Ils reprennent, dans cette déclaration, une suggestion contenue dans ie rapport Dag Hammarskjæld eur les caractéristiques et les objectifs d'un développement autre (7) : « Les citoyens ont le droit d'informer et d'être informés à propos des faits concernant le développement, les conflits qui lui sont inhérents et les changements qu'il entraînera sur le plan local et international.

. Dans les conditions actualles, l'information et l'éducation sont trop itéquemment monopolisées par la structure du pouvoir qui manipule l'opinion publique à ses propres fins et tend à perpétuer des idées préconçues, l'ignorance et l'allénation.

. Un effort global devrait être feit pour donner aux nouvelles relations internationales une dimension humaine et tevol'établissement d'une coopération véritable entre les peuples basée sur l'égalité et la reconnaissance de leur diversité culturelle, politique, sociale et

» L' « image de l'Autre » devrait nous parvenir dépoulilée des préjugés ethnocantriques prédominants qui constituent le trait caractéristique de la plupart des

» Un tel effort devrait être appliqué à l'information et à l'éducation au sens le plus lerge du mot ; il seraît dirigé vers une prise de conscience chez les citoyens pour assurer leur pleine participation dans

le processus de le prise de décision. » De semblables efforts en la matière ont été entrepris par le Cantre international pour le développement, ayant son elège à Paris, qui, avec la participation d'un nombre important de journalistes des pays industrialisés et de caux du tiersmonde, a jui aussi organisé un colloque en octobre demier à Nice pour débattre des modalités d'intégration de l'Information dans le nouvel ordre économique International et dans le cadre des principes qu'établit la charte des droits et devoks des Etats.

De son coté, l'UNESCO réalise, depuis

développés. Tout comme, au cours des demières années, la solidarité et l'action commune ont été les éléments essentiels d'une cérie de mesures (au sein de l'OPEP par exemple) qui ont eu d'énormes conséquences au plan de l'indépendance économique et politique.

Dans ce contexte, la création en 1975 d'un « Pool des agences de presse des pays non alignés », qui devrait prendre représentants des agences qui le constituent, le mols dernier à New-Delhi, est un phénomène encourageant. Le « Pool » d'information valable et d'une particulière utilité pour les peuples du tiers-monde dans la mesure où les responsables de sa bonne marche ont une idée précise du type d'Informations nécessaires, qui se démarquent de celles que diffusent les agences occidentales. Mals s'il ne fournit qu'une information de type bureaucratique et officiel, s'il ne replace pas les nouvelles dans leur contexte afin de leur donner une autre dimension qui contrebalance la vision traditionnelle transmise par les agences transnationales, nous du tout.

C'est bien la question essentielle dans la problématique de la dépendance de l'information dans le tiers-monde : de quel type d'information le tiers-monde a-t-il besoin et pour quot taire? D'après

création de systèmes de communication qui assurent la participation de la population de la manière la plus consciente et la plus active, comme un moyen de garantir l'expression des désirs et points de vue des masses,

C'est dire qu'il faut « horizontaliser » la communication au maximum en cherchant de nouvelles techniques, sûrement plus simples, qui répondent à l'idiosyn-crasie et aux coutumes des peuples du tiers-monde. Le rôle du professionnel qui < fait = la nouvelle et qui transmet le message devient alors particulièrement important, et son engagement à la volonté de libération des peuples sous-développés doit être total. Le type de journaliste dont le tiers-

monde a besoin est un journaliste militant alors que, pour le moment, dans nos pays, ce sont les journalistes et professionnels de la communication entlèrement conditionnés par les intérêts et modes de vie des métropoles impérialistes qui sont les plus nombreux. Cette situation peut être modifiée en développant une active prise de conscience chez les professionvéritables éducateurs de leurs peuples.

D'autre part à l'échelon de la communauté internationale, les pays du tiersmonde devront s'efforcer d'obtenir la création d'un cadre juridique définissant les responsabilités et les limites d'action des grandes agences de presse transnationales, ainsi que le suggère Juan



INDIALE

4 7.5

1 2

. .

PORTUGAL =

Pour les socialistes au pouvoir comme pour les oppositions

modérée qu'il a formée ne pourra guère, dans le meilleur des cas, mani-fester son caractère « de gauche » que de trois façons : en accordant une attention particulière à la gestion du secteur nationalisé; en mettant en chantier, dans la mesure de moyens très réduits, quelques réformes à carac-tère social, dans les domaines de l'édu-cation et de la santé notamment; en tentant de « répartir la pénurie » de façon à ce que les sacrifices ne soient pas demandés seulement aux moins favorisés.

Le parti de M. Mario Soares a donc décide de tenir le parl qu'il avait fait avant les élections législatives du 25 avril : gouverner seul le pays. Tout en étant minoritaire au Parlement, le

P.S. jouit d'une position assez forte pour exercer une sorte de chantage sur ses adversaires. Au P.C.P., il déclare :

es saveisaires. In 17.5.7, il declate : a Un gouvernement homogène socia-liste est actuellement la seule solution de gauche possible au Portugal. » La situation politique et surtout militaire lui donne raison. A la droite « civili-

sée » représentée au Parlement, il

sée » représentée au Parlement, il affirme : «L'institution de la démo-cratie passe par nous.» Le P.P.D. et le C.D.S. se sont, provisoirement au moins, laissé convaincre. Ils ont annoncé qu'ils ne pratiqueraient pas une opposition systématique envers l'équipe de M. Soares.

La démocratie à l'épreuve de la rigueur économique

OUS venons de tourner une page de notre histoire : celle de l'Empire. Notre patrie deit désormais poursuivre son existence dans les frontières primitives du Portugal », a déclaré, apparenment sans regret, le nouveau président de la République, le général Ramalho Eanes, le 14 juillet dernier, à l'occasion de son investiture. Les Portugais qui, avant tous les autres Européens, étalent partis voilà cinq siècles à la conquête du monde, se retrouvent aujourd'hui après les autres puissances coloniales confronté à la nécessité de repenser leur destin collectif dans les limites du modeste territoire que l'histoire leur avait initialement assigné. La décolonisation, voulue par tous les secteurs progressistes civils et militaires éu pays, a ouvert des plates emore mai cicatrisées. Il y a tout d'abord les rapatriés qui sont au moins un demi-million, et peut-être bien davantage. Leur réintégration commence à peine, paralysée par la crise économique. Il est probable qu'ils se reclasseront progressivement sur le plan politique en fonction de leurs intérêts et de leurs affinités. Mais, en attendant, ils forment une masse de mécontents disponibles pour toutes les aventures. mécontents disponibles pour toutes les

mecontents disponibles pour toutes les aventures.
Beaucoup de Portugais du continent ont eux-mêmes mal digéré la décolonisation. Dans le meilleur des cas, ils estiment que le processus a été trop vite et mai conduit. Est-il normal, entend-on dire fréquemment, que nous n'ayons aujourd'hui des relations correctes quierres serverses serverses est les des relations correctes en les contrattes quierres serverses est les des relations correctes en les contrattes en les des relations en les des rectes qu'avec Sao-Tomé et les îles du Cap-Vert ? Souvent le phénomène fait purement et simplement l'objet d'un refus psychologique. On accuse, selon les cas, les socialistes, les communistes. ou encore le commandant Melo Antunes, ancien ministre des affaires étrangères, d'être responsables de cette

affaire.

Enfin, la décolonisation va imposer une réorganisation de l'économie, qui était largement tournée vers l'Empire. Ainsi, le régime salazariste était parvenu à maintenir très bas les prix des produits alimentaires de grande consommation grâce à des subventions que rendaient possible, pour l'essentiel, les profits tirés de l'exploitation de l'Ultramar. Le Portugal, d'une manière générale, était très dépendant

de ses colonies pour ce qui concerne son alimentation. Cela lui vaut aujour-d'hul de dépenser des fortunes pour acheter des aliments — le sucre, par exemple — alors qu'il est resté un pays très agricole. Selon certains spécia-listes, il faudra au moins trois lustres pour réorienter les choses.

L'épays, heureusement, voit aujourL'd'hui, comme en manière de
compensation, s'ouvrir devant hui une
tâche historique : la consolidation de
la démocratie politique à qui le Mouvement des capitaines avait ouvert la
carrière le 25 avril 1974 et que la
Constitution du 25 avril 1976 est enfin
venue institutionnaliser. Dans sa quasitotalité, la classe politique paraît admettre que c'est là le nouveau défi
aujourd'hui proposé au pays.

Les Portugais sont invités à lire non
plus les cartes du monde, mais leur
charte fondamentale : « C'est ici l'acte
d'investiture d'un président de la République qui doit sa charge aux seuls
suffruges de ses concitoyens. [Cette
cérémoniel met une touche suprème au
long effort de résistance du peuple
portugais envers l'oppression et marque
une étape décisive de l'institutionnalisation de la démocratie. En outre, c'est
ici l'acte d'investiture d'un président
de la Rémublique qui vient de furer de

ici l'acte d'investiture d'un président de la République qui vient de jurer de défendre la Constitution librement élaborée par les légitmes représentants du peuple ; [cet acte] consacre la déroute des minorités qui se sont oppoderoute des minorites qui se sont oppo-sées aux transformations politiques, économiques, sociales et culturelles aujourd'hui prises en compte dans un projet de vie en commun fondé sur la justice, l'égalité, le respect des libertés et un progrès dont les fruits peuvent être répartis entre tous. »

etre répartis entre tous. 2

Cet exorde un peu grandiloquent du discours prononcé le 14 juillet par le général Eanes n'a fait sourire personne sur les bords du Tage — sinon les nostalgiques de l'ancien ordre des choses. Si les propos aujound'hui consacrés à la démocratie ont, au Portugal, un petit ton de dix-inuitième siècle finissant, c'est parce que cellect, après un demi-siècle de fascisme, y est une idée neuve.

Neuve et aussi fragile. En particuler, tout mouvement de personnel au

lier, tout mouvement de personnel au sein des forces armées est aussitöt

commenté à Lisbonne en fonction d'une éventuelle tentative de « désta-hilisation » de la situation. La (re) composition du Conseil de la révolu-tion — cette institution militaire qui est aujourd'hui « le garant » de la Constitution — semble être l'enjeu d'une bataille discrète mais implacable cotte les officiers du « groupe des entre les officiers du «groupe des Neuf» et les forces de droite qui veulent les évincer. Des bombes ont

Par JEAN-PIERRE CLERC

éclaté au siège d'organisations liées à des pays socialistes. La presse d'extrème droite et l'édition d'ouvrages contre-révolutionnaires sont, en quelques semaines, devenues des activités florissantes.

L République portugaise — « la plus progressiste du monde capitaliste », selon le P.C.P. — propose, en principe, un au tre objectif historique aux descendants de l'infant Henri le Navigateur et de Vasco de Gama: la construction du « socialisme ». Cette ambilion proclamée par la Charte fondamentale risoue cependant de demeuambition proclamée par la Charte fou-damentale risque cependant de demeu-rer assez longtemps à l'état de vœu pieux. M. Mario Scares lui-même avait annoncé, durant la campagne électo-rale pour les législatives, qu'il n'avan-cerait qu'avec beaucoup de pragma-tisme sur le chemin du socialisme. Aucune nouvelle mesure en ce sens n'est prévue par le P.S. Les milieux progressistes se demandent plutôt aujourd'hui avec quelque inquétude al les acquis de la révolution des cellets — réforme agraire, nationa-lisations, contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises — seront conservés.

La rectification des « excès » de 1975
amoncée par le parti socialiste ne
sera-t-elle pas une brèche par où
s'engageront les nostalgiques de l'ancien ordre des choses? M. Soares a promis que son gouver-nement, entré en fonctions le 27 juillet, serait « au service des intérêts des travalleurs ». Face à une situation

OUELS sont les atouts réels du P.S.? Le plus fort est sans doute l'appui du nouveau président de la République éiu le 27 juin avec plus de 60 % des voix de ses concitoyens et qui jouit d'autre part de la confiance de l'immense majorité des forces armées. Le général Eanes parait décidé à défendre une « lecture » socialiste de la Constitution. Un autre élément favorable est le prestige, tant sur le plan intérieur qu'international, de M. Mario Soares. Plus que quiconque peut-être, l'actuel premier ministre peut expliquer aux Portugais qu'ils doivent se serrer la ceinture. Et plus que quiconque aussi il peut espérer obtenir de l'Europe une aide économique sans laquelle son pays aura le plus grand mal à se relever.

Ces atouts ne sauraient faire oublier les obstacles : en particulier le succès remporté le 27 juin, lors de l'élection

présidentielle, par le commandant Otelo de Carvalho qui, avec 14,5 % des voix, a largement dépassé le candidat communiste, est inquiétant pour les socialistes. Les mesures forcément impopulaires qu'ils vont prendre risque font de provoquer une double agitation : celle de l'extrême gauche enhardie par le bon résultat qu'a obtenu l'ancien pairon du COPCON, et celle du P.C. désireux de récupérer ses bases séduites par Otelo. Des consolitations qu'il a mendes auprès des partis et des syndicats avant de former son et des syndicats avant de former son gouvernement. M. Soares a retiré l'impression que l'aimosphère était e à la collaboration et non à l'obstruction ». Ces bonnes dispositions résistementelles à une inévitable chute du pouvoir d'achat des classes possibles. d'achat des classes populaires? Certaines difficultés rencontrées par M. Soares lors de la formation de son pouvernement ne paraissent pes non plus de très bon augure. Des person-nalités pressenties se sont récusées, soit totalement soit pour tel poste présoit totalement soit pour tel poste pre-cis. La rentrée sera un premier cap difficile. Passées les vacances, les tra-vailleurs vont commencer à mesurer l'ampieur des sacrifices qui leur sont demandés. Les élections municipales de décembre s'annoncent comme une autre échéance difficile : le P.S., cette fois, sera tenu pour seul responsable par les électeurs des difficultés du moment. La droite, quant à elle, estime que les jours, au mieux les semaines, du gouvernement Soares sont comptés. Le C.D.S. a déjà fait connaître, pour l'avenir, ses préférences pour un gouvernement c de salut national » où il aurait sa place aux côtés des socialistes et du P.P.D. Cette dernière formation, pour sa part. estime que parmi les partis qui ont soutenu la candidature de l'actuel président de la République — outre lui-même, le P.S. et le C.D.S., seuls ceux qui ont voté la Constitution (donc

pas le C.D.S.) devraient être appelés à gouverner. C'est là l'alternative dite à Lisbonne « social-démocrate ». Le P.S. gouvernera-t-il seul pendant quatre années, comme l'affirment ses dirigeants, ou quatre mois comme l'assurent les pessimistes? « Le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté », rétorque, citant un propos d'Alain, un ancien député socia-liste à l'assemblée constituante.

chilienne et argentine. Le choix de M. José de la Puente, qui jouit de toute sa confiance, n'est pas pour lui

deplaire. Le nouveau chancelier est un

civil, diplomate de carrière et membre d'une grande famille de Lima. Il n'a

AU PÉROU, LA RÉVOLUTION EN VEILLEUSE

économique très difficile, l'équipe très

(Suite de la première page.)

La conjoncture économique a joué en sa faveur — si l'on peut dire. Comme beaucoup de pays sous-déve-loppés, le Pérou a subi de plein fouet les répercussions de la crise mondiale et notamment l'augmentation an-nuelle de 15 à 25 % des importations indispensables : pétrole, machines-outils, engrais, etc. Dans le même premières (cuivre, sucre, farine de poisson) subissaient les hauts et les bas des cours mondiaux. « Retombée de la crise mondiale » pour la gauche, qui dénonce aussi les importations de luxe inutiles, « faillite du processus révolutionnaire » selon la droite économique et politique, les faits étaient là : une dette externe variant, selon les estimations, de 3 000 à 3 700 millions de dollars, ce qui, sur la base du chiffre le plus bas, représente un service annuel correspondant à 43 % de la valeur des exportations. Faute de pouvoir obtenir un moratoire (idée

qui avait fort déplu à M. Kissinger), le gouvernement, pour obtenir des crédits des organismes financiers in-ternationaux ou américains, s'est vu contraint d'appliquer strictement les « recettes » du F.M.I. Le train de mesures annoncé fin juin par M. Barua, le ministre de l'économie, plaçait les militaires progressistes en porte à faux. Ils devaient assumer l'impopu-larité de la dévaluation de 44 %, de

Face au mécontentement populaire qui s'est manifeste par les incidents du 1º juillet à Lima et les émeutes de Cajamarca le 12 juillet, le gouver-nement répondait par des mesures d'ordre : suspension des journaux d'opinion, état d'urgence avec couvre-feu à Tima et Callao, suspension du droit de grève, nécessité d'une autori-sation préalable pour tenir une réunion politique ou syndicale. Ces dispositions, auxquelles la gauche militaire s'était résignée, créalent une situation idéale pour l'offensive de la droite qui demandait chaque fois un peu pins. Le tentative du général Bobbio Centurion le vendredi 9 juillet était seulement un faux départ. Sa mise à la retraite par le président de la République pouvait apparaître com-me une victoire du groupe Fernandez Maldonado.

En fait, les conditions dans les-quelles s'était déroulée l'équipée étaient inquiétantes. Lors de la réuetalent inquietalices. Idea de la rel-nion de généraux du 7 juillet, le général Bobbio, en état de quasi-insubordination, recevait l'appul du général Schroth, chef du service de renseignements de l'armée, du général Cisneros, ministre de l'Intérieur, et du général Arbulu Galliani. Le concours de la marine lui était de toute manière acquis. Après l'échec de Bobbio, la marine lançait un ultimatum au pré-sident Morales Bermudez. Il réunissait. dans la muit du 15 au 16 juillet, les chefs des régions militaires et s'assu-rait de leur appui pour éliminer le lendemain Fernandez Maldonado, prié

de donner sa démission « pour pré-server l'unité de l'armée ». Certains observateurs considèrent que le prési-dent a joué un jeu à la fois personnel et politique. En laissant agir le génè-ral Maldomado dans l'affaire Bobbio, il le discréditait aux yeux de la ma-jorité des officiers de l'armée de terre et se débarrassait de deux rivaux potentiels en une seule fois.

Le prix politique payé à la droite,

imposé sa loi, était élevé : un amiral impose sa loi, était éleve : un amiral de plus au gouvernement, avec la création du ministère de l'intégration. Il s'en était fallu de peu que la marine n'obtienne les affaires étrangères qu'elle briguait depuis longtemps, pour ne pas être en reste avec les marines

ni la personnalité ni les convictions du général de la Flor. Dans sa première conférence de presse, il a fait savoir que, tout en continuant à jouer son role au sein des non-alignes, le Pérou rique latine. A terme, c'est le dyna-misme tiers-mondiste du Pérou qui paraît condamné. Le 16 juillet es: incontestablement une très grande victoire pour M. Kissinger, qui a été le premier à adresser un télégramme de félicitations à son nouveau collègue.

nent ».

Les limites du retour en arrière

En politique intérieure, le change-ment d'équipe a été immédiatement suivi de premières mesures symptomatiques : dénationalisation partielle de l'industrie de la pêche, remise à plus tard de l'attribution aux secteurs organisés des travailleurs des serteurs organisés des travailleurs des-quotidiens qui resteront « parametra-dos », c'est-à-dire sous la coupe exclusive du gouvernement. En fait, la droite, en particulier la Société des industries, qui a tenu congrès en juin, veut davantage : le démantèlement de la « communauté industrielle » et du « secteur de propriété sociale ». La « communauté industrielle » per l'uti-disation d'une fraction des bénéfices de l'entreprise pour l'achat d'actions, permet théoriquement aux travailleurs d'envissger un jour de possèder col-lectivement 50 % des actions et donc d'aboutir à la cogestion. A ce jour, ce système a surtout servi à obtenir des informations sur la gestion La nou-velle loi sur la petite entreprise risque d'ailleurs d'aboutir à la liquidation des deux mille six cents « communautés d'ailleurs d'aboutir à la liquidation des deux mille six cents « communutés industrielles » existantes. Quant au secteur de la propriété sociale, créé par un décret loi du 30 avril 1974, il permettait avec l'accord (et le financement) de l'Etat de mettre en place un système d'autogestion inspiré en partie de l'expérience yougoslave. Tout porte à croire que ces deux innovations originales du régime péruvien vont être freinées sinon remises en cause.

Seule la réforme agraire ne sera pas touchée car elle est pratiquement faite, du moins au stade de l'attribution des du moins au stade de l'attribution des terres. Au 24 juin dernier, Jour du paysan et septieme anniversaire de la loi de réforme agraire, sur un total de 10 500 000 hectares, plus de 7 mil-lions avaient déjà été affectés à trois cent mille familles. En 1977, les 3 240 000 hectares restants seront re-mis à cent treize mille autres familles. 3 240 000 hectares restants seront re-mis à cent treize mille autres familles. Même si la réforme n'a pas résolu tous les problèmes, dont celui de la surpopulation de la campagne, qui laisse à l'écart une masse énorme de marginaux pour lesquels il n'existe pas de terres disponibles, elle restera historiquement la grande réalisation du résime militaire. du régime militaire

L'attention se porte maintenant à Lima sur les perspectives politiques et sur l'éventualité, proche ou lointaine, d'une remise du pouvoir aux civils. Depuis fort longtemps, les partis de droite : l'Action populaire, de l'ancien président Belaunde Terry, rentré

d'exil en janvier, le parti chrétien populaire de l'ancien maire de Lima, Luis Bedoya, et surtout l'APRA, présidée par l'infatigable octogénaire Victor Raul Haya de la Torre, réclament à cor et à cri des élections qui résoudraient tous les problèmes. L'APRA, dont le credo fondamental est un anticommunisme virulent, a vu le prestige de son chef se rehausser par est un anticommunisme virulent, a vu le prestige de son chef se rehausser par sa participation au récent « sommet » social-démocrate de Caracas. Le parti avait bien besoin de ce sacre, qu'il a cêtèbré avec quelque grandiloquence, pour se redonner des oripeaux de gauche. Son atout majeur est d'avoir une existence réelle avec une base populaire non négligeable. Toute « sortie » civile passe actuellement par lui cette sortie, le président Morales Bermudez l'a certes rejetée dans son discours du 14 mai dernier, où il condamnait « les formules historiquement dépassées et qui n'ont jamais répondu à la réalité nationale, importées qu'elles étaient d'autres réalités politico-sociales et d'un autre continent ».

La gauche, très divisée, considère que, dans un pays où la majorité de la population est anaiphabète ou marginale, les élections seraient une manière élégante de redonner le poumanière élégante de redonner le pou-voir à la bourgeoisie revancharde et de remetire en question les conquêtes « révolutionnaires ». Le parti commu-niste péruvien, qui a soutenu aussi bien la première phase que la seconde, adopte une tactique de prudence, ne voulant pas donner à la droite mili-taire l'occasion dont elle rève pour s'en prendre à lui. Bien que l'APRA dis-pose de nombreux amis au gouverne-ment (en particulier le premier mi-nistre), tout compromis avec elle susciterait de sérieux remous dans niste, tout compromis avec elle susciterait de sérieux remous dans l'armée de terre. Beaucoup d'officiers sont par ailleurs préoccupés à l'idée d'avoir à réprimer massivement une population victime des mesures d'austérité et que la «révolution» avait précisément pour but d'intégrer. Certes, pratiquement tous les acteurs de 1963 sont maintenant écartés. Il n'empêche que l'expérience pérquienne susciterait de sérieux remous de 1968 sont maintenant ecartes. Il n'empêche que l'expérience péruvienne a libéré trop d'aspirations, y compris chez certains cadres militaires pris au jeu de leur propre verbalisme, pour tourner court brutalement. C'est dans catte propre servaisse la la company de leur propre verbalisme. cette marge étroite que subsiste la possibilité de la poursuite ultérieure d'une expérience qui se met pour l'instant en veilleuse.

BERNARD CASSEN,

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

ESPAGNE
(8 juillet 1976)

Président du gouverpement : M. Adolo Suarez ; premier vice-président : lieute-nant-colonel Fernando de Santiago y Diez de Mendioù ; deuxième vice-président et ministre de la présidence : M. Alfonso Osorio ; ministre des affaires étrangères : M. Marcelino Oreja ; justice : M. Landelino Lavilla ; armés : général Félix Alogres-Arenas ; marine : amiral Pita de Veiga ; air : lieutenant général Carlos Franco iribarnegaray ; é co n o mi e et finances : M. Eduardo Carriles ; intérieur : M. Rodolfo Marita Villa ; travaux publics : M. Leopoldo Calvo Sotelo ; éducation : M. Aurelio Menendez y Menendez ; travail : M. Alvaro Renoțio ; industrie : M. Carlos Perez de Bricio ; agriculture : M. Fernando Abril Martorell ; commerce : M. Jos Llado ; information et tourisme : M. Andres Requera ; logement : M. Francisco Locaro ; ministre-secrétaire du Mouvement : M. Ignacio Carcia Lopez ; relations syndicales : M. Enrique de la Mata.

JORDANIE

JORDANIE (13 juillet 1976)

Premier ministre et ministre des affaires étrangères : M. Moudar Badrane; ministre de l'éducation : M. Zoukan Hindawi; culture et information : M. Adnan Abou Audeh; santé : M. Mohamed El Bachir; finances : M. Salem El Massandeh; fourisme et antiquités : M. Ghaleb Barakat; travaux publics : M. Ahmed Chobaki; justice : M. Ahmed Tarawneh; atfaires municipales et rurales : M. Maraww El Houpoud; transport : M. Marawne El Hausamdeh; industrie et commerce : M. Rajaï El Mouacher; agricuiture et approvisionnement : M. Salah

CITE UNIVERSITAIRE

« PAYILLON DU LAC >

Terrassa en plein air

Journa: développement et reconstruc-tion, ministre d'Etat pour les affaires étrangères : M. Husson Ibrahim; travail : M. Issam Ailouni; hiens religieur (Wakf), affaires et sanctuaires islamiques : M. Kamel El Charif : ministre d'Etat pour les affaires de la présidence : M. Maraum El Quesem : interieur : M. So-loyman Arar; communications : M. Abdel Raouf Raumydeh.

(mars 1976)

NIGERIA

(mars 1976)

Chef de l'Etat, commandant en chef des forces armées : général Olusegun Abasanjo; ministre des finances : M. A.E. Ekukinom: ministre des l'inances : M. A.E. Ekukinom: ministre de l'inances et ènergie : M. W. Shinkali; pétrole et ènergie : M. W. Shinkali; pétrole et ènergie : M. Enders : des de l'inances Chuleye; commerce : général de Drigade Muhammed Shuwa: Industrie : Dr R.A. Adaleye; transports : Heutenant-colonel Magoro; travaux publics : général de brigade O.E. Obada; agriculture : B.O.W. Majeni; communications : M. S.O. Williams: information : général de brigade I.B.M. Haruns; éducation : Heutenant-colonel A. All; aviation civile : M. Shuaib Razaure; logement, développement urbain et environnement : Heutenant-colonel Muktar Mohammed; coopératives et approvisionnement : M. U.A. Mutallab; jeunesse et sport : général de brigade Olutoye; développement économique et reconstruction : Dr M.T.O. Akobo; sauté : Dr I.U. William-Sisiogu: travall : général de brigade : Dr I.U. William-Sisiogu: travall : général de brigade : Henry Adelope ; justica : M. Dan Ibekwe; fonctions spéciales (testival des arts nègres) : commandant C.P. Fingesi.

PORTUGAL

PORTUGAL (23 juillet 1976)

Premier ministre : M. Mario Soares ; ministre d'Etat : M. Henrique de Barros ; ministre sans portefeuille : M. Jorge Campinos ; ministre des affaires étrangères : M. José Medeiros Ferreira ; défense : lieutenant-colonel Firmino Miguel ; plan et coordination économique : M. Antonio Soura Gomes ; intérieur : lieutenant-colonel Manuel Costa Braz ; justice : M. Antonio Almeida Santos ; finances : M. Medina Carreira ; agriculture et pèche : M. Antonio Lopes Cardoo ; commerce : M. Antonio Harreto ; industria : M. Walther Rosa ; travail : M. Marcelo Curto ; affaires sociales : M. Armando Bacolar ; éducation : M. Mario Sottomayor Carolia ; trans-

ports : M. Rui Villar ; travaux publics colonel Almeida Picolonel Almeide Pina; logement : M. Educado Pereira; secrétaire adjoint au premier ministre : M. Victor Cunha Rego; secrétaire d'Etat à l'information :

REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM (3 juillet 1976)

REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

(3 juillet 1976)

Premier ministre: M. Pham Van Dong; rice-premiers ministres: MM. Pham Hung, Huynh Tan Phat, Vo Nguyen Ciap, Nguyen Duy Trinh, Le Thanh Nghi, Yo Chi Gong, Do Muoi; ministre de l'intérieur: M. Tran Quoc Hoan; affaires étrangères: M. Nguyen Duy Trinh; défense 'nationale: M. Yo Nguyen Giap; président du comité d'Etat du plan; M. Le Thanh Nghi; ministre, vice-président du comité d'Etat du plan; M. Nguyen Hux Mai; agriculture: M. Yo Thuc Dong; travaux scientifiques et techniques agricole: M. Nguyen Thanh Sinh; constructions mécaniques et métallurgis: M. Nguyen Con; électricité et charbon: M. Nguyen Con; électricité et charbon: M. Nguyen Con; construction: M. Do Muoi; transports et communications: M. Nguyen Con; construction: M. Nguyen Con; construction: M. Ngo Minh Loan; produits maritimes: M. Yo Chi Cong; commerce intérieur: M. Hoang Quoc Thinh; commerce extérieur: M. Dang Viet Chau; innances: M. Dan Thien Thi; directeur général de la Banque d'Etat: M. Hoang Anh; président du comité des nationalités exprix: M. To Duy; travail: M. Nguyen Tho Chan; materiaux: M. Tran Sam; président du comité des nationalités: M. Tran Del Nghia; cutture: M. Nguyen Van Hieu; enseignement supérieur et secondaire professionnai: M. Nguyen Thi Binh; santé publique: M. Yu Yan Gan; blessé de guerre et affaires sociales: M. Duong Ouoc Chinh; ministre chargé des faminagement hydraulique du Song Da (Rivière Noire): M. Ha Ke Tan: ministre chargé des affaires culturelles et de l'éducation à la présidence du conseil: M. Dang Thi; ministre chargé des affaires culturelles et de l'éducation à la présidence du conseil: M. Dang Thi; ministre chargé des affaires culturelles et de l'éducation à la présidence du conseil: M. Dang Thi; ministre chargé des affaires culturelles et de l'éducation à la présidence du conseil: M. Tran Gun Char.



Pour lutter contre le sous-développement

Un nouveau type de coopération scientifique avec la France

E Vietnam indépendant et réunifié souhaite établir des accords de coopération d'un type nouveau avec la France. Si les sphères gouvernementales françaises sont hésitantes sur la réponse à donner à ce souhait, tous les visiteurs qui se sont rendus récemment au Vietnam, et parmi ceux-ci de nombreux scientifiques, sont revenus convaincus que, du côté vietnamien, ce désir est sincère et essentleilement déterminé par la volonté d'assurer un développement économique et technique rapide.

Aucun peuple n'a autant souffert

par la voicinte d'assurer un developpement économique et technique
Aucun peuple n'a autant souffert
de la technique mise au service de
la guerre et de la destruction. Mais
peu de peuples sont aussi conscients
de l'importance de la science pour
sortir du sous-développement et rattraper les retards accumulés par une
guerre de plus de trente aus.

Les sacrifices demandés à la population du Nord ont été à la limite
du supportable. Une grande partie du
potentiel industriel y avait été détruite, en particulier par les bombardements de 1972. Au Sud, l'industrie
légère de transformation ne fonctionnait que par l'importation de matières premières payées par les dollars américains. D'énormes régions
avaient cessé d'être cultivées. Saigon
était devenu un monstre surpeuplé
dans un pays essentiellement agraire.

Telle est la situation difficile à partir de laquelle les Vietnamiens doivent commencer le ur révolution
scientifique et technique. Mais,
comme au temps de la guerre, trempès par les expériences et les objectifs ambitieux — certains disaient
sans espoir — ils savent aussi qu'ils
out de sérieux atouts pour réussir.

Ils ont un pays riche, mais jusqu'ici
mal exploité, potentiellement beaucoup plus riche que le Japon, par les
ressources du sol au Sud et du soussol au Nord, par des réserves de
pétrole au large des côtes. Ils ont, de
plus, une population de près de cinquante millions d'hommes intelligents,
travailleurs et fiers. Au Nord, malgré
la guerre, un grand nombre de cadres la guerre, on a eu la prévoyance de former un grand nombre de cafres scientifiques et techniques. Au Sud, d a n s certains secteurs, existent d'excellents ingénieurs et techniclens

électronique.

Aussi, si le revenu par habitant y est comparable à celui des pays sous-développés, le Vietnam possède-t-Il une richesse potentielle et un réservoir de matière grise qui lui permettent d'envisager l'avenir avec assurance et

et, parfois, des ouvriers particulière-ment experts, comme dans l'industrie

audace.

Pour sortir du sous-développement, comme pour vaincre une puissance étrangère, il faut d'abord compter sur ses propres forces, ce qui n'a jamais voulu dire, pour le Vietnath, refuser l'aide extérieure. Il faut aussi avoir une politique indépendante, c'est-à-dire savoir innover, sortir des chemins battus des modèles existants. Jamais le Vietnam n'aurait été libéré s'il s'était contenté de copier les experiences des autres. Rien n'est plus étranger aux cadres politiques du pays que la notion de modèle stéréotype de développement.

Ces cadres font le raisonnement sui-

Ces cadres font le raisonnement sui-vant : nous commençons noire révolution scientifique tard que les autres à cause d'une longue guerre de trente ans. Nous voulons profiter des expériences des autres, de tous les autres, en particulier de celle da la France avec la-quelle nous avons des liens affectifs, culturels et techniques précieux. Ceci peut nous permettre de rattraper le temps perdu, de trouver des raccour-cis et de faire des économies de

novens.
La France va-t-elle admettre le Vietnam tel qu'il est et non plus tel que les hommes d'affaires d'un autre âge l'ont imaginé? Comprendra-t-elle l'ont imaginé? Comprendra-t-elle qu'il n'est plus question pour le Vietnom socialiste de laisser exploiter sa
main-d'œuvre ni d'importer des produits de consommation pour les classes
privilégiées, mais désormais d'importer
des techniques et des équipements qui
peuvent lui donner plus d'indépendance et lui permettre de produire
lui-même la plupart des produits de
consommation?

D OUR bien comprendre ce point de la sincérité de cette volonté d'ouverture, il est essentiel d'être informé sur la place qui a toujours été accordée à l'enseignement et à la recherche scientifique au Vieinam.

Même s'il ne nous appartient pas d'expliquer lei comment un petit peuple déjà exsangue a eu raison de la puissance la plus forte de tous les temps, il faut citer le premier ministre Pam Van Dong quand il disait : « Cest l'intelligence qui, alliée à l'esprit de sacrièce, explique le succès de notre résistance. »

l'esprit de sacrifice, explique le succès de notre résistance. »

Dès 1945, au Nord, était prise la décision courageuse de donner tout l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, dans la langue nationale pour ne pas réserver le privilège de la culture à une caste coupée du pays. Dès 1958, l'ansiphabétisme était pratiquement liquidé. Le nombre des étudiants triplait pendant les pires années de l'escalade du conflit, de 1966 à 1968. Environ cent mille cadres scientifiques et techniques de la R.D.V.N. ont fait des études complémentaires dans les différents pays de l'Est pendant la guerre. Ha failu aussi, à cetta époque, organiser des services sanitaires qui soient à la hauteur des circonstances en formant des médecins et des infirmiers. La lutte contre les Américains a contribué à forger au Vietnam cains a contribué à forger au Vietnam des hommes de grande qualité qui sont la véritable richesse du pays devant laquelle les ordinateurs et les B-52 sont restés impuissants.

laquelle les ordinateurs et les B-52 sont restés impuissants.

Revernant du Vietnam en 1968, le professeur Schwartz a pu dire, à juste titre : a Alors que presque tous les peuples ont une conscience acientifique et technique plutôt en returd sur leurs possibilités matérielles de développement, c'est le contraire au Vietnam. a On ne peut mieux caractériser ce qui distingue le Vietnam d'autres pays sous-développés.

Dès mon premier voyage, en 1967, j'ai été frappé de voir à quel point les dirigeants se souciaient déjà de l'après-guerre et de la formation des cadres dont le pays aurait alors besoin. Cela prouvait leur assurance quant à la victoire certaine et aussi leur clair-voyance : reconstruire et construire à partir de rien est encore plus difficile que chasser un adversaire redoutable.

Le pauvreté initiale, le manque de capitaire, de machines, d'équipement que le Vietnam rencontre aujourd'hui, malgré une aide importante des pays socialistes. D'autres conséquences de Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les envahisseurs successifs ne coîncident pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre, le plus rapidement possible, un haut niveau technique. Certains cadres sont inadaptés aux nouvelles responsabilités. On ne recycle pas facilement un cadre qui a passé les trois quarts de sa via dans les prisons et les maquis.

A ceux qui seraient tentés d'idéaliser la situation, M. Pham Van Dong répond que dans bien des domaines e les Vietnamiens ne savent pas tra-

Par HENRI YAN REGEMORTER *

vailler ». Le même premier ministre ne cesse d'intervenir contre une autre tare du sous-développement et ne taré du sous-developpement et ne facilite pas les relations extérieures. On peut, maintenant que la paix est revenue, prendre des mesures en ce sens. On doit le faire si on veut assurer la réussite de la révolution scientifique et technique et de la coopération avec l'étranger.

TOUS les universitaires qui se sont 1 rendus au Vietnam du Nord ont été frappés par la place relativement importante qu'y occupait la recherche à la fois dans des secteurs prioritaires de la recherche appliquée à l'agronomie et à la médecine, mais aussi dans des secteurs fondamentaux comme les mathématiques et la physique. Le Comité d'Etat pour les sciences et les techniques est responsable de l'organisation de la recherche qui s'opère dans les universités et les instituts dépendant du ministère de l'enselgnement supérieur — ministère dirigé par un mathématicien de talent, le professeur Ta Quang Bou — tributaire directement d'autres ministères ou de l'Institut pour les sciences, sorte de petit C.N.R.S. vietnamien de création récente, dont dépendent différents instituts et laboratoires du Nord et du Sud du pays où cadres et moyens sont concentrés sur des objectifs prioritaires.

Depuis le retour de la paix, la recherche du det servir en priorité les objec-

objectifs prioritaires.

Depuis le retour de la paix, la recherche doit servir en priorité les objectifs suivants : la détection et l'exploitation des ressources naturelles du pays, le développement de l'agriculture, la production des principaux produits de consommation et des médicaments ou vaccins. Il faut, en effet, développer ranidement les tachniques dicaments ou vaccins. Il faut, en effet, développer rapidement les techniques de prospection géologique et d'analyse des minéraux à peine exploités jusqu'icl. Il faut se préparer au développement futur de la pétrochimie. Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, de nombreuses recherches concernent l'amélioration des plantes, les engrais verts, l'enalyse et la fertilisation des sols, l'adaptation de nouvelles espèces animales et les problèmes vétérinaires. Un nouvel institut de chimie des substances naturelles a été créé récemment à Salgon.

Certains secteurs de la physique sont relativement bien implantés,

L'auteur est allé plusieurs fois au U.A.E.S. L'auteur est allé plusieurs fois au Vietnam pendant la guerre et vient de s'y rendre à nouvéau pour y discuter de la coopéra-tion entre scientifiques français et vistnamiens.

comme la physique des semi-conduc-teurs, avec pour but le développement comme la physique des semi-conducteurs, avec pour but le développement d'une industrie électronique nationale. Il faut, en effet, arriver à produire les composants que l'industrie du Sud importait du Japon. L'Institut d'épidémiologie de Hanoï est appelé à devenir le centre des recherches biolobiques, en microbiologie, immunologie et virologie. Un grand effort reste à faire en chimie de synthèse et en microbiologie liées à la fabrication des médicaments et des antibiotiques qui manquent cruellement. La recherche médicale a des tâches urgentes : le paludieme, la tuberculose, les maladies vénériennes, le rachitisme de l'enfant, le cancer du fole, les troubles europsychiques constituent, par leur ampieur, de véritables maladies sociales au sud du pays.

Par tradition, Hanoï a toujours été la capitale universitaire du Vietnam. Le Nord a donné la priorité à l'industrie lourde, ce qui l'a conduit à développer certains secteurs de la recherche. Le Sud ne possède qu'une industrie de transformation orientée vers la consommation. L'enseignement technique vétait privilérié var rap-

industrie de transformation orientée vers la consommation. L'enseignement technique y était privilégié par rapport à l'enseignement fondamental.

Les universités du Sud sont de création récente – celle de Saïgun date de 1957 — et les facultés des sciences y sont de très loin les moins peuplées. La majorité des étudiants préféraient faire du droit et des études commerciales pour échapper au service militaire et, éventuellement, trouver des emplois dans le secteur tertiaire artificiel qui existait dans les grandes villes. A Cantho, par exemple, où existe des emplois dans le secteur tertialre artificiel qui existait dans les grandes villes. A Cantho, par exemple, où existe une école d'agriculture très moderne, équipée grâce à une aide japonaise, les étudiants préféraient s'entasser dans une faculté des lettres misérable. Même au cœur du delta du Mékong, le développement de l'agriculture ne préoccupait pas beaucoup l'ancien régime. Partout les facultés des sciences sont les parents pauvres. Les bibliothèques y sont misérables et les laboratoires de recherche quasi inexistants. Seule l'école polytechnique de Phu Tho, près de Salgon, possède des laboratoires de travaux pratiques relativement bien équipés.

La bibliothèque centrale de Salgon donne une idée du mépris que l'ancien régime avait pour les sciences et les techniques. Bâtie pour recevoir deux millions de livres, elle en possède environ cinquante mille qui soient utilisables. C'est le Nord qui, aujourd'hui, envoie au Sud de la documentation scientifique et de l'équipement pour monter les laboratoires de recherche.

Si les Américains ont laissé un

Si les Américains ont laissé un parc de vingt-six ordinateurs qui servaient à la gestion et à la défense, s'il existe deux hôpitaux ultra-modernes équipés par les Français et les Japonais, et un potentiel non négligeable de cadres formés aux techniques modernes il faut constater que l'applien dernes, il faut constater que l'ancien régime préférait se faire entretenir en régime préférait se faire entretenir en s'accommodant du néo-colonialisme. Avec la réunification, vont pouvoir se développer toutes les potentialités du nord et du sud du pays qui sont, en fait, très complémentaires. Il faut même considérer comme très positive la coexistence aujourd'hui de cadres scientifiques et techniques formés de façon différente dans les pays les plus divers particulièrement en U.R.S.S., aux Etats-Unis, en France et au Japon. Beaucoup d'équipes tech-niques dirigeantes au Sud sont de formation française. Très importante est,

par ailleurs, la réserve des cadres vivant actuellement en France, dont un grand nombre aspirent à rentrer

Enrin maitres chez eux, les Viet-ment, exploiter leurs ressources, mettre ment, exploiter leurs ressources, mettre en valeur leur pays et améliorer leur niveau de vie. Bien dérisoires sont, en fait, les aspects positifs de l'exploitation coloniale ou néo-coloniale en regard des possibilités de développement et des besoins de la population. Terribles sont les innombrables séquelles d'une longue guerre de trente ans qui rendront la première phase de transition très difficile.

Aucun pembe n'a consenti autant de

Aucun peuple n'a consenti autant de sacrifices pour retrouver indépendance et liberté, pour gagner son défi à la domination étrangère. Aujourd'hui, les Vietnamiens lancent un second défi, cette fois au sous-développement; ils savent et disent que le second combat ne sera pas plus facile que le premier. Leurs ennemis d'hier sont précisément ceux qui prétendent que jamais les peuples sous-développés ne rattraperont leur retard. Les multinationales profitent de l'échange inégal et ont intérêt à prolonger l'exploitation de la main-d'œuvre de peuples a assistés ». Mais, malgré cela, certains milieux industriels et, espérons-le, certains hommes politiques, commencent à comprendre que les pays en voie de développement sont des partenaires nécessaires à toute politique de relance économique durable de l'Occident.

Intéressante sous ce rapport sera

economique durable de l'Occident.

Intéressante sous ce rapport sera l'attitude de la France lors des négociations avec le nouveau Vietnam. La France, après plusieurs occasions manquées aux conséquences tragiques en Indochine, et désastreuses pour ses propres intérêts, va-t-elle comprendre qu'elle devrait coopérer largement avec une nation courageuse qui sera très vite une des puissances importantes de l'Asie, ou va-t-elle laisser la place à d'autres? Va-t-elle comprendre qu'il est utile pour tous d'aider un peuple capable de mettre en valeur l'équipement et les techniques qui lui seront fournis?

Certes, la coopération entre pays de

Certes, la coopération entre pays de niveaux de développement différents pose des problèmes délicats. Les vraies difficultés ne sont pas de nature bureaucratique, mais tiennent à la difficulté de faire des choix visant l'efficacité maximale. Comme les sujets de recherche, les techniques avancées ne s'exportent pas toujours brutalement. s'exportent pas toujours ortualement.
Si, dans le domaine de la coopération scientifique, la France devrait
contribuer à équiper des laboratoires
fonctionnels répondant à des objectifs
prioritaires de la recherche, dans le
domaine technique et industriel, la
coopération s'oriente vers de nombreux domaines parmi lesquels les plus
importants concernent l'exploitation du
pétrole et la pétrochimie, la sidérurpétrole et la pétrochimie, la sidérur-gie, la prospection et l'exploitation des ressources minières.

Le Vietnam est un partenaire d'ave-nir pour la France et celle-ci a inté-rêt à le comprendre dès maintenant. Il ne s'enfermera ni dans l'autarcie ni dans le tête-à-tête avec les pays socialistes. Bans idéaliser la situation, on peut dire que le Vietnam est bien développement. Grâce à son intelli-gence, à son expérience, à sa ténacité et à son esprit d'initiative, le Vletnam peut, une nouvelle fois, nous étonner

Dans les revues..._

MONDES publie le texte intégral (des extraits seulement en ont paru dans la presse) de la longue lettre adressés par M. Constantin Caramanlis à M. Demiral, chef du gouvernement ture. C'est un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Grèce et de la Turquie et à la question de Chypre. (N° 7, juillet 1976, mensuel, 12 P. – 15, rue de l'Université, Paris-7°.)

E HOMMES ET MIGRATIONS et MIGRANTS-FORMATION se aont réunis pour un numéro commun sur la perticipation des travailleurs migrants à la vie communale. (1º Bimessuel, 6, rue Barye, Paris-17º; 2º Bimestriel, abonnement : 20 F. - 4, rue de Stockholm, Paris-8º.)

51 Le dernier numéro d'EUEOFE est un pandrama complet — textes et études critiques — de la Ritérature algérienne de langue arabe et de langue françaisa. (№ 557-568, juillet-août 1976, mensuel, 28 F. - 21, rue de Richelieu, Paris-1*.)

M Dans L'AFRIQUE LITTERAIRE ET Bans Parkeles Milanda de J. Chevriar sur Robert Cornevin et la connaissance — ou l'ignorance — des littératures africaines de langue française. (N° 40, 2° trimestre 1976, trimestriel, 20° F. — 32, rue de l'Echiquier, Paris-10°.)

El Deuxième partie du dossier sur l'Angola de la REVUE FRANÇAISE D'ETTUDES POLITIQUES AFRICAINES. De l'histoire — origines du mouvement nationaliste — à l'actualité immédiate : la diplomatie de H. Klisinger. (N° 126, juin 1976, mensuel, 29 F. – 32, rue de l'Echiquier, Paris-18°.)

E Un autre e dossiar > Sur l'Angola, illustré celul-là, dans AUJOURD'HUI L'AFRIQUE Une étude approfoncte da P. Boiteau sur Madagascar. Enfin, un tableau d'ensemble, par un syndicaliste, de la situation et du rôle des syndicats africains. (N° 4, trimestriel, 8 F. - 94, rue J.-P. Timband, Paris-11°.)

El EXIL public une longue e Communication au peuple angolais s. de Jonas Savimbi su nom de l'UNITA. (N° 8-7, printemps-èté 1976, abounement : 156 F. -54, rue de Bourgogne, Paris-7° et 1, av. M.-Mounier, Genève.)

E Une enquête de L'ARCHE sur les e nostalgiques du Grand-Israël > : à travers ceux-ci, se pose tout le problèma des territoires occupés at celui d'une

c coexistence igrafio - palestinienne s. (N° 232, julijet 1976, mensnei, 6 F. -19, rue da Téhéran, Paris-8°.)

IS, rae de Téhéran, Paris-5°.)

IS La présence des forces des Nations unies au Proche-Oriant est l'objet d'une étude que publie la revue MAGHREBE-MACHZEK sous la signature de Marie-Françoise Laboux. L'auteur envisage le problème sous ses aspects juridiques et politiques en tenant compte des attitudes particulières des principaux Etats intéressés : Egypte. Israél. Svile. Dans la même numéro. Martine Bossard expose les grandes lignes du projet algérian d'urbanisation de la région d'Alger. (N° 72, avril-mai-juin 1876, trimestriel, IS F. - Documentation française, 33, quai voltaire, 75348 Paris Ceder 67.)

Rappelous que la Documentation française a publié en mars dernier dans sa série « Notes et études documentaires » un document complet consacré à l' « Intégration économique à l'Est : le CAEM » (ou COMECON), rédigé per Catherine Séranne et Françoise Lemoine.

E Dans LA REVUE ADMINISTRATIVE de mars-avril dernier, un article de Gilbert Caty sur « la crise d'adaptation de l'Organisation de coopération et de dévelopment économiques » où la politique de l'organisation à l'égard de son personnel est notamment soumise à critique. (N° 170, himestriel, 30 F. - 2, rue de Viarmes, 75001 Paris.)

B < Le cycle infernal de l'armement > ast le thème du dernier numéro de la REFUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES, publiée par l'UNESCO. Si l'on fait une synthèse des différentes études présentées ici, la lecteur aura un aperqu essez complet du problème tel qu'il se pose aujourd'hui dans l'ensemble du monde, en particulier sous l'angle des ventes d'armes au tiars-monde et des mesures actuelles de contrôle des armements. (vol. XXVIII, n° 2, 1976, trimestiel, 16 F. - 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

HERODOTE, qui se proposa de remet-tre en question le rôle idéologique de la géographie, applique son projet au cas paraiculier de la guarre de Chypre (1974-1976) avec une étude de Pierre-Fvez Péchoux sur « Les dimensions géogra-phiques d'une guarre localisée. ». Dans le même numéro : « Réflaxious géogra-phiques aur la Longue Marche ». par Jean Philippe. (N° 3, 3° trimestre 1976, trimestriel. 18 R. - Editions Maspèro, 1, place Paul-Painievé, 75865 Paris.)

E LA PENSEE NATIONALE, revue da-tionaliste d'extrême droîte, consacre un numéro entier aux menaces pesant sur l'indépendance nationale du fait des e veilétés atlantistes et européistes ». Quatre grands chapitres (La France, les Etats-Unis et Europe; Le jeu de la France dans le monde; Pour une économie indé-pendante; La nation : une réalité actuelle), auxquels ont collaboré, outre les rédacteurs habituels de la revue des personnalités comme René Huyghe, Pierre Gaxote. le général Pierre Galiois, etc. (N° 11, trimestriel, 8 F. – 4 bis, rue Antoine-Bourdelle, 78815 Paris.)

E CERES, e revue de la PAO, sur le développement », consacre plusieurs arti-cles à l'organisation du travail rural et aux intèrêts qui s'y opposent. (N° 512, mai-juin 1978, mensuel, I 800 lires. - Via delle Terma di Caracalla, 88100 Rome.)

delle Terma di Caracalla, salos Rome.)

E Finances Devel. Offerment, publication du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, contient dans son nº 2, vol. 13, qualques articles qui aideront à misux comprendre la politique de ces institutions à l'égard de certains problèmes spécifiques du développement : « Le crédit agricule et le petit agricultur », les « produits de base : vers un nouveau cadre politique international » ou éncare « Critères à utiliser dans l'adoption de politiques de promotion des exportations ». (Juin 1976, trimestriel, gratuit. – International Monetary Fund Bidg, Washington D.C. 20431.)

E La revue ETUDES POLEMOLOGIQUES S La revue ETUDES POLEMOLOGIQUES annonce la suspension temporaria de sa publication pour raisons financières. Dans le dernier numéro paru (20-21), Julien Freund se pose la question de la finalité de l'armée et s'efforce de dissiper certaints illusions des autimilitaristes de principe : supprimer l'armée ne supprimerait pas la violence. Ce sersit en revanche accepter « le sacrifice de l'autonomie d'une collectivité ». (Avril-juillet 1876, trimestrielle, 11 F. – Institut de polémologie, 7, rus Gutenberg, 75015 Paris.)

E Dans PARADOXES, l'amiral Sanguinetti, rendant compts de l' « Adieu aux armas » du général Gallois, ne manque pas cette occasion d'exprimer sa pensée, notamment dans sa canclusion où sont prononcés les mots « mise en veilleuse » et « effacement ». (N° 18, juin-juillet, mensuel, 15 f°. - 38, rue Bassano, Paris-6°.) E FUTURIBLES publie une étude comparative sur la croissance face à

l'inégalité des revenus. La France en est l'objet principal, mais avec de constantes références aux pays étrangers. (Numéro bors série. - 18, rue Ceruuschi, Paris-17.)

E On trouvera dans la revue néerlan-daise SEPTENTRION deux intéressantes études, l'une de S.W. Couwenberg sur les mouvements de rémovation politique aux Pays-Bas; l'autre, de P. van Seeters, iraite de l'évolution du mouvement syn-dical et de la crise qui a amené sa seission. (Deuxième trimestre 1976, tri-mestriel, 10 F. - Stichting Ons Erfdeel VZW, Marissenstraat 169 R 8530, Rekkem, Belgique.)

El DOCUMENTS, e revue des questions allemandes 2, ouvre un dossier dont le titre et le contenu pourraient être français : « Crise de l'enseignement. Une réforme qui n'en finit pas ». Dans le même numéro, des articles sur le commerce Est-Cuest et sur les accords germano-poionais. (N° 2/3, juin 1976, himestriel, 15 F. - 50, rue de Laborde, Paris-8°.)

El Un numéro double de LA NOUVELLE CRITIQUE consacré à la culture. Laquelle est, d'ailleurs, le troisième volet du programme de la revue, après « Politique » et « Marxisme ». D'une rétrospective — culture communiste de 1936 à 1956 — à une prospective : l'an 2000, en passant par un panorama du présent, notamment avec des entretiens : du théâtre lyrique à la médecine, (N° 95, fuin-juillet 1976, mensuel, 20 F. - 2, place du Colonel-Fablen, Paris-19°.)

El L'année olympique a suggéré à POLITIQUE AUJOURD'HUI un numéro sur le corps. Exactement : « Politique du corps ». Politique du sport, sans doute; mais surtout, réflexion politique sur l'unage — et le mépris — du corps : conditions de travail ; condition du corps féminin : grandeurs et servitudes, plaisir, maternité, tâches multiples, prositieraion, syortement, etc. Enfin. des considérations. avortement, etc. Enfin, des considérations sur le « pouvoir médical ». (Jain 1976, bimestriel, 17 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris-10*.)

El Trois textes, dans ESPRIT, forment entemble, à partir de points de visée différents, une réflexion politique convergeute, ouvrant l'avenir sur une société vralment démocratiqua. Marcel Gauchet examine le totalitarisme contemporain et son échec engendrant la violence, et il aboutit à l'idée d'une société « non divi-

sée » et à la « fin possible » de l'Etat; Paul Thibaud commente le commentaire du Goulag par P. Lefort; et O. Mougin décrit ce que serait une vision politique cessent d'être centrée sur l'Etat. Par ailleurs, Dominique Wolton formule sur — contre — le sexologie, une critique radicale. (N° 7/8, juin-août, mensuel, 13,48 F. – 19, rue Jacob, Paris-6».)

W Sous le titre « La France, relais de l'impérialisme », la revue REPERES que publis le CERES doone dans son nº 34 le dernier d'une série d'articles consacrés à l'analyse de la situation de la France au sein de l'impérialisme : un sous-impérialisme, dont les structures se mettent en place par le blais, notamment, de la division internationale du travail. Dans le même numéro, une présentation des travaux du dirième colloque du CERES sur « Les relations franco-algériennes aujourd'hui et demain », sur leaqueis is revue reviendra ultérieurement. (Juillet-août 1976, mensuei, 8 F. – 5, rue Payenne, 75603 Paris.)

El A propos du bi-centenaire de l'indé-pendance des Etats-Unis, la revue DIA-LOGUE, éditée par les services d'informa-tion américains, avait consacré son dernier numéro de l'année 1975 au thème suivant : « L'histoire américaine réera-minée ». La livraison réprend d'intères-sants articles publiés dans la presse américaine sous la signature de Max Lerner, d'Arthur Schlesinger, de Walter Mondale, etc., ainsi qu'une interview de M. Henry Elissinger sur la politique étrangère américaine. (Vol. 6. nº 4, 1975. – U.S. Information Agency, 1776 Pennsyl-vania Avenue N.W., Washington D.C. 20547.)

PRECISION. — Le direction de DERIVES nous fait savoir que cette revue n'est pas une « publication canadienne consacrée au cinéma », comme nous l'avions écrit dans notre numéro de fuin. Car son propos est plus vaste : elle se veut « un lieu de change et d'échange entre les cultures du risermande et du Onèbes. lieu de change et d'échange entre les cultures du tiers-monde et du Québec, la tribune d'où chercheurs, écrivains, artistes et autres des trois continents peuvent faire entendre leurs voix trop souvent ignorées, méconnues; qu'importent les formes d'expression choistes : littérature, bande dessinée, caricature, récits populaires... et cinéma ». (Editions Dérios, C.P. 338 Succ. M, Montréal, Quèbec HIV 3MS.) bec HIV 3M5.)

UNION SOVIÉTIQUE Après la conférence des partis communistes européens

Pour Moscou, plus de problèmes que de satisfactions

POURQUOI les dirigeants du Kremlin réclament-ils et prépa-rent-ils avec autant d'obstination des conférences du mouvement comdes conferences du mouvement una numiste international? Pour ne pas laisser tomber un rite en désuètude? Sans doute. Mais surtout parce qu'ils n'ont pas encore imaginé un autre moyen pour montrer et, au besoin, établir la cohésion. En même temps, le affirment ou ils conjent affirment établir la cohésion. En même temps, ils affirment ou ils croient affirmer leur sutorité. Lorsque l'U.R.S.5. était dirigée par des personnages historiques, Lénine et Staline, les procèdures importatient peu. Tous les militants étrangers se rangeaient sans hésitation derrière le premier Etat socialiste du monde. Depuis vingt ans, le Kremlin est animé par des hommes dont le souci est de maintenir l'héritage. Ils estiment que, dans un vaste forum, ils doivent tout naturellement tenir le rôle de grande vedette.

Ces conférences ont à leurs yeux un autre avantage : elles constituent un

succèdané d'internationale. Four ras-surer ses alliés pendant la guerre, Staline avait dissous le Komintern. Mais cette institution n'avait plus de réalité. Quelques années plus tard, il créa le Kominform, en principe simple bureau d'information auquel d'ailleurs n'adhéraient que des partis européens. Le dictateur n'avait guère besoin d'in-termédiaires pour indiquer aux partis frères ce qu'il attendait d'eux. Le Kominform ne prit qu'une seule déci-sion d'importance : il condamna Tito en 1948. N'est-ce pas précisément pour s'acquitter de cette tâche qu'il avait été fondé?

Comment garder des liens étroits avec les autres partis communistes? Le comité central dispose d'une admi-nistration, comparable d'une certaine façon à un ministère des affaires étrangères, qui remplit cette mission sous l'autorité du bureau politique et de deux secrétaires du comité central.

travailler avec une relative discrétion, et leur influence sur un certain nombre de P.C. de leur juridiction est de moins en moins évidente. Dans ces conditions, il est difficile de conserver la disci-pline que Lénine exigeait de tous les détachements du mouvement révolu-tionnaire mondial.

UNE question de doctrine est alors posée : FURSE proclame depuis des années que tout parti communiste a des comptes à rendre à la classe ouvrière de son pays et au prolétariat mondial. Les P.C. qui professent et

Par BERNARD FERON

appliquent l'indépendance affirment que chaque parti a des comptes à rendre à la classe ouvrière de son pays, mais qu'il n'a rien d'autre à donner aux étrangers que des informations. Et par quel intermédiaire rendre des comptes au prolétariat mondial? Par les conférences internationales du

Il y a donc divergence fondamentale sur le rôle et l'utilité de telles assemblées. Les dirigeants soviétiques doivent bien constater, au moment de doivent bien constater, au moment de dresser le bilan, que les résultats obtenus sont souvent contraires au but qu'ils s'étalent fixé. Ils voulaient renforcer la cohésion. Les réunions ne font qu'étaler, voire aggraver, les contradictions de la famille. La conférence européenne de Berlin-Est à la fin du mois de juin a accentué la tendance à la diversification qu'on avait déjà observée lors de la conférence mondiale de 1969. ence mondiale de 1969.

Ce fut d'ailleurs, d'un bout à l'autre, la conférence de l'ambiguité. Les Sovié-tiques en avaient pris l'initiative pour montrer que les communistes du conti-nent avaient toujours un projet com-mun. Au fur et à mesure que se tenaient les comités préparatoires, les responsables du Kremlin durent assou-plir leur position afin que viernent responsation afin que viennent au rendez-vous tous ceux qui y étaient conviés. A la fin, ils s'étaient résignés à donner satisfaction à ceux de leurs partenaires qui refusalent toute contrainte. Les ébauches de document "directif's furent abandonnées et les chefs des P.C. européens approuvèrent un document final rédigé en termes si généraux que chacun y trouve son compte. Les Soviétiques consentirent même à ne pas faire figurer dans ce document des formules auxquelles ils attachent pourtant une grande impor-tance, sur la dictature du prolétariat ou l'internationalisme prolétarien.

Ambiguë aussi fut la presence du maréchal Tito. Apparemment, les Soviétiques ont remporté un grand succès en ramenant dans le cercle de

famille le premier des schismatiques.

M. Brejnev pourrait se fiatter d'avoir, en souplesse, effacé la rébellion. Mais n'est-ce pas le président yougoslave qui pourraient chanter victoire? La conference à entendu des propos semblables à ceux qui, jadis, lui valaient d'être traité de Judas. Vingt-huit ans, presume tour pour jour, annès l'exemppresque jour pour jour, après l'excom-munication prononcée par le Komin-form, la réunion de Berlin-Est a fait la part belle au titisme. Cela se reflète dans le document final qui saine la politique des «non-alignés».

EN revanche, les partis les plus E proches de l'U.R.S.S. ont entendu un certain nombre de remarques dés-agréables pour eux. MM. Santiago Car-rillo, Berlinguer et Marchals ont di ce qui n'avait jamais été proclamé aussi catégoriquement dans une réu-nion internationale du mouvement. mon internationale du mouvement.

Maintenant, les communistes des sociétés développées d'Occident reconnaissent que les expériences de l'Europe
orientale les renseignent au moins
autant sur les erreurs à éviter que sur les lois d'application du socialisme. Bref, on a assisté à un phénomène de rejet des modèles orientaux.

La critique était d'autant plus sensible que chacun avait à l'esprit, bien qu'il n'en fût pas parlé, les derniers événements de Pologne. La conférence s'est réunie quatre jours après une flambée de mécontentement à la suite de Fannonce d'une hausse des prix et une reculade en catastrophe des autorités de Varsovie. Comment un gouvernement qui affirme traduire les aspirations et défendre les intérêts des travailleurs peut-il entrer en conflit aussi violent avec une partie de la classe ouvrière? Le régime polonais n'est pes, loin de là, le plus rude. Il est conduit par un homme plus soucieux de réalisations que de dogmes, et qui avait su garder le contact avec la population. Or vollà qu'il commet ou approuve une erreur psychologique qui affaibilit considérablement son autorité. Ce drame donne à réfléchir autorité. Ce drame donne à réfléchir sur les insuffisances de la démocratie socialiste.

On comprend alors que les dirigeants soviétiques alent pris quelques mesures prophylactiques pour attenuer l'effet des discours tenus à Berlin-Est. Avant la conférence mondiale de 1989, ils avaient promis aux Italiens de publier dans leurs journaux un compte rendu complet de toutes les interventions. L'engagement fut tenu, si bien que les lecteurs de la *Pranda* découvrirent que plusieurs partis frères continuaient de condamner l'intervention en Tché-coslovaquie ou regrettaient les survi-vances de l'antisémitisme dans les Etats socialistes. Cette fois, M. Berlin-guer se contenta de demander les plus guer se contenta de demander les pins grandes facilités pour les journalistes. Les déclarations les plus retentissantes furent mentionnées dans le monde, sauf en U.R.S.S. A usage interne, le Kremlin réussit ainsi à sauvegarder quelque apparence d'unanimité.

La plupart des analyses rédigées aussitôt après la session faisaient état d'une division en deux groupes. D'un côté, les partis inconditionnellement fidèles, prosoviétiques. De l'autre, les « eurocommunistes » auxqueis il convient d'associer Yougoslaves et Roumaire.

Les principaux intéresses refusent la notion d' « eurocommunisme » parce que, disent-ils, des partis qui n'appartiennent pas à ce continent, notamment le P.C. japonais, ont les mêmes préoccupations qu'eux. Une autre raison incite à utiliser avec prudence de terme paurit phe commode. mêmes préoccupations qu'ent Une autre raison incite à utiliser avec prudence ce terme pourtant commode : les différences d'appréciation entre les chefs de file de ce groupe. MM. Berlinguer, Carrillo et Marchais s'accordent pour dire que, s'ils accèdent an pouvoir, ils ne copieront pas les modèles établis à l'Est. Ils notent que le socialisme est inconcevable sans la liberté politique. Mais des désaccords sérieux apparaissent lorsqu'il est question de politique étrangère. M. Berlinguer affirme que l'Italie doit rester membre du pacte atlantique et participer activement à la Communauté européenne. Il a dit clairement pendant la campagne électorale qu'il est bon d'être protégé par le bouclier atlantique pour édifier à l'Ouest une société socialiste. M. Marchais, lu, condamne la politique de M. Giscard d'Estaing parce qu'elle est, à son gré, trop atlantique et trop européenne. Il fait grief aux dirigeants soviétiques fait grief aux dirigeants soviétiques d'avoir une attitude trop complaisante pour le président de la République française.

On décèle alors au sein de ce groupe des divergences sur l'internationalisme prolétarien. M. Carrillo rejette catégoprolétarien. M. Carrillo rejette catégo-riquement cette notion. M. Berlinguer l'estime dépassée. Et M. Marchais? Il s'en accommoderait à condition de l'entendre autrement que les Sovié-tiques. Jusqu'à présent, la fldélité totale à l'U.R.S.S. était la pierre de touche de l'internationalisme proléta-rien. Le secrétaire général du P.C. français veut que l'internationalisme soit à double sens. L'U.R.S.S. devrait définir sa politique étrangère et l'apolisoit à double sens. L'URSS, devrait définir sa politique étrangère et l'appliquer en tenant compte des intérêts des partis frères. Autrement dit, pour ce qui est des relations avec la France, la diplomatie soviétique devrait s'inspirer des thèses du P.C. français. M. Brejnev ne paraît pas prêt à lui donner satisfaction, à moins qu'un jour l'URSS, ne juge qu'il est de son intérêt d'Etat de prendre ses distances à l'égard du gouvernement français. l'égard du gouvernement français.

La conférence de Berlin-Est a donc posé aux dirigeants du Kremlin plus de problèmes qu'elle ne leur a donné de satisfactions. Et puis, ne devaitelle pas constituer un hors-d'œuvre de la conférence mondiale dont rêvent les Soviétiques? Le moins qu'on puisse dire après la rencontre européenne, c'est que les conditions ne sont pas remplles pour un plus vaste rassem-blement.

Diplomatie et droit des gens

L n'y a pas de politique intérieura ni de domaine réservé pour le droit des gens » ; la réplique de François Mitterrand est venue, exemplaire. A Hambourg, le président de la République avait déclaré — sans grande originalité : « Je n'approuve pas les initiatives qui sont prises pour intervenir dans la politique intérieure des autres » ; sans doute voulait-il faire apparaître l' « irresponsabilité » de ce chel de l'opposition qui s'était inquiété des interdictions profesnnelles en Allemagne tédérale. Le premier secrétaire du parti socialiste donne, immédiatement, sa vraie dimension au débat : «Les mitraillages d'Afrique du Sud. politique intérieure ? Les assassinats d'Argentine, politique intérieure ? Les otages d'Ougands, politique intérieurs ? Selon la doctrine Giscard, il faudrait donc se taire, à moins que l'on ne soit bantou ou patagon ? Comme il fallait se taire auparavant sur les camps du Chili ou les asiles d'U.R.S.S. ? . Ainsi s'ouvre une confrontation fondamentale entre deux conceptions de la politique étrangère et du

Certes, on savait déjà les gouvernants de la V° République nostalgiques de la Realpolitik d'un autre siècle — celui des combinaisons d'antichambre et du silence de l'opinion publique. Rappelons-nous janvier 1973 : la simple venue à Paris de cinq chels de gouvernement étrangers, à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste, avait suscité des réactions fort vives ; n'allait-on pas, dans les milieux autorisés, jusqu'à s'inquiéter de l'avenir des rapports du régime avec ceux des Etats dont les dirigeants acceptaient le rendez-vous socialiste de Paris, et prenaient part ainsi à la conjuration social-démocrate contre le gouverne la France ? Il était tentant de parodier Marx et Engels dans les premières llones du Manifeste : • Un spectre hante la France : le spectre de l'Internationale

De Valéry Giscard d'Estaing on attendait une autre intuition de l'intégration en prolondeur de la société Internationale et un autre comportement que celul d'un Metternich velléitaire. En octobre 1974, lors de sa première réunion de presse sur les alfaires internationales, le nouveau président ne semblalt-il pas soucieux d'appréhender le monde en tant que système, et de saisir dans le toisonnement de l'état de nature l'émergence d'un véritable contrat social inter-national ? Las I Son « mondialisme », join d'imprégner réellement l'ensemble de sa vision du monde, n'était finalement qu'un ornement rhélorique. M. Giscard d'Estaing ne louait, le matin, les vertus de l'interdépendance que pour donner, le soir, dans

« Souveraineté de l'Etat » ; « non-intervention dans les affaires intérieures » ; tels seraient, selon l'Elysée, les maltres mots de la diplomatie et du droit international. Sont-ils encore utilisables dans les grands débats de ce temps ? Rapports Est-Ouest : le thème de la détente idéologique, qui apparaît — avec un grand insuccès — lors du voyage à Moscou du chef de l'Etat en octobre 1975, ignore cohabitation des Etats » et du développement de la lutte sociale. De tait, les rapports pacifiques entre Etats réglés à Helsinki, les principes paneuropéens ne doivent-ils pas permettre, de la part de l'Europe occidentale aussi, le développement de la confrontation au niveau des sociétés en une même compétition pacifique pour la démocratie -- cette voie du combat idéologique transnational explicitement choisie per Olof Palme et Bruno Kreisky? Repports Nord-Sud : M. Giscard d'Estaing prêche « la rationalité et la justice dans l'économie mondiale » ; mais las moyens qu'il propose se résument à un modeste « consensus » entre Etats souverains. Croit-li réellement que la substitution de mécanismes volontaristes au jeu du marché, que la projection au niveau mondial des problèmes de planification de la production, de l'échange, de la consommation, que l'affinement de la notion de développement dans une perspective d'équité sociale se révéleraient compatibles avec le maintien de souverainetés exacerbées ?

Alors que le péril nucléaire, l'inégale répartition des ressources, l'explosion nographique constituent autant de défis à toute politique de cloisonnement national, M. Giscard d'Estaing redécouvre les charmes de la Realpolitik. Du droit International, ses Interprètes officieux felgnent de ne retenir que la définition traditionnelle : un droit de luxtaposition des souverainerés, un droit « Inter-puissances » qui — loin d'apparaître comme un véritable système de normes qui, tel le moderne « jus cogens », transcenderalt les intérêts étatiques — n'est qu'une technique subordonnée, un serviteur des politiques étrangères. A quoi François Mitterrand oppose l'affirmation Internationale des droits de l'homme, c'est-à-dire une voie médiane entre l'utopie d'un gouvernement mondial qui se tonde sur une société internationale qui n'existe pas encore, et le réalisme politique qui se rélère à une société internationale qui n'existé plus : un droit des gens transmational à partir duquel pourrait être relancée cette édification des pouvoirs de paix de la ionale à laquelle nous invite l'actuelle trêve nucléaire.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899, de réputation internationale, cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'instruction et l'éducation de vos fils.

CHARLES ZORGEIRE.

- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Canada et Mine Gérard Pelletier ont offert une réception le 1< juillet dans les salons de leur
- L'ambassadeur des Etats-Unis et Madame Kenneth Rush ont donné une réception le 4 juillet, à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance
- Pour commémorer l'anniversaire de l'indépendance et à l'occasion de la Fête de la paix et de l'unité nationale, l'ambassadeur du Rwanda et Madame Jules Kananura ont offert une réception le 5 juillet,
- M. André Guillabert, ambassadeur du Sénégal, a offert une réception le 6 juillet.
- Le délégué général du Québec et Madame Chapdelaine ont donné une réception le 12 juillet à l'occasion de leur départ.
- L'ambassadeur de la République d'Irak et Mme Mundhir Tawfik Al-Wandawi ont offert une réception le

- 15 juillet à l'occasion de la fête natio-
- L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak, l'ambassadeur délégué permanent près l'UNESCO et Mme Michal Gregus ont donné le 15 juillet une soirée littéraire et musicale à l'UNESCO pour la célébration du centenaire de la naissance du poête slovaque Ivan Krasko.
- L'ambassadeur de Pologne et Mme Tadeusz Olechowski ont donné une réception le 22 juillet à l'occasion de la fête nationale.
- A l'occasion de la fête nationale, M. Naguib A. Kadzy, ambassadeur de la République arabe d'Egypte, a offert une réception le 23 juillet.
- A l'occasion du quarante-neuvième anniversaire de la fondation de l'armée populaire de libération de Chine, M. Wu Chen, attaché militaire naval et de l'air, a offert une réception le 30 juillet dans les salons de l'am-

Calendrier des fêtes nationales

15-31 AOUT

17 GABON Fête de l'indépen-17 INDONESIE

dance
Annivers. de la déclaration de l'indépendance
Fête hationale
Fête de l'indépendance
Fête de l'indépendance 23 ROUMANIE 25 URUGUAY 31 MALAYSTE

dance Fête de l'indépen-31 TRINITE-ET-TOBAGO

1=-15 SEPTEMBRE

TIBAE Fête nationale

1 LABYE 2 REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM 3 SAINT-MARIN 3 QATAR 6 SWAZILAND 7 BRESIL

8 MALTE 9 BULGARIE 15 COSTA-RICA 15 GUATEMALA Fête de l'Indépen-15 HONDURAS

15 NICARAGUA

Fête de l'indépen-

Fête de l'indépen-

ÉCOLE PASCAL à MORZINE (Haute-Savoie)

à PARIS, 33, bd Lannes 75116. - Tél.: 504-14-23 AUTOBUS - METRO: Porte Dauphine ou Pompe.

74110. - Tél. : 187 S.N.C.F.: Thonon. AEROPORT : Genèva.

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'enfants **GUX BACCALAUREATS.**

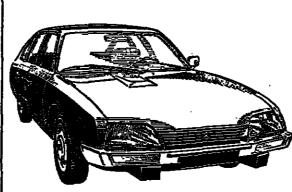
Sports et plein air

au bois de Boulogne.

atoire. Week-ends organisés,

Du jardin d'enfants à la classe de Troisième (B.E.P.C.).

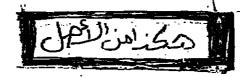
Sports l'été - Ski l'hiver. Vie saîne è la montagne. Surveillance médicale.



Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars,

créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir

FILIALE DE S.A. A.-CTIROEN 8-10, me de la Cavalerie, Paris 15°, Télex: TT CITRO 204833 F, Tel. 567,99 20 - 783.52.78.



Deux siècles d'expérience aux Etats-Unis

CAPITALISME ET INÉGALITÉS

II. - Une politique de division

Les inégalités des citoyens devant l'emploi, les salaires, les profits, l'administration de la justice ou la participation au pouvoir politique (voir le Monde diplomatique, juillet 1976) sont-elles inhérentes au système capitaliste? Depuis deux siècles, les mécanismes de la démocratie politique ont tenté de les réduire, et souvent avec succès. Pourtant, même dans la société la plus riche et la plus dynamique, les Etats-Unis, subsistent de criantes inégalités.

De nouveaux arguments et de nouvelles méthodes ont été mis au point soit pour contester ces inégalités, soit pour les perpétuer en les camouflant. On nie l'existence de classes sociales, en les subordonnant à (ou en les dissimulant par) des divisions ethniques, ce qui revient à fournir de fallacieux fondements à un

racisme qui ne dit pas son nom. Ou bien on profite de la « crise urbaine » pour mettre en place un « partage des revenus » qui aboutit en fait à imposer de nouvelles charges aux défavorisés et à procurer de nouveaux privilèges aux plus avantagés.

En soi, la simple existence d'inégalités sociales, économiques, civiques, etc., resterait un phénomène relativement mineur si l'on ne constatait, au sommet d'un pouvoir étroitement lié à des puissances économiques, une volonté politique de les entretenir en refusant même le principe, fondamental en democratie, de l' « égalité des chances». Là réside le véritable dési lancé au « rêve américain», là aussi le principal terrain de lutte pour la démocratie.



LE MOIS DERNIER

- Une politique de l'inégalité, par Pierre Dommergues. La disparité des salaires et des profits, par Andrew Zimbulist.
- La professionnalisation de l'enseignement supérieur. par Samuel Bowles.
- Comment coutrôler le gouvernement, par G. William

Jeunes, femmes et Noirs (Paulette Schubert), La légalisation de l'injustice (Howard Zinn).

Les différences ethniques comme camouflage et moyen de domination

se réaffirmer comme idéologie nationale américaine. Le pluralisme
ethnique (ou néo-pluralisme) est
venu s'ajouter à d'autres fantômes
des années 50 que l'on remet actuellement, au goût du jour, comme le
respect du Q.I. (quotient intellectuel), les lamentations sur le « gâchis » de l'aide sociale, et les
controverses sur le busing (1). On
nous dit une fois de plus que, pour
appartenir à la chair vive de la
nation américaine, il faut être
« ethnique ».
L'ethnicité n'est pas nouvelle en
Amérique; ses effets se sont déjà

paravant, qu'il s'agisse des pressions qui s'exercent sur les individus au qui s'exercent sur les individus au sein des groupes ou des conflits entre groupes. Aujourd'hui, nous assistons à la résurrection des organisations ethniques (Italian Anti-Defamation tenences (trained Ante-Defaultain) League, Jewish Defence League, etc.), les études ethniques reprennent une nouvelle vigueur (Center for the Study of American Pluralism, Na-tional Project on Ethnic America). tional Project on Ethnic America), des livres consacrés à ce sujet obtiement un retentissement considérable (The Décline of the WASP, de Peter Schrag, Rise of the Unmeitable Ethnics, de Michael Novak); les politologues et les instituts de sondage accordent une nouvelle importance à l'électorat a ethnique a importance à l'électorat « ethnique »,

MM. Gerald Ford et Jimmy Carter célèbrent tous deux « notre précieux héritage ethnique », et des films ayant pour thème central l'ethnicité on l'immigration font salle comble (les deux Parrains, Hester Street).

Mais reste à savoir si cette résur-gence de la foi dans les divisions gence de la foi dans les divisions ethniques promet ou non quelque chose de nouveau. En fin de compte, tous les hymnes que l'on entonne aujourd'hui pour saluer la résurgence du pluralisme renforcent une illusion couramment répandue dans les masses ethniques sur la vie américaire illusion mi sur avant tout

En se fourvoyant dans les interstices ethniques de la structure de classe, on élude la question de fond, celle de la lutte des classes, qui apparemment ne se poserait même plus. Le réductionnisme ethnique veut nous faire admettre comme prédéterminée l'idée socialement imposée que l'appartenance ethnique définit à elle seule l'identité sociale des individus. La conséquence en est que les questions ethniques, qui pourraient effectivement nous aider à mieux comprendre la relation des a injent comprehene la relation des individus aux structures sociales, sont toujours posées de manière à paralyser toute action et à réconci-lier la classe ouvrière avec les iné-quités sociales et économiques.

L'immobilité économique et sociale des immigrants

P. OUR la plupart des Européens monde » a longtemps ressemblé à celle qu'ils avaient laissée derrière eux et la situation n'a guère évolué ett, et la stenation n'a gière evolte depuis pour un grand nombre de leurs descendants. Contrairement à toutes les idées reçues en la matière, la mobilité sociale n'a jamais été particulièrement accusée dans le prolétariat blanc. Bien entendu, les progrès dans ce domaine ont varié d'un groupe ethnique à l'autre, et tous les groupes ont vu s'élever de leur sein quelques individus qui ont comm une ascension sociale rapide. analogue à celle que dépeint un certain folklore populaire. Certains groupes ont pu progresser plus que d'autres dans un espace de temps comparable, mais de larges secteurs de tous les groupes n'ont pas fait

de progrès du tout.

La réalité des progrès, infimes et laborieux, accomplis depuis le début de ce siècle par les immigrants et les groupes ethniques blancs a été masquée par l'habitude des spècialistes comme du public de comparer favorablement l' « expérience des

Lire pages 10 à 12 :

P. 10-11. - La crise urbaine comme terrain de mobilisation populaire, Frances Fox Piven et Richard A. Cloward.

La stratégie de l'inégolité, Stan-

P. 12. — Le prix de l'impuissance de la femme, Carol Lopata. Fin de l'article de Stanley Are-

ricaine, illusion qui sert avant tout à rationaliser les inégalités très considérables qui sont inscrites dans la structure même de la société.

immigrants » à l' « expérience noire ».

Ainsi, pendant les années 60, on a gravement sous-estimé les restrictions et la ségrégation qui frappent le prolétariat blanc dans la mesure même où la prédominance des Noirs même où la prédominance des Noirs aux échelons les plus bas de la société suscitait des préoccupations grandissantes. Même si la présence d'une majorité de Noirs au bas de l'échelle sociale peut être considérée comme un aspect du racisme américain, leur condition de sous-prolétaires est une caractéristique intrinsèque de l'organisation sociale américaine. Beaucoup d'historiens et d'observateurs de l'immigration et des groupes ethniques sont sensibles au racisme et le déplorent; mais c'est justement son existence qui leur permet d'affirmer que les vagues permet d'affirmer que les vagues successives d'immigrants se sont pleinement intégrées à la vie améri-caine et que les promesses du « rêve américain » se sont réalisées pour

eux.

Dès que l'on s'engage dans les comparaisons entre les ethnies ou au sein des ethnies, le concept de la « réussite » comme expérience commune à toute l'immigration perd à peu mune à toute l'immigration perd à peu près toute substance. En 1950, à New-York et dans l'Etat du New-Jersey, plus de 30 % des travailleurs d'origine italienne, irlandaise et slave étaient employés comme ma-nœuvres ou O.S.; vingt ans plus tard, une autre statistique permettait de constater que le phénomène per-sistait à l'échelle nationale (2). Les membres de ce que l'on appelle membres de ce que l'on appelle aujourd'hni les « groupes ethniques blancs » continuent de quitter mas-sivement l'école à un très jeune age et d'aller grossir les rangs des et d'aller grossir les rangs des ouvriers les moins qualifies — alors même que les emplois à basse qualification se font de plus en plus rares. Cette persistance de l'immobilité

La légende d'une société sans classes

Par COLIN GREER *

économique et sociale chez les des-cendants des « nouveaux immi-grants» qui out afflué aux Etats-Unis au début de ce siècle a joue un rôle important dans l'actuelle redécouverte de leurs « rucines ethniques et la classe ouvrière blanche, notamment per les Tiellens et les notamment par les Italiens et les Slaves des grands centres urbains de l'Est industriel (Boston, New-York, Baltimore, Cleveland, Pitisburgh et

L'immigration reste aujourd'hui un aspect critique de l'économie américaine. Contrairement à l'idée jours, et le flux d'immigrants reste aussi considérable qu'autrefois : de 1985 à 1974, trois millions et demi d'émigrès des deux hémisphères sont entrés légalement aux Etats-Unis, Si l'on y ajoute les « clandestins » (en se fondant uniquement sur les estimations officielles), c'est un total de huit à douze millions de nouveaux venus qui se sont installés aux Etats-Unis en l'espace d'une décennie. La main-d'œuvre immigrée décennie. La main-d'œuvre immigrée reste vitale pour notre société industrielle qui (comme beaucoup d'au-tres) en a besoin pour remplir le vide qui se crée constamment au bas de l'échelle sociale. En conséquence, aujourd'hui, tandis que les descendants des premiers immigrés descendants des premiers immigres s'efforcent de conserver leurs emplois dans le contexte des mesures législatives et sociales qui avaient permis de policer la « jungle industrielle » au début de ce siècle, les nouveaux immigrés se mettent au travail dans des conditions qui rappellent irrésistiblement celles qui régnaient alors, et nour des salaires

pellent irreastablement celles qui régnaient alors, et pour des salaires relativement semblables.

Ce que l'iliusion de l'immigration « achevée » et le mythe de la mobilité sociale servent à masquer, c'est, bien sûr, la réalité d'une Amèrique où les chances de réussite ont toujours été très infimes et où toutes les tentatives de réforme, même les mieux intentionnées sont. nême les mieux intentionnées, sont restées lettre morte — et elles le resteront encore aussi longtemps que restront encht easts iongreins que nous n'aurons pas jeté aux orties l'image — toujours perçue comme le symbole le plus adéquat de la société américaine — d'une érhelle que l'on ne peut gravir qu'à quelques-uns de front. Au lieu de quoi tout est fait pour alimenter l'illusion que n'importa out reut le cravir à condition pour alimenter l'Husion que n'im-porte qui peut la gravir, à condition d'en avoir la voionté et les capacités, les échecs étant régulièrement attri-bués à quelque faiblesse constitutive de l'héritage ethnique ou à des caractéristiques de groupes facile-ment identifiables (3).

La plupart des groupes ethniques qui composent la société américaine ont bel et bien été intégrés à une out ter et hea et megres a me structure de classe très hiérarchisée qui s'exprime en divisions ethniques. Le dichotomie que nous opérons entre « intégration » et « pluralisme », afin de pouvoir passer tous les dix ans d'une forme de polarisation

Professeur au département d'études contemporaines de la City University de New-York (Brooklyn College), rédacteur en chef de la revue Social Police, auteur de plusieurs livres dont The Great School Legend : a Revisionist Interpretation of Public Education, Basic Books, New-York, 1972, et The Divided Society: The Ethnic Experience in America, Basic Books, New-York; 1974.

sociale à une autre, est beaucoup trop simpliste pour fournir une base adéquate à l'analyse des problèmes sociaux américains. Bien que des termes comme « intégration » et « pluralisme » alent potentiellement des counctations philosophiques et sociales d'une infinie subtilité, nos anthropologues sociaux s'en servent anthropologues sociaux s'en servent uniquement pour définir les para-mètres à l'intérieur desquels les ambitions et les frustrations peuvent s'exprimer sans rien remettre en

cause de fondamental. Ainsi peut-on rationaliser la peuvreté endémique qui règne dans notre société. On institue une sorte d'état de grâre séculier qui légitime la pyramide du pouvoir, encourage les rapports de compétition et d'oppression entre les diverses minorités ethniques qui en diverses minorités ethniques qui en constituent les différents étages, et détourne l'attention de l'oppression et de l'exploitation que leur impose à toutes les systèmes de classes

Le détournement raciste

TDEOLOGIE autour de laquelle L'IDEOLOGIE autour de laquelle s'articule le néo-pluralisme — celle de l' « authenticité » ethnique fournit un prétexte idéal aux querelles fratricides qui divisent entre eux les groupes minoritaires. Cette idéologie affirme que les populations e éthuiques » connaissent la vraie vie, que leur sang est riche, tandis que les WASP, ces Anglo-Saxons blancs et protestants qui descendent des premiers pèlerins et constituent la catégorie ethnique la plus privilégiée, seraient des créatures anémiques et superficielles, vivant dans un monde de matière plastique, qui n'auraient que de l'eau dans les veines. Certes, et heureusement, la vie à l'extrême limite de la subsistance engendre des formes

ble. Mais l'apreté et la cruauté les plus rudes n'en sont pas non plus absentes. Il doit bien y avoir un moyen de réagir positivement à une autant créer une polarité qui les sanctifie et les pose en idéaux hors d'atteinte par rapport auxquels toutes les autres sont définies relativement. (Lire la suite page 10.)

(1) Busing: transport par autocar des enfants blancs et noits d'un quartier à un autre pour réaliser l'intégration raciale dans les écoles. (2) The Great School Legend, Basic Books, New-York, 1972.

(3) Lester Thurow, Not Making it in America: The Economic Progress of Minority Groups, Social Policy, mars-avril, 1978.



(Suite de la page 9.)

Par exemple, le portrait que brosse Michael Novak du WASP « insipide » Michael Novak du WASP « insipide » revient à refuser à un groupe la déférence et le respect que lui-mème réclame à cor et à cri pour d'autres groupes. Après tout, aussi anémique que paraisse le WASP si on le mesure aux normes qui prévalent dans les couches les plus prolétariemes, il n'en demeure pas moins que sa culture est aussi le produit d'une réalité sociale — celle de la vie au sommet de la pyramide. Ce serait une erreur de prophétiser.

de la vie au sommet de la pyramide. Ce serait une erreur de prophétiser, au vu du depérissement culturel dont semble souffrir ce groupe, une déroute prochaine de la classe dominante: la classe ne se confond pas avec l'origine ethnique, aussi étroite que puisse paraître leur association à un moment donne.

Est-ce bien des hommes qu'il est question ici? Dans ce cas, ils sont tous forçats, tous condamnés à ramer dans la même gulère, même s'il y a des degrés dans leur commune misère. Le néo-pluralisme se contente d'affirmer que certains groupes méritent de se voir attribuer une nou-velle part, ou une part plus grosse, velle part, ou une part plus grosse, de l'illusion communément admise de la mobilité historique ; ce faisant, il ne remet aucunement en cause système de classe ni le pouvoir la classe dominante — quelle que soit sa composition.

C'est bien là le nœud du problème. Pourquoi faire tant de battage au-tour du renouveau de la conscience vie à l'organisation sociale actuelle rie à l'organisation sociale actuelle ou même à injecter un peu de « sans neuf » au sommet de la hièrarchie? Je ne dis pas que les Américains devralent répudier le sentiment de leurs origines ethniques. Je dis seulement que ce sentiment est pernicieux s'il ne s'accompagne pas d'une conscience de classe un permette d'avoir une que lui de qui permette d'avoir une vue lucide des injustices qu'a favorisées la vie ethnique (en Amérique et avant) et des véritables responsables des per-sécutions. Faute de quoi il ne pourra que détourner des vrais problèmes les laissera à peu près inchangés.

Malheureusement, la haine et le mépris du WASP que l'on attise aujourd'hui dans les couches populaires fait craindre que le néo-pluralisme n'ait intégré à sa texture même des formes d'intolérance séculaires. Car enfin, un système de pensée qui se fonde sur la haine sociale est condamné à s'en nourrir jusqu'au bout, même si l'on peut montrer, par une documentation solide et une prose très éloquente, que ceux à qui elle s'adresse l'ont amplement méritée.

C'est bien de racisme qu'il s'agit ici, mème el les victimes en sont des

élites » et non d'anciens esclaves. s élites » et non d'anclens esclaves. Si le regain de jeunesse de l'ethnicité ne fait qu'augmenter la sauvagerie de la course aux privilèges, la plupart de ceux qui souffrent aujourd'hui — aussi nobles que solent leurs souffrances — ne connaîtront pas dans l'avenir un sort meilleur. Il n'y aura plus de place au sommet de l'échelle sociale, ce qui entraîners de profondes conséquences sur les mœurs et le style de vie de ceux qui s'y trouvent. s'v trouvent

Certes, les groupes et les sous-groupes qui pâtissent aujourd'hui de l'inconsistance de la promesse amé-ricaine doivent pouvoir accèder à l'aisance et à la sécurité qui leur ont été si longtemps refusées. Et il se peut que la « conscience ethnique r fasse accomplir un pes dans cette fasse accomplir un pas dans cette direction. Mais tant que nos objectifs nationaux resteront aussi terre-à-

restera la norme incontestée, et elle restera la norme incontestee, et elle continuera à profiter aux plus avantagés au détriment des plus défavortsés. L' « invisibilité » deshumanisante des catégories ethniques que le néo-pluralisme paraît affectionner four-

Radicaliser la conscience ethnique

L E paradigme qui consiste à « re-jeter la jaute sur la victime » n'opère que trop souvent contre les groupes et haiques blanes qui sont groupes ethniques blanes qui sont contraints de se murer dans leur conservatisme pour se racerocher aux maigres avantages que la société leur concède. Pour préserver ou imposer le respect d'eux-mêmes, qui est ieur seule garantile de survie de groupe, ils n'ont d'autre recours que de se chercher des ennemis dans nit un terrain fertile aux haines et aux violences de groupes, alors qu'elle devrait être le ciment d'une plus grande cohésion sociale; elle fait dévier vers l'abjection la juste colère de tous ceux qui se sentent exploités et floués dans notre société.

de groupe et des moyens de s'en protéger est peut-être aussi l'expression d'une prise de conscience de la réalité sociale qui ne demanderait qu'à être canalisée vers les vraies causes institutionnelles des inégalités. L'ethnicité n'est pes uniquement subie : on y trouve le reflet d'une farouche volonté de survivre, même si elle est en même temps une manière d'intérioriser les aspirations limitées qui dictent à la vaste ma-

ethniques des bastions des valeurs traditionnelles, mais en revanche ce sont ces mêmes groupes qui consti-tuent le pivot de toutes les attaques contre les institutions nationales contre les institutions haractures quand ces dernières manquent à tel point à leurs promesses que les mi-norités ethniques qui se trouvent aux échelons inférieurs de l'échelle socio-économique ne se sentent plus suffisamment en securité.

Bien qu'elles ne recoupent pas exactement les classes, les catégories ethniques en représentent la variante spécifiquement américaine, ce qui reflète bien l'expérience unique au monde d'une civilisation qui s'est nourrie de l'esprit de conquête propre à tous les immigrants et qui est entrée de plain-pied dans l'ère indusentrée de plain-pied dans l'ere indus-trielle sans avoir jamals connu ni féodalisme ni aristocratie. Ausst, les catégories ethniques sont-elles, d'une part, syronymes des classes, mais également (ce que les classes sont d'ailleurs aussi) une manifestation de la nature essentielle de la société qu'elles reflètent et renforcent.

Il importe de remetire en cause le conformisme des attitudes des des-cendants actuels des immigrants arrivès en Amérique au début de ce siècle : ce conformisme explique que Panalyse de classe soit devenue le mode de description adequat des conditions communes à teutes les minorités ethniques qui composent minornes etaniques du composent l'Amérique. Il n'en demeure mas moins vrai que, si les Américains se cherchent à intervalles répétés un minimum d'identité structurelle (qu'ils ne peuvent trouver que dans les zones de leur existence dont la nature est encore expressement ethnique), c'est bien pour exprimer leur mécontentement.

Ce n'est que dans les années de relative « affluence » qui ont im-médiatement suivi la guerre de Corée que les Américains se sont sentis suffisamment assures d'être entrés dans le « rève américain » entres nans le « reve americain » pour ne plus s'opposer à ce que l'on accorde des subsides officiels aux groupes les plus défavorisés. A cette époque, la richesse de la nation semblait assez grande pour satisfaire tout le monde. Depuis 1988, année où sont apparus les premiers signes de la récession, l'aide accordée à la minorité noire est à nouveau pareurs minorité noire est à nouveau perçue comme une préférence inique donnée a un groupe défavorise sur tous les autres. Aujourd'hui que le spectre de la pénurie a resurgi de ses cendres, la penurie a resurgi de ses cendres, tous ceux qui out évité d'étaler leurs souffrances sur la place publique pendant la période de croissance économique qui a duré de 1955 à 1968, proclament fortement leur identité ethnique.



(New York Times Magazine.)

L'ALLIANCE DES GRANDS SYNDICATS ET DU GRAND CAPITALISME Mais les minorités ethniques sont souvent des bastions des valeurs traditionnelles.

terre, ceux qui aspirent à la démo-cratie du mérite, de la réussite et de la diversité seront contraints de lutter aussi aggressivement pour la suvegarde des valeurs ethniques que pour la préservation de la pro-priété privée ou la défense de l'em-ploi. La compétition la plus féroce

les couches sociales encore plus vul-nérables. C'est cette attitude qu'il faut denoncer, sans pour autant jeter l'anathème.

La melleure solution est de faire en sorte que l'ethnicité défensive choisisse d'autres cibles. Car la formulation ethnique de la vulnérabilité

jorité des Américains leur définition

ortte des Américains leur détinition étroite de la survie.

Les groupes ethniques reflétent l'évolution culturelle de la nation tout entière, et les crises de légitimité qui se font jour dans notre culture; l'identification à la culture dominante fait souvent des groupes

COLIN GREER.

Réduction des services sociaux et privilèges pour les entreprises

La crise urbaine comme terrain de mobilisation populaire

N grand drame politique se déroule aux Etats-Unis. Son titre : « la crise urbaine . Les définitions dans des mécanismes économiques inexorables et neutres. Nos élites nous expliquent en substance que les tonda manquent et qu'en conséquence il ne reste d'autre recours que de réduire les dépenses publiques.

Bien entendu, la vérité est un tant soit peu différente. La prétendue « crise fiscale - ne sert en fait qu'à camoufler un grand tournant de la politique intérieure et de la politique sociale des Etats-Unis. qui a globalement pour effet de réduire le revenu réel de la classe ouvrière américalne, et en particulier celui de la couche la plus défavorisée de la classe ouvrière où se trouve concentré le gros des minorités noire et hispano-améri-

La crise fiscale touche essentiellement les villes américaines les plus anciennes, dont la base économique a toujours été l'industrie de transformation. Depuis la fin de la seconde guerre

mondiale, leur économie a été bouleversée. Tandis que leur base industrielle g'effritait peu à peu, les grosses entretaller leurs sièges sociaux et les services administratifs qui en dépendent. Le déclin des industries de transformation dans les centres urbains anciens provenait d'une part du mouvement des entreprises anciennes et des nouveaux capitaux en direction du Sud ou de l'étranger, où lie eavaient pouvoir trouver de la main-d'œuvre à meilleur prix, et, d'autre part, du déplacement des usines en direction des banlieues périphériques, où la main-d'œuvre n'est pas toujours mellleur marché, mais où, par contre, les investissements fédéraux dans la construction d'autoroutes, le logement et autres services permet de réduire les coûts de production de diverses manières. Il provenait aussi du fait que les investissements fédéraux dans la recherche epatiale et les industries de défense n'ont pas profité aux anciens centres industriels du Nord et de l'Est. mais sont allés alimenter les économies

Par FRANCES FOX PIVEN et RICHARD A. CLOWARD *

des villes nouvelles du Sud et de l'Ouest. Ces mouvements confoncturels dans l'industrie ont coîncidé avec la fulte des commerces et des classes alsées qui abandonnaient les anciens centres urbains pour les banlieues périphériques ou le « Sud extrême ». Pendant ce

Les concessions des années 60

A u cours de la même période, de larges masses de travailleurs agricoles chassés des campagnes par le progrès technologique et les excédents de main-d'œuvre émigraient en direction des villes. Beaucoup de ces travailleurs déplacés étaient noirs ou latino-améri-

* Frances Fox Piven et Richard Cloward ont publié deux livres écrits en collaboration: Regulating the Poor: The Functions of Public Weljare (1971) et The Politics of Turmol: Poverty, Race and The Urban Crisis (1974).

temps-là, avec l'aide des subventions fédérales au renouvellement urbain, les quartiers centraux d'un grand nombre de ces villes anciennes étalent réamenagés de facon à pouvoir accuel(lir les gigantesques immeubles de bureaux et les complexes résidentiels de luxe qui abritent les services administratifs de plus en plus proliférants et le haut personnel des grandes sociétés nationales et multinationales.

cains; tous étaient dans le plus complet dénuement. Même dans les circons-

tances les plus favorables que l'on puisse imaginer, de telles masses de travailleurs ruraux transplantés n'auraient pu être absorbées par l'économie urbaine qu'au prix de longues difficultés. Mais le déclin des industries dans les villes anciennes, où la plupart des migrants avalent choisi de s'installer, interdisalt absolument d'en intégrer un si grand nombre, de sorte que le taux de chômage et le taux de sous-emploi sont demeurés très élevés.

Vers le milieu des années 60, un vent de révolte gagna ces populations trans plantées qui vivaient dans une pauvreté chronique, et la fin de la décennie fut marquée par des protestations et des émeutes. Les minorités en révolte exigezient des logements, des emplois et l'ensemble des services (y compris l'enseignement) que les municipalités des villes américaines sont supposées tournir à leurs administrés.

Mais la révolte et la revendication ne se limitèrent pas, loin de là, aux pauvres des minorités. D'autres groupes, blen mleux organisés, dont le sort était étroiservices municipaux, furent également poussée à l'action par la turbulence de l'époque et par la menace de compétition que faisaient peser sur eux les minorités pauvres. Les fonctionnaires municipaux étaient de tous les plus actifs. Les municipalités des centres urbains anciens cédérent à leurs pres

« Partage des revenus »

et régression sociale

LA STRATÉGIE DE L'INÉGALITÉ

Par STANLEY ARONOWITZ*

ES Etuts-Unis ont connu ces cinq dernières onnées l'offonsive la plus massive qui ait jamais été menée contre le niveau de vie des travailleurs depuis la grande dépression. Le mouvement de libération des Noirs est en déroute, la « nouvelle gauche » qui mobilisa des millions de gens cantre la guerre du Vietnam n'a pu échapper à l'extinction, et le mouvement de libération des fammes des dix dernières années est largament en retrait sur les espoirs qu'il avait fait noître. Malgré les séquelles laissées par les années 60, parti-

* Professeur adjoint à la City University de New-York; voir son article « Le phénomène Carter », le Monde diplomatique, juin 1976.

culièrement, pour un grand nombre d'Américains, la perte croissante de confiance en un pouvoir politique légitime, la « crise » semble surmontée : les sociétés américaines ont reconstitué leurs confortables marges bénéficiaires, se sont lancées dons d'importants programmes d'investissement visant à assainir la situation de l'industrie des matières pre-mières, et les taux de productivité — qui flèchissaient il y a plusieurs années à cause des actions revendicatives ouvrières - reprennent leur ascension.

A n'en pas douter, la remise sur pied de l'empire des sociétés américaines a été accomplie à grands frais. La période 1973-1974 fut marquée par une récession aiguê, la pire depuis les dernières années de la dépression. de chômage constant plus élevé qu'il ne l'avait jamais été depuis le début de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, la répartition des reve-nus est encore plus inéquitable qu'il y a dix ons. Bref, le coût du sauvetage de l'accumulation du capital a été expristant pour beaucoup d'Américains.

L'aspect le plus significatif de la nouvelle situation économique est probablement le rôle joué por la réduction des luvestissements sociaux. Au cours des cinq demières années, des programmes sociaux tels que l'aide fédérale à l'ensaignement, les indemnités de chômage, lique programme de lutte contre le payreté, ainsi que les crèches pour les mères qui travaillent, ont souffert des restrictions budgétaires fédérales. On peut même dire que la politique sociale et fiscale du gouvernement fédéral a eu récemment pour effet d'inverser les transfarts de ressources : les quarante millions d'Américains qui, pour tout ou partie de leurs moyens d'existence, dépendent des fonds publics et des programmes d'aide sociale ont littéralement subventionné des projets tels que la relance de l'exploitation des ressources d'énergie nationales (1), tout particulièrement la production de pátrole brut et de charbon, ou l'accroissement des dépenses fédérales pour l'achat d'armement, propres à stimuler l'accu-mulation de capital. Plus important encore, on prétend que le réduction des dépenses de Sécurité sociale auroit aidé à freiner la spirale inflationniste qui menoçait la situation internationale des capitaux américains au début

L'alibi de la décentralisation budgétaire

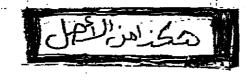
T ES administrations Ford et Nixon ne se sont pas contentées de déclarer leur apposition aux programmes sociaux, elles ont procédé à leur amputation. Le gouvernement fédéral assume la responsabilité de remédier aux difficultés engendrées par l'insuffisance du nombre d'emplois et du montant des revenus du secteur privé. Mais pour répondre à la profonde méfiance que manifestaient d'importents secteurs de la population à l'égard de l'extension et du coût de la bureaucratie fédérale, il inventa le procédé dit de « partage des revenus » (Revenue Sharing) afin de pratiquer les restrictions souhaitées.

Le « partage des revenus » (entre les autorités fédérales, d'État et locales) fut un trait de génie. En une seule opération, il faisait glisser le poids du finoncement des programmes publics au niveau local, ce qui mottait aux fonds fédéraux de voler au secours des usines d'armement, de développer

la recherche et la production d'éxergie, et d'offrir des abattements d'impôts pour tout capital investi dans des industries de metières premières. L'idée en est simple : le gouvernement fédéral consent à compléter le financement des collectivités locales et des Etats pour des programmes tels que la construction d'écoles et d'habitations, les indemnités de chômage, etc. Chaque fois que les autorités d'une ville on d'un État refusent, le gouvernement fédéral leur retire purement et simple-

C'est à grand bruit que M. Nixon présenta sa politique de « partage des revenus » comme le moyen de réduire les pouvoirs de l'administration centrale alors qu'il s'agissait en fait d'accroître les transferts de ressources au profit des entreprises. Le gouvernement savait que l'Amérique était en butte à une importante révolte des contribuables au riveau local. Les référendums locaux et par Etat sur la création d'un impôt sur le revenu ou pour l'accroissement de la T.V.A. et des impôts sur les propriétés donnèrent invariablemest une majorité hostile. Parallèlement, les contribuables ouvriers et employés s'opposèrent au droit des municipalités de recouris aux prêts bancaires ou privés pour finan-cer la construction d'écoles et d'hôpitaux. car ils se rendalent compte qu'un jour ou l'autre il faudrait bien augmenter les impôts pour rembaurser les dettes ainsi contractées. pour rembourser les dettes auss comment du Certains budgets scolaires qui représentent au

(1) L'administration rédérals fournissant les fonds publics non seulement pour la créssion de l'infrastructure — voies de communication et moyens de transport — nécessaire à cette exploitation, mais aussi pour le développement de la recherque de nouveaux types d'énergie et de gisements non encore exploités.



CAPITALISME ET INÉGALITÉS

sions et furent contraintes de leur octroyer un certain nombre d'apaisements : création d'emplois supplémentaires, augmentation des salaires, extenelon des avantages sociaux, mise en place de nouveaux services.

La plupart de ces concessions furent arrachées par les mieux organisés des fonctionnaires municipaux, ceux qui étaient à même d'entraver le fonctionnement des services et des installations les plus vitaux. Toutefois, les peuvres des minorités décrochèrent également quelques avantages : ils obtinrent notamment un élargissement des prestations eociales, une plus grande facilité d'accès aux emplois municipaux, et la création de quelques services sociaux nouveaux dans les ghettos.

Pendant que les maires se débattalent pour eatisfaire cas revendications, les municipalités augmentèrent leurs impôts et leurs taxes maigré leurs bases économiques chancelantes, tandés que les

Le paravent de la crise financière

Ford. La situation était mûre pour que

les intérêts financiers se moblissent à

l'échelle locale et à l'échelle nationale

pour rééquilibrer les dépenses et les

revenus en forçant les municipalités à

réduire les coûts de leur politique

La crise fiscale des villes a fourni le

prétexte rêvé à une nouvelle orientation

de la politique économique nationale

dans la sens d'une réduction systèma-

tique des dépenses publiques — nouveils orientation qui est vitale pour les

Comme l'expliquait l'hebdomadaire

financier Business Week, « la croissance

des dépenses de l'Elat doit être treinée

atin que le budget fédéral devienne excé-

privés dans le produit national brut

n'augmentera pas tant que la courbe des

dépenses du gouvernement n'aura pas tiéchi. » Quelle que soit la position

qu'on adopte quant à la gravité de

la crise des capitaux qui frappe actuellement les Etats-Unis, il ne fait aucun

doute que cette manière de résoudre le

problème de la formation du capital

fera supporter une charge dispropor-

qui ont les revenus les plus bas, et qui

cont précisément les moins susceptibles

de bénéficier du renforcement éventuel

du capitalisme américain et de la pros-

L'impact de ces phénomènes politiques

sur la classe ouvrière, et particulière-

ment aur les minorités qui en constituent

les couches les plus défavorisées, est

déjà largement apparent. Tous les

employés municipaux voient actuellement

réduire leurs salaires réels et leurs avan-

tages sociaux, et beaucoup se font

Certains experts de l'aménagement du

territoire renoncent à leurs traditionnels

projets de rénovation des îlots insa-

lubres et anvisagent déjà de les raser,

de les blumer et d'en faire des perkings

géants. Bref, derrière le paravent de la

crise fiscale urbaine, les intérêts finan-

ciers nationaux et locaux se sont aillés

pour reprendre le contrôle complet de

l'appareil d'Etat au niveau municipal, car

c'est à ce niveau que les luttes popu-

laires menées par les pauvres des

minorités et les groupes ouvriers ont

arraché un certain nombre de conces-

périté qui pourrait s'ensulvre.

nnée aux couches de la population

dentaire (...). Le part des investisse

intérêts des grandes sociétés.

C'EST la monace d'une faillite de la ville de New-York qui donna le signal de cette mobilisation en 1975. Les banques qui géraient d'importants portefeuilles d'obligations émises par la ville, e'alarmant de la multiplication rapide de emprunts à court terme, refusèrent de lancer de nouveaux emprunts aussi longtemps que la municipalité n'aurait pas - remia de l'ordre dans la maison ». Quelles qu'aient pu être les Intentions réelles des banques, leur action ne fit que hâter le spectaculaire effondrement de New-York. La ville ne falsait pas encore faillite, mais cette dramatisation soudaine de la situation permettait d'imposer des définitions entièrement nouvelles de la crise fiscale urbaine aux populations des grandes villes. On nous dit que l'argent fait défaut, tout simplement; et que les budgets municipaux doivent être équilibrés à tout prix (comme si les villes étalent des ménages ou des petites entreprises famillales). Face à cette nouvelle définition, les groupes de pression urbains sont restés désemparés ; aujourd'hul, paralysés par la peur et la confusion, ils sont devenus les témoins passifs et muets d'une politique municipate dans laquelle ils étaient très activement intervenus peu de temps auparavant,

En prenant prétexte de la faillite menacante, les Intérêts financiers locaux qui, aux Etats-Unis, opèrent souvent sous le couvert, des groupes de réforme municiturer la politique municipale. D'un côté, Ils insistent pour que l'on pratique des coupes sévères dans les effectifs, les salaires et les avantages sociaux des employés municipaux et pour que l'on réduise le nombre des services sociaux dans les quartiers. De l'autre, ils soutiennent que, pour redresser la situation financière des villes. Il faudra que les Etats et les municipalités accordant des avantages nouveaux aux entreprises: réduction des impôts et taxes, amélioration des services, augmentation des subventions et des prêts, assouplissement de la réglementation publique en ce qui concerne la pollution de l'environnement.

La collusion des partis et des syndicats

ES perspectives de repousser cette attaque contre les pauvres ne paraise el l'on ne cr que les moyens politiques conventionnels. Certains groupes de quartier et d'entreprise ont organisé des lobbies pour tenter de faire pression sur les édiles municipaux, mais cela n'a aucun sens puisque ce ne sont plus les élus des Etats et des municipalités qui pren-nent les décisions clés, mais bien les groupes d'intérêts financiers et bancaires qui tiennent à leur merci les villes épuisées par la crise tiscale. Il est tout aussi chimérique de s'imaginer qu'une victoire démocrate aux élections présidentielles de novembre pourra changer quelque chose à la situation. M. Jimmy Carter recrute le gros de sa clientèle électorale dans les banlieues résiden-

tiellas et dans le « Sud extrême » ; male n'importe quel autre candidat démocrate s'efforceraît de l'imiter, puisque c'est là que se trouvent concentrées les richesses de l'Amérique et la majorité de sa population.

Les organisations eyndicales, dont les membres ne sont pourtant pas les derniers à souffrir de la politique sociale née de la crise fiscale, refusent manifestement de devenir les courroles de transmission politiques de la résistance. Les directions des syndicats d'employés municipaux ont été si bien effarouchées par la crise qu'elles n'ont engagé aucune action d'envergure, même pour défendre leurs propres adhérents. Il a bien été question de graves, et même d'une grave générale, mais rien ne c'est jamais concrétisé de ce côté-là.

Etats et le gouvernement fédéral venaient En matière de politique municipale, à leur aide en leur versant des subsides le pouvoir de décision appartient désorsupplémentaires. Ainsi, les villes resmais aux élites économiques locales et nationales, et les syndicals d'employés taient financièrement - et politiquement mmicineux courent le risque d'être pure-- à flot. Au début des années 70, la ment et simplement éliminés s'ils se crise urbaine subsistalt encore, mēma si la stabilité politique avait été partielmontrent par trop séditieux. Les directions syndicales estiment plus sage, pour lement restaurée grâce aux concessions octroyées à la fin des années 60, Mais, assurer leur propre sauvegarde et la eurau même moment, l'écart entre les revevie de leurs sections, de jouer un rôle nus et les dépenses des centres urbains responsable > en coopérant ayec les municipalités et les Etats et en déteranciens se creusait plus que jamais, car les tendances économiques à long terme minant de concert avec eux les « inéviqui érodalent leur base industrielle s'actables - réductions budgétaires. céléralent rapidement sous l'impact de Si les travailleurs syndiqués se mobila politique récessionniste de l'adminislisent, ce sera uniquement pour sauver tration Nixon, puis de l'administration

les quelques privilèges qui leur restent, en abandonnant à leur cort les nouveaux chômeurs, comme les chômeurs chroniques. C'est à peu de chose près la vole qu'avaient auvie les directions syndicales traditionnelles pendant les années 30 ; les chômeurs et les inorganisés ne purent alors remporter quelques succès qu'en optant pour des pratiques insurrectionnelles et en mettant eur pled des organisations de type nouveau, comme les fédérations verticales par branches industrielles, contre lesquelles les directions en place, qui étalent constituées sur le modèle corporatif, luttèrent colniâtrement. Dans la situation actuelle, le division entre syndiqués et non-syndiqués est encore aggravée du fait que le premier de ces deux groupes compte une majorité écrasante de Blancs, tandis que les Noirs et les Latino-Américains prédominent largement dans le second

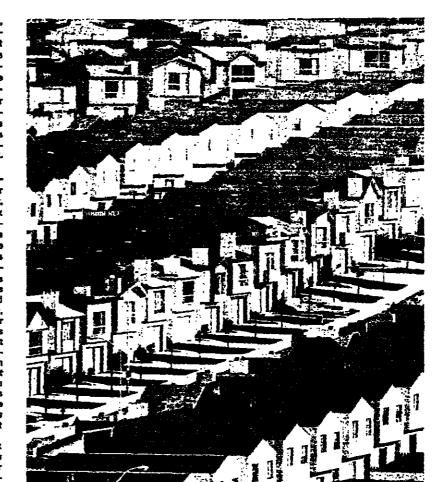
Quel recours reste-t-il donc aux couches ouvrières appauvries des grandes villes? Le seul pouvoir qui leur reste semble être de semer la perturbation en refusant eystématiquement de se montrer coopératifs, en pratiquant la désobéissance civile. On peut imaginer toute une série d'actions, depuis les actions ponctuelles, qui gêneraient aux entournures les municipalités, jusqu'aux actions de grande envergure qui perturberalent carrément l'économie urbaine. Les couches qui sont actuellement

Les couches qui sont actuellement rappées le plus durement par la crise fiscale n'ont précisément pas accès aux formes classiques de lutte du mouvement ouvrier. Elles ne pauvent compter sur le pouvoir de la grève, puisque la majorité de ceux qui les composent sont chômeurs ou ne travaillent pas dans des entreprises clés. Elles ne peuvent qu'imaginer des formes de désobéissance civile de masse qui soient à la portée des couches ouvrières appauvries des grandes villes et susceptibles en même temps d'exercer une pression sur les sittes politiques et les milieux d'af-

Les actions les plus évidentes sont les occupations par la population des quartiers des services sociaux contraints à la fermeture par les compressions budgétaires (crèches, écoles, bibliothèques, casernes de pompiers, foyers pour personnes ágées). Quelques actions de ce type ont déjà eu lieu à New-York : les occupations de locaux ne présentent guère de difficultée d'organisation, et d'autre part les habitants des quartiers se sentent pleinement en droit de e'approprier ces installations. Ces actions peuvent louer un rôle important dans le développement de l'indignation populaire, mais l'impact qu'elles peuvent avoir par elles-mêmes reste très limité: au mieux, elles ne feront que mettre dans l'embarras les édiles municipaux qui, au point où en est arrivée la situation, sont tout à fait impulssants à revenir eur les compressions de budget et à rétablir le fonctionnement des équipements collectifs de quartier. Mais, si l'agitation s'exacerbait dans les quartiers, les élus locaux ee montreralent peut-être plus hésitants à décider ces fermetures, ce qui donneraît un surcroît de légitimité à des formes plus sérieuses de la résistance populaire.

plus sérieuses de la résistance populaire.

Une autre forme de résistance pourrait s'inspirer des « campagnes d'autoréduction » qui ont remporté un succès
certain en Italie (1). L' « autoréduction »
signifie que la population refuse net de
payer tout ou partie des charges de certaine services d'utilité publique. Par
exemple, l'application des tarifs des
transports en commun est évidemment



(Best of Life.)
CNE RANLIEUE NOUVELLE, A SAN FRANCISCO.

Delaissées par les capiteux, les grandes villes du Nord péricitient.

fonction du bon vouloir des usagers Des campagnes du même ordre pourraient être lancées contre les compagnies du téléphone, du gaz et de l'électricité. Elles pourraient porter un coup sévère aux compagnies privées qui assurent les services d'utilité publique, qui perdraient praliquement tous leurs moyens d'imposer leurs tarifs, surtout si les campagnes d'autoréduction étaient appuyées par des brigades organisées qui rétabliraient systématiquement le gaz et l'électricité coupés et rebrancheraient les téléphones déconnectés.

L'organisation de grèves de loyers dans les quartiers insalubres des grandes villes cerait une forme beaucoup plus sérieuse de désobéissance civile. A New-York, dejà, les habitants de certains grands ensembles refusent collectivement de payer leurs loyers, et leur action est appuyée par des groupes d'en-cadrement qui se tiennent prêts à tout moment à mobiliser les foules pour s'opposer physiquement aux huissiers et à la police lorsqu'ils tentent de procéder à une expulsion. Des quartiers entiers seraient aux mains de squatters sans ressources, l'Irrespect généralisé des normes de propriété porterait un coup terrible à l'industrie Immobilière, et la fixation de la cote mobilière par les municipalités deviendrait impossible.

Mais ce qui toucherait le plus les élites politiques et économiques, ce seralt la mobilisation de la population ouvrière des centres urbains pour empêcher la libre circulation des marchandises et des voyageurs en bloquant les routes, les ponts, les lignes d'autobus et les trains de bantieue. Les actions de ce types auraient des répercussions immédiates eur la bonne marche des entreprises, et pourraient même aboutir très vite à leur paralysis : c'est d'ailleurs bien pour cela qu'elles déclencheraient sans doute des représailles très dures. Pour qu'elles réussissent, il faudra donc qu'elles soient le fait de larges masses suffisamment déterminées pour courir le risque de se faire matraquer, jeter en prison, et peut-être même de se faire tuer, comme ce fut le cas des grévistes

des années 30 et des manifestants pour les droits civiques des années 60.

Dans des circonstances ordinaires, les ... masses populaires ne sont jamais suffisamment Indignées par le sentiment de
l'injustice qui leur est faite pour remettre en cause la notion même de propriété, transgresser les lois et se dresser consciemment contre le pouvoir
coercitif de l'Etat. Pour qu'une révolte
de cette nature prenne forme, il ne suffit
pas que les gens solent victimes d'une
attaque contre leur niveau de vie;
encore faut-il qu'ils soient termement
convaincus que cette attaque est injuste
et sans fondement.

Certains aspects de la crise urbalne américaine contribuent à freiner l'émergence de ces sentiments de révolte unanime parmi les populations qui en pâtissent le plus. Ainsi, on est jusqu'à présent parvenu à les convaincre que la crise résultait de facteurs économiques inexorables, et non pas de la politique délibérée de certaines élites, de sorte que le sentiment d'impuissance l'emporte chez eux sur l'indignation. On les a renforcés dans ce sentiment que la crise était inéluctable en usant de manœuvres habiles, comme la mise en application très progressive des réductions budgétaires, le recours à des procédures apparemment équitables lors des suppressions de services et des ressions de personnel, et la délégation du pouvoir de décision aux élus et aux ad ninistrations locales en ce qu concerne les mesures spécifiques à prendre à la suite des réductions de budaet.

Si des mouvements de désobéissance civile de masse ne se dessinent pas, les élites financières locales et nationales réussiront sans douts (elles y ont déjà en partie réussi) à reprendre aux populations ouvrières appauvries des grandes villes américaines les quelques avantages que leurs luttes leur avalent acquis à la fin des années 60.

FRANCES FOX PIVEN et RICHARD A. CLOWARD.

(1) Voir le Monde diplomatique d'octobre 1975.

moins la moîtié des dépenses locales se trouvèrent amputés. Des enseignants furent congédiés, les classes se surpouplèrent, et des programmes furent supprimés dans de nombreuses écoles de district.

Ce furent les écoles des régions les plus pauvres qui souffrirent le plus de cette politique puisque les membres de la classe ouvrière étaient incapables de porter le fardeau croissant de ce « partage des revenus ». Le gouvernement fédéral recourut au même procédé en ce qui concerne les indemnités de chômage. Bien qu'amputées, les dépenses dans le domaine de la santé n'ont pas subi des restrictions aussi massives que celles pratiquées dans les autres services. Le gouvernement, en effet, ne souhaitait pas réduire l'ensemble des dépenses publiques, mais uniquement celles qui obsorbent du capital plutôt qu'elles n'en produsent. Une grande part des fonds alloués au secteur sonitaire est consacrée aux dépenses d'investissement telles que l'achat d'équipement, ou à l'aide aux grandes indostries chimiques et pharmaceutiques qui tirent d'énormes bénéfices de l'expansion des sarvices de santé publique. Les patrons des usines de matériel d'équipement et de produits pharmaceutiques déploient leur activité à tous les niveaux de l'institution médicale et ils sont parvenus à réduire au minimum la portée des restrictions budgétaires fédérales dans ce secteur.

Par ailleurs, la majeure partie du budget scolaire (75 à 80 %) est destinée aux « sarvices rendas », selon la terminologie employée pour désigner les salaires. Ces quinza dernières années, les salaires des enseignants ont augmenté plus ropidement que la moyenne des salaires de la plupart des eutres secteurs, et

ce, grâce à un brusque accroissement du nombre des syndiqués. Les adhésions syndicales — plus de 3,5 millions de membres — en milieu enseignant sont à l'origine des énormes écarts de volume qu'ent successivement accusés les badgets de l'éducation.

Réduire l'opposition universitaire

T OUTEFOIS, l'explication économique des restrictions subjes par le budget scolaire ne suffit pas à définir la place particulière que MM. Nixon et Ford assignèrent aux écoles. Le surcroissance universitaire de cette dernière décennie par rapport au nombre limité de débouchés qui requièrent un diplôme d'enseignement supérieur n'explique pas tout. Il faut eussi noter que les institutions universitaires ont été le théâtre de l'opposition la plus élaborée qui att été formulée contre les divers départements fédéraux depuis la guerre du Vietnam.

Il serait exagéré de dire que les campus universitaires furent les foyers permanents de l'agitation marxiste des années 60 et du début des années 70. Dons sa majorité, la gauche étudiante avait des motivations éthiques et n'entretenait pratiquement pas de liens tangübles avec quelque idéologie que ce soit, sinon caux hérités des traditions libérales attachées depuis Jefferson à la diversité des opinions. Pourtant, l'embryon d'une tendance socialiste étudiante était déjà perceptible sous la présidence de Nixon. De jeunes « révolutionnaires occupérent des postes d'enseignement à tous les niveaux du système universitaire public et commencèrent à exercer une influence profonde

tant dans le domaine des sciences sociales que dans celui des sciences exactes.

Dès la fin des années 60, les prospecteurs des entreprises privées avoucient leur incapacité à recruter l' « élite intellectuelle » de la jeune génération. De fait, les forces vives de la jeunesse semblaient s'être spontanément tournées vers l'enseignement, l'aménagement urbain et les professions d'aide sociale, dédoignant du même coup l'insertion dans l'indusrice privée. Des miliers de jeunes gens renoncèrent à toute forme de travail solarie, préférant, le cas échéant, un emploi marginal à un emploi dans l'administration publique on privée. A la fin des années 60, le secteur tertiaire dans son ensemble devint le creuset d'un bouillounement d'activités politiques et syndicales qui constituérent, avec les mouvements qui se sont développés parmi les jeunes et les Noirs de certaines branches de l'industrie, le principal obstacle aux efforts déployes par les grandes sociétés et le gouvernement pour susciter un consensus populaire autour de l'idea d'Empire américain. Ce socteur a connu dans les années 60 un développement plus rapide que tout autre secteur de l'écono-mie américaine, y compris celui de l'armement.

Il est vrai que, d'un point de vue strictement économique, les programmes socioux sont improductifs. La raison profonde de la politique de « partage des revenus » était de séparer, en les cloisonnant, les pauvres des ouvriers. Au sens le plus étroit, les travailleurs organisés furent avantagés par les mesures prises par M. Nôxon puisqu'elles les assimilaient à une catégorie bénéficiant d'un teux d'imposition locale à faible croissonce et d'un teux d'inflation sur les biens de consommation à pondération améliorée.

Le fait que les syndicats aient négocié de

nombreux avantages sociaux dans le cadre des conventions collectives plutôt que de recourir aux programmes gouvernementaux a permis de mobiliser les ouvriers contre tout projet d'extension des avantages sociaux aux travailleurs indépendants et aux chômeurs : ils savaient qu'eux-mêmes devraient tôt ou tard supporter le coût d'une telle opération. Ainsi, amplement aidée par certaines menées racistes et par la démesure de la fiscalité fédérale, la politique de M. Nixon trouva un écho favorable auprès d'une large fraction des travailleurs manuels et des personnels administratifs.

li ne faut pas oublier que 22 % seulement des ouvriers solariés odhèrent à un syndicat. Après avoir subi pendant plusieurs années de très grosses pertes sur leurs salaires nets, les ouvriets syndiqués ont effectivement vu ceux-ci accuser une augmentation notable. En contrepartie, les syndicats durent faire des concessions : les groupes d'intervention spontor constitués sur le problème des conditions de travail — en particulier les mesures de sécurité et de santé - furent dissous, les ouvriers durent augmenter les cadences, et les « clauses d'exception > furent ajoutées aux conventions collectives, interdisant par exemple l'exercice du droit de grève pour des périodes pouvant aller jusqu'à six ons. Les ouvriers des industries lourdes connurent un sort moins pénible que celui des personnels des secteurs où les syndicats sont faiblement implantés.

Dans beaucoup de villes et d'Etats, 1975 fut une année de licenciements massifs pour les employés municipaux.

Les salaires nets subirent une réduction de fuit puisque le gouvernement refusa de négocier la moindre augmentation.

(Lire la suite page 12.)

obilisation popul

AUSME ET INÉGALITÉS

. . . .

....

-, - ---

, ...

. - .

. ..

. . --:'

. .

Rêves dorés du confort familial et de la consommation

salaire d'une ménagère en prenant pour base la moyenne des salaires horaires d'une nourrice, d'un cuisinier, d'un comptable, d'un jardinier, etc. Cette estimation a été largement diffusée en dehors des milieux de gauche et des cercles féministes, et elle a provoqué beaucoup de discussions chez des femmes et des hommes qui ne se possaient jusque-là aucune question sur le travail gratuit des femmes à la maison.

Les féministes « bourgeoises » du N.O.W. (National Organisation of Women, Organisation nationale des femmes) ont également publié un certain nombre d'articles qui reprennent à leur compte la revendication de l'institution d'un salaire du travail ménager : mais, cette fois, le salaire est calculé sur la base du niveau d'instruction de la femme et/ou de ce qu'elle gagnerait si elle travaillait au-dehors. Donc, une ménagère titulaire d'une licence ou d'un dectorat serait mieux rétribuée.

rayanat addition d'une licence ou d'un doctorat serait mieux rétribuée, à travail égal, qu'une autre qui n'aurait pas été plus loin que le lycée. Enfin, chez les féministes qui se réclament du marxisme ou du socia-

lisme, les revendications en la ma-tière s'appuient essentiellement sur les travaux de Maria Della Costa et

les travaix de Maria Della Costa et Selma James (1), et semblent viser à faire prendre conscience aux fem-mes au foyer de leur condition de travailleuses plutôt qu'à arracher à l'Etat l'institution d'un salaire mé-

nager, même si ce dernier objectif est parfois clairement présenté. A New-York, le mouvement pour le salaire ménager a tenté de politiser les femmes en les aidant à compren-

dre que leur travall non rétribué est une forme comme une autre d'ex-ploitation de la plus-value du travail,

ploitation de la plus-value du travail, et à le situer dans le contexte des inégalités du développement à l'échelle internationale.

Cette position trop exclusivement économiste revient à entériner la division du travail au sein de la famille. Loin de remettre en cause la division sexuelle des tâches, le mouvement en faveur du salaire ménager considère cette organisation du travail comme acquise, et se borne

ménager considère cette organisation du travail comme acquise, et se borne à vouloir remédier à l'impuissance économique à laquelle les femmes sont condamnées par l'absence de salaire. L'institution familiale n'est pas critiquée en elle-même au sein du mouvement, même si l'on s'y rend compte que le salaire ménager pourrait fort bien ébranier les fondements de la domination de la famille bourgeoise. Au-delà de son objectif

bourgeoise. Au-delà de son objectif concret et immédiat, qui est d'obte-nir la juste rétribution du travail des

femmes à la maison, le mouvement pour le salaire ménager ne définit

aucune option globale.

E travail menager est devenu, pour le mouvement des femmes amèricaines, un lieu privilégie d'analyse théorique et d'activité politique. Dans l'ensemble de la gauche et des mouvements féministes, les débats théoriques, les propositions pratiques et les programmes poli-tiques se multiplient depuis que l'on a pris conscience de cette évidence : le travail ménager est un travail non rétribué, et c'est le travail des

Partout, le travail ménager est brusquement devenu un thème d'une brulante actualité. John Kenneth Galhraith a récemment publié dans Ms., le magazine féministe dans le Ms., le magazine féministe dans le vent, un article sur la fonction économique des ménagères de la classe moyenne. Betty Friedan, qui formula vollà plus de dix ans la première critique féministe d'ensemble de la condition de « ménagère », a remis à jour pour les lectrices de ce même magazine certains chapitres de son livre: la Femme mystifiée. Dans les revues sérieuses, on voit fleurir les articles de réflexion sur le travail ménager et sur la transformation du rôle de la femme au fover. les pro-

ménager et sur la transformation du rôle de la femme au foyer, les progrès, la technologie ménagère.

Chez les féministes qui se réclament du marxisme ou du socialisme, le lien entre la nature spécifiquement féminine du travail non rémuméré a donné lieu à plusieurs analyses divergentes, mais qui s'accordent sur un point: les femmes vivent dans la dépendance des hommes du fait qu'elles ne touchent pas comme eux de salaire et que, comparativement à eux, elles n'ont aucun pouvoir.

pouvoir. La plupart de ces analyses sont extremement techniques, et souvent obscurcies par un abus de jargon universitaire, mais elles ont genéralement pour point de départ des questions directement politiques, qui tournent toutes autour d'un même simble pour le le souvent de la même simble par le souvent de la serie de la comment de l tournent toutes autour d'un même pivot : quel est le rapport de la mé-nagère à la « lutte des classes » ou, pour énoncer la chose un peu diffé-remment, les femmes au foyer ont-elles un potentiel révolutionnaire? Plus spécifiquement, la plupart des articles et des pamphlets que pu-blient sur ce sujet les mouvements féministes débouchent sur une reven-dication politique précise (qu'une minorité d'entre eux réfutent éner-giquement): l'institution d'un salaire du travail ménager. du travail ménager.

Les partisans du salaire ménager viennent des horizons politiques les plus divers. Voici quelques années, la Chase Manhattan Bank s'est livrée, pour les besoins d'une campagne publicitaire, à de savants calculs pour évaluer ce que devrait être le

Le contrôle idéologique par la télévision

TOUT un réseau idéologique com-plexe renforcé par ses rami-fications technologiques empêche les femmes de prendre conscience de leur exploitation. Aux Etats-Unis et dans les pays développés d'Europe occidentale, l'importance des con-trôles idéologiques s'est accrue au fur et à mesure que les progrès matériels ôtalent toute substance au modèle familial et à la division sexuelle des taches qui s'opère en son sein. Tant que le capitalisme aura besoin de la famille moderne pour assurer la reproduction physique et emotionnelle des travailleurs, le rôle de la ménagère devra être maintent est. Il importe au moins autant de stimuler l'une des fonctions nouvelles à laquelle ont accédé les ménagères dans la société moderne: celle de consommatrices.

Puisque ce sont des appareils idéologiques comme la publicité et la télévision qui sont les instruments principaux du maintien et du renforcement de la famille et du rôle de la ménagère en son sein, il est particulièrement important que les féministes marxistes et socialistes s'attèlent à l'analyse et à la critique de ces institutions et des modalités du contrôle idéologique qu'elles ont instauré sur les femmes.

L'aspect le plus important de ces appareils idéologiques est qu'ils ins-tillent à toutes les femmes — quelle que soit leur classe et qu'elles soient ou non au foyer, — un fonds d'aspi-rations communes. Les femmes sont aixel édouvées dès l'enfances sont ainsi éduquées dès l'enfance non seulement à accepter, mais à désirer, une condition spécifique, différente de celle des hommes. Et, plus important encore, elles apprennent à considérer que leur foyer et leur famille sont au centre de leurs existence, dans lesquelles le travail ne peut jouer qu'un rôle secondaire, ou au mieux parallèle.

La plupart des femmes, celles qui ravaillent aussi bien que celles qui restent à la maison, ne se trouvent une identité que dans leurs fonctions de mère et de ménagère. Les femmes qui travaillent ne manquent pas d'acheter, en rentrant chez elles, des revues comme McCalls on Redbook. qui font une certaine part aux divi-sions de classe entre les femmes, mais où l'appartenance commune au sexe féminin prend au moins autant de relief que les différences sociales.

Les femmes qui travaillent et les femmes au foyer ont le même com-portement à l'égard de la « culturs des produits de beauté », qui identifie

Le prix de l'impuissance de la femme

Par CAROL LOPATE *

la « féminité » au maquillage, à la coiffure et au vêtement. Et tous les ouvrages de pédiatrie populaire, depuis les livres du docteur Spock jusqu'à ceux qui s'inspirent de techniques modernistes, comme Parents
Effectiveness Training, s'accordent
pour attribuer à la femme, qu'elle
travaille ou non au-dehors, les responsabilités les plus grandes à l'égard
des enfants, laissant le mari dans

Bien que la gauche ait de tout temps compris l'importance de la superstructure idéologique, elle a toujours éprouvé une très grande difficulté à traduire cette compréhension abstraite en actes concrets et à l'applique eur problèmes réals

de notre culture.

Le pouvoir de la culture du travail
ménager, la force des idéologies qui
enferment les femmes chez elles,
tiennent à leur complexité et à leur emerment à leur complexité et à leur caractère multidimensionnel. Ce n'est pas par une simple opération de « lavage de cerveau » que les femmes se résignent à une existence de travailleuses non salariées et sans pouvoir économique, à une vie qui n'est qu'um tissu de négations. Les images de la femme au foyer renferment aussi quelques éléments d'utople — l'amour et la communauté, la possibilité d'engendrer et de créer, le refuge contre l'aliénation, la sécurité et la protection. — qui expliquent l'acceptation par les femmes du modèle dominant de la vie familiale. Et il doit forcément y avoir quelque chose qui évoque ces images dans la vie quotidienne d'une femme au foyer. femme au foyer.

femme au foyer.

Prenons l'exemple des programmes télévisés qui s'adressent presque exclusivement aux ménagères — ceux de la matinée et de l'après-midl. La journée commence par des émissions de jeux, où c'est la chance qui compte avant tout; ensuite viennent les feuilletons que l'on a surnommés les sonp-operas à l'époque (qui était encore celle de la radio) où les émissions de ce genre étalent en général financées par des grandes marques de lessive.

grandes marques de lessive.

Les soap-operus sont le plus souvent centrés sur la vie quotidienne de familles de la petite bourgeoisie provinciale. Tout le monde — homprovinciale. Tout le monde — hom-mes et femmes — semble y mener une existence ofsive. Les gens pas-sent leurs journées à se téléphoner ou à se rendre visite pour bavarder, échanger des potins ou flirter. Bien que la plupart des hommes et cer-taines femmes soient supposés tra-vailler, le travail n'interfère jamais dens les raports compleyes qui dans les rapports complexes qui s'établissent entre les personnages. Les tâches ménagères se limitent apparemment pour les femmes à servir du café ou des cocktails à leurs invités, tandis que, parfois, l'ombre d'une femme de ménage passe à l'arrière-plan. Jeunes ou vieux, les hommes et les femmes n'arrêtent pas de tomber amoureux et de se marier ; il leur arrive même séparer et de se remarier, tantôt avec l'ex-conjoint, tantôt avec l'énouse divorcée de l'homme qui épousera leur ex-femme. Dans ce petit monde clos où tout le monde se connaît, l'amour et la sexualité, qui tiennent une large place, se démultiplient en un mouvement de

Bien entendu, les émissions de jeux et les feuilletons sont ponctués toute la journée de « flashes » publicitaires qui tablent fortement sur des images d'idylles amoureuses ou de moments familiaux qui ne doivent leur succès ou leur bonheur qu'à la division correcte des rôles et à l'achat d'apparells ménagers, de détergents, de dentifrices, de déodorants, d'aliments en conserve ou de jouets pour bébés. Que ce soit dans les émissions

* Anthropologue, auteur de Women in Medicine, Johns Hopkins Press, Bal-timore. Maryland, 1968.

de jeux, les flashes publicitaires ou les soap-operas, les hommes sont là pour conseiller les femmes, les pro-téger ou les combler de cadeaux, bref, pour les faire vivre heureuses dans l'univers clos du foyer et de la famille avec tout ce qu'elles sont famille, avec tout ce qu'elles sont supposées désirer. Des millions de personnes passent

Des millions de personnes passent des journées entières à recevoir les images de ces familles toujours chamboulées, mais néanmoins parfaites, pour qui le temps et l'argent sont les conditions nécessaires de l'expression des sentiments. L'utopte, c'est ce monde complètement privatisé auquel les feuilletons sentimentaux et l'étalage de marchandises semblent donner de la substance. Un monde que la gauche et les féministes ont répudié depuis longtemps, et qu'ils ont entièrement passé au nistes ont reputate depuis longtemps, et qu'ils ont entièrement passé au crible de leur critique. Mais l'andience des feuilletons télévisés reste toujours aussi nombreuse et aussi fanatique, et leurs images permettent toujours de sublimer la vie quotidienne sans pour autant fournir aucun moyen de la transformer.

Il nous paraît impossible de proposer aux femmes (et aux hommes) sinsi ermeés un autre droit si l'on ne

ainsi grugés un autre droit si l'on ne prend pas sérieusement en considéra-

plissant les moments de vide et de solitude dans la journée, elles leur présentent la vision d'un monde que l'on n'entrevoit que très fugacement dans la vraie vie de chaque jour. Par exemple, les soap-operas donnent l'image d'une masculinité moins insensible, plus humaine, et celle en même temps d'une communication plus libre et plus égalitaire entre les hommes et les femmes. Dans les femilletons télévisés, hommes et femmes ont les mêmes désirs, les mèmes besoins, et ne sont pas continuelle-

mes ont les mêmes désirs, les mêmes besoins, et ne sont pas continuellement dressés les uns contre les autres comme c'est si souvent le cas dans la réalité.

La politique du travail ménager doit, à l'exemple du travail ménager lui-même, être enracinée dans le vécu réel des femmes au foyer, dont les images et les fantasmes dorés qui émaillent leur vie quotidienne de téléspectatrices font intégralement partie. Il est probable que tout travail comporte un certain nombre de connotations, d'essence réelle ou mythique, qui lui donnent de la richesse. Le travail ménager en est particulièrement riche.

Une bonne partie des sentiments qui sont le lot commun des fernmes au foyer, une bonne partie aussi de



(Desain de Steinberg, les Productions de Paris.)

tion les besoins que satisfont réelle-ment les distractions populaires de cette nature. Toutes les argumenta-tions techniques sur la non-rétribu-tion du travail ménager pâlissent au regard du monde de juxe et de volupté présenté par les feuilletons télévisés. Bien sûr les femmes sont télévisés Rien sûr les femmes sont telèvises. Bien sûr, les femmes sont sans pouvoir. Mais à quoi bon le pouvoir si un animateur de jeux télévisés peut déverser sur elles le double de tout ce qu'elles ont jamais rêvé de posséder? Si le prix de l'impuissance est qu'on leur donne tout à satiété, elles ont tout intérêt à accentrale accepter le marché. Si la vie recluse des petites villes de province favorise des petites villes de province favorise la vraie communauté, le bonheur amoureux, si on peut y jouir de la protection d'hommes assez oisifs et assez motivés pour l'accorder, c'est donc que la vie recluse de la femme au foyer apporte toutes les joies que l'on ne saurait rencontrer dans le monde du travail et de la grande ville. Là encore, c'est un marché que l'on ne peut ou'accepter de fout l'on ne peut qu'accepter de tout

Pourtant, ces images renferment aussi quelque chose qui incite les femmes à attendre davantage de leur vie et qui fait apparaître chez elles de nouveaux besoins. Tout en rem-

leur vécu, sont beaucoup moins alié-nés que les sentiments et le vécu des femmes au travail : rien d'utopique dans les images qui s'offrent du bureau et de l'entreprise modernes, sinon peut-être les possibilités plus nombreuses de nouer des relations entre hommes et femmes associés dans le travail. Je ne dis pas que les images de la femme au fover doivent images de la femme au foyer doivent rester ce qu'elles sont, car elles masquent une domination et une exploi-tation qui ne pourront être abolies aussi longtemps que nous ne les aurons pas transformées. Mais cer-tains sentiments humains et toute une partie du vécu quotidien de la femme au foyer peuvent contribuer à cette transformation, aussi bien d'ailleurs que la culture de masse qui s'est constituée autour d'eux. L'approche politique la plus efficace du travail ménager consisterait à étendre la notion de politique ménagere à toute la sphère du foyer et de la famille, à refuser le partage des rôles selon les sexes et à transformer la famille sous l'angle des besoins qui s'expriment réellement chez les femmes.

(1) Maria Della Costa et Seima Junes: The Power of Women and the Subpersion of the Community, Falling Wall Press, New-York, 1973 (brochure).

(Suite de la vage 11.)

En revanche, il imposo des amputations sur les saloires et sur certains avantages sociaux (pensions, remboursements des frais d'hospita-

Quand les services d'aide sociale destinés aux travailleurs à très faibles revenus furent réduits à leur tour, des millions d'Américains pâtirent d'une double injustice. Ainsi, la répartition des forces laborieuses, qui « dualisait » le marché du travail (2), portait un coup décisif au concept d'égalité. Les Noirs et les autres minorités ont souffert plus que les Blancs soit parce qu'ils sont employés dans les secteurs où les syndicats sont le moins fortement implantés, soit parce qu'ils occupent la majorité des emplois des services publics des grandes villes du Nord qui furent le plus durement frappées par la politique de « par-tage des revenus » : la débâcle industrielle le cités commo Detroit, New-York et Newark (New-Jersey) réduisait considérablement la base imposable des entreprises et, par suite, le volume des budgets locque.

De même, chez les Blancs, ce sont les vieillards qui ont été le plus durement touchés dans la mesure où ils dépendent de pensions que l'inflation et les restrictions budgétaires ont fortement entamées.

Le « partage des revenus » était concu pour gagner le soutien politique de la fraction la plus privilégiée du mande du travail, celle qui pouvoit envisager la possibilité d'un gain, même si celui-ci devait être acquis aux dépens d'autres catégories. Parallèlement, l'affensive menée contre las investissements sociaux affaiblissait le pouvoir des syndicats dans les grandes villes en les privant de la possibilité Enfin les forces les plus dynamiques de l'opposition — les étudiants et les minorités raciales — se voyaient privées de leur base économique

Il ne s'agissait plus cette fois, comme cela avait été le cas après guerre, de récupéres l'opposition dans le système dominant à coupe d'importantes concessions financières. La détérioration de la situation exigenit l'adoption de mesures radicales : on ne pouvoit corrempre qu'un nombre restreint d'individus, encore fallait-il bien les choisir. Il n'était pas question d'atiliser pour les ouvriers métallurgistes ou les transporteurs les armes dont on usait contre les panyres, les travailleurs saisonniers et les étudiants. Il fallait au contraire s'arranger pour s'en faire des alliés contre les programmes socioux des gouvernaments libéroux-démocrates que l'on s'attachait à mener à bien depuis Franklin D. Roosevelt.

Une modeste proposition

QU'ADVIENDRA-T-IL des millions d'individes qui n'ont cesse d'être déplacés, que ce soit à cause de l'évalution technologique, de la migration industrielle ou des amputations du secteur public ?

La réponse semble contenue dans les propositions de M. Daniel P. Moynikaa, ancien conseiller du président Nixon pour les affaires sociales, ancien ambassadeur en Inde et à l'ONU, qui pense qu'il revient au gouverne-ment fédéral de prendre l'initiative d'un plan garantissant un revenu minimal à ceux auxquels la société ne peut pas fournir d'emplois. Ce revenu devruit rester nettement infé-rieur à celui d'un ouvrier en activité afin que subsiste l'incitation au travail. L'obligation de fournir logement, éducation, soins médicaux et autres services sociaux considérés comme

essentiels serait considérablement allégée. Les propositions de M. Moynihan ont pour conséquence idéologique principale d'admettre que le mythe de l'égalité des chances ne répond plus aux besoins de la nouvelle société. M. Moynihau conclut donc officiellement à lo

Plus nous approchons de 1984 (3), plus la conception de M. Moyaiban devient vraisemblable, surtout depuis l'émergence du nouvel autoritarisme. Elle est d'autont plus fondée qu'elle se réfère aux réalités de l'Empira et non à la vision de Thomas Paine et des autres révolutionnaires qui contribuèrent à créer la nation américaine. Les réactions spécifiques des différentes classes sociales devant la politique sociale actuelle montrent bien que la perversion de l'atopie qu'impliquent les propos de M. Moynihan est déjà contenue dans le nouvel ordre dominant.

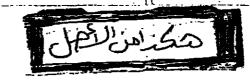
li n'est pas du ressort de cet article de déterminer si cela constitue ou non le destin prévisible de l'Amérique compte tenu du rapport de forces existent. Ce qui apparaît rapport de forces existant. Ce qui apporaît très clairement néanmoins, c'est que l'on doit une fois de plus admettre l'implacable vérifé: ceux pour qui le progrès représente une menace, possèdent désormais des moyens économiques, politiques et administratifs qui leur permettent d'éviter pour très longtemps les changements sociaux. Les événements des années 70 indiquent à l'évidence que la classe d o m i n a n t e a opéré sa propre prise de conscience. Il se peut que les contradictions du système capitaliste à l'échelle mondiale fassent obstacle aux possibilités maximoles de la logique économique et politique. !! n'est pas question de prétendre que la situation

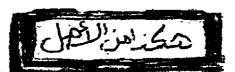
décrite ici aura une partée outre qu'à court terme, Mais l'étroite imbrication de l'Etat et des grands monopoles, et le caractère international du capital, donnent un regain de force aux possibilités de planification à long terme. Aux Etats-Unis même, on ne saurait par exemple se contenter d'attribuer la migra-tion vers le Sud et le Sud-Ouest, ainsi que la désindustriolisation systématique du Nord-Est, aux seules forces aveugles du murché des affaires. De même, l'orientation de la politique sociale, bien qu'encore embarrassée de conflits idéologiques, y compris chez ceux qui s'accordent sur les objectifs généroux de la politique de redistribution des ressources ou tactiques dues à la composition traditionnellement ouvrière de la base de ce parti.

Les possibilités de planification nationale - économique et sociale - sont au centre des débats des cercles libéraux et industriels américains. Nous avons suggéré que l'intervention de l'Etat pour permettre aux secteurs les plus puissants des grandes entreprises capi-talistes d'atteindre leurs objectifs concertés est en bonne voie. Une triste réalité ressort de tout cela : la planification peut être contraire aux intérête du pauple et fonctionner comme une idéologie qui, sous le masque du progressisme, dissimule une série de mesures répressives.

STANLEY ARONOWITZ.

(2) Voir le Monde diplomatique, juillet 1976, page 7.
(3) Titre du roman de George Orwell qui décrit un monde régi par l'autoritarisme.





Politique et littérature

CULTURE ET LUTTE ANTICOLONIALE EN ANGOLA

Par NICOLAS D'ARTHUYS

E qui est avant tout néces-saire, c'est que l'esprit d'un peuple colonisé soit cons-truit de nouveau, ajin qu'il pense librement et se sente libre, même quand son pays ne l'est pas en-core» (1). A. Neto, médecin et poète, l'un des fondatsurs du MPLA, pré-sident de la République populaire d'Angola, signalait ainsi la nécessaire

d'Angola, signalait ainsi la nécessaire convergence, dans une société colonisée, entre révolution culturelle et lutte politique.

« Îl est certain que la prise de conscience des réalités culturelles de l'Afrique a constitué un élément moteur de la prise de conscience politique, un premier stade du mouvement libérateur. Se produir et destinantes tique, au premier stade du mouvement libérateur. Se vouloir et s'affirmer tout simplement africain, c'est défà, à l'époque, une forme avancée de manifestation politique. Mais c'est la lutte de libération qui fournit le cadre matériel et permet les conditions idéales pour le développement de la culture. Celle-ci est à son tour l'élément fécondant, nourricier de la lutte de libération » (2).

Toute situation coloniale engendre un phénomène de dualité culturelle. Mais, malgré les avantages que con-fère le statut d'assimilé, la récompense socio-culturelle de la soumission reste socio-culturelle de la soumission reste minime. La domination des cadres coloniaux peut être d'autant moins menacée qu'elle est plus fragile. Les promotions sont rares et lentes. Ce qui est clairement dit dans le message de Noël 1969 du patriarche de Lisbonne, le cardinal Cereijera, ami intime, personnel et politique de Salazar: « Nous avons besoin d'écoles en Afrique, mais des écoles dans lesquelles nous montrerons aux indigènes le chemin de la dignité de l'homme et la gloire de la nation qui les protège... Nous voulons apprendre aux indigènes à lire, à écrire et à compter, non en jaire des docteurs. »

Au-delà de la «résistance passive»

DANS ces conditions deux formes de résistance culturelle se distinguent : le peuple préserve son patrimoine par la seule imperméabilité, tandis que les « assimilados », prenant conscience de leurs contradictions, utilisent leur condition privilégiée pour, au travers de leurs écrits et de leur action, assurer une prise de conscience active de la communauté nationale dans son ensemble. Ils assurent le passage de la résistance passive à l'affirmation culturelle.

Ce n'est qu'avec le déclenchement de la lutte armée de libération que les contours de la culture du peuple colonisé se dégagent en même temps qu'ils se transforment. Au totalitarisme colonial se substitue une nécessité vitale que doivent assumer d'abord les intellectuels, afin de détruire les vieux rapports et de construire une nouvelle culture. La guarre de libération elle-même, faisant saillir tous les traits de la vie communautaire, apparaît comme l'acte culturel par excellence et prépare les futurs rapports sociaux. lence et prépare les futurs rapports

Amilear Cabral analysant cette situation, fait observer qu'il n'est pas exact que les mouvements d'indépen-dance alent été précèdés par une n renaissance culturelle » des populations dominées. Ce qui s'est produit c'est plutôt un renouveau d'intérêt suscité par le « retour aux sources » d'une petite élite d' « assimilados », établissant ainsi le contact avec leurs compatriotes qui n'avaient jamais perdu leurs cultures propres et leur permettant de sortir de leurs propres contradictions, de « leur ghetto culturel pseudo-lusitanten ».

« Réprimée, perséculée, trahie par certains groupes sociaux qui avaient partie liée avec les colonialistes, la culture africaine a surmonté toutes les tempêtes, trouvant refuge dans les villages, dans les forêts et dans l'esprit des générations victimes du colonia-lisme (E) lisme» (3).

Ces groupes sociaux « protégés » réalisent que leur intérêt est autre : l'assimilation n'a été qu'un mirage allénant. A court terme, le Portigal a réussi à unéer, à ses propres de les perdant puisque les assimilés, détourment puisque les assimilés, détourment les gradunts movers mis à leur perdant pusque res assumes, de out-nant les quelques moyens mis à leur disposition, sont en mesure de propo-ser aux « masses indigènes » un saut qualitatif, développant l'identité cultu-relle que les colonialistes avaient besoin de nier pour asseoir idéologiquement leur entreprise.

Effets paradoxaux des tentatives d'alienation

Le stade de la scule conscience dou-loureuse de l'aliénation — illustré par le poète Geraldo Bessa Victor, — dont la passivité sera historiquement dépassée par celui de la «négritude» qu'Aimé Césaire définit comme « pos-tuiat irrité et impatient de fraternité» et dont l'expression politique ne peut être que le réformisme; fut d'autant plus vite franchi dans les colonies por-tugaises que l'entreprise d'aliénation fut plus évidente, caricaturale à l'image du fascisme métropolitain.

En 1957, quatre ans avant le début de la lutte armée à Luanda, Bajazar expose ainsi la doctrine officielle : expose ainsi la doctribe diffication a Nous pensons qu'il y a des ruces décadentes — ou, si vous préjérez, arriérées — que nous nous sentons le devoir de conduire à la civilisation. Le Portugal doit continuer à être un maître et un exemple pour les pays éducateurs d'autres peuples.

. . . .

Ayant précédé les autres puissances en matière de colonisation, le Portugal se doit en effet de rester un modèle. La conception qu'il se fait de son rôle est substantiellement parfaite. Salazar conçoit et les colons appliquent: « Nous ne vendrons pas, nous ne céderons pas, nous ne livrerons pas, nous ne partagerons pas, la motadre part de noire souveraineté. Même si notre Constitution le permeticit, ce qu'elle ne jatt pas, notre conscience nationale s'y refuserait. »

L'Eglise catholique, étroltement asso-clée au « devoir de coloniser», appor-tera de son côté les avantages d'une évolution minimum tout en évitant les evolution immittait was en evisaire les risques : l'assimilation est strictement limitée et réglementée. L' « indigène » ne reçoit de « culture blanche » et de ne reçoit de acamire visineres et de principes chrétiens que ce qu'il faut pour être docile. Ainsi le Portugal n'est pas raciste puisque les Africains peuvent devenir portugals par la triplevole de la religion, de la langue et de la technologie.

A partir de 1961 le gouvernement prétend favoriser l'assimilation en Angola, recourant en particulier à une politique de peuplement blanc inten-cif

a Nous devons donc peupler l'Afrique d'Européens qui puissent assurer la

stabilité de notre souveraineté et promouvoir la portugaisation de la popu-lation indigène » (4).

L'artifice étonne moins que les résultats : en 1965, sur une popu-lation de quatre millions d'Africains, il y a trente-cinq mille assimilés.

Tous les obstacles demeurent en réalité sur la voie de l'assimilation, à commencer par la rareté et la cherté de l'éducation. Le critère de raciste si l'on sait que le pourcentage d'Illettrés parmi les colons portugais est considérable.

Comment s'étonner qu'à partir de 1961 e les bulles commencent à fleurir »
(J. Rebelo) ? Mais elles ne fleuriront effectivement que si la montée de la lutte est partagée par les masses africaines. Et qu'en est-il de ces «indigènes» qui, en raison de l'économie d'exploitation et du travail obligatoire, expettement embetture à la traite. exactement substitué à la traite, ont été déplaces, quand ce n'est pas parqués ?

Ce peuple angolais, soumis à la domination politique et à l'exploitation économique, sans doute plus sauvage qu'aillenrs puisque le colonisateur est lui-même d'une certaine manière colonisé, trouve dans sa culture le seul rempart assez fort pour préserver son identité.

« Les grosses masses rurales et une a Les grosses masses rurales et une fraction importante de la population urbaine — au total plus de 39 % de la population africaine — restent à l'écart ou presque à l'écart de toute influence culturelle de la puissance coloniale. Lorsque la société indigène a une structure verticale, cette défense du patrimoine culturel est encore renforcés par l'intérêt que trouve la muiscée par l'intérêt que trouve la puis-sance coloniale à protéger et consolider l'influence culturelle des classes dominantes alliées » (5).

Mario de Andrade écrit à propos du langage: « Dans les centres rurout, que les Portugais visitaient rurement, les langues locales sont généralement restées intactes. Comme les contacts humains entre colonisateurs et colonisés se bornent presque entièrement à des relations d'exploitation, il n'est guère possible que se produtse l'osmose caractéristique des villes.»

La liaison entre « assimilados » et « indigênes » se fera d'abord subjectivement, au plan littéraire, dans les années 1830. Si elle ne dépasse pas un stade de bonnes intentions, l'effort aura l'avantage de sensibiliser ce groupe à ses contradictions. La defense théorique des « indigênes » est pour la première fois assumée. Ce fait littéraire spécifique apparait en fin de siècle dans un contexte de violentes luttes politiques. Cordeiro de Matta, soucieux d'appuyer la résistance culturelle de son peuple, entreprend la fixation de la langue Ki-mbundu, en étabilt le premier dictionnaire. La vie culturelle de cette époque est à peu près limitée au journalisme. Grâce à une liberté de presse exceptionnelle et qui ne durera pas, de nombreux journaux se créent à Luanda, qui, pour la première fois, véhiculent autre chose que les litanies colonisatrices.

Les limites de ce mouvement, outre son contenu inévitablement modéré, sont tracées par une audience extré-mement limitée et l'utilisation exclu-site de la lama poetivation. sive de la langue portugaise.

Une œuvre caractéristique de cette période, preuve d'un éveil de la création littéraire qu'allait bientôt étouffer l'administration coloniale, est une réplique collective à un article d'un Portugais de la Gazette de Luanda qui explique que l'idéal du Noir est de

a manger sans travailler ». « La Voix de l'Angola clamant dans le désert » (1901) relève le défi et répond brillamment que, dans le système ango-lais, c'est au contraire cle Blanc qui fait travailler le Noir pour manger ».

Le requisitoire de ces hommes de Le requisitoire de ces hommes de bonne volonté et de courage marque la naissance de la littérature ango-laise. On retiendra les noms des romanciers A. de Assis Junior (O Se-gredo da morta), et un peu plus tard d'Oscar Ribas (Uanga) et de Castro Soremenho (Camazilo, Présence afri-caine, et Virage, Gallimard) (6).

soremenno (Camazio, Presence afficaine, et Virage, Gailimard) (6).

Mais la page libérale est vite tournée. La jeune république portugaise
se fait vite répressive, et bientot la
nuit fasciste s'étendra plus durement
encore sur les colonies qu'en métropole. Les associations culturelles ne
sont plus que des cercles qui se réunissent avec l'autorisation de la PIDE.
Cette période de maturation silencieuse, qui retardera le rapprochement
entre intellectuels et a pretos boçal a
(Noirs de la brousse) et explique que
rien, dans les colonies portugaises, ne
puisse être comparé au manifeste
Légitime délense pour les Antillais et
Noirs d'expression française, fera
aussi que, par son apparition tardive,
dans des contradictions socio-politiques
aiguës, il trouve plus rapidement son
chemin politique.

La génération de 1948

«VAMOS descobrir Angola » (Partons à la découverte de l'Angola) est le cri lancé en 1948 par un groupe d'intellectuels dont la formation revient essentiellement à un poète de vingt ans, Viriato da Cruz.

Cette dynamique culturelle provo-qua l'apparition de groupes littéraires comme le Nouveau Mouvement des poètes de l'Angola, la fondation de la revue Mensagem.

revue Mensagem.

Mais, allant plus avant, le mouvement déboucha effectivement dans la rue. La langue poétique commence à s'imprégner de traditions orales populaires et les langues vernaculaires sont pour la première fois utilisées. Parallèlement fut élahoré un plan d'alphabetisation des masses. L'inquisition coloniale contraint vite ces jeunes intellectuels à la clandestinité, mais la littérature moderne angolaise avait fait son apparition, vitale puisqu'elle entendait participer à la construction d'une identité qui ne serait plus portugalse, mais angolaise.

Simultanément, à Lisbonne se crée

un Centre d'études africaines dont les animateurs sont quatre « assimila-dos »: A. Cabral, co-fondateur du M.P.I.A. et fondateur du mouvement frère en Guiné-Bissau, A. Neto, J.F. Tenreiro, A. de Andrade, ancien président du Mouvement national en

Angola et premier Africain des territoires portugais dont la voix devait
avoir une audience internationale.
Son but, selon Andrade, était d'« analyser les éléments des cultures africaines de manière à stimuler le sentiment d'annationance à vir monte. ment d'appartenance à un monde opprimé et à révelller une conscience nationale».

nationale ».

Les activités du centre dureront deux ans, brutalement interrompues par la police. Il aura contribué à la réafricanisation des esprits et an rejet de l'assimilation. A partir de là aussi se produit une volonté d'infiltration du portugais par les langues nationales et, en même temps, son utilisation dans les villes comme instrument de culture révolutionnaire.

Cette tendance s'accentuera : à la fin des années 50 le Kimbundu et l'Umbundu sont pratiquement incorporés dans la poésie d'A. Neto, de Luandino Viera (7) ou d'Antonio Jacinto (8).

En même temps, ces intellectuels et ceux qui les entourent, tant à Lisbonne (en particulier à la Maison des étudiants de l'Empire, qui assure bien contre son gré la convergence entre les courants littéraires progressistes de l'Afrique sous domination portugalse qu'à Luanda, réfléchissent aux alternatives possibles à un réformisme désormals tout à fait mort. Ils ne disposent pas au Portugal, à la différence des nationalistes africains de langue française ou anglaise, à Paris ou à Loudres, de contacts plus diversifiés qu'avec le parti communiste portugais et un ou deux groupes d'opposition à Salazar. C'est par ce biais qu'ils accèdent aux idées marxistes, élément déterminant de leur formation politique. En même temps, ces intellectuels et

Conscients de l'abime qui les sépare en tant qu' « élites » des masses afri-caines, ils réfléchissent aussi aux cantas, no refleciment aussi aux conditions possibles d'une transforma-tion radicale en Afrique des doctrines et des politiques élaborées ailleurs. Cette réflexion va dominer l'élaboration de la stratégie des mouvements de guérilla auxqueis ils devaient par-ticiper par la suite.

L'accélération du mouvement est des L'accèlération du mouvement est des lors sensible; pour les Portugais aussi. En 1959, en pieine période de tracts, la police procede à des arrestations en masse. Le mauvais exemple d'une libération annoncée au Congo ne dott pas contaminer l'empire lusitanien. La PIDE ne s'est pas trompée. Sur ses listes figurent nombre d'écrivains dont Viriato da Cruz, Mario de Andrade, Deolinda de Almeida. Antonio Jacinto. Deolinda de Almeida, Antonio Jacinto, Luandino Viera, Manuel Pacavira. Certains d'entre eux sont en exil. D'autres sont déjà incarcères, comme Neto.

Neto.

La fureur qui s'appesantit sur les Africains de Luanda, décrite par Luandino Viera dans la Vraie vie de Domingos Xavier (9), ne pourra qu'avancer le décienchement de la lutte de libération. La littérature engagée, de résistance nationale, donne alors toute sa mesure, « La guerre de libération nationale que nous menons en Angola, en Guinée et au Mozambique est le moyen qui nous permet d'exister culturellement » (10).

En même temps se développent les

En même temps se developpent les centres clandestins d'instruction. La littérature révolutionnaire sert aussi à interpeller le monde, muet sur la tra-gédie angolaise :

« Sur la terre il y a cinquante mile morts que [personne n'a pleurés, Personne » (11).

La relève de la génération de 1948 est assurée par des poètes tels que Mario Antonio Fernandes de Oliveira, Carlos Eduardo ou Costa Andrade.

Au moment où il s'agissait de « concevoir » la nation angolaise, les intellectuels, et singulièrement les poètes, ont joué un rôle déterminant non seulement de cristallisation mais d'action; ils ont constitué une avant-

Ils sont désormais confrontés, comme d'autres intellectuels africains, comme d'autres intellectuels africains, à la difficile conciliation entre tradition africaine et modernisme. Mais au-delà — et c'est peut-être l'essentiel — du fait des conditions exceptionnelles de leur indépendance, de leur situation géographique et de leur passé « tri-continental », ils se trouvent également confrontés à l'internationalisme obligatoire.

(1) A Neto, Discours à Radio-Brazza-ville (1964). (2) M. de Andrade, exposé au premier Festival culturel panafricaln d'Alger (juillet 1969) au nom du FRELIMO, M.P.L.A., P.A.I.G.C.

(3) A. Cabral, • National Liberation and Culture ». conférence à l'université de Syracuse, le 20 février 1976. (4) Introduction au V° Plan de déve-loppement (1961-1966).

(5) A Cabral, 4 Le rôle de la culture dans la lutte pour l'indépendance », communication à la réunion d'experts de l'UNESCO sur les concepts de race, d'identité et de dignité. Paria, du 3 au 7 juillet 1972.

(6) Voir à ce sujet : Aifredo Margarido, la littérature angolaise : de la découverte au combat, in L'Afrique littéraire et artistique, n° 2, décembre 1968. (7) Actuel directeur de la télévision

(8) Actuel ministre de l'éducation et la culture de la RJ differents auteurs, voir : la Poésie afri-came d'expression portugaise, anthologie de M de Andrade, Editions P.J. Oswald. 19) Aux éditions Présence Africaine. (10) Mario de Andrade, exposé au Fes-tival culturel panafricain d'Alger.

Les langues aux Nations unies

UARANTE-DEUX délégations représentant plus d'une centaine de parlementaires francophones appartenant à l'Association international. à l'Association internationale des parlementaires d langue trançaise (1) se sont réunies du 26 avril au 14 mai au siège de l'Organisation des Nations unles à New-York. Cette rencontre, qui evalt pour thème « Connaissance des Nations unies », a été principalement consacrée à l'étude de la situation du français à l'intérieur de cette organisation, et elle a permis aux délégués du monde francophone de prendre l'exacte mesure d'une langue dont le statut a déjà fait l'objet

Si, à l'origine, seulement quatre des cinquante et un membres fondateurs de l'ONU étaient francophones (la France, Haiti, le Luxembourg et la Belgique), on sait néanmoins que le sort du français aux Nations unies e été fixé le 1º janvier 1946 per une résolution de l'Assemblée générale lui octroyant, paritairement avec l'anglais, le statut de l'angue de travail - (2). Mais l'implantation de l'ONU à New-Yorl et le reyonnement qu'exerçait alors la langue d'une Amérique turéolée du prestige de la victoire ont en réalité singuliàrement contrarié l'application de cette résolution. Cette situation a eu pour conséquence un recrutement massif de tonctionnaires angiophones, en même temps que l'instauration d'un monopole de fait de l'anglais dans la rédaction des notes, comptes rendus et documents diffusés par l'Organisation.

C'était l'époque où la traduction française d'un texte nécessitalt souvent d'interminables délais, si bien qu'en 1966 le groupe des délégations d'expression française ou utilisant le français comme langue de travail », fort de l'appul des Etats africains francophones nouvellement indépendants, décida d'entreprendre une action cohérente et systématique afin que soient reconnus à la langue française les droits qui sont stipulés dans la charte de l'ONU. Dès sa création, le groupe s'est en effet préoccupé de l'insuffisance qualitative du personnel francophone, et il a veillé à ce que les documents de travali solent présentés et communiqués en temps utile et simultanément dans les langues de travail prévues par les différents réglements intérieurs de l'organisation de

A l'heure actuelle, si la stricte égalité des deux premières langues de travail n'est pas encore entièrement réalisée, la situation du français marque cependant un net progrès, et ce résultet est dû en grande partie aux efforts entrepris par les délégations francophones, tout particulièrement par les cours d'apprentissage des langues. Ces cours intensits, qui connaissent un vit succès (la « connaissance vérifiée » d'une langue étrangère facilite la promotion des lonctionnaires) tant au siège de l'Organisation que dens les services qui en dépendent, ont à coup sûr beaucoup contribué à la diffusion du trançais, mais il reste encore de gros efforts à accomplir au niveau de la production des textes originaux. Un certain nombre de lonctionnaires trançais — et non des moindres ont en effet pris l'habitude de rédiger directement en angiais, et ils contribuent ainsi à relarder chez leurs collègues un net changement d'attitude à l'égard des langues dites - de

Alors qu'euparevant la plupart des fonctionnaires avalent tendance à utiliser la langue la plus largement répandue (c'est-à-dire l'angials), ils sont aujourd'hui davantage portés à choisir la langue qui leur permet de s'exprimer avec le maximum d'aisance et de précision. Ainsi s'estompe progressivement la distinction établie naguère entre langues officielles et langues de travail, pour laisser place à un rééquitibrage linguistique qui devrait permettre l'expression, au sein des Nations unles, de toutes les spécificités culturelles

Dans ces conditions, les quarante-deux partenaires réunis au sein de l'A.I.P.L.F. ont pris conscience que la projet trancophone qui les rassemblait au siège des Nations unies visait moins à cautionner le maintien d'une quelconque hégémonte qu'à permettre et faciliter la communication entre des hommes et des pays pour lesquels le français représente souvent le seul moyen de se comprendre. Ainsi, après avoir montré qu'il n'y a (moyennant certaines conditions) aucune contradiction à assurer simultanément la promotion des langues nationales et la diffusion du trançais, M. Amadou Cissé Dia, président de l'Assemblée nationale du Sénégal, a-t-il fait remerquer qu'une langue parfée par quarant sept pays, représentant plus de deux cents millions d'habitants, ne pouvait plus être considérée comme la propriété exclusive de quiconque, et il a conclu en rappelant que le français était désormals aussi la langue d'une bonne parlie de l'Atrique pour laquelle elle constitue à la tois un facteur de cohésion, d'unité politique et d'ouverture sur le monde

JACQUES CHEVRIER.

(1) Créée en 1967, sur une initiative du présidant Senghor, l'AIPLE, regroupe tous les parlementaires qui utilisent le français comme langue des relations internationales; elle a son siège à Paris.

(2) Depuis cette date, d'autres langues de travail sont venues s'ajouter: l'espagnol en 1948, le russe en 1968, le chinois et l'arabe en 1973.

Sa politique étrangère pour la paix et la réunification

Il y a trois ans, le Président de la République de Corée, M. Park Chung Hee, prenant en considération la réalité dans la péninsule coréenne, a énoncé dans une déclaration spéciale les nouvelles lignes de sa politique sur la réunification nationale et les relations interna-

Dans sa déclaration de politique du 23 juin 1973, le Président, tout en mettant l'accent sur la réunification pacifique de la Corée, qui représente l'aspiration et l'objectif suprimes de tout le pemple coréen, s'est engagé à poursuivre le dialogue Sud-Nord avec sincérité et patience, conformement au communique commun du 4 juillet 1972. Dans le domaine des relations internationales, il a déclaré que la République Corée ouvrirait ses portes à toutes les nations du monde, sans tenir compte des différences d'idéologie et d'institutions sociales, afin d'entretenir avec ces nations des relations amicales et de bou voisinage, fondées sur le principe de réciprocité et d'égalité.

Conscient de la néressité de créer une atmosphère de paix en vue de la réunification, le Président Park a déclaré ensuite explicitement, d'une part, que le Sud et le Nord ne devraient ni s'ingèrer dans les affaires intérieures de l'autre partie ni commettre d'agression et, d'autre part, que la République de Corée était prête à entrer aux Nations unles en même temps que la Corée du Nord, comme mesure provisoire, en attendant de parvenir à la réunification. Cette nouvelle politique étrangère, énencée en sept points dans cette déclaration, est la plus railonnelle et la plus réaliste, vu la situation qui règne autour de la péninsule coreenne et les relations entre le Sud et le Nord qui sont depuis longtemps dans l'impasse.

Cette déclaration a été faite avec le désir très vif d'améliorer d'une manière substantielle les conditions de réunification pacifique de la patrie.

Depuis l'ouverture du dialogue Sud-Nord qui a été engagé il y a

manière substantielle les conditions de réunification pacifique de la patrie.

Depuis l'ouverture du dialogue Sud-Nord qu' a été engagé il y a cinq ans dans le but de faciliter la réalisation de notre aspiration nationale, c'est-à-dire la réunification pacifique du pays, le gouvernement de la République de Corée a déployé tous les efforts possibles pour faire progresser le dialogue Sud-Nord. Malgré nos durs et sincères efforts, la Corée du Nord a suspendu unilatéralement le dialogue en août 1973 et a fait de nouveau accroître la tension dans la péninsule coréenne, au mépris de l'esprit du communiqué commun de 1972. En conséquence, la perspective d'une solution du problème coréen semble de plus en plus lointaine, d'autant plus qu'à l'Assemblée générale des Nations unies, où la question coréenne a fait l'objet d'une délibération, les discussions demeurent stériles.

Il faut rappeler à regrêt que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté l'année dernière deux résolutions contradictoires sur la question coréenne, alors que le contenu de la déclaration du consensus adoptée à l'unanimité, lors de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale des Nations unies, n'a pas été tout à fait appliqué et ainsi n'a guére contribué à la solution du problème coréen.

Nous souhaitons souligner que toute conférence internationale sur la question coréenne ne peut apporter une solution, à moins que le débat ne soit conduit avec justice et réalisme, tout en tenant compte

d'une façon objective de la réalité qui existe dans la péninsule coréenne et qui est la sulvante :

Tout d'abord le danger d'un renouvellement de la guerre pensiste toulours dans la péninsule coréenne. Les communistes nord-coréens, en dépit de leur vaine tentative de réuniller toute la Corée par la force en déclenchant la guerre de Corée en juin 1950, ont renforcé leurs forces militaires et n'ont pas renoncé à leur rève de réuniller par tous les moyens le pays sous le loug communiste.

Dans ces circonstances, c'est l'accord d'armistice de Corée du prévenant le renouvellement des bostilités dans la péninsule coréenne pendant plus de vingt ans depuis le cessez-le-fen de 1953. Il faudrait rappeler que l'Assemblée générale des Nations unies a, dans sa résolution 311, adoptée le 11 décrembre 1954, lors de sa neuvième ression, souligné expressément la clause de l'accord d'armistice qui stipute à cet effet que l'accord restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par une nouvelle disposition convenue d'un commun accord entre les deux parties.

En conséquence, la proposition formulée par la Corée du Nord et se partisans, à savoir que l'armistice actuel soit remplacé par de nouvelles dispositions sans accord réciproque, redient à demander la suppression de la soupape vitale de sureté qui permet de prévenir le renouvellement des hostilités entre le Sud et le Nord. Une telle proposition si irréfiéche no pout et me devrait pas être aumise. De plus du fait que certaines grandes pulssances sont, soit directement soit indirectement impliquées dans la question coréenne depuis la Seconde Guerre mondiale, l'importance donnée à la préservation de la pair dans la péninsule coréenne ne peut être assex soulignée. La proposition que us cons souns el aunte de mirère à l'Assemblée générale des Nations unles, en vue de réunir une conférence des parties directement coucernées, était fondée sur ces considérations.

Deuxièmement, du fait de la tragique division depuis plus de trois décennles, la République de Corée et la Corée du Nord

divers échanges par la voie du dialogue et en ouvrant nos portes afin de réstaurer la confiance mutuelle. Le meileur moyen de restaurer l'anité nationale et l'homogénéité politique est d'éviter toute solution hâtive et radicale qui ne ferait que créer la confusion et pourrait même déciencher de nouvelles hostilités en Corée, mais plutôt appliquer l'éspit du communiqué commun sud-Nord du 4 juillet 1972.

Troisièmement, maigré tous les efforts qui ont été déployés au plan international peudant plus de vingt ans, en particulier aux Nations unles, on n'est parvenu à ancune solution de la question ceréenne. Cela est du essemitièlement à l'abrance d'actord entre le Sud et le Nord de la Corée qui sont les principales parties directement concernées par la question.

Etaut donné l'état actuel des relations entre le Sud et le Nord et la situation internationale prédominante, toute mesure qui imposerait une proposition unilatérale sur les problèmes covèens ne ferait qu'aggraver la teusion entre le Sud et le Nord ou pourrait même susciter un conffit armé. En conséquence, nous avous la ferme conviction que les résolutions adoptées lors des conferences internationales, qui ne tiennent pas compte des perspectives d'accord réciproque ou alors inacceptables pour l'une des parties directement concernées, seralent plus défavorables que favorables à une solution du problème. De plus, une telle résolution pourrait aller à l'encontre du principe d'antodétermination de la nation. En conséquence, le rôle que non attendoms des pays tiens qui ne sont pas directement concernées sérait de créer une atmosphère internationale propice à la reprise immédiate et inconditionnelle du dialogue qui a été suspendu unilatéralement par la Corée du Nord, de telle sorte que le pruple coréen puisse résoudre ses problèmes selon sa propre volonté. Nous pensons que c'est le meilleur moyen de contribuer à la solution pacifique de la question coréenne, dans les conditions au problème. Sans examiner les problèmes, il ne peut y avoir d'accord on de solution. E

L'économie sud-coréenne vers la prospérité

la nation. Etant donné ce contraste frappant de conditions et de circonstances, réunification pacifique ne peut se réaliser que pas à pas, en établissant

La libération de la Corée en 1945 entraina la division d'une nation pautrement pourvue en une zone nord et une zone sud. La situation empira encore lorsque presque tou-tes les impiantations industrielles furent détruites, lors de la guerre de Corée qui éclata en 1853 à la suite de l'invasion des communistes suite de l'invission des communistes nord - coréens. Durant les huit années, de 1954 à 1961, le produit national brut augments à une moyenne annuelle de seulement 4.4 %. En 1961, le produit national brut par habitant n'avait augmenté que de \$ 13, passant de \$ 70 à \$ 33, alors que la population augmentait au taux élevé de 2.9 % par an durant cette même période. La mise en place d'une planification économique nationale coordonnée en 1962 entraina une modification spectaculairs du profil écofication spectaculaire du profil éco-nomique de la Corée, permettant de surmonter les handicaps tels que le manque de terres cultivables de ressources naturelles, la division

guerre
L'objectif principal du Premier
Plan Quinquennal de Développement Economique de la Corée de
1962 à 1966 était de s'extirper
d'une stagnation économique et de
poser les fondations d'une économie autonome. Les tâches les plus
urgentes étaient la construction des
industries « ciés » et l'ernansion des industries «cles» et l'expansion des infrastructures de la nation afin de crèer une fondation solide pour permettre l'industrialisation, de dé-velopper des industries susceptibles de substituer les importations et de promouvoir la productivité na-

tionale
Les objectifs du Deuxième Plan
Quinquennal de 1967 à 1971 étaient
d'accélérer l'industrialisation, de
développer l'exportation et d'aug-menter le revenu des pécheries et
des fermes afin d'équilibrer le niveau de vie rural avec le niveau de veau de vie rural avec le niveau de vie urbain.

Pour le Troisième Pian de 1972 à 1976, l'accent a été placé sur la modernisation de l'industrie et le développement des industries lourde et chimique. La déusicme étape du développement des villages « fermiers » et « pêcheurs » à été miss en piace, elle avait pour but de parvenir à une autosuffisance dans la production des céréales essentielles. En même temps, des efforts intensifs se poursuit valent en vue de l'amélioration de la balance des palements.

Durant quatorze années, de 1962 à 1975, le développement de l'éco-nomie coréenne a été caractérisé par le maintien d'un taux de crois-sance élevé, une amélioration sou-tenue des structures de l'industrie, ments et de l'épargne nationale, un ments et de l'épargne nationale, un développement de l'agriculture exécuté avec dynamisme, une infrastructure agrandle préparant avec succès le pas vers in prochaine phase du développement continu. Depuis la mise en place du Premier Plan Quinquennai de Développement économique de la nation en 1982, l'économis coréenne a bénéficié d'un des taux de croissance les plus élevés du monde.

les plus élevés du monde.

Le taux de croissance en Corée atteignait 7.7% de 1962 à 1965, puis 10,5% de 1967 à 1971, et 9,8% de 1972 à 1975. La croissance annuelle moyenne était de 9,3% pour cette période de quatorze ans. En termes monétaires, le produit national brut augmentait plus de huit fois, passant de 23 milliards de dollars en 1962 à 18.7 milliards de dollars en 1975, tandis que le P.N.B. par habitant passait de 87 dollars à 531 dollars.

Le maintien du taux de crois-

sauce élevé de l'économie coréenne est dù au développement remar-quable des industries, plus parti-culièrement des industries lourde

Depuis 1962, le taux de croissance annuel moyen du secteur industriel total a été de 18 %, celui des in-dustries lourde et chimique de 23 %, comparé à un taux de crois-sance annuel moyen de l'économie totale de 9.3 %. sance annuel moyen de l'economie totale de 9.3 %. Durant cette période, l'exporta-tion des produits monufacturés a sugmenté à un taux annuel moyen de 66 %. Par rapport aux expor-tations totales, l'exportation des produits manufactures a augmenté de 27 % en 1962 à 88 % en 1975, tandis que les exportations des in-

-500-

-450-

-400-

-350-

-300

-250 -200-

-150 -

ANNÉES

COREE DU SUD

CORÉE DU NORD 162

1967

143

En 1975, la production de fer et d'acter avait atteint 2,6 miliions M/T, ayant ainsi augmenté
de 18 fois par rapport à la production de 1962. Quant à la production de la construction navale, elle s'est
multipliée par 164 par rapport à
1962 et a atteint 319,000 G/T. Celle
d'engrais a augmenté de 24 fois,
atteignant 880,000 M/T.
Parallèlement, la production de
ciment augmentait de 13 fois, atteignant 10 millions de M/T, alors
que la production automobile, pratiquement inexistante, a atteint
36,000 unités.

Développement de l'agriculture

En même temps que ses efforts pour accéiérer le développement in-dustriel, le Gouvernement avait pris un certain nombre de mesures fondamentales afin de moderniser l'agriculture et d'augmenter sa pro-duction.

l'agriculture et d'augmenter sa production.

Ces mesures ont sinsi permis de faire passer le revenu national rurai de 68.000 won en moyenne par an en 1972 à 910.000 won en moyenne par an en 1975, dépassant sinsi depuis 1974 le revenu national moyen d'un citadin.

Sur le plan de la production, le résultat a été concluant: la production de ris a augmenté de 55 % depuis 1962 et a attent 4,7 millions M/T. la production d'orge a sugmenté de 54 % et a atteint 2,1 millions M/T. et celle de graines de soja de 99 % et a atteint 311 000 M/T.

Le Saemaul Undong, ou Mouve-ment de la Communauté Nouvelle, a été amorcé au début des années

1968

168

194

208

200

1970, dans le but de revitaliser la vie rurale communautaire.

Les principes directeurs de ca Mouvement sont la diligence, l'autonomie et la coopération. Depuis 5 ans qu'il est inauguré, ce Mouvement s'est répandu de village en village, de village en ville, accélérant le développement de l'économie ritrale.

En 1975, chacune des 34,700 com-EN 1975, chacune des 31.700 com-monautés de la nation avait pris part à différents projets Saemaul, visant à améliorer l'environnement rural et à augmenter le revenu rural, 41.500 kilomètres de routes communates ons ete construits, les toits de paille et de chaume de 1,6 million de maisons ont été remplacés et les adductions d'eau de 11,200 villages ont été faites. En plus de ces améliorations de

CORÉE DU NORD

1972 | 1973 | 1974

376 513

304

l'environnement rural, les viliageois ont travaillé à des projets augmentant les revenus, tels que le défrichage de terres cultivables, la construction de réseaux d'irrigation, la plantation d'arbres fruitiers et l'élevage du bétail. Afin d'augmenter les revenus non agricoles, 393 fabriques Saemaul out été construites et plusieurs projets de travail intensif ont été entrepris.

Infrastructure sociale

Infrastructure sociale
Depuis 1962, le secteur de l'infrastructure sociale et autres a augmenté d'une moyenne annuelle de
9,5 %. le réseau routier national
a augmenté de 43 % passant sinsi
à 8,288 kilomètres, alors que les
routes pavées ont augmenté de 15 %
en 1962 à 49 % en 1975. L.142 kilomètres d'autoroutes ont été construits, ce qui permet de parcourir
le pays en un jour maximum. Le
réseau ferroviaire de Corée a augmenté de 20 % depus 1962 et 424
kilomètres de lignes ont été électrifiés.

La flotte marchande

Le réseau de communications

Les réseau de communications

Les capacités de la flotte marchande de la nation ont triplé, de

10 millions à 31 millions de tonnes
métriques, et le tonnage des cargos
battant pavillon coréen a augmenté
de 14 fois, atteignant 2,5 millions
G/T. Le capacité de production des
centrales électriques, entre-temps,
a augmenté de 13 fois, atteignant
4,7 millions de kilowatts.

Le réseau des communications
s'est également régulièrement développé afin de satisfaire les besoins

TENDANCE DU P.N.B. PAR HABITANT ENTRE LA CORÉE DU SUD ET DU NORD

COREE DU SUD

1970

242

208

1971

275

241

du développement économique. Les lignes de téléphone locales on t augmenté de 570 % et sont passées à 1,1 million, et les lignes de télé-phone interurbaines de quartorze fois, et sont passées à 17.800.

La croissance spectaculaire des exportations est un autre facteur du développement de l'économie de la Corée. L'exportation des marchandises a atteint 5 milliands de dollars, d'après une valeur f.o.b., ceci en 1975, représentant une augmentation annuelle moyenne de 41 % par rapport aux 55 millions de dollars obtenus par les exportations en 1962.

Les importations de la Corée se

Les importations de la Corée se put accrues d'une manière très sont accrues d'une manière très marquée pendant cette période de grande crossence economique, atteignant 6,6 milliards de dollars, d'après une valeur f.o.b., soit une augmentation annuelle moyenne de 25 °,5 par rapport aux 390 mil-lions de dollars en 1962.

La Corée a peu de ressources naturelles mais possède une grande ressource humaine grâce à la force ouvrière, énergique et blen formée. Le détariement massif de la tech-nologie et des ouvriers spécialisés nologie et des ouvriers spécialisés coréens sur le marché mondial de coreens sur is marune months de la construction, surfout au Moyen-Orient, prouve d'une façon impres-siounante la reconnaissance inter-nationale de cette ressource. En 16 ans, de 1965 à 1975, la valeur u ans, de 1955 à 1975, la valeur des contrats coréens de construc-tion à l'étranger passa d'une somme négligeable à 851 milions de dol-lars, tandis que le nombre de tra-vailleurs à l'étranger passa de 1.200 à 21.000.

La balance des paiements

Lo bolonce des poiements

Lo balance des palements de la
Corée laisse apparaître une amélloration structurale constante et
continue depuis les dix dernières
années, maigré un défielt mineur
du compte courant. Ce défielt du
compte courant svait nettement
balssé et atteint 300 militons de
dollars lors des deux premières
années du Troisième Plan Quinquennal, mais s'est accentué brusquement et a atteint 2 militards de
dollars en 1974, à cause de la crise
internationale des matières premières et de l'inflation moudiale,
puis a regressé en 1975, mais seulement jusqu'à 1,9 milliard de dollars.

Ce déficit est malgré tout un bénomène temporaire et non un roblème de structure. Le déficit du compte courant devrait continuer à se résorber et atteindre 1,5 milliard en 1976 ; et comme les exportations coréannes sugmentent plus rapidement que les importations, à la suite de piu-sieurs mesures gouvernementales visant à limiter les importations, ce déficit du compts courant devrait être comblé au début des années 80.

Les investissements étrangem Les investissements étrangers

Les capitaux étrangers ont joné un rôle de pius en plus vital dans la croissance de l'économie coréenna, cela surtout depuis la deuxième motité des années 60. La politique nationale visunt à attirer les capitaux étrangers est foudée sur uns recherche approfondie des priorités de développement et des possibilités de la nation de faire le meilleur usage de ces fonds. L'afflux annuel des prêts à long terme et des investissements directs est passé de quelque 237 millions de doilars en 1867 à 1,47 milliand de doilars en 1867 à 2,47 milliand de doilars, soit 2,5 milliands de prêts publics, 2,8 milliands de prêts publics de prêt

A la fin de 1975, les dettes extérieures de la Corée, à l'exception de celles contractées il y a moins d'un an, attelguaient 5,8 milliards de dollars

de dollars

Le rapport entre le service de la dette extérieure et les avoirs de la nation a atteint 21 % en 1970, diminua à 12.4 % en 1974, puis se stabilisa à 12.8 % en 1975. Cette balses refiète l'importante croissance des exportations durant cette pério de et l'amélioration des échéances des dettas impayées.

Le service de la detta extérieure actuells de la Corée est entièrement sous contrôle et aucun problème n'est prèvu pour les années à venir.

à venir.
L'objectif de la politique économique de la Corée pour 1976 est de parvenir à une croissance régulière compatible avec le maintien d'une stabilité économique, et au relèvement d'une balance des paiements à la fois fondamentale et positive, favorable à cette croissance.

Les grandes lignes économiques pour 1976

pour 1976

Grâce à la mise en application de ces tâches qui ont été couronnées de succès, la Corée espère parvenir en 1976 à réduire la hausse des prix de gros de 20 % eu 1973 à 10 % et des prix de détail de 25 à 12 %. Le taux d'expansion monétaire sera également réduit de 25 à 20 %, tandis que le taux de l'épargne nationale par rapport au PNB augmenters légèrement de 18,1 à 18, 6 %.

Notre objectif pour 1978, en ce qui concerne les exportations, prévoit une augmentation de 30,5 %, et ateindra 6,5 milliards de dollars. A la fin du premier semestre de 1976, les exportations ont déjà atteint 3,3 milliards de dollars. La croissance des importations, paral·lèlement, sera freinée à 12,7 %; elles devraient se rhiffrer à 7,4 milliards de dollars. A pant atteint ces objectifs, la nation peut tout à fait s'attendre à un rétablissement posi-

tif de la balance des palements, qui passerait à 22 millions de dollars en 1976.
Etart données les conditions actuelles et prévues, une croissance de 7 ou 8 % pour 1976 apparaît plausible, tout en permettant de maintenir le nivean nécessaire de l'emploi et un degré souhaitable de la force d'impulsion de l'économie. Dette extérieure

La Corée continue de renforcer, de consolider et d'adapter au mieux ses réactions à l'évolution des con-ditions et des dironstances. Grâce à des initiatives flexibles et énergiques, nous ferons tous les efforts possibles afin de réaliser une base aussi solide et stable que possible sur laquelle nous pourrons édifier notre prochain plan de développe-ment.

ment.

Le IV- Plan quinquennal de développement, aliant de 1977 à 1931, poursuivra les objectifs fondamentaux de développement de la croissance et l'efficacité. Il visera à consolider une structure économique plus autonome, consacrera ressources et efforts afin de parvenir à un développement juste social et du blen-être, et intensifiera les changements technologiques et l'efficacité socio-économique.

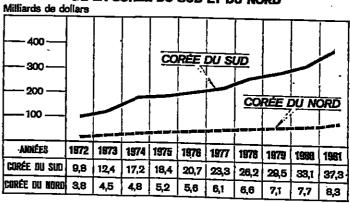
On prévoit un taux de contemper

On prévoit un taux de croissance annuel moyen de 9 % pour la période du IV° Plan ainsi qu'une baisse du taux de croissance de la population de 1,8 % d'ici à 1981. la population de 1.8 % d'ici à 1981.

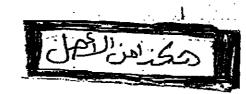
La proportion des investiasements par rapport au PNB sera maintenue à 25 % et celle de l'épargne nationade, par contre, augmentera considérablement, car de 18 % en 1975, elle devrait passer à 23 %, réduisant les épargnes étrangères dont la nation dépend de 11 % à 3 %.

Les exportations des marchandises devraient dépasser les importations d'ici à 1981. Elles devraient atteindre 13 miliards de dollars, slors que les importations se chiffrenient à 12,4 miliards. La réalisation de ces objectifs exigera une réaction souple, une initiative énergique de la part du Gouvernement, ainsi qu'un grand dévouement de la part des citoyens de la République de Corée.





RAPPORT ÉTABLI PAR L'ASSOCIATION CULTURELLE INTERNATIONALE DE CORÉE





1088I

'OSpérité

 $\mathcal{M}_{\mathcal{F}} = \mathcal{M}_{\mathcal{F}} \times \mathcal{M}_{\mathcal{F}}$

AU FESTIVAL DE GRENOBLE

Films d'offensive sociale

La « cinéma po-Yenu un genre

plus large public admettent avjourd'hui qu'il n'est de « bon film » que politique. Le dernier Festival de Cannes a confirmé ce fuit brayamment; de Taxi Driver à Cadavres exquis, de Cria Cuervos à Novecento, la plupart des œuvres sélectionnées mettaient l'accent sur des considérations sociales, des problèmes institutionnels ou des

une érasion de leur cohérence politique; certains auteurs, en effet, pimentent maintenant leurs fictions d'une indispensable pincée de politique, comme d'autres, jadis, dosaient les concessions érotiques. Même Hollywood a compris que la recette d'un film à succès exige aujourd'hui une nécessaire « political touch », et les studios americoins élaborent leurs fictions de prestige en respectant cette nou-

En conséquence, l'analyza critique doit se montrer plus exigeante à l'égard du discours politique des films. Dans cette perspec-tive, le récent Festival de Grenoble a bien mis en relief les faiblesses des « fictions politiques » en proposunt un ensemble considérable

de documentaires d'offensive sociale qui, délestés des contraintes fictionnelles, proposent un ton politique plus franc, plus ambitieux, plus serein et plus responsable. Ces documentaires offensifs visent dont le public le plus voste (à la différence du film militant qui ne s'adresse le plus souvent qu'à des convaincus); ils prétendent même à une diffusion télévisée, assurés d'apporter une information originale sur des problèmes négligés par les programmes traditionnels. Ces films viennent remplacer les reportages photos des magazines à fort tirage aujourd'hui en déclin : certains auteurs (comme Gardian Troeller ou Claude Deffarge) sont d'ailleurs d'anciens photographes

crises de société. Le succès même de ces films entreîne toutefois A filmant appartient Jérôme Ricar-dou qui, après un eéjour de trois mois (août-octobre 1975) dans les zones libérées d'Erythrée (3), a rapporté un document intitulé Avec les combattants d'Erythrée où il témoigne de la volonté d'exister d'un peuple en lutte. Dans une première partie, l'auteur présente, sans pathétique, des exemples de la répression éthiopienne ; un témoin évoque le massacre de Bresidira en 1970 où tous les habitants du village furent rassemblés dans la mosquée et tués. La caméra enregistre un grand nombre d'Indices qui paraissent confirmer une affirmation du commentaire celon laquelle 75 % des bourgades enfourant Asmara auraient été détruites par l'aviation éthiopienne et que pres de cent mille Erythréens se seraicnt réfuglés au Sud-Soudan

Le réalisateur, accueilli par les Forces

POLITIQUE

de libération nationale, nous présente des cours d'instruction politique; un résponsable rappelle aux paysans l'objectif de notre pays, pour le liberté de notre peuple, et pour l'égalité. = Cette décision de combattre, le film l'illustre par une séquence remarquable, filmée en direct, qui montre une embuscade contre un convol éthiopien composé de « harkis érythrèens entraînés par Israēl », || însiste également sur d'autres aspects du travail politique et humain des forces de libération comme, par exemple, la constitution de tribunaux populaires présidés par des juges combattants organisés en groupes itinérants, ou les difficultés de la vie quotidienne, en particulier les problèmes cette galette de pain nommée - quitcha qui constitue l'essentiel de la nourriture médicaux particulièrement ardus pulaqu'il n'y a que neul médecins, et que les cliniques installées à la campagne voient leurs tentes démontées pendant la journée — et leurs malades éparpillés sur plusleurs kilomètres -- pour éviter d'être repérées par l'aviation

Le président des F.P.L.E. (Forces populaires de libération de l'Erythrée), M. Isayas Alewerki, précise les circonstances de la création de ce mouvement, ecindé du F.L.E.; il rappalle la guerre civile qui opposa de 1972 à 1974 les deux fronts : évoque la pression de la population qui réunification), ce qui permit d'intensifier la lutte contre l' - occupant éthiopien ». M. Afewerki révèle d'autre part le cenre d'appul que les Forces de libération reçoivent de divers pays arabes. Le film s'achève sur un autre document important : une conversation avec deux militaires nord-américains (Davis Stricland, sergent, et Tom Bowodowicz, troisième classe) enlevés aux abords de la base de télécommunications de Kagnew (près d'Asmara) le 14 juillet 1975 par les F.P.L.E. Les deux « marines », légèrement crispés, insistent sur le bon traitement qu'ils recoivent, de guerre qui règne à Asmara : « // y a ià-bas une réelle tension : les gens ont peur; chaque nult il y a des fusiliades;

les gens n'ont pes le droit de sortir après La volonté d'Indépendance a conduit un autre mouvement de libération, en

Angola, à la victoira; la film soviétique la Volx de l'Angola libre, réalisé un peu hativement, trace d'abord l'historique du colonialisme portugais, évoque le 25 avril libérateur, analyse les circonstances qui furent à l'origine de la guerre civile entre et l'UNITA d'autre part. Quelques séquences tournées vers la fin de la guerre dans la province de Bié présentent des témolgnages sur les atrocltés commises par les hommes de l'UNITA dans leur

La deuxième partie du film, tournée après la victoire, insiste sur l'effort des Angoleis sur le «front de la paix»: travail à l'école, à l'usine, dans les plantations et au port de Luanda, participation soviétique à cette reconstruction. Bien que ce film présente l'intérât d'être le premier à nous montrer l'Angola d'après guerre, il faut reconnaître qu'il le fait d'une manière trop superficielle, aussi querre civile que dans l'évocation des etructures politiques du M.P.L.A.

per contre quastion dans le film de Marlies Graf, les Paysans de Mahambe, qui étudie l'expérience de travail communautaire dans un village «ujamaa» de Tanzania (4). Le président J. Nyerere déclare dans le film : « Les Africains traditionnellement travailiaient solidairament et considéralent la terre comme un bien commun. . Cette tradition et le fait que 95 % des Tanzaniens travaillent la terre communautaires ujamaa. L'équipe de tournage s'est installée dans la région de Kigoma, près du lac Tanganyika, dans le village de Mahembe. Le président du comité ujamaa raconte comment il a d'Arusha (programme politique de la TANU, publié en 1967, qui demandait aux paysans de prendre l'initiative de créer des villages ujamaa); il explique que la participation à l'ujamaa est volon-taire; dans le village, seulement vingthuit chefs de famille ont décidé de participer; il y a deux jours de travail collectif les bénéfices du travail ujamas sont répartis; un fonde commun a permis la création d'une manuiserie où on fabrique un mobiller très rudimentaire : des bancs, l'on vend au marché, La caméra observe discrètement les gestes ancestraux transformés par les outils modernes : elle nous fait participer à un des plus projonds bouleversements politiques de l'Afrique moderne. La meunier du village explique. en aliemend. l'importance de l'expérience l'accent sur le rôle de l'école nouvelle taui reluse le modèle colonial et tient compte des traditions locales et des réaliquant les enfants, nous transformons aussi les parents », déclare-t-il avant de mettre cause la politique du gouvernement qui néglige de fixer des prix stables pour le coton et met en péril l'équilibre finan-

Deux régimes autocratiques

CETTE liberté de critiquer le gouvernament est de plus en plus rare dans cette Afrique qui a vu se multiplier les pouvoirs autocratiques. Aussi convientil de signaler le film que vient de réaliser Alain d'Aix (pseudonyme blen entendu) Intitulé Contre-censure pour dénoncer la répression au Cameroun. L'écrivain Mongo Beti (auteur censuré dans son pays et en Cameroun) rappelle les événements vio-lents qui précédèrent l'accession du Cameenvoyé du Monde pour la célébration de l'indépendance, confirme l'existence de combata la veille de ce 1st janvier 1960 et raconte comment, devant la tribune même des invités, des containes de manifestants déflièrent en chantant des hymnes à la mémoire de Ruben Um Nyobé, fondateur de l'U.P.C. (Union du pauple cametémoignages décrivent la mort de Félix Moumié, successeur de Nyobé, empoisonné à Genève par «un membre des services secreta trançais nommé Rechtel ».

Présentant des documents inédits, soilicitant des témoignages de première main, l'auteur relève les irrégularités du procès de Yaoundé en 1970 qui vit la condamnation à mort d'Emest Quandié, dirigeant de l'U.P.C., et celle de Mgt Albert N'Dongmo : celui-ci fut gracié et sa peine commuée en prison à vie dans une forteresse du Nord-Cameroun. Sur l'arbitraire du nouvoir actuel. Mongo Bett déclare : " il y a un parti unique qui organise seul les élections, qui annonce seul les résultats et qui fait soul le décompte des voix. » Des

étudiants camerounals décrivent les activités des agents de la DIRDOC qui par-viennent impunément à enlever des militants en France pour les torturer au Cameroun : ils dénoncent particulièrement les agissements de la « Brigade mobile

Un technicien beige, M. Verbeeck.

déclare avoir rencontré au siège de cette brigade, à Yapundé, des détenus qui s'y trouvaient depuis « sept, hult, neuf ou officialle, parfola même sans chaf d'accusation. On les a arrêtés, on leur a dit qu'on allait les interroger et, depuis huit, neut, dix ans, ils attendent, il y a d'autre part dans les camps de redresseme quatre ou cinq mille détenus qui n'ont plus aucune existence légale, qui ne ligurent sur aucun registre, sur aucune liste... =. Un membre du conseil exécutif d'Amnesty International précise que l'administration camerounaise les désigne par l'euphé-misme « camps d'internament administratil - et nie l'existence de la plupart d'entre eux ; la représentant d'Amnesty confirme leur réalité et, sur une carte, il indique avec précision leur localisation. La description des tortures les plus fréquentes fait frémir. Un enseignant canadien du lycée technique de Baffousam raconte que les policiers du camp installé au bout de la ville faisaient réparer les électrodes de torture dans les ateliers du

La dénonciation d'un autre régime d'oppression est l'objectif de la Révolution

bienche ou la Tentation de la puissance. réalisée par Gordian Troeller et Claude Deffarge, avec la collaboration de F. Par-tant et D. Baussy, qui effectuent une fine analyse des problèmes execités par le développement désordonné de l'Iran. Ils constatent que le pays se trouvait au bord de la fallite en 1960 et qu'il est aujourd'hui celul où les signes extérieurs du progrès se multiplient le plus rapidement. En étudiant les applications de la réforme agraire, ils constatent que le chah propriétaires, s'endettent et abandonnent souvent les terres pour venir grossir les

Paysans et enfants

A PROPOS de la vie politique, le film rappelle que les grèves et les maninombreux eignes d'opposition pour qui salt les reconnaître : sinsi, à Chiraz, dans pas un seul portrait du chah. Les leaders chiltes, religieux, dénoncent l'échec de la - révolution blanche - (expression du chah pour désigner les transformations venues d'en haut); aussi la SAVAK (police politique) contrôle-t-elle jusqu'aux écoles coraniques; cette opposition des leaders chlites gêne particulièrement le chah qui cherche à se différencier de l'islam sunnite et arabe. Tout ce qui sert cette différenciation est encouragé par le régime comme le prouve le document le avec le grand prêtre Rostam Shazadi; après avoir rappelé que le fondateur, Zarathoustra, était aryen, le prêtre insiste cette religion, la préoccupation perma-nente de la pureté de la race : « Nous ne lons garder pur notre sang et ne pas le mêler à un sang non aryan. Nous croyons à la pureté de la civilisation aryenne ; si yous vous mariez avec ceux qui sont moins civilisés, qui sont inférieurs en ce il est certain que la génération suivante sera Intérieure. - Rappel de certains passages sinistres de la bible hitlérienne...

L'histoire douloureuse de la paysannerie de Colombie est le sujet du très beau documentaire de Marta Rodriguez et Jorge Silva, Campesinos. Les auteurs, comme d'autres réalisateurs latino-américains, se proposent de récudu principe que cette mémoire est aubversive, celle des paysans en particulier, car la terre est la racine de toutes les

Les cinéastes sollicitent le récit de vieux paysans; caux-ci évoquent la vie de soumission qu'ils connaissaient au début du siècle « quand le propriétaire possédait iusqu'aux chemins » : « Il fallait payer le termage sous la torme de deux sema de travail gratuit par mois », et « il était interdit de cultiver du café et de la canne à sucre ». Les auteurs ont retrouvé des instruments de torture proprement inquisitoriaux, des sortes de carcana où le propriétaire plaçait les journaliers récalcitrants. « Nous restions entravés quatre jours et quatre muits pour le faute le plus vénielle, reconte un vieillard, les pleds enflaient; noue devions faire nos besoins sur nous-mêmes. » Des femmes évoquent ce qu'étaient le sort des enfants. lesquels dès l'âge de six ou cept ans devalent servir le maître et, s'ils ne le falsaient pas, leurs parents étaient fouettès. Le film dénonce la complicité de esclavagisme : une vieille femme se souvient que les prêtres disaient qu'aucun vraie richesse était au ciel. « Si un pavsar avait deux vaches, il devait en donner une à l'Eglise, ainsi il allait droit au ciel », dit la femme. Le film montre le pape Paul VI « La violence et la révolution sont contraires à l'esprit chrétien. » Et les auteurs rappellent que la Colombie est le pays de Camilo Torres, prêtre guérillero. Sur les problèmes de la Colombie, un

film de Carlos Alvarez, intitulé les Enfants du sous-développement, propose une analyse critique de la théorie dominante sur expose avec une précision accabiante la situation de l'enfance colombienne, à 68 % sous-allmentée. Il explique que la situation des enfants dans les pays sousdéveloppés est la conséquence de l'exploitation que aubissent ces pays de la part des compagnies multinations ies et de l'impérialisme américain. Selon la Banque mondiale, en l'an 2000 la Colombie aura 60 millions d'habitants et l'Amérique latine 600 millions; cels, pense l'auteur, menacerait le confort des Etats-Unis. Aussi, pour l'impérialisme, la guerre contre la naissance des enfants latino-américains est une opération rentable ; plutôt que de lutter demain contre tant d'affamés, il est plus facile de les éliminer aujourd'hui par

bidonvilles de Téhéran : les anciens propriétaires, par contre, ont reçu d'un seul coup le montant total de l'indemnité ; ils ont investi dans l'industrie et sont ainsi devenus plus riches encore que par le passé. Ainsi, malgré l'existence de quelques villages-vitrines que l'on montre aux visiteurs étrangers, le film révèle que la misère paysanne demeure et que la réforme agraire n'a touché qu' - un vingtième des cinquente mille villages d'Iran ». On apprend aussi que ni les surfaces cultivées ni la production n'ont augmenté et que le bilan alimentaire est gravement déficitaire.

anticipation, pense le réalisateur, cinon il faudrait dans quelques années les pour-Pour Carlos Alvarez, un des maîtres du

nouveau documentaire latino-américain, cela ne fait point de doute : les enfants du sous-développement seront demain les pères de la révolution.

Toutefols les difficultés que doit surmonter un processus révolutionnaire en Amérique latine n'échappent plus à personne ; le demier film de Patricio Guzman, Goloe de Estado, vient encore une fois nous le consacrée à l'expérience de l'Unité populaire au Chill. il retrace les événements politiques survenus entre le coup avorté de juin 1973 et l'assassinat d'Allende en septembre. Le meilleur document est le débat télévisé qui oppose un membre du national : l'argumentation du communiste est cans faille, mais l'image de l'homme de droite passe mieux l'écran et il impose en définitive ses arguments, tant il est importe moins que le sens de la repartie. Malgré ses documents originaux et la vivacité de la réalisation, ce film, comme la plupart de ceux produits sur les évé-nements chillens, est périmé par la Spirale.

Une œuvre réellement nouvelle sur le Chill est Une minute d'obscurité ne nous eveugle pas, de deux Allemands de l'Est. Heynowski et Scheumann, qui sont parvenus de nouveau à s'introduire dans le pays de Pinochet pour filmer les problèmes de la vie quotidienne aujourd'hui. dans la rue, qui parient sans crainte à la la pénurie, combien est grave le chômage combien est pénible le manque de liberté. Un dirigeant du régime prétend que les camps de concentration (filmés par la même équipe dans J'éleis, le suis, le seral) sont - des colonies de vacances avec toutes les commodités »...

Le général Benavidez, ministre de l'intéchantier de construction en conversation avec des ouvriers; ceux-ci, nullement impressionnés, en profitent pour poser des revendications et rappeler qu'ils n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. Dans une réunion du syndicat du bâtiment, autorisée, le secrétaire général, Hector-Hugo Cuevas, aborde avec franchise le problème de la répression et proteste renvoyer qui il veut, quand il veut, sans aucun problème ; à la suite de cette réunion, ce secrétaire cera incarcéré. Le film se termine sur une réunion clandestine d'ouvriers qui mettent en place une tactique de lutte appuyée sur les bases poli-

De la C. I. A. à l'atome

Un autre film d'offensive, Grandeur et décadence de la C.I.A., apporte des révélations sur l'intervention américaine au Laos et au Chill; d'anciens agents dévoilent que deux cents membres de la C.I.A. controlsient les quatre-vinut-quinze mille hommes de l'armée gouvernementale. Tom McCoy, qui dirigealt les interventions psychologiques au Laos, n'a aujourd'hui encore aucun sentiment de culpabilité : «Les Laotiens combattaient pour leur terre, dit-il, nous ne les avons pas torcés - : Il oublie cependant que la C.I.A. recrutalt même des enfants de

William Colby rappelle que l'objectif de suspects favorables aux communistes. - Notre seul Intérêt était la tête coupée du suspect, chaque tête valait jusqu'è 10 000 plastres >, confie l'agent K. Barton Osborn, et le film illustre cette déclaration de nombreuses photos-souvenirs de têtes

Howard Hunt qui organisa le débarquement dans la baie des Cochons, à Cuba, ainsi que le cambriolage de Watergate, raconte comment la C.I.A. a « déstabilisé - le régime d'Allende. Michael Hannigton confirme que c'est blen la C.I.A. qui a subventionné la grève des camionneurs au Chill et précise : - C'est Kissinger qui dirigeait tout, il veut toujours tout diriger. >

Sur un autre péril, bien actuel, le film Plus de centrales nucléaires nous apporte d'utiles renseignements; il est indispensable de le voir, car il y aura bientôt en France deux cents centrales nucléaires dont les deux tiers de l'énergie prodults partiront avec l'eau de refroldissement, laquelle s'appauvrit en oxygène et pro-

Le film insiste tout particulièrement sur les périls que tont courir les déchets radioactifs, dont nul ne sait que faire. On apprend ainsi que les déchets de plutonium doivent être conservés en totale étanchéité durant six cents ans et que pendant cent ans il faut en permanence les agiter et les arroser; le traitement des déchets ne peut pas être arrêté quelles que soient les circonstances : guerre, crise, catastrophe, etc.

Les défauts du Festival de Grenoble (qui s'installe l'an prochain dans une autre court métrage » et de « documentaire » sont trop peu pertinents pour guider une sélection homogène et cohérente. Toutefols c'est le seul lieu, aulourd'hui, en France, où l'on puisse voir des films d'offensive inédits. Cela, qui est la spécificité de Grenoble, doit devenir le critère de sélection maleur pour l'avenir. On aurait alors, enfin, cet authentique festival de films politiques, d'information et d'intervention sociales que les cinéastes militants réclament depuis si longtemps.

IGNACIO RAMONET.

(1) Les trois films qui font actuellement les meilleures recettes aux Etata-Unis sont : Vol au-dessus d'un nid de coucou, Tari-Driver et All the Presi-

(2) Marc Riboud, par exemple, de (2) Marc Riboud, par exemple, de l'agence Gamma, vient de réaliser, avec le concours important de Paul Bourron, un film sur le Vietnam réuntité à partir de photos ramenées de son deruier séjour.

(3) A propos du problème de l'Erythrée, voir l'artirle d'Yves Loiseau, « Le combat des nationalistes érythréens », in le Monds diplomatique, janvier 1974.

(4) Sur le socialisme tanzanien, cf. « La Tanzanie: espoirs et difficultés d'un socialisme africain », artirle de Christians Chombeau et Pleire Haski, in le Monde diplomatique, novembre 1975.

POUR DES PROJECTIONS-DÉBATS

Avec les combattants d'Espitrée (France 1975), 16 mm, couleur, 26 ; réalisation : Jérôme Eleardou; diffusion : A.F.L. 26, rua de l'Étotile, 75017 Paris. Tél. : 280-45-83.

Contre-cersure (Canada 1975), 16 mm, couleur, 27 ; réalisation : Alein d'Aix ; diffusion : Inform Action Local 218 360 McGill, Montréal (Québec), Tél. : (514) 277-2946.

**La Révolution blanche ou la Tentation de la puissance (R.P.A. 1975), 16 mm, couleur, 47 ; réalisation : Gordian Troeller et Claude Deffarge, 3d ; rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : 633-43-37.

Campezinas (Colombie 1975), 18 mm N/B, 50' (non sous-tiré); réalisation : Jorge Silva et Maria Bodriguez, Carrera 8a nº 85-99 (1º piso), Bogota - sona 2 · Colombie. Tél. : 49-43-18.

Les Paysuns de Mahembe (Suisse 1975) (non sous-tiré), 16 mm, couleur, 57 ; réalisation : Mariles Orat : diffusion : CINOV/SAFED.

Curte diffusion : CINOV/SAFED.

Suisse, case postale 265.

Les enjants du sous-développement (Colombie 1975) (non sous-tiré), 16 mm, couleur, 57 ; réalisation : Mariles Orat : diffusion : CINOV/SAFED.

Curte sui de la sous-développement (Colombie 1975) (non sous-tiré), 16 mm, N/B 45' : réalisation : Carlos Alvarez ; diffusion : Ar. Asociados spartado Aero 11822 Bogota (Colombie).

— La Voir de l'Angola libre (UR.S.S. 1976), 16 mm, couleur, 27 : réalisation : Irina Swechnicova : diffusion : adresser à Mms Luce Vico.

sion: s'adresser à Mme Luce Vigo, secretaire générale du Fastival de Grenoble. 5, rue Lable, 75017 Paris. Tél.: 765-24-92.

La Badeille du Chili: Coup d'Etat (Chili - Cuba 1976), 35 mm N/B. 80'; réalisation: Fatriclo Guzman: diffusion - F. Eiton, 63. boul. de Grenelle, 75015 Paris.

- Una minute d'obscurité re nous areugie pas (R.D.A. 1976), 35 mm. N/B, 69'; réalisation: Walter Heynowski et Gerhart Scheumann; diffusion: UNI/CI/TE, 50. rue Edousrd-Vaillant, 93 Bagnolet. Tél. 858-82-20.

Grandeur et décadence de la C.J.A. (Grandeur et décadence de la C.J.A. (Grandeur et décadence de la C.J.A. (Grandeur et decadence de la C.J.A. (Grandeur et décadence de la C.J.A. (Grandeur et décadence de la C.J.A. (Grandeur et decadence de la C.J.A. (Grandeur et décadence de la C.J.A. (Grandeur et decadence de la C.J.A. (Grandeur et de la C.J.A. (Grandeur et decadence de la C.J.A. (Grandeur et de la C.J.A.

(Grande-Bretagne 1975), 16 mm, couleur, 2775"; réalisation : M. Betham, A. Segel, G. McFaydan; diffusion : Granada Télévision Ltd. Manchester M 60 9EA, Tél. : 061

832-7211 Grande-Bretagne.
* Plus de centrales nucléaires (Da-Plus de centrales nucléaires (Dane nemark 1975). 16 mm, couleur, 48°; réalisation : Per Mannataedt ; dirfusion : Iskra. 63, rue Albert, 75013 Paris. Tél. : 583-94-63. (Les films marqués d'un astérisque ont été récompensés par le 11° Jury international d'une aide à la difusion non commerciale d'un montant unitaire minimum de 5 000 F.)

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité ne peut adopter de résolution sur l'affaire du raid israélien à Entebbe

L E Conseil de sécurité s'est réuni le 9 juillet pour discuter d'une plainte de l'Organisation de l'unité africaine contre l' « agression israélienne commise le 4 juillet dernier à l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda ». Il a terminé son débat le 14 sans adopter de résolution.

Deux projets de résolution lui avaient été soumis. Un texte airicain, présenté par le représentant de la Tanzanie au nom du Bénin, de la Libye et de sa propre délégation, demandait condamnation de « la violation flagrante » par Israël de la souveraineté de l'Ouganda et réparation pour les dommages causés. Il n'a pas été mis aux voix, et ses auteurs ont fait état des confrontations qu'il avait suscitées devant le Conseil et de la détermination de certains d'estomper la « plainte légitime de l'Afrique ».

l'Afrique ».

L'autre projet, présenté par le Royaume-Uni et les Etats-Unis, demandait notamment la condamnation des détournements d'avion et l'examen de nouveaux moyens d'assurer la sécurité de l'aviation civile internationale. Il n'a pas recueilli les neuf voix nécessaires. Six délégations seulement se sont prononcées en sa faveur (France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Suède, Italie et Japon). Deux autres se sont abstenues (Roumanie et Panama), les autres membres ne prenant pas part au scrutin.

Au Conseil économique et social: la « déclaration d'Abidjan »

Réunie à Abidjan du 30 juin au 9 juillet, la première partie de la solxante et unième session du Consell économique et social des Nations unies (ECOSOC) s'est achevée par l'adoption (par consensus) d'une déclaration de principes et d'objectifs pour le développement économique et social international.

et social international

La « déclaration d'Abidjan » demande l'élimination rapide de « toutes les formes de colonialisme, de néo-colonialisme, d'agression ou d'occupation étrangère, de domination extérieure, de discrimination raciale et d'apartheid ». Elle invite tous les pays et toutes les organisations internationales à « donner une impulsion plus jorte aux efforts que jait la communauté internationale pour atteindre les buts et objectifs du développement des pays en développement par l'action individuelle ou collective » en tenant compte de la déclaration de 1974 et du programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et à mettre en œuvre les accords conclus à la quatrième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Nairobi en mai dernier. Le cas particulier des pays en voie de développement les plus gravement touchés, les moins développes, saus littoral ou insulaires, est pris en considération. L'ECOSOC demande aussi à tous les pays de « faire preuve de la volonté politique nécessaire » et de mettre des ressources suffi-santes à la disposition des Nations unies pour qu'elles puissent accomplir leurs tâches dans les domaines économique et social.

Les travaux de la soixante et unième session de l'ECOSOC ont repris le 12 juillet à Genève, et devaient s'achever le 6 août.

PLAINTES SOUDANAISE ET ZAMBIENNE AU CONSEIL DE SECURITE. — Le Soudan a demandé le 4 fuillet la réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner « le grave ante d'agression auraité contre son pays par la Libre ». De son perpetre contre son pays par la Libye 3. De son côté la Zambie a saisi le Conseil d'une plainte contre l'Afrique du Sud, à la suite d'un raid aérien et terrestre contre une partie de son territoire, le

CONSEIL DE l'UTELLE. — Le Conseil de tutelle consecté les travaux de sa quarante-troisième CONSEIL DE TUTELLE. — Le Conseil de tutelle a corsacré les tranaux de sa quarante-troiséme session, réunte à New-York du 29 juin au 14 juillet, à l'examen de la situation du territoire des îles du Pacifique (Micronésie), administré par les Etats-Unis et dernier territoire qui soit encore sous tutelle. Par trois voix contre une (Union soviétique), le Conseil a décidé, sur proposition des Etats-Unis, de ne pas transmettre son rapport à l'Assemblée générale. Le délégué américain a en effet rappelé que la Micronésie avait été qualifiée de « zone stratégique » et que, par conséquent, le rapport sur ce territoire devrait être envoyé au Conseil de sécurité. Certains pétitionnaires ont dénancé devant le Conseil de tutelle les « manœuvres de

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergia souriante d'una jeune cité qui, dans un élan sons relâche, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE :



LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par le légende et la chanson : ses nombreux édifices civils et religieux;

 LES TRESORS DE SES MUSEES;
 DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE;

 SON EDITIONER d'Autres et régules trats.

SON FOLKLORE (danses et visilles traditions);

UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 sout). Thestre, choregraphie, chema, mu-

IS acut). Thestre, chorégraphie, cinéma, munique;
DES SALLES DE BEUNION;
DES SALLES DE BEUNION;
DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS
caucos-couchettes » eller et retour au départ
de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGNE LIEGE BRUXELLES, AMSTERDAM,
DUSSELDORF, HAMBOURG, EARLSRUHE;
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE
FRUITS ET PRIMEURS;
DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands crus (Châteauneui-duFape, Côtes-du-Rhône, Cigondas, Tavel, etc.);
LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son
équipement pour toutes les manifestations et
congrès ses grandes et luxueuses salles de
conférences, de restaurant, son i'm m en se
parking

perking Visites AVIGNON « La Sonneuse de Joie L., » Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès.

la puissance administrante », attirant l'attention sur les instruments furidiques prévus pour la Fédé-ration des États de la Micronésie et le « sol-disant accord de Libre association » qui doivent remplacer l'accord de tutelle. Les pétitionnaires représentaient les habitants des lles Marshall, de Bütini et de

TIMOR OBIENTAL. — M. Eurt Waldheim, secrétaire général des Nations unles, a transmis au Conseil de sécurité le 23 juin un nouveau rapport de son représentant spécial pour Timor oriental. Faisant état du son rejus d'accepter des invitations à se rendre dans le partie orientale de l'île émanant des autorités indonésiennes d'une part, du FRETILIN d'autre part, le représentant spécial déclare qu' a il n'a pas été passible d'évaluer avec exactitude la situation dans le territoire ».

altustion dans le territoire s.

DECOLONISATION. — Le comité de la décolonisation a adopté le 17 juin un consensus sur la question de Namible et le rapport de son groupe ad hor qui a effectué récemment une enquête sur la situation en Namible et au Zimbabae. Une résolution a été d'autre part adoptée sur la question des missions de visite.

— Le sous-comité des petits territoires du comité de la décolonisation a débattu le mois dernier de la situation dans les territoires du Pacifique des Samoa américaines et des Nouvelles-Bébrides.

— Les activités du service d'information des Nations unies ont fait l'objet de consultations à New-York le 29 fuin dernier avec un sous-comité du comité de la décolonisation. Il s'agispait en particulter de la diffusion des informations sur la décolonisation, et de la nomination envisagée d'un ressortissant sud-africain comme chef intérimaire du service ralio du service d'information des Nations unies.

APARTHEID. — Le comité de l'apartheid a discuté

APARTHEID. — Le comité de l'apartheid a discuté fin juin des récents événements en Afrique du Sud. Il a décidé de soumettre au Conseil de sécurité un crapport spécial et urgent » préconisant l'appli-cation à l'Afrique du Sud des sanctions prévues à l'article VII de la charte des Nations untes.

COMITE DES SANOTIONS. — Le comité des sanctions du Conseil de sécurité a indiqué le 2 juillet qu'il avait ouvert une enquête sur l'allégation selon laquelle la Rhodésie aurait reçu depuis plus de dix ans du pétrole grâce à des « complicités étrangères » et à des « manœuvres clandestines de certaines sociétés pétrollères ».

BUDGETS MILITAIRES. — Le groupe d'experts sur la réduction des budgets militaires a tenu sa deuxième réunion le mois dernier. Il doit préparer un rapport à l'intention de l'Assemblée générale de l'ONU «n septembre.

DESARMIEMENT. — Le comité spécial pour l'étude du rôle des Nations unies dans le domaine du désarmement a terminé sa deuxième session le 24 juin en adoptant une version révisée du document de travait présenté par la délégation suédoise. — Dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations unies, qu'il a adopté le 14 juillet, le comité pour la conférence du désarmement constate que les puissances nucléaires n'ont pu se mettre d'accord sur la convocation d'une conférence mondiale du désarmement.

désarmement.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — Au terme de sa vingt-deuxième session à Genève le 5 juillet, le conseil d'administration du Programmes des Nations unies pour le développement (PNUD) a recommandé la convocation d'une conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en voie de développement. à Buevos-Aires du 23 août au 8 septembre 1977. Il a prévu d'autre part d'affecter 2.455 milliards de dollars aux activités du Programme de 1977 à 1981, accordant dans la répartition des crédits priorité à des projets de développement silués dans les pays les plus pauvres. Huit projets ont été approuvés, représentant une dépense de 119 millions de dollars au total : Brésil (42 millions de dollars), Bulgarie (7,5 millions). Cuba (12 millions), Jordanie (15 millions). Venezuela (16 millions) et Zaire (34,5 millions). Une aide spéciale de 3 millions de dollars a été accordée au Guatemala, victime de récents tremblements de terre.

PREVENTION DU CRIME. — Le comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a tenu sa quairième session à New-Fork du 21 juin au 2 juillet. Il a adopté un plan international d'action pour la prévention du crime, qui suggère la création d'une cour internationale de justice pénale. Le plan formule aussi des recommandations dans les domaines du maintien de l'ordre, des procédures judiciaires et des pratiques pénitentuares, la criminalité économique et la violence transactionale (y compris détournements d'avions et prises d'otage) l'jurent parmi les problèmes criminels pris en considération.

Des modifications ont aussi été approuvées pour le projet de code de conduite des responsables de l'assemblée générale en 1977.

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le comité.

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. -- Le comité de l'espace extra-atmosphérique a tenu sa diz-neuvième session à Neu-York du 21 juin au 2 juillet. Après ezamen des rapports de ses deux sous-comités, l'un juridique, l'autre scientifique et technique, il a juit une série de recommandations sur les travaux juturs de ces deux organes en matière de télédétec-tion et de radiodiffusion par satellite.

fiturs de ces deux organes en matière de télédétection et de radiodiffusion par satellite.

REFUGIES. — Devant les représentants permanents des États membres du comité exécutif, le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés a déclaré e 25 juin que « jamais auparavant le HCR. n's eu à laire Isce à autant de groupes divers de rétugiés et de personnes déplacées à travers le monde pour lesquels des possibilités de rélinstallation dans d'autres pays étalent simultanèment requises ». L'accroissement dramatique des demandes urgentes de réinstallation, concernant plus de trênte mille personnes, s'explique particulièrement par certaines situations en Asie du Sud-5st, ou Proche-Orient et en Amérique latine. L'assistance aux réfugiés d'Amérique latine extrainera en grande partie l'accroissement de l'objectif financier du programme de 1976, qui passerait de 138 millions de dollars à 15 millions.

— A propos de la grève de la faim entreprise à Buence-Aires par un certain nombre de réfugiés, le haut commissaire des Nations unies a rappelé le 13 juillet qu'il avait pris coalact avec des gouvernements au sujet de la situation des réfugiés latino-américains en Argentine en vue de trouver des pays de réinstallation.

Enfance

La dernière session du conseil d'administration

d'administration

L'E consell d'administration du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE), qui s'est réuni du 17 au 28 mai à New-York, a adopté un projet de résolution à l'intention de l'Assemblée générale des Nations unies lui demandant d'inviter les pays en voie de développement à inclure dans leurs stratégies de développement la satisfaction des besoins essentiels dans le domaine des services pour la communanté nationale tout entière. Le conseil d'administration a approuvé des engagements financiers d'une valeur totale de 90,8 millions de dollars pour 1976-1977; les dépenses d'assistance de l'UNICEF atteindront vraisemblablement 150 millions de dollars en 1976 et 159 millions en 1977.

men: 150 millions de douars en 1970 et 100 millions en 1977.
L'aide de l'UNICEF sera répartie de la façon suivante 48,2 % pour la santé des enfants, 10,8 % pour les services sociaux les concernant, 21,1 % pour l'enseignement, etc. Au total, 2 % des fonds de

l'UNICEF sont réservés pour une éventuelle aide d'urgence. Devant les difficultés affrontées chaque jour par des millions d'enfants, le directeur exécutif de l'UNICEF, M. Henry R. Laboudsse, estime que l'objectif à atteindre pour les contributions au Fonds est de l'ordre de 200 millions de dollars par an. Le conseil a réaffirmé la priorité à accorder à l'aide aux jeunes enfants (de la naissance jusqu'à l'âge de ciral ans). de cina ans).

TREMBLEMENTS DE TERRÉ EN INDONESIE. —
L'URICEF a prélevé sur ses stocks de Bangkok
(Thailande) du matériel de secours pour aider les
victimes de doux récents tremblements de terre en
Indonésie. Le mois dernier, 93 000 dollars avaient été
consacrés aux secours : le directeur général de
l'UNICEF a autorisé une dépense totale d'environ
250 000 dollars en Javeur des enjants et des mères.
L'Indonésie a demandé à l'UNICEF le concours
d'experts en secours dans des régions sinistrées par
un séisme.

UNESCO

Vers la création d'un « pool » des agences de presse latino-améri-

L'ORGANISATION des Nations unles pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a organisé à San-José (Costa-Rica) (UNESCO) a organisé à San-José (Costa-Rica) la première conférence intergouvernementale sur les politiques de communication en Amérique latine et dans la région des Caralbes. La conférence s'est efforcée de trouver des solutions sur le plan régional aux problèmes posès par la définition de politiques de communication, aussi bien dans les domaines des infrastructures que de la recherche et de la formation professionnelle; elle a étudié les mesures qui permettraient d'accroître les contains d'information entre les pays de la région, afin d'en favoriser l'intégration et d'étargir la contribution de la communication au processus de développement.

La création d'une agence de presse (ou d'un

de développement.

La création d'une agence de presse (ou d'un « pool » d'agences» d'Amérique latine et des Caralbes a été recommandée par la conférence, sur proposition de la Guyane, de la Bolivie, de la Colombie, de Costa-Rica, du Mexique, de Panama, du Pérou et du Venezuela ; seule l'Argentine s'est abstenue. L'UNESCO a été invitée à participer aux études de « faisabilité » de cette agence, qui ne devra « en aucune jaçon portes préjudice au libre fonctionnement des agences existantes ou à leur développement ultérieur ».

COOPERATION CULTUREILE ET INTELLEC-TUBLLE. — Les trente-quaire hommes d'Etat, scientifiques et artistes, qui participaient à la e table ronde s sur la coopération culturelle et intellectuelle, organisée à Paris par l'UNESCO, du 21 au 25 juin, ont adopté à l'ananimité une décla-ration attirant l'attention sur « l'urgence de créer une situation qui permette à l'homme d'être libéré du hesoin et de la crainte, pour que la culture commence à prendre une signification et une valeur intrinsèques ». La réunion a formulé un certain nombre de propositions concrètes intéressant par-ticulièrement l'action de l'UNESCO; elles seront rassemblées dans un texte définitif par le comité d'organisations non gouvernementales et d'intellec-tuels travaillant avec l'organisation.

NOUVEAU MEMBRE. — Le Surinam est devenu le 16 juillet, le cent trente-septième pays membre de l'UNESCO.

RECENTE PUBLICATION Enseignement et langue maternelle en Afrique occidentele, 137 pages.
 La réforme de l'éducation au Pérou, 67 pages. Liste mondials des périodiques spécialisés dans les sciences sociales, 332 pages.

F.A.O.

Le conseil approuve un plan de réorganisation et de réorientation des activités proposé par le directeur général

REUNI en session extraordinaire du 12 au 16 juillet, le conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a approuvé les propositions du directeur général de l'organisation, M. Edouard Saouma, visant à réorganiser et à modifier l'orientation de la F.A.O., notamment en mobilisant davantage de ressources financières pour des projets destinés à réduire la faim et la malnutrition dans les pays en voie de développement.

Le conseil a notamment approuvé la création d'un programme de coopération technique, dirigé par la F.A.O. et financé par les 18.5 millions de dollars économisés depuis le début de l'année; la décentralisation progressive du personnel concentré à Rome et dans les sièges régionaux, et l'extension des pouvoirs des représentants de l'organisation dans les pays en voie de développement, ainsi que la « réduction draconienne » du nombre de conférences tenues par la F.A.O. et de ses publications et documents. Visant essentiellement à donner la priorité aux activités susceptibles de produire à court terme des résultats concrets pour les pays en voie de développement, les propositions de M. Saouma recommandent d'attirer davantage d'investissements sur des projets solgneusement préparés pour intensifier l'agriculture.

Dans son discours au consell, M. Saouma Le conseil a notamment approuvé la création

Dans son discours au consell. M. Saouma souhaite que la F.A.O. devienne moins dépendante de ses bailleurs de fonds et qu'elle se dote à cet effet d'un fonds propre représentant 11 % de son budget régulier, pour des actions de coopération directe avec ses Etats membres. En ce qui concerne les relations des représentants de la F.A.O. avec les bureaux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le directeur général a fait la déclaration suivante : « Nous n'accepterons pas que coordination signifie assujettissement au contrôle du représentant-résidant ou des services du PNUD à New-York à l'égard des responsabilités qui sont essentiellement, et en dernière analyse, les miennes envers les Etats membres de la F.A.O. »

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DE LA BA-NANE. — La détérioration du priz des bananés met en relief la nécessité de conclure dans les plus bre/s délaus un accord international aboutissant à la rationalisation de la production et de l'exportation des bananés grâce à un système de contingents.

Telle est la principale conclusion des travaux du sous-groupe des exportateurs du groupe interpou-ternemental F.A.O. de la banane, réuni à Bome du 2 au 9 tuitlet.

PECHES EN MEDITERRANEE. — Le conseil géné-rol des pêches de la F.A.O., réuni à Bome du 24 fuin au 3 fuillet, a demandé que des mesures de pro-tection soient prises d'urgence dans les nones de la Méditerranée très exploitées ou surexploitées (sur-lout le long des côtes européenues).

EISQUES D'INVASION DE SAUTERELLES EN APRIQUE — La PA.O indique que la plupart des régions d'Alvique risque de subir des invasions de criquets pèlerins, dont les essains se sont multiplies en raison des pluies abondantes au cours des mois d'ather et de printemps dans les zones de dispersion de cette sauterelle (de l'Inde et du Pakielan jusqu'? la côte africaine de l'Atlantique). Si les plues d'été devalent être aussi importantes que celles d'hiour et de printemps, le iléan acridien pourrait réapparaître, alors que la miss en place en 1961 uvec l'aide de la FA.O. d'un dispositif permettant de déceler et de détruire les criqueits pendant la première période de leur développement, en avait considérablement réquit l'acuté.

CONTROL OF THE STATE OF THE STA

GOURS CO. LONG. CO. C. CO.

en avait considérablement réaute l'acutée.

SITUATION ALIMENTARRE CRITIQUE DANS HUIT PAYS — Selon la FAO, huit pays en roce de développement out à l'heure actuelle uns disponibilité quotidienne de nourriture inférieure aux besoins de leurs populations : Bolivie (78 % des besoins caloriques). Zaire (33 %). Rangladest (84 %). Mozambique (55 %), Philippnes (37 %). Ethiopie (83 %), Inde (89 %) et Gualemala (91 %). En ci qui concerne la qualité de la nourriture, le Zaire et le Mozambique ont des apports en protétues, par habitant et par jour, inférieurs à de grammes ; le Bangladest a un apport qualidlen de matières graves par habitant inférieur à 20 grammes par jour.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Soizante-dix mille réjugiés du Vietnam, du Cam-bodge et du Laos instalés dans dix-neul camps en Thallande vont bénéficier d'une aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM).

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Le conseil propose la création d'un fonds de développement industriel Le conseil du développement industriel a repris sa dixième session le 28 juin afin d'adopter le rapport sur les travaux de la première partie de la session qui s'est tenue en avril (voir le numéro de juin du Monde diplo-

matique).

Le rapport contient une résolution dont l'objectif est d'aider les pays en voie de développement à résolutie les problèmes posés par l'utilisation et l'exploitation de leurs ressources naturelles; il recommande à l'Assemblée générale des Nations unies de créer un fonds de développement industriel, qui permettrait d'augmenter les ressources de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et de renforcer son aptitude à répondre aux besoins des pays en voie de développement. Le Conseil y approuve également des propositions du directeur exécutif, M. Abd-El Rahman Khane, concernant le programme ordinaire tions du directeur exécutit, M. Abd-El Rahman Khane, concernant le programme ordinaire d'assistance technique de l'organisation (dont les crédits s'élèvent à 2 millions de dollars), ainsi qu'un programme en faveur des pays les moins avancés, sans littoral ou insulaires. Le Conseil s'est ajourné jusqu'en septembre, où il reprendra l'examen des questions figurant encore à l'ordre du jour de la dixième session.

MODIFICATION DES STATUTS DE L'ONUDI. — Le comité intergouvernemental plénier, chargé de rédiger l'acte constitutif transformant l'ONUDI en une institution spécialisée des Nations unies (conformement aux recommandations de la conféla session extraordinaire de l'Assembléa générale en septembre), à lenu sa troisième session à Vienne, du 28 juin au 3 juillet. Après avoir examiné le texte préparé par le secrétaire général des Nations unles et la directeur exécutif de l'ONUDI et différats textes élaborés par les groupes régionaux, le comité a décidé de se réunir une nouvelle fois en novembre (le texte déjintif doit être soumis à un comité de plénipotentiaires avant le jin de l'année).

ae ptenipotentiares avant la fin de l'année].

INDUSTRIALISATION ET ENVIRONNEMENT.—
L'ONUDI et le Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) ont signé, en fuin, un protocole d'accord sus l'établissement d'un programme commun à long terme visunt à obtenir des résultats concrets dans les domaines de l'industrialisation et de l'environnement.

trialisation et de l'environnement.

CONTRATS CONCLUS AU PREMIER TRIMESTRE DE 1976. — Pendant le premier trimestre de
1976. l'ONUDI a conclu en faveur des pays en voie
de développement dix-neuf contrats représentant
plus de deux millions de dollars, soit une augmentation de 35 % par rapport à la période correspondante de 1975. L'un de ces contrats, qui concerné la
création d'Oulan-Bator (Mongolie) d'une usine
expérimentale pour l'utilisation des déchets de cuir,
est le plus gros contrat conclu par l'ONUDI:
réalisé avec une société ttalienne, il porte sur un
montant de 1,5 million de dollars.

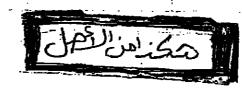
e TRAVAII. — Selon des statistiques publiées au mois de juillet par le Bureau international du travail (BIT). l'accroissement de la population mondiale au cours des vingt-cinq dernières années a entraîné une aggravation du poids que représentent les personnes à charge pour la population active. Entre 1950 et 1975, la population mondiale est, en effet, passés de 2,5 à 3,97 milliards d'individus (soit une augmentation de 59 %): la population non active est passés de 1,4 à 2,33 milliards (ce qui représente une augmentation de 66 %), tandis que la main-d'œuvre mondiale n'augmentait, de son côté, que da 49 %, passant de 1,1 à 1,64 milliard d'individus sculement. Il résulte de ectte évolution que la proportion de personnes à charge pour cent travailleurs qui était en 1950 de cent vingt-huit, s'élevait en 1975 à cent quarante-deux (dont cinquente-six du sere masculin et quaire-vingt-six du sere jéminis).

SANTE. — Le comité consultatif de la recherche médicale de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réuni à Genère du 21 au 25 fuin, a recommandé une intensification de la recherche biomédicale et un élargissement du courant d'informations entre l'organisation et les milieux scientifiques. Ce comité, composé d'experts extérieurs à l'O.M.S., a transmit ses observations au directeur général de l'organisation.

• AVIATION CIVILE INTERNATIONALE.

Un amendement à la convention relative à l'aviation civile, adopté par le conseil de l'Organisation internationale de l'aviation civile (O.A.C.I.) le 21 juin dernier, définit des conditions de certification cooustique plus strictes dans le dessein d'atténuer le bruit des avians qui seront construit des nouveaux avions à réaction subsoniques et des nouveaux avions à réaction subsoniques et des avions lourds à hélices destinés au transport commercial international devront cinst être réduits de 4 à 8 EPNdB par rapport à ceux des avions gas porteurs de la génération actuelle, et de 18 à 20 EPNdB par rapport à ceux des avions (EFNdB ceux à réaction de type plus aixein (EFNdB étant la mesure du « niveau effactif de bruit perçu » exprimée en décibels). L'amendement entrera en vigueur le 16 octobre 1977, ogrès approbation par les Etats membres. AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. —
 Un amendement à la convention relative à l'apiation

 NAVIGATION MARFFIME. — La date d'entrée n vigueur du réglement pour présent les aboren vigueur du règlement pour prévenir les dages en mer a été fixée au 15 fuillet 1977. • TELECOMMUNICATIONS. — La trente et unième session du conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (UJ.T.) qui s'était ouverte le 14 juin à Genève, d



Myamisation des Nations

our le developpement in

terminé ses travaux le 2 juillet. Le conseil a adopté le budget de l'Union pour 1977 (59 millions de france suisses), il a examiné les actimités de l'U.I.T. en 1975, notamment la deuxième exposition mondiale des télécommunications. TELECOM 75, qui a su lieu en octobre dernier) et défini les activités pour les prochaines années (la conférence administrative mondiale de radiotélécommunication en septembre 1979, et TELECOM 79). Pour des raisons financières, le conseil envisage de returder d'un an la conférence administrative mondiale des radiotélécommunications pour le service mobile aéronautique, initialement prévue pour mars 1977. Le conseil a également examiné un resport concernant le création d'un centre de documentation des télécommunications.

** ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE. — Per une convention signée le 25 juin à
Genève, l'Algérie a chargé l'Organisation météorologique mondiele (O.M.M.) de la miss en œuvre
d'un projet de renjorcement du réscau algérien
d'observation météorologique en surjace et en
allitude. Ce projet, qui sera mis en œuvre par
l'O.M.M. au cours des trois prochaines années,
prévoit la réalisation complète (ou le renjorcement),
dans un délai de deux ans, d'une quinzaine de stations d'observation en oltitude ainsi que la jornation du personnel approprié (une cinquantaine de
sechnicleus et deux ingénéeurs), ces stations seront
situées dans les zones crides ou semi-arides du
Hoggar.

Fonds monétaire international

Révision de certains taux de rému-

E Fonds monétaire international (F.M.L.) a annoncé le le juillet qu'il avait révisé le taux de rémunération applicable aux positions dans la super tranche-or et le taux d'intérêt du D.T.S. Ce dernier a été porté de 3,50 % à 3,75 % pour une période de trois mois ayant pris effet le le juillet dernier. Le taux d'intérêt et les commissions relatives aux droits de tirage spéciaux (D.T.S.), qui, aux termes des statuts du Fonds ne peuvent pas dépasser le taux de rémunération quand celui-ci excède 2 %, ont aussi été fixés à 3,75 %.

DEUXIEME VENTE D'OR DU PMI. — Le FMI. auvasant en qualité de mandataire du Fonds tiduciaire L. le 14 juillet, procédé à une deuxième adjudication d'or en mettant sur le marché 780 000 onces de métal adjugées au cours de 122,05 dollars l'once. Pour cette vente, le FMI. a reçu des soumissions portant sur un total de 2116 000 onces.

missions portant sur un total de 2116 000 onces.

ACHATS DANS LE CADRE DU MECANISME COMPENSATOIRE. — Quatre pays ont effectivé dans le codre du mécanisme compensatoire des achats de dévises:

— Portugal (21 juin): achat d'un montant équivalent à 58,5 milions de droits de tirage spéciaux (22,1 milions de D.T.S. en dollars canadiens et 9,2 milions de D.T.S.); Cameroun (30 juin): achat d'un montant équivalent à 17,5 milions de D.T.S.); Cameroun (30 juin): achat d'un montant équivalent à 17,5 milions de D.T.S. en couronnes norvégiennes); Australie (2 juin) et chat d'un montant équivalent à 332,5 milions de D.T.S. en couronnes norvégiennes); Australie (2 juin) et chat d'un montant équivalent à 332,5 milions de D.T.S. en dollars, et milions de D.T.S. en fonces français, 25 milions de D.T.S. en français, 15 milions de D.T.S. en français, 25 milions de D.T.S. en français, 27 milions de D.T.S. en français, 28 milions de D.T.S. en français, 29 milions de D.T.S. en dollars centaliens en quivalent à 72,5 milions de D.T.S. (45 milions de D.T.S. en dollars canadiens et 4,5 milions en couronnes suddoises).

CREDIT « STANDY-BY » A GRENADE. — Le F.M.I. a, le 30 juin, donné son accord à l'octroi d'un crédit « stand-by » à Grenade l'autorisont à effectuer d'ici au 31 décembre 1978 des tirages jusqu'à concurrence de 225 000 D.T.S.

ADOPTION DU REGIME DE L'ARTICLE VIII PAR ADOPTION DU REGIME DE L'ARTICLE VII PAR LE VENEZUELA. — Le Venezuela a informé officiellement le Fig.1. Le 8 juillet dernier qu'il avait accepté les obligations de l'article VIII des statuts du Fonds après l'unification, avec effet à compter du les fuillet, des taux de sample de se monate, le bolivar, dans la limite des marges autorisées au taux de 4,235 bolivars pour 1 dollar des Etats-Unis, taux auquel la Banque centrale vend les devises au Trésor et aux banques commerciales.

Groupe de la Banque mondiale

Dix-neuf prêts de la Banque

L A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé en juin et juillet l'octroi d'une série de prêts en faveur des pays et organismes suivants :

financeront en partie un programme visant à améliorer sur le plan national le niveau de l'alimentation de la population; Portugal (28 juin) : 36 millions de dollars pour un projet concernant l'énergie électrique ;

- Etats de l'Afrique de l'Ouest (26 juin): 60 millions de dollars accordés pour un projet régional d'usine de ciment « clinker » qui appro-visionnera le Togo, la Côte-d'Ivoire et le Ghana; Maroc (38 juin): 49 millions de dollars affectés à un programme de développement de la capacité de production d'énergie électrique;
— Centrais Eletricas Brasileiras (Eletrobras)
au Brésil (28 juin) : 50 millions de dollars pour financer la distribution de l'énergie électrique dans les Etats du Nord-Est (Bahia, Pernambuco et Ceara)

et Ceara);
— Malaisie (28 juin); 21 millions de dollars destinés aux petits propriétaires agricoles de la partie septentrionale du Kélantan pour amé-liorer leur revenu grâce à un plan de développement rural:

- Tanzanie (2 juillet): deux prêts dont le premier (7 millions de dollars) financera le

premier (7 milions de dollars) financera le développement de plantations forestières et le second (30 millions de dollars) la construction de la centrale hydro-électrique de Kidatu;

— Mexique (2 juillet): 95 millions de dollars qui financeront partiellement la réalisation d'un projet d'extension d'une usina sidérurgique:

— Kenya (5 juillet): 17 millions de dollars consentis dans le cadre du troisième guichet pour la réalisation d'un programme de conservation des ressources de la vie sauvage et le développement des activités touristiques;

— Inde (8 juillet): 80 millions de dollars qui — Inde (8 juillet) : 80 millions de dollars qui contribueront à l'extension du réseau de télé-

Brésii (8 juillet): 40 millions de dollars destinés à améliorer les réseaux d'adduction d'eau et les systèmes d'égouts dans l'Etat de Minos-Gerais; communications:

Minos-Gerais;

— Syrie (8 juillet): 17,5 millions de dollars pour le financement d'un projet de développement de l'élévage;

— Turquie (8 juillet): 26 millions de dollars permettront d'aider au développement d'une station touristique en Méditerranée;

— Guatemala (15 juillet): deux prêts d'un montant total de 26 500 000 dollars destinés à un projet de reconstruction des villes de ce pays dévastées par le tremblement de terre; 20 millions de dollars seront accordés dans le cadre du troisième guichet;

— Brésil (15 juillet): 83 millions de dollars financeront en partie un programme d'inves-

financeront en partie un programme d'inves-tissement dans le secteur des industries agri-

- République Dominicaine (15 juillet) : 5 millions de dollars destinés à un projet d'entretien

du réseau routier;
— Indonésie (20 juillet): 30 millions de dollars qui seront affectés à un projet qui tend à implanter des habitants de l'île de Java, surpeuplée, dans l'île de Sumatra.

OPERATIONS CONJOINTES DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA AU KENYA. — La Banque mondiale et la filiale l'Association internationale de

développement (IDA) ont, le 5 juillet, prêté au Renya 20 millions de dollars pour un projet de développement rural intégré dont bénéficieront soizante-dix mills agriculteurs; le prêt de la Banque de 10 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles du troisième puichet, le participation de l'IDA s'élève également à 10 millions de dollars. at tiba seive equiment à la millions de dollars.

Hutt millions de dollars ont, d'autre part, été
consentis à ce pays pour la réalisation de la première tranche d'un programme de chemins d'accès
ruraux : les prês de la Banque et de l'IDA s'élèrent
respectivement à 4 millions de dollars.

respectivement à 4 millions de dollars.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DEVELOPPEMENT. — Il ressort d'un rapport
de la Ranque mondiale, publié le 25 juin dernier,
que le montant de l'aide accordée par l'Association
internationale de développement a dépassé
10 milliards de dollars. La majorité des crédits de
l'EDA 90 % des crédits de l'exercice 1975 et de
l'exercice 1976) ont été accordés aux pays dont le
revenu par têle était inférieur à 200 dollars par an.
D'outre part L'EDA a grandes des dernières

revenu par tête était inférieur à 200 dollars par an.
D'autre part, l'IDA a annoncé ces dernières semaines, l'octroi de crédits aux pags suivonts :

— Pakistan (28 juin) : 14 millions de dollars pour un projet de drainage et d'irrigation de la région de Khairpur;

— Afghanistan (28 juin) : 15 millions de dollars qui contribueront à financer un programme de développement de l'élevaps;

— Haute-Voita (2 juillet) : 20 millions de dollars pour la réalisation d'un tronçon routier reliant Banfora, Bobodioulasso et Houndé;

— Népal (8 juillet) : 9 millions de dollars qui financeront la construction de puits tubulaires et de réservoirs de stockage au projit des agriculteurs;

— Revanda (15 juillet) : deux crédits d'un mon-

teurs:

— Rivanda (15 juillet): deux crédits d'un mon-tant de 5 800 000 dollars; 4 millions de dollars finan-ceront en partie les besoins en devises étrangères de la Banque ruandaise de développement et 1 800 000 dollars aideront les petits propriétaires à améliorer et à développer isur production de quinquina.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — Une série d'opérations de la Société intancière internationale (S.F.L.) ont été annoncées au cours Une série d'opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) ont été annoncées au cours des dernières semaines:

— Financement en Equateur (24 juin) de l'agrandissement d'une sucrerie ; le prêt de la S.F.I. est de 5 millions de dollars ;

— Engagement de participation de 300.000 dollars (25 juin) dans le capital du Banco Hipotecario Nacional de Bolivie ;

— Prêt de 6 millions de dollars à la Société Textil Catarinense do Nordeste du Brésil (29 juin) qui financera l'extension d'installations de filature et de tricotage ;

— Investissement au Nicaragua (30 juin) pour la construction d'un hôtel de première classe ; l'engagement de la S.F.I. se compose d'un prêt de 700.000 dollars et d'une prise de participation de 200.000 dollars dans la Posada del Soi chargée de la construction da cet hôtel;

— Prêt de 6 500.000 dollars au Nicaragua (11 juillet) pour le financement des travaux d'extension de la sucrerie de la société Propiedades Axucareras de Nicaragua;

— Investissement de 3 500.000 dollars en Uruguay (9 juillet) pour l'extension et la modernisation de la Société Fabrica Uruguaya de Neumaticos;

— Prêt de 19 millions de dollars à l'industrie rud-coréenne (13 juillet) pour aider la République de Corée à construire une rajimerie de zinc par diectrolyse;

— Prêt de la S.F.I. (13 juillet) à la Société Asil Celik en Turquie pour un projet de développement de la forme d'une prise de participation de 3 400.000 dollars et d'un investissement de 12 millions de dollars.

EMPRUNT DE LA BIRD AUPRES DE LA BANQUE

EMPRUNT DE LA BIRD AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE YOUGOSLAVIE. — Un accord portant sur un emprunt de 100 millions de dollars a été conclu le 23 juillet entre la Banque mondiale et la Banque nationale de Yougoslavie. Cet emprunt a été réalisé sous la forme de bons assortis d'un intérét de 8,10 % l'an, payable semestriellement. Ces cobligations sont remboursables en cinq tranches de 20 millions de dollars chacune, payable le 28 juillet de chaque année de 1984 1984.

de chaque année de 1980 à 1984.

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD AUX ETATS-UNIS. — Une émission d'obligations de la Banque mondiale à été réaligée le 29 juin dernier aux États-Unis. D'un montant total de 750 millions de dollars de bons et d'obligations, cette émission consiste en 250 millions de bons à cinq ans venant à échéance le 1st juillet 1981, de 250 millions de bons à dir ans venant à échéance le 1st juillet 1981, de 250 millions de bons à dir ans venant à échéance le 1st juillet 1981. Les bons à cinq ans venant à échéance le 1st juillet 2001. Les bons à cinq ans portent un intérêt de 8 % et sont émis à 100 % du pair plus les intérêts courus à partir du 1st juillet 1976. Les bons à dix ans portent intérêt à 8 3/8 % et sont émis à 100 % du pair plus les intérêts courus à partir du 1st juillet 1976. Les obligations à vingi-cinq ans portent intérêt à 8,85 % et sont émises par un syndicat de banques ayant pour chefs de jûe la First Boston Corporation, la Salomon Brothers et la Morgan Stanley and Co.

Banque européenne d'investissement

Prêts au Portugal, à la Grande-Bretagne et à l'Italie

L A Banque européenne d'investissement (BEL) a accordé récemment les prêts

L (B.E.I.) a accordé récemment les prêts sulvants:

— 20 millions d'u.c. consentis le 30 juin à la Companhia Uniso Fabril, une des principales sociétés industrielles du Portugal qui produit des produits chimiques et métallurgiques et des engrais. Ce prêt, attribué pour dix ans, bénéficié de la bonification d'intérêt de 3 % à charge du budget de la Communauté; il entre dans le cadre de l'aide exceptionnelle d'urgence d'un montant maximal de 150 millions offerte à ce pays par la C.R.E.;

— Cing prêts à l'Étalle (le 16 juillet) pour

— Cinq prêts à l'Halle (le 16 juillet) pour un montant total de plus de 76 milliards de lires : 26 000 millions de lires (pour douze ans et à 9.50 %) contribueront à l'amélioration des télécommunications dans les Fouilles : 14 000 millions de lires (pour huit ans et à 9 %) financeront le construction à Foggia (Pouilles) d'une usine de moteurs Diesel ; 20 000 millions de lires (pour douze ans et à 9,50 %) financeront l'amélioration de l'alimentation en eau de la zone industrielle de Syracuse (Sicile); 3400 millions de lires accordés (pour huit ans et à minons de lires accordes (pour nuit ans et a 9 %) à l'Istituto di Credito per le Emprese di Pubblica Utilità sont destinés au financement de cinq projets dans le Mezzogiorno; 13 000 millions de lires (pour huit ans et à 9 %) ont été prêtés à la Société Dalmine pour la réorganisation de ses installations près de Bergame; — Deux prêts d'une contre-valeur totale de 23,1 millions de livres (37,4 millions d'unités de compte) accordés à la Grande-Bretagne pour l'extension de son équipement téléphonique dans

compte) accordés à la Grande-Bretagne pour l'extension de son équipement téléphonique dans le nord du pays et l'amélioration des relations maritimes entre Holyhead (Galles du Nord) et Dun-Laoghaire (Irlande) par l'achat d'un nouveau navire et l'aménagement des installations portuaires; 17,6 millions de livres ont été octroyés au Post Office pour une durée de dix ans et à 9,50 %; 5,5 millions de livres ont été consentis au British Railways Board pour une durée de dix ans et à 9,50 % également; — Trois nouveaux prêts d'une contre-valeur de 12 milliards de lires, soit 13 millions d'unités de compte, ont été attribués le 22 juillet a l'Italie pour la réalisation d'investissements industriels en Sicile et en Campanie qui permettront la création d'environ trois cents emplois. Dix milliards de lires ont été octroyés sous la forme de deux prêts (pour huit ans et à 9 %) à l'Istituto Regionale per il finanziamento alle industrie in Sicilia pour la construction d'une nouvelle usine de produits chimiques à Priolo près de Syracuse. L'autre prêt, d'un montant de 2 milliards de lires (pour huit ans et à 9 %), est destiné à l'extension et à la modernisation d'une usine de produits pharmaceutiques à Torre-Annunciata près de Naples.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à la Bolivie, au Costa-Rica et à la Barbade

et à la Barbade

T. A Banque Interaméricaine de développement
L. (BID) annonce trois prèts en faveur des
trois pays suivants:

— Bolivie (18 juin): 24,5 millions de dollars
(à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour
quarante ans et à 1% l'an) destinés à l'agrandissement de deux centrales électriques.

— Costa-Rica (8 juillet): 15,5 millions de
dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales,
pour trente-cinq ans et à 2 % l'an) qui financeront la deuxième phase d'un programme de
construction d'égouts dans la ville de San-José;

— Barbade (8 juillet): 6,6 millions de dollars
(à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour
trente-cinq ans et à 2 %) financeront la construction de l'Institut polytechnique SamuelJackman-Prescod;

EMISSIONS D'OBLIGATIONS. — La Benque interaméricaine à unnoncé le 24 juin qu'elle arait ejectué ce jour, en Italie, une émission d'obligations d'un montant de 7,5 millions de dollars pru lerme par l'Uficio Italiano del Cambi. Cette émission, d'une durée de diz ans, porte intérét à 8,25 %. D'autre part, le 14 juillet dernier, une émission d'obligations de la Banque interaméricaine de 50 millions de deutschemarks a été lancée en République jédérale d'Allemagne. Cotées à 99 % du pair, ces obligations sont intitulées e Emission 1876 en deutschemarks, à 8,25 % nemant à échéance la 1st juillet, le Banque interaméricaine a placé aux Etats-Unis pour 100 millions de dollars d'obligations achetées par un syndicat de banques américaines; émises à 39,125 % du pair, ces obligations portent intérêt à 8,75 %.

NOUVEAUX MEMBRES. — Neuf pays extérieurs NOUVEAUX MEMBRES. — Neuf pays extérieurs à la région sont devenus membres de la Banque le 9 juillet dernier ; il s'agit du Danemark, de la Belgique, de la République fédérale d'Allomagne,

d'Israel, du Japon, de l'Espagne, de la Suisse, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie. La France a Jait part de son intention de se joindre à ces pays des que possible. L'Autriche, l'Italie et les Pays-Bas, uppataures comme les neuj autres de la déclaration de Mad-id, seront membres de la Banque dès que certaines formailtés auront été remplies.

Corporation andine de développement

La dix-septième session de l'organe directeur octroie de nouveaux

Credits

A dix-septième session de l'organe directeur de la Corporation andine de développement, qui s'est tenue dans la capitale vénézuéllenne du 27 au 30 juin, a procédé à l'élection de son nouveau président, le représentant de la Colombie, qui rempiacera son collègue vénézuéllen.

La réunion a autorisé deux émissions de bons d'un montant équivalant à 60 millions de dollars, placées auprès du Fonds d'investissements du Venezuela, et la souscription de deux accords de coopération: l'un, technique, avec le gouvernement belge; l'autre, financier, avec le Fonds de promotion des exportations de l'Equateur. D'autre part, de nouveaux crédits ont été accordés pour un montant équivalant à 7561875 dollars, dont:

— 60 000 dollars pour l'achat de participations au capital de Empresa promotora de proyectos industriales de la zona fronteriza colombovenezuéienne; 950'00 dollars à Carburo y metalurgica, du Chili, pour le financement de son projet d'ins-tallations électriques; — 4 392 271 dollars à l'Instituto ecuatoriano de

— 182231 tollars à l'institute écuatoriain de operaciones sanitarias;
— 1859 564 dollars à la Corporation agraire de production POMALCA, du Pérou;
— 743 040 dollars à la Corporation agraire de production ANDAHUASI, du Pérou.
Ces trois derniers crédits ont été accordés par l'intermédiaire du Système andin de finance.

l'intermédiaire du Système andin de finance-ment du commerce (SAFICO).

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. —
Deuz prêts ont été accordés par la Banque aziatique de développement perdant le mois de juin
en javeur des pays suivants :
— Birmanie (22 juin) : 45,9 millions de dollars
destinés à la construction de barrage et de réseaux
d'irrigation près de la ville de Mandalay pour améliorer l'empioi ainsi que la condition de rie des
paysans :
— Ajghanistan (29 juin) : 10,8 millions de dollars
à litre d'aide supplémentaire en javeur du projet
de développement agricole des régions de Gavargan
et de Chardarrah, qui présont également la construction d'une petite centrale distributrice des ecux
d'irrigation au moyen d'un générateur Diesel.
Ces deux prêts ont été consentis à l'aide du jonds
d'opérations spéciales, pour quarante ans et à
1 % l'an.

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.G.I.E.) a accordé, le 15 juin, un prêt d'un montant équivalant à 500 000 dollars à l'Institut salvadoreno de Pomento industrial (INSAFI), organisme national de crédit d'El Salvador, qui affectera ces ressources à des opérations de financement du programme de promotion des exportations et de développement du tourisme.

E TURBERTUUT

Groupe andin

Un plan d'action pour 1976-1980 est adopté par les ministres du travail

A conference des ministres du travail des à l'occasion de sa réunion à Cartagena du 9 au 12 juin, un plan d'action pour 1976-1980 destiné à renforcer le processus d'intégration des législations sociales et du travail dans la sous-région

Elaboré en coopération avec des organismes internationaux, l'O.I.T. en particulier, le plan d'action sera réalisé en deux étapes, du 15 juin 1976 au 30 juin 1978, puis du 1º juillet 1978 au 31 décembre 1980. Parmi les objectifs prioritaires: l'harmonisation des législations du travail, l'harmonisation et l'extension des systèmes de séguide le formation professionalle de sécurité sociale, la formation professionnelle et le plein emploi, l'organisation de coopera-tives et d'associations des travailleurs, la promotion des agriculteurs et le développement d'organismes agricoles, la répartition des revenus dans un esprit de justice sociale, etc.

Afin de doter le plan d'action des moyens nécessaires à la poursulte de ses objectifs, les ministres ont en outre adopté de nombreux accords concernant notamment : une demande d'accroissement de l'assistance technique de l'Organisation des Etats américains, de l'O.I.T. l'Organisation des Etats américains, de l'O.I.T. et du Programme des Nations unies pour le développement; la création d'une commission andine de sécurité sociale, qui disposera d'un serétariat permanent à Lima; la création d'un marché artisanal sous-régional, confiée conjointement à la Commission andine de formation professionnelle et au secrétariat de coordination de l'accord Simon Rodriguez; l'adoption d'une position commune aux six pays aux réunions de l'O.I.T. et d'autres organisations et congrès internationaux; les attributions de la conférence des ministres du travail, enfin l'octroi de l'autonomie juridique au secrétariat de coordination, qui fonctionnera en permanence dans la capitale écuatorienne.

L'INFORMATION COMMERCIALE SUR LES MARCHES AGRICOLES. — Les experts gouvernementaux
des problèmes de commercialisation des produits de
l'agriculture et de l'élevage des six pays du Groupe
audin se sont réunis pour la première jois du 3 au
6 juin dans la capitale péruvienne pour arrêter les
dispositions de l'application du système d'information commerciale sur les marchés agricoles. Celvici sera constitué d'un oljice sous-régional où seroni
centralisées les informations recuellies par les
offices nationaux dans leurs pays respectifs. Les
experts se sont mis d'accord pour que le système
d'information s'applique, à ses débuts, à un nombre
restreint de produits et ils ont fomulé à cet effet
un certain nombre de recommandations. Ils ont
aust fixé la date de son installation.

ACCORD DE COOPERATION AVEC LE CANADA.

aussi fize la dale de son installation.

ACCORD DE COOPERATION AVEC LE CANADA.

— Un nouvel accord d'assistance technique pour un montant de 2850 000 dollars a été paraphé le 25 juin entre le Canada et le comité du Groupe andin. Ce nouvel accord, qui est le plus important conclu jusqu'à présent entre les deux parties, portera la contribution canadienne au développement du Groupe andin à 3850 000 dollars.

du Groupe andin à 3 550 000 dollars.

Cette contribution, à titre non remboursable, comme les deux précédentes, sera affectée à concurrence de 1 651 000 dollars au financement de six projets d'intérêt sous-régional. D'autre part, 106 000 dollars seront affectés au programme d'intégration pour la Bolivie, mis au point par une commission tripartité formée des représentants du gouvernement bolivien, ceux de l'ambassade du Canada dans la capitale péruvenne et du comité du Groupe andin.

COMECON

A la trentième session : bilan de cinq ans d'application du programme complexe

L'a trentième session du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON), qui s'est tenue à Berlin du 7 au 9 juillet, a réuni un nombre record de participants. En plus des délégations au niveau gouvernemental supérieur des neuf pays membres — Bulgarie, Hongrie, R.D.A., Cuba, Mongolie, Pologne, Roumanie, Union soviétique et Tchécoslovaquie et de la Union soviétique et Tehécoslovaquie et de la délégation de Yougoslavie qui coopère avec le COMECON aux termes d'un accord spécial signé en 1965, on notait la présence des délégations du Vietnam et de la République démocratique populaire de Corée, dont les représentants participent déjà aux travaux de certains organes de l'organisation, ainsi que, pour la première fois, une délégation du Laos et de l'Angola (cette dernière, à titre d'observateur). Selon le communiqué officiel, cette session a été suivie avec un intérêt particulier dans le Nord de l'Europe, au Proche-Orient et en Amérique latine, car la Finlande a commencé à coopèrer avec le COMECON dès 1973, l'Trak et le Mexique des 1975. En bref, dix-sept pays de quatre continents étaient représentés.

Deux événements récents ont influence les travaux de la trentième session. L'atmosphère créée par le succès de la conférence d'Helsinki,



- Un Palais det congrés pouvant recevoir 20 000 personnes;
 Vingt salles de capacités diverses;
 Traduction simultanée;
 Traduction simultanée;
 Traduction simultanée;
 Un palais de dix mille chambres;
 D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Asur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

en toutes saisons nice est la ville idéale des congrès

OFFICE DE TOURISME
SYNDICAT D'INITIATIVE:

32. rus Hôtel-des-Postes -- Tél.: 85-23-25/24.
Télex: Accueil Nics: 460-42.

qui a permis aux discussions concernant les possibilités de coopération entre le COMECON et la C.E.E. de devenir en janvier 1978 une initiative concrète du comité exécutif du CO-MECON, sous la forme d'un projet d'accord prévoyant la suppression des barrières et restrictions discriminatoires dans les relations commerciales et économiques entre les pays des deux groupements économiques. D'autre part, la conférence de vingt-neuf partis communistes et ouvriers d'Europe. et ouvriers d'Europe.

Les participants ont dressé le bilan des cinq années d'application du programme complexe (1971-1975) ; le revenu national des Etats associés a augmenté durant cette période environ trois fois plus vite que celui des pays capitalistes avancés, et la production industrielle environ quatre fois plus vite. La part des pays du COMECON dans la production mondiale est passée de 24 à 28 % pour le ciment, de 26 à 30 % pour l'acter, de 29 à 33 % pour les engrais princhars. Le chiéfre d'affaire du comparais company. minéraux. Le chiffre d'affaires du commerce entre les pays membres a augmenté de 2,1 fois, passant de 33,5 millards de roubles en 1970 à 71 milliards en 1975.

à 71 milliards en 1975.

Ces réalisations ne témoignent pas, naturellement, de l'absence de problèmes de développement. Par exemple, on observait jusqu'à ces
derniers temps un certain retard apporté dans
certaines branches à la réalisation des plans
de réduction des dépenses de matériaux et des
investissements par unité de production, de
renouvellement de fonds fixes, de réduction du
volume des travaux de construction inachevés,
concernant les délais de lancement des nouvelles capacités et ceux dans lesquels elles
doivent atteindre la puissance projetée. Les
pays du COMECON à économie moins développée ne doivent pas fermer les yeux sur le fait que
l'accelération des rythmes de leur développement est obtenue, pour le moment, surtout ment est obtenue, pour le moment, surtout grâce aux réserves de croissance extensive. Le poids spécifique considérable de ces facteurs extensifs est une des causes principales de ce que l'essor économique des pays frères s'accompagne parfois d'un décalage entre les besoins croissants de l'économie nationale et l'amélio-ration du niveau de vie, d'une part, et les ressources disponibles, de l'autre, bien que les facteurs intensiis ne soient pas encore mis en jeu. Toutes ces difficultés diffèrent de celles auxquelles se heurte en permanence l'économie capitaliste. De plus, les méthodes pour les résoudre ont un caractère différent : un effort soutenu pour utiliser les réserves plus ration-

Le deuxième quinquennat d'application du programme complexe d'intégration (1976-1980) acquiert une qualité nouvelle à mesure de l'introduction de programmes sectoriels à long terme. Le but de ces programmes consiste à consiste à la complexe de l'introduction de programmes consiste à l'introduction de programmes consiste à l'introduction de assurer les besoins sans cesse croissants en énergie, combustibles, matières premières prin-cipales, à satisfaire plus pleinement la demande en produits alimentaires et articles manufacen produits atmentares et articles handiac-turés, à élever le niveau des constructions mécaniques, à développer plus vite les trans-ports. Dans le cadre du programme sectoriel relatif à la distribution d'électricité, la session , adopté un schéma directeur de développement ressés, y compris le reseau énergétique national de Yougoslavie. La session a examiné les pro-positions de la commission permanente des transports pour impulser le trafic voyageurs et marchandises entre les pays du COMECON jusqu'en 1980 et dans la période ultérieure. Quant aux autres programmes sectorieis, relatifs notamment aux matières premières, les investissements des pays intéresses par la construc-tion commune d'ouvrages intégrés en U.R.S.s. représenteront 4,5 milliards de roubles trans-férables en 1976-1980.

GATT

Examen de plaintes américaines contre la C.E.E.

L E conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a décidé le 15 juillet de prendre en considération une série de plaintes des États-Unis contre la politique commerciale de la Communauté economique europeenne.

mique européenne.

Il a ainsi, sur la proposition du représentant des Etats-Unis, créé un groupe d'experts qui sera chargé d'étudier le régime des prix minimums, des licences et du système de caution appliqué par la C.E.E. aux importations de certaines conserves de fruits et de légumes. La création d'un groupe d'experts est un fait relativement rare au GATT. Le précédent le plus fameux remonte à l'époque de la célèbre « guerre du poulet ». « guerre du poulet ».

Le groupe, composé de spécialistes n'appartenant à aucune des parties en cause, a pour tâche de recueillir les avis des protagonistes et de donner une opinion impartiale.

Le conseil a également décidé de mettre sur pied un groupe de travail qui lui fera rapport sur le système d'assurance contre l'inflation que certains Etats accordent aux exportateurs, toujours à la demande des Etats-Unis.

toujours à la demande des Etats-Unis.

PROPOSITIONS TARIFAIRES DE LA C.E.E. —
La Commission des Communautés européennes a
présenté, le 7 fuillet, son schéma de réduction des
droits de douane, devant le groupe de travail
« tarifs » des négociations commerciales multiatérales, qui se poursuivent sous les auspices du GATT.
La Commission européenne propose de réduire le
tarif douanier en vigueur pour les produits industriels d'un pourcentage égal à leur niveau actuel
(la proposition ne concerne pas les produits agricoles) : cette réduction seruit effectuée quatre fois :
ainsi un droit finé au départ à 20 % serait diminué
successivement de 20 %, puis de 16 %, de 13,44 %,
de 11,63 % pour être ramené à 10,28 %. D'après
le représentant de la Commission, l'adoption du
schéma communautaire aurait pour résultat « une
réduction significative et harmonisée des droits
imposés aux produits industriels par les pays développés ». Les Etats-Unis se sont déclarés insatisfaits devant ces propositions; le représentant
américain a indiqué que les effets de cetté formule
seraient « minimes » et entraîneraient des réductions inférieures à celles réalisées lors des négociations du Kennedy Round.

Association latino-américaine de libre-commerce

Vers une harmonisation de la fiscalité des entreprises et des sociétés commerciales

Commerciales

D RECEDEE des travaux préparatoires menés

1 en commun par le comité exécutif de l'Association latino-américaine de libre-commerce
(ALALC.) et le Programme des finances
publiques de l'Organisation des Etats américains
(O.E.A.), la première réunion au niveau régional
du groupe d'experts gouvernementaux des contributions directes sur les problèmes de la fiscalité
des entreprises et des sociétés commerciales
s'est tenue à Montevideo du 17 au 26 juin.

L'adoption de règles communes au sein de
l'ALALC. sur l'imposition des entreprises et
des sociétés commerciales constituerait un
progrès très important dans l'harmonisation des
systèmes d'imposition en vigueur dans les pays
membres commencée en 1969. Ainsi disparaîtrait
l'un des derniers obstacles à l'élimination des
distorsions aux règles de la concurrence à l'intérieur de la région en raison des disparités de
la charge fiscale frappant ces établissements.

O. C. D. E.

L'aide au développement en 1975 L'AIDE publique des pays industrialisés aux pays en voie de développement s'est accrue en 1975 d'environ 20 % en veieur (10 % en volume) : elle a atteint 13,6 milliards de dollars en 1975 au lieu de 11,3 milliards l'année précédente. Telles sont les principales conclusions d'un rapport publié au début du mois de juillet par l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.). La part du produit national brut consacrée à l'aide au développement rar les navs membres du Comité développement par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisa-tion est passée de 0.33 % à 0.36 % (chiffres provisoires), ce qui constitue un renversement de la tendance à la baisse observée ces dernières de la tendance à la baisse observée ces dernières années. Cependant, cette part reste inférieure de moltié à l'objectif de 0,7 % du P.N.B., auquel ont souscrit treize des dix-sept pays membres du CAD. Deux pays seulement, les Pays-Bas (pour la première fois) et la Suède (pour la deuxième fois) ont dépassé l'objectif de 0,7 % avec respectivement 0,75 % et 0,82 %. Dans cette aide publique fournie en 1975, l'aide alimentaire représente 16 % (contre 13 % en 1974), tandis que les dépenses de coopération technique connaissent un certain fléchissement (23 % en 1975 contre 25 % l'année précédente). technique connaissent un certain fléchissement (23 % en 1975 contre 25 % l'année précédente). En ce qui concerne l'apport total aux pays en vole de développement (qui englobe, outre l'aide publique, les crédits à l'expertation, les investissements directs et les investissements de portefeuille effectués pour la plupart par le secteur privé), il a atteint en 1975 38,8 milliards de dollars, ce qui correspond à 1,02 % du P.N.B. global des membres du CAD; l'objectif de 1 % pour l'apport total est ainsi dépassé pour la première fois.

Jusqu'en 1973, les pays du CAD procuraient plus de 90 % de l'assistance financière totale

Jusqu'en 1973, les pays du CAD procuraient plus de 90 % de l'assistance financière totale aux pays en voie de développement; en 1975, cette proportion a été ramenée à 34 %, compte tenu de l'utilisation par les pays exportateurs de pétrole de leurs excédents monétaires en faveur des pays en voie de développement : 5.5 miliards de dollars en 1975 contre 4.6 miliards en 1974 Hards en 1974.

PRIX A LA CONSOMMATION. — Selon les calculs de l'O.C.D.E., la housse des prix à la consommation s'est ralentie dans les pays de l'O.C.D.E. : elle est passée de 1,1 % en avril à 0,8 % en mai. Cependant, le taux annuel pour les trois derniers mois (avril, mai, juin) atteint 10,5 % contre 2,75 % pour le trimestre se terminant en mars.

pour le trimestre se terminant en mars.

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUB L'ENERGIE NUCLEARES. — L'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie
nucléaire (A.E.N.) a organisé, aux mois de fuin et
de juillet, une opération d'évacuation, dans
l'océan Atlantique, de déchets radio-actifs solidifiés
dans du béton ou du bitume et emballés dans des
conteneurs, et provenant d'établissements nucléaires
situés en Belgique, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Suisse. L'opération s'est déroulée
conformément aux dispositions de la convention sur
la prévention de la pollution des mers résultant de
l'immersion de déchets et autres matières (convention de Londres) sous le contrôle de responsables
internationaux désignés par l'A.E.N.

RECENTES PUBLICATIONS

RECENTES PUBLICATIONS Allemagne >, dans la série € Etudes écono-

• « Allemagne », dans la série « Etudes économiques ». 63 pages.
• Rapports de l'O.C.D.E. sur l'environnement ;
« Utilisation des méthodes de collects de renseignements sur la qualité de l'air pour l'aménagement du territoire », 48 pages. — « Utilisation
des techniques de surveillance et de lutte contre
la pollution pour les systèmes d'alerte à la pollution atmosphérique », 102 pages. — « Méthode
propocée pour la détermination de la biodégradabilité des agents de surjace utilisés dans
les détergents synthétiques », 52 pages.

Conseil international de l'étain

Entrée en vigueur du cinquième accord international

L A première session du Conseil international de l'étain après l'entrée en vigueur (le l'étain du cinquième accord international sur l'étain s'est déroulée à Londres du 1st au 7 juillet. Le Conseil a désigné M. Peter S. Lai (Malaice) conservations prédictes de l'étain s'est de l'étain s'est de l'étain après l'entrée en vigueur de l'étain après l'entrée en vigueur de l'étain après l'entrée en vigueur (le l'étain après l'étain après l'étain après l'étain après l'étain s'est déroulée à Londres du 1st au 7 juillet. Le conseil a désigné manure de l'étain après l'étain 7 juliet. Le Conseil a designe M. Peter S. Lat (Malaisie) comme président exécutif, et M. H.W. Allen commie conseiller spécial amprès du président; MM. C.O. Agidi (Nigéria) et Ch.-A. Legoux (France) ont été nommés respectivement premier vice-président pour les pays producteurs et premier vice-président pour les pays consommateurs.

Les pourcentages et les voix ont été répartis de la façon suivante entre les pays producteurs : Malaisie 43,19 %, 424 voix : Bolivie 18,12 %, 181 voix : Indonésie 16,25 %, 163 voix : Thallande 12,64 %, 127 voix : Australie 6,57 %, 69 voix : Pour les pays consommateurs, les pourcentages ont été répartis alnsi : plus de 20 %, Etats-Unis (32,10 %) et Japon (20,95 %) : entre 5 et 10 %, Grande-Bretagne (9,05 %) : Allemagne 'fédérale (8,82 %), France (6,86 %) et Union soviétique (5,25 %); entre 1 et 5 %. Canada (3,18 %), Pologne (2,83 %), Pays-Bas (2,66 %), Belgique-Luxembourg (2,51 %), Tchécoslovaquie (2,23 %) : moins de 1 %, Yougoslavie, Turquie, Hongrie, Bulgarie, Danemark et Irlande.

Le Conseil a invité les pays producteurs à verser leurs contributions initiales au stock régulateur : 7 500 équivalent-tonnes, soit 124 millions de dollars. Cinq consommateurs (Belgique-Luxembourg, Canada, France, Pays-Bas et Grande-Bretagne) ont annoncé leur intention de verser une contribution au stock régulateur. Le directeur du stock régulateur a été autorisé à se porter acquéreur des 2820 tonnes du stock qui avait fonctionné sous le quatrième accord international; la liquidation des opérations du quatrième accord avait eu lieu du 24 au 30 juin.

COMMUNAUTE DES CARAIBES. - Réunie d O COMMUNAUTE DES CARAISES. — Réunie à Georgetown du 14 au 17 juin au niveau ministériel, la V° conférence sur les huiles et les corps gras a recommandé auz gouvernements la fixation de nouveaux prix régionaux pour le copra et les huiles brutes et raffinées pour le second semestre de l'année en cours. Les ministres étaient aussi saisis d'un rapport sur l'affectation, pendant la même période, des excédents de production enregistrés par certains des partenaires à la satis/action des besoins des pays déficitaires, mesures considérée comme un test de la solidarité régionale.

En dehors de ces questions techniques, la confé-rence a été marquée par l'interpention du représen-tant de la Guyana, qui a souligné les incertitudes qui planent sur l'avenir de l'intégration et dénoncé les pressions extérieures exercées à l'encontre de la

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les responsables des principaux organes de l'inté-gration centraméricaine d'une part, et les membres de la Commission de Bruxelles, de la direction des relations extérieures, et d'autres organes commu-nautaires d'autre part, ont tenu, du 14 au 25 juin à Bruxelles, une série d'entretiens consacrés à l'examen des possibilités offertes au développe-ment de leurs relations. L'évolution de l'intégration en Amérique centrale et les perspectives que lui ouvrirait le traité instituant la Communauté éco-nomique et sociale ont fait l'objet d'un vaste tour nomique et sociale ont fait l'objet d'un vaste tour d'horizon suivi d'une discussion approjondis sur les problèmes touchant à l'assistance technique et à l'aide financière.

SUCCES MITIGE DE LA CONPERENCE TRIPAR-TITE SUR L'EMPLOI. — Les gouvernements et les partenaires sociaux de la C.E.E. ont exprimé, à Luxembourg, leur intention « d'unit leurs etiotes » pour consolider la reprise économique. Mals pla-sieurs syndious européens, dont les syndicuts fran-çais, ont rejusé de voter le texte adopté par la conjerence et. en particulier, son passage demandant une modération des revendications salariales. La conjérence tripartite sur l'emploi, qui a réuni les ministres des Neuj et une soinantaine de repré-sentants des partenaires sociaux, a délibéré jusqu'é une heure coancée de la soirée du 25 fain pour aboutir à la rédaction d'un texte que plusieurs délégations ont jugé à la fois « anodin et équi-voque ».

pour aboutir à la reaction d'un terre que preseure délégations ont jugé à la jois « amodin et équivoque ».

Le document adopté jixe des objectifs chiffrés : piem emploi d'ici 1920, croissence annuelle de 5 % « dans la période de 1976 à 1930 », tous d'inflation de 4 à 5 % d'ici d 1936 au plus tard. Ce texté exprime aussi la volonté des gouvernements de réduirs à moyen terme les déjicits budgétaires. A propos des prix et des salaires on peut lire : « Seul un effort commun de toutes les parties pour adapter l'évolution des revenus de tous carres sux données économiques objectives, silant de pair avec une modération des prix, pourra permettre de créer à nouveau les conditions d'une atuation économique et sociale caractérisée par un neilleur équilibre et une plus grande équité. »

Dans ce texte, les gouvernements et partenaires socieux s'engageant enfin d « prendire des mesures appropriées pour promouvoir le patrimoine des travailleurs ainsi que la participation de ceux-ci à la vie des entreprises ».

L'ACCORD CADRE DE COOPERATION COMMER-

via des entreprises 2.

L'ACCORD CADRE DE COOFERATION COMMER-CIALE ET ECONOMIQUE ENTRE LE CANADA et la C.E.E. a été solemellement siqué le 6 fuillet à Ottava par M. Allan Muceachen, ministre canadien des affaires extérieures, Max Van der Stoel, ministre néerlandais des affaires étrangères et président en exercice du Consell des Communantés européennes, cinsi que sir Christopher Soomes, vice-président de la Commission de la C.E.E. C'est le premier accord de ce type intervenu entre la C.E.E. et un pays industrialisé.

LE PREMIER CONSEIL MINISTERIEL PREVU PAB LA CONVENTION DE LOME, qui régit la coopération entre la C.E.E. et quarante-six Etats d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique (A.C.P.), a tenu sa première réunion les 14 et 15 juillet à Bruzelles. Les principaus problèmes commerciaux qui figuraient à son ordre du jour, concernant le sucre, la viande bovine, les bauenes, le rhum et les tourteaux d'aruchide, ont été conjiés à des groupes de travail.

Parlement européen

Le nouveau président du Conseil des Neuf présente son programme d'action

L E 7 juillet, M. Max Van der Stoel, président en exercice du conseil des Neuf et ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, a présenté son programme d'action devant le Parlement européen et dressé un constat pessimiste de l'état actuel de la Communauté. Le ministre néerlandais s'en est pris aux

tendances nationalistes des pays membres, et souligné « qu'il importe de s'opposer à la tendance qui s'accentue jusqu'à devenir grotesque de situer les grands problèmes avant tout dans un contexte national ».

Une des tâches les plus urgentes, a-t-il pour-suivi, est de parvenir à une ligne de conduite commune des Etats membres en ce qui concerne le rôle, le fonctionnement et la représentation de la Communauté à l'extérieur. Interrogé sur de la Communauté à l'extérieur. Interrogé sur les conférences internationales, le ministre n'a pas mentionné le « sommet » de Porto-Rico, tout en soulignant que « récemment encore, certains événements se sont produits qui ont jete le doute sur notre cohésion communautaire et mis sérieusement à l'épreuve les rapports de confiance entre les États membres ».

Choisissant comme devise pour son mandat « réflection, redressement et préparation », M. Van der Stoel a précisé que la réflection se porterait sur l'étude du rapport Tindemans, ainsi que sur la composition du nouveau collège européen. Le redressement souhaité devrait concerner la coordination des politiques communautaires et le respect des réglements du marché européen agricole.

ché européen agricole. Evoquant l'avenir, le ministre néerlandais s'est attaché à la préparation des consultations financières et économiques au Consell européen, ainsi qu'à la création rapide d'un « bureau

ainsi qu'à la création rapide d'un « bureau européen de planification », dont les analyses pourront être utilisées « pour réaliser une politique économique et sociale plus efficace à court et moyen terme ».

M. Van der Stoel a enfin souligné qu'il comptait revoir les méthodes de travail et le processus de décision du conseil des ministres des Neuf. Quant à la politique étrangère de la Communauté, le nouveau président a mis l'accent sur le dialogue Nord-Sud et sur les négociations en cours avec la Grèce et les autres pays du bassin méditerranéen.

POLITIQUE AEBONAUTIQUE. — Le Parlement européen s'est prononcé le 6 juillet en javeur d'une politique aéronautique commune, conformément au programme d'action élaboré par la Communanté européenne qui sere soumis prochainement au conseil des ministres des Neul.

BUDGET DES COMMUNAUTES. — La Communauté européenne a soumis aux parlementaires son avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1977, qui s'élève à 9,28 milliards d'unités de compte. C'est la première jois qu'un count-projet de budget est voié en séance plénière à l'Assemblés des Neul. Au cours d'une session spéciale du 25 cu 28 octobre, le Parlement examinera un projet de budget en première lecture.

CECA

Le plan anti-crise sur l'acier rendra-t-il sans objet le cartel germano-néerlandais?

no-néerlandais?

A PRES six mois de tergiversations — en grande partie liées à des hésitations de caractère politique, — la Commission européenne a adopté le 21 juillet un dispositif anti-crise, qui vise à redonner aux institutions européennes l'initiative, en cas de difficultés dans la sidé-rurgle européenne, donc à rendre sans objet les ambitions du cartel germano-néerlandais en cours de constitution sous le nom de « groupement économique international ». Ce groupement visait, on le sait (voir nos précédents numéros), à organiser lui-même la résistance des actèries allemandes, hollandaises et luxembourgeoises en face d'un retour de la crise, pour éviter les inconvénients de l'inaction qui a caractérisé pendant des mois l'attitude de Bruxelles en la matière.

Plutôt que de sévir (en invoquant les articles

Bruxelles en la matière.

Fiutôt que de sévir (en invoquant les articles du traité de Paris), la Commission européenne a eu l'heureuse idée de proposer aux Neuf un dispositif anti-crise tel que, si la dépression revenait, les travailleurs et les entreprises de la CECA puissent traverser sans trop d'inconvénients la période difficile. Reste à savoir, bien entendu, si les gouvernements appuieront ces propositions qui au-delà de difficultés juridiques réelles — elles comportent à la fois plus et moins que les dispositions du traité de Paris — peuvent être considérées comme une interprétation des règles de fondation de la CECA.

Pour l'essentiel, le projet que M. Simonnet a Pour l'essentiel, le projet que M. Simonnet a fait adopter par ses collègues de la Commission comporte cinq volets :

● Contingentement de la production. — Flutôt que de disposer, comme actuellement, de deux armes pour lutter contre la dépression et ses conséquences : l'une de pen d'effets, les « programmes prévisionnels » trimestriels (simple

Marché commun

Aide aux agriculteurs et mesures de soutien au marché de la viande hovine

P ASSANT outre à l'avis défavorable du Parle-PASSANT outre à l'avis défavorable du Parlement européen, le conseil des ministres de l'agriculture des Neuf a décidé le 13 juin d'accorder une aide au stockage privé pendant un an de 250 000 tonnes de tourteaux de soja américain. Les ministres ont également commencé ce jour-là à discuter de la possibilité de soutenir davantage les cours de la viande bovine pour aider les agriculteurs français victimes de la récheresse.

Reprenant l'examen de ces questions le 19 juillet, ils ont alors donné leur approbation à plusieurs mesures proposées par la Commission du Marché commun pour soutenir le marché européen de la viande bovine déprimée par les conséquences de la sécheresse.

Ces mesures sont les suivantes :

1) Le plafond des aides au stockage privé de la viande bovine actuellement de 30 000 tonnes sera porté à 100 000 ou 120 000 tonnes selon les besoins (actuellement 55 000 tonnes de viande ont déjà bénéficié de ce régime) ;

2) La possibilité ouverte par les Neuf de porter la viande de vaches laitières à l'intervention jusqu'au 31 juillet est reconduite jusqu'au 15 septembre. Les nouvelles quantités pour lesquelles cette autorisation sera valable seront de 10 000 tonnes pour la France, 5 000 tonnes pour l'Allemagne de l'Ouest, 1 200 tonnes pour les Pays-Bas et autant pour la Belgique, et 500 tonnes pour le Luxembourg;

3) Les subventions à l'exportation seront augmentées pour la viande bovine et pour les porcs, ainsi que les aides pour la consommation de lait liquide dans l'alimentation des veaux.

D'autre part, les aides nationales au transport des fourrages pourront être augmentées après notification à la Commission de Bruxelles.

Au moment où la sécheresse contralgnait des millers d'éleveurs européens de bovins à sacrifier leur cheptel, le conseil des ministres des Neuf a trouvé sur sa table, également à Bruxelles, un projet visant à pénaliser ceux d'entre eux qui produisent des excédents de produits laitiers. Cette coîncidence fâcheuse a incité le ministre français de l'agriculture à demander que le problème soit examiné plus tard, et à ne pas intervenir dans le débat. Mais les autres délégations ont tenu à exprimer une première appréciation, d'ailleurs assez réservée, sur les propositions de la Commission du Marché commun. Au moment où la sécheresse contraignait des

Accord sur le Parlement de la C.E.E. au Conseil européen

Le Conseil européen, composé des chefs de gouvernement des Neuf, a terminé le 13 juillet ses travaux. Il a successivement abordé la situa-tion économique et sociale de la C.R.R., les

problèmes posés par le récent « sommet » éco-nomique occidental à Porto-Rico, la nomination du nouveau président de la Commission de la C.E.E., la lutte contre le terrorisme et la ques-tion de l'institution d'une zone communautaire de pêche de 200 milles.

Mais c'est la décision concernant l'Assemblée européenne, qualifiée par les uns d'éhistorique, par les autres de « capitale » pour l'avenir de la construction européenne, de « date politique » par le président de la République française, que l'on retiendra surtout, car le Conseil n'a pas l'habitude de prendre souvent des désistors concrètes des décisions concrètes.

Selon celle qui vient d'être prise, les neuf pays membres de la Communauté européenne pourront donc commencer à organiser cette élection après que le couseil des ministres des affaires étrangères des Neuf aura mis en forme la décision politique prise par le Conseil.

Les Neuf se sont mis d'accord sur la répar-tition suivante des sièges au Parlement, qui devrait être élu en principe au printemps de 1978 : Luxembourg 6 sièges, Iriande 14, Dane-mark 15, Belgique 24, Pays-Bas 25, Allemagne, Grande-Bretagne, France et Italie chacun 81.

Pas de date précise pour les élec-

A la suite de la décision du Consell européen, le conseil des ministres des affaires étrangères a consarré une partie de ses travaux du mois dernier à la question des élections au Parlement européen et à la nature du document qui sera soumis au vote des Neuf. Au terme de la session, le 20 juillet es document pa convertité. soums au vote des Neuf. Au terme de la session, le 20 juillet, ce document ne comportait plus de date précise pour les élections (celle-ci sera fixée par le conseil des ministres de la C.E.E.), ce qui permet de faire disparaître élégamment la demande de dérogation britannique qui gênait tout particulièrement le gouvernement français. La question n'a toutefois pas été encore définitivement régiée, le gouvernement britanulque devant faire connaître son acceptation un peu plus tard.

Le conseil s'est achevé en renvoyant plusieurs autres questions importantes à une nouvelle réunion ministérielle. Toutefois, l'impasse du dialogue Nord-Sud à Paris a fait l'objet d'un examen approlondi par les ministres, qui envissgent pour le débloquer de réunir un groupe de travail communautaire à haut niveau, notamment sur la question de l'endettement des pays en vote de développement.

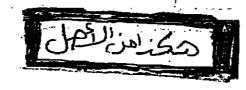
en voe de développement.

Les ministres des affaires étrangères ont maintenu sans changement leur offre globale à la Turquie, jugée insatisfaisante par Ankara.

Ce faisant, les ministres ont maintenu au 27 juillet la date d'ouverture officielle des négociations d'adhésion de la Grèce à la Communauté, faisant ainsi une enforse de taille au parallélisme supposé des relations entre Bruxelles et Ankara d'une part, Bruxelles et Atlènes de l'autre.

Enfin le graction de la faire de la commune de la la commune de l'autre.

Enfin, la question de la réponse à donner à l'oftre de négociations faite au début de l'année par le COMECON à la CER, a été évoquée, semble-t-il, assez longuement.



IE OF CANSAI

.

-

. . . 7

٠, ٠,٠,٠ ----~ N . - 4



prévision sans consequences praisques), et le contingentement par pays (d'un usage délicat, à l'expérience), M. Simonnet recommande que l'exécutif européen puisse, à l'avenir, obtenir des entreprises (et non des Etats) qu'elles s'engagent à ne pas dépasser les contingents de production convenus par avance, en fonction des données du marché (données qui straient d'ailleurs plus précises qu'actuellement, la Commission européenne renforçant son réseau d'informations sur les investissements projetés par les firmes). De la sorte, le rôle que comptait jouer le fameux groupement prive pour régulariser la production deviendrait sans objet.

Prix. — Le système actuel de fivation de

exiser la production deviendrait sens objet.

Prix. — Le système actuel de fixation de prix minimum en cas de crise est long à nettre en ceuvre, en raison des nombreuses consultations préalables. Aussi M. Simonnet propose-t-il qu'avant d'y recourir — comme le permet le traité — la Commission de Bruxelles publie des prix indicatifs, que les industriels se seraient engagés au départ à respecter. S'ils ne tenaient pas leur paroie. Bruxelles serait en mellieure posture pour faire accepter les prix minimums obligatoires.

● Rapporis avec les pays tiers. — Pour empêcher des importations « sauvages » de perturber le marché intérieur en détériorant les prix, la Commission conserverait, hien entendu, le droit d'interdire dans la CECA les alignements à la hausse sur les cours inférieurs proposés par des vendeurs extérieurs à la CECA.

par des vendeurs extérieurs à la CECA.

• Investissements. — Dans le même esprit, la Commission souhaite jouer un rôle plus actif dans la mise au point des capacités de production de la CECA. Aussi Bruxelles, tout en « s'interdisant d'interdire » la création d'actèries nouvelles, pourrait exercer « une influence plus forte et plus précoce sur le comportement des investisseurs, en les orientant vers les secteurs sousinvestis, et, en cas de surcapacité prévisible, en prenant des positions plus nettement négations soit individuelles, soit globales, sur les intentions d'investissements ».

● Adaptation sociale et régionale. — La crise récente a montré que les conséquences de la dépression affectaient plus spécialement certaines zones et certains groupes de salariés. Aussi M. Simonnet pense-t-il que la Commission devrait étudier davantage ces questions, puis voir comment rendre plus efficace et plus rapide la politique de reconversion industrielle à entreprendre.

Telles sont les grandes lignes des propositions de la Commission aux Neuf. On peut penser qu'elles n'ont pas été avancées sans consultations préalables et qu'en conséquence elles ont de homes chances d'être adoptées. A l'issue du « sommet » franco-allemand des 5-6 juillet, un communiqué commun avait d'ailleurs été publié, qui soulignait que « les erroles d'orantesitée. communique commun avait d'auteurs ete punne, qui soulignait que « les projets d'organisation, au sein de la sidérurgie, ne devaient pas conduire à une cartelisation du marché européen de l'acier, contraire aux principes du traité CECA », et qui chargeait Bruxelles de « présenter des propositions avant la fin de l'année... en vue d'un bon fonctionnement de la CECA ». Vollà qui est fait. La réponse est aux gouver-

LA PRODUCTION D'ACTER des Neuf s'est élev en juin à 11,3 millions de tonnes, contre 10,5 un an plus tôt à pareille époque (+ 7,3 %). Le progrès est dû, principalement, à l'essor des productions britanniques (+ 28 %), italienno (+ 16 %) et aliemande (+ 9 %). En revanche, l'activité françuise à fléchi (- 3 %), ainsi que celles de la Belqique (- 9 %) et des Pays-Bes (- 18 %), Pour l'ensemble des six première mois, l'acier coulé par les Neul a baixé de 1,2 %, cette quasi-stagnation correspondant à un proprès sensible eu Royaume-Uni (+ 5,4 %), mais à un recul en Belgique (- 9 %), aux Pays-Bes (- 4,7 %), au Luxembourg (- 5 %) et en Italis (- 3,4 %). La production française est restée stable.

LES SYNDICATS BELGES ont demandé à la Com-mission de Bruxelles de consorer aux problèmes de l'emplot une plus grande partie de ses efforts en matière de sidérurgie.

AIDE A L'INVESTISSEMENT. — La Commission européenne a accordé deux prêts de 0,22 et 1,15 million d'unités de compte respectivement à la Natural Gus Tubes (Grande-Bretagne) qui réemploiera d'anciens solariés de la British Steel et à l'Unité Hermétique qui donnera du travail à cent quarante anciens mineurs du Dauphiné.

[Unité Hermétique qui donnera du travail à cent quarante anciens mineurs du Dauphiné.

CONCENTRATION DANS LES ACIERIES BELGE ET FRANÇAISE. — COBEPA, Frères Bourgeois et la Gompagnie Buxelles-Lambert ont décidé de metire en route un processus devant conduire à la mise en commun de la majeurs partie de leurs intérêts sidérurgiques. Eruzelles-Lambert apportera à la Financière du Rusu la totalité des participations qu'elle détient dans Forges de Thy Marcinelle et Monceau (25 %), Heuts Fourneaux de la Chiers (3 %) et Métallurgique et Mintère de Rodange Athus (43 %); ainsi, la Financière du Rusu, dont les principaux actionnaires sont aujourd'hui COBEPA (33,5 %) et Frères Bourpeois (33,5 %), contimera sa vocation de holding sidérurgique; elle détiendra notamment 50 % de Hainaut-Sambre et de Forges de Thy Marcinelle et Monceau, 43 % de Rodange-Athus, et, directement ou en consolidation, 100 % des Laminoirs d'u Rusu, 51 % des Laminoirs d'anvers. 20 % des Forges de Clabecq et 13 % de la société qui résultiera de la fusion des sociétés françaises susdités. Bruxelles-Lambert, les Forge de Thy Marcinelle et Monceau et les Laminoirs d'Anvers. 20 % des Porges de Clabecq et 13 % de la société qui résultiera de la fusion des sociétés françaises susdités. Bruxelles-Lambert, les Forge de Thy Marcinelle et Monceau et les Laminoirs d'Anvers. 20 % des actions (dont l'actionnaries Cokerill qu'elles détiennent à une société commune; ce holding possèdera, de ce, feit, exviron 15 % des actions Cockerill, dont l'actionnaries ten français autorisé d'objection. Le nouveau groupe, qui produira quelque 10 millions de tonnes d'actier par an (+ 6 fabriquées par Gockerill, informés, n'ont pus souleté d'objection. Le nouveau groupe, qui produira quelque 10 millions de tonnes d'actier par an (+ 6 fabriquées par Gockerill, informés, n'ont pus souleté par Bruxelles sans difficulté, ru sa telle relativement limitée.

AIDE à La RECONVERSION. — Italsider vient d'obtenir de la Commission européenne deux

AIDE A LA RECONVERSION. — Italsider vient d'obtenir de la Commission européenne deux crédits d'un montant total de 5,1 millions d'unités de compts, pour créer en Lombardie et en Toscane quelque trois cents emplois.

LE NOUVEAU PRESIDENT DU COMITE CONSUL-TATIF de la CECA est M. John Gormiey, prési-dent des mineurs britanniques, qui remplace pour un an M. Capanna.

LA PRODUCTION CHARBONNIERE DES NEUF continue à diminuer : 20,8 millions de tonnes en juin, contre 21,6 m an plus tôt, et 128,8 pour l'ensemble du premier senestre, au lieu de 134,2 durant les six premiers mois de 1375. Ce recul mayen de 4 % est plus sensible en Grande-Bretagne (— 5,4 %) et nul en France (+ 0,2 %).

ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE ECHANGE. — Le numéro de juillet-noût du bulle-tin de l'Association européanne de libre-échange (A.E.E.) Journit un certain nombre de statis-tiques récentes sur la population, le produit inté-rieur brut, les dépenses de consommation et le commerce extérieur des sept pays membres.

OTAN

Les objectifs des forces pour 1977-1982

TORGANISATION du traité de l'Atlantique les objectifs des forces aillées pour la periode 1977-1982, entérinés lots de la session ministérielle du comité des plans de défense, les 10 et 11 juin (voir le numéro de juillet du Monde diplomatique). La définition de ces objectifs répond à la volonté d' « augmenter la capacité de dissuasion et de défense face aux augmentations et améliorations connues du potentiel militaire du pacte de Varsovie »: 1) Forces terrestres : porter les effectifs, les réserves de guerre et l'entrainement aux niveaux requis par les normes de l'OTAN; améliorer les matériels de défense aérienne et acquerir des systèmes de missiles sol-sol; améliorer la protection contre riels blindés et antiblindés, les matériels de défense aérienne et acquérir des systèmes de missiles sol-sol; améliorer la protection contre les armes chimiques et perfectionner les dispositifa de guerre électronique; 2) Forces navales : maintenir les forces à leur niveau actuel et accélérer les programmes de modernisation et de remplacement de leurs matériels; dans les domaines de la lutte anti-sous-marins et de l'aptitude à la survie, augmenter les moyens de l'aéronavale et la défense directe des navires contre les attaques aériennes et par missiles; améliorer les moyens de guerre électroniques; 3) Forces aériennes : dans ce domaine, l'effort des pays de l'OTAN doit porter sur l'amélioration des équipements plus que sur l'augmentation du nombre d'apparells : amélioration de l'autoprotection grâce à des dispositifs de contre-mesures électroniques, acquisition de munitions à vecteur aérien et d'armes à guidage terminal modernes, participation au système OTAN aéroporté de détection iointaine et relèvement des niveaux des réserves de guerre. L'OTAN considère que, compte tenu des prévisions de croissance économique à moyen terme des pays membres, la réalisation de ces objectifs ne nécessitera pas d'augmentation de la part du produit intérieur hrut consacrée à la défense, sauf pour le Portugal et la Turquie qui devront recevoir une alde des pays aillés.

Conseil de l'Europe

La cent vingt-troisième session de la commission européenne des droits de l'homme

A U cours de sa cent vingt-troisième session à Strasbourg du 5 au 16 juillet, la Commission européenne des droits de l'homme a prononcé l'irrecevabilité de soixante-dix requêtes et déclaré recevable une requête introduite contre l'Allemagne fédérale pour violation du respect de la présomption d'innocence. Elle a adopté ses rapports dans l'affaire interétatique Chypre contre Turquie et dans l'affaire De Geillustreerde Pers. N.V. contre les Pays-Bas; ces rapports seront transmis au comité des ministres du Conseil de l'Europe et aux Etats intéressés. La commission a entendu les parties sur le fond de l'affaire Paula Marckx contre la Belgique. La commission a entendu les parties sur le fond de l'affaire Paula Marckx contre la Belgique (droit de la filiation illégitime) et poursuivi l'examen des affaires suivantes : Times Newspapers Ltd contre le Royaume-Uni (interdiction de publier un article sur les enfants victimes de la thalidomide), X contre le Royaume-Uni (châtiments corporeis dans l'île de Man), ainsi que les requêtes individuelles concernant la situation en Irlande du Nord. La commission a décidé de clore la procédure dans l'affaire inter-étatique qui opposait le Danemark, la Norvège et la Suède à la Grèce (à propos du procès en cour martiale en 1970 de trente-quatre personnes accusées d'activités subversives); un rapport sera transmis pour information au rapport sera transmis pour information au comité des ministres.

comité des ministres.

REUNION DES COMMISSIONS DE L'ASSEMBLEE.

Les commissions de l'assemblée du Conseil de l'Europe se sont réunies à Vienns (Autriche) du 24 au 30 juin. La commission permanente, agissant au nom de l'assemblée plantère, a adopté des ferries concernant l'institution d'un c ombudeman > européen, chargé de protéger le patrimoine architectural européen, cinsi que l'introduction d'une jeuille da maladie internationale, l'hygiène et la sécurité dans l'agriculture, l'élaboration d'une convention suropéenne pour la protection des diseaux et les aspects économiques des politiques de développement régional.

de développement regional.

Les débats des autres commissions ont notamment porté sur le contrôle de la production et de la vente des armements (commission des questions politiques) et sur le règlement partifique des différends (commission des questions juridiques).

Conseil de coopération douanière

Bilan des quarante-septième et quarante-huitième sessions

LES délégués et observateurs de soixante-quatre administrations nationales des donanes et de sept organisations internationales ont participé du 14 au 17 juin à Bruxelles aux quarante-septième et quarante-huitième sessions du Conseil de coopération douanière. Le Conseil a adopté cinq nouvelles annexes (dont l'une concerne les facilités douanières applicables aux voyageurs, et une autre la procédure de dédoua-nement des envois urgents) qui complètent la nement des envois urgents) qui complètent la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, élabo-

et l'harmonisation des régimes douaniers, élaborée il y a trois ans. Une résolution visant à
favoriser l'assistance entre les administrations
nationales a été adoptée afin d'intensifier la
coopération en matière de lutte contre la fraude
et le vol des œuvres d'art et des antiquités.
Dans le domaine de la valeur en douane, le
Conseil a terminé une étude détaillée relative
à la valeur du droit de reproduction dans le
pays d'importation. Afin de tenir compte des
progrès enregistrés dans les domaines technologique et commercial, le Conseil a amendé (pour
la troislème fois) la nomenclature tarifaire
établie en 1950 : la recommandation adoptée
comprend plus de deux cent soixante amendements, notamment la suppression de quairevingt-dix positions qui ne représentent plus à ments, notamment la suppression de quatrevingt-dix positions qui ne représentent plus à
l'heure actuelle un volume important d'échanges
internationaux, l'insertion d'une nouvelle règle
interprétative régissant le classement des marchandises présentées en assortiments et l'abandon du principe in dubio pro fisco; cette recommandation entrera en vigueur le 1º janvier 1978.

Le Conseil a aussi approuvé les premiers élèments des travaux du comité chargé de mettre
au point un système harmonisé de désignation
et de codification des marchandises, à l'intention des transporteurs, des milieux commerciaux, des statisticiens et des administrations
des douanes; il a également pris acte des travaux effectués par le groupe de travail sur les
applications pratiques des ordinateurs en matière
douanière (évaluation en douane, contrôle des
marchandises importées et exportées, placées en marchandises importées et exportées, placées en entrepôt et en transit.

Association du transport aérien international

Bilan du transport en 1975 L ES cent-dix compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien inter-national (IATA) ont perdu en 1975 400 millions

de dollars (1,8 milliard de francs), en raison de l'augmentation de leurs dépenses due à l'inflation; celles-ci ont en effet dépassé leurs revenus (qui ont pourtant atteint le seuil record de 30 milliards de francs), entraînant une perte de 1,3 %. La reprise que l'on constate depuis le début de l'année laisse espèrer une amélioration des résultats en 1976, comme l'indiquent les statistiques de l'IATA publiées au mois de juillet.

Les compagnies ont transporté en 1975 316 millions de passagers sur leurs lignes intérieures et internationales, ce qui représente une faible baisse du trafic par rapport à 1974 : le nombre des passagers sur les vols internationaux réguliers a augmenté de 3,7 % (pour atteindre 87,4 millions), tandis que les kilomètres-passagers sur les mêmes vols atteignalent le volume de 231,5 milliards (soit une hausse de 6 %) : des baisses sensibles ont été enregistrèes sur les vols entre l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale balsses sensibles ont etc enregistrees sur les vois entre l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale (— 15 %), au-dessus de l'Atlantique nord (— 5 %) et au-dessus du Pacifique sud (— 2 %). En ce qui concerne les kilomètres-passagers enregistrés sur les vols charters (lignes intérieures et internationales), leur volume a dépassé légèrement celui de 1974, pour atteindre 31.2 milliards.

Croix-Rouge

Difficultés de l'action au Liban MALGRE la poursuite des combats au Liban, Malgre la poursuite des combats au Liban, Malgre le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a pu y acheminer entre le 21 et le 25 juin 50,5 tonnes de secours (pour un montant de 500 000 francs suisses). Une nouvelle série de vols entre Chypre et Beyrouth a également permis le 6 juillet l'expédition de 10 tonnes supplémentaires de médicaments et de vivres. Ces opérations portent à plus de 300 tonnes le volume des secours envoyés par le Comité au Liban depuis le début de son action à l'automne 1975.

volume des secours envoyés par le Comité au Liban depuis le début de son action à l'autonne 1975.

Sur le terrain, les vingt-six délègués continuaient à la fin du mois de juin leurs activités dans toutes les zones du pays. Le chef de la délégation du C.L.C.R. à Beyrouth a pu rendre les premières visites à des prisonniers aux mains des priesmères visites à des prisonniers aux mains des Syriens. Quant à l'hôpital de campagne, déplacé au début du mois de juin en raison de l'intensité des combats, il continuait à fonctionner, accueillant depuis le 11 juin mille cinq cents blessés et malades.

Le 23 juillet, M. Alexandre Hay, le nouveau président du C.L.C.R., a exprimé son inquiétude devant la situation au Liban et les difficultés rencontrées par la Croix-Rouge, notamment au camp de Teil-El-Zaatar, où trois tentatives (le 5, puis le 20 et enfin le 23 juillet) avaient été nècessaires pour qu'une équipe de la Croix-Rouge puisse y pénétrer : « Si nous avons rencontré de la bonne volonit de la part des mouvements qui se combattent, on ne saurait dire — bien au contraire — que leurs ordres acent touché les combattants. (...). Nous ne pouvons que déplorer que les combattants de tous les camps ne respectent pratiquement pas les principes humanitaires qui nous inspirent. » NOUVEAU PRESIDENT DU C.I.C.R. — Le 1ºº juillet, M. Alexandre Hay a pris ses fonctions de prési-dent du C.I.C.R.; il succède au projesseur Eric Martin, qui occupatt ce poste deputs fuillet 1973.

ACTIVITES DE LA CROIX-ROUGE EN 1975.

Selon le rapport d'activité publié au mois de juin, le C.J.C.R. a visité, en 1975, plus de soizante-dirneuf mille détenus et cinq mille prisonniers de guerre dans le monde; il a distribué des secours pour une valeur de 97 millions de francs suisses.

PLAN DE COLOMBO. — Les pays membres du Plan de Colombo ont célébré, le 1^{er} juillet, le vingt-cinquième anniversaire de sa création.

vingt-cinquième anniversaire de sa création.

• COMMISSION DU PACIFIQUE BUD. — La sixème session du comité de planification et d'examen de la Commission du Pacifique Sud (C.P.S.) a réuni, du 5 au 9 juillet, à Nouméa, les délégués des territoires de la région, ainsi que des neuj gouvernements des pays membres de la Commission. Le comité a pris connaissance des rapports élaborés par les gouvernements et les administrations des lles du Pacifique sur l'intérêt pratique des actions entreprises sur leur territoire par la C.P.S. en 1975 et défini un programme de travail pour les trois années à venir. Pour 1977, des interventions sont prévues dans les domaines de l'agriculture, des pâches, de l'épidémiologie, de l'Appléns du milleu, de la nutrition de l'enseignement, des statistiques et des problèmes économiques; le financement de commission autematique autematica un supresentation. ces interventions nécessité une augmentation du budget de 20 % par rapport à 1976.

ces interventions nécesaits une augmentation du budget de 20 % par rapport à 1976.

• COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — Réunie à Strasbourg, du 21 au 25 juin, pour sa neuvième session triennale, la Commission européanne de l'aviation civile (C.E.A.C.) a étu à sa présidence, pour les trois prochaines années, M. Hans Raben (Pays-Bas) et désigné comme vice-présidents : MM. Eric Wüloch (Norvège), Georg Wülhelm Rehm (Allemagne de l'Ouest) et Patrick Shovelton (Grande-Bretagne). Après modification de sa Constitution, la C.E.A.C. a décidé d'octroyer un staut of littel aux réunions des directeurs généraux de l'aviation civile des vingt pays membres et de reconnaître, à leurs décisions, un caractère immédiatement applicable.

Le nouveau programme de travail adopté pour les trois prochaines années prévoit la poursuite ou l'expansion des activités dans le domaine de la sûreté de l'aviation, de l'atténuation des nuisances, de l'harmonisation des règles et des pratiques des Etals membres pour les vois d'alfrétement; il a été décidé d'entreprendre des actions nouvelles dans le domaine technique (exigences communes en matière d'équipement de bord d'urgence et de sécurités et en matière de transports aériens réguliers intra-curopéens (mise au point d'un réseau de services aériens amélioré, étude critique des tarifs aériens, coopération entre compagnies aériennes).

• ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR

services aériens amélioré, étude critique des tarils aériens, coopération entre compagnies aériennes).

• ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE EENESAL. — D'après les conclusions des travaux de la quatrième conjérence des chefs d'État de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.Y.S.), réunte à Dakar les 15 et 16 juillet, les travaux de construction des principaux ouvrages (les deux grands barrages de Manatani au Mali et de Diama au Sénégal, les deux ports fluriaux de Saint-Louis-du-Sénégal et de Cayes, une dizaine d'escales portuaires intermédiaires et un chenal pour la navigation) pourraient commencer d'iet un an et demi à deux ans. A l'heure actuelle, les engagements de financement des travaux s'élèvent à 47,9 milliards de francs C.F.A.: 13,6 milliards pour l'Allemagne de l'Ouest, 11 milliards pour la Banque africaine de développement, 7,9 milliards pour l'Arabie Saoudite, 4,5 milliards pour la France, 1,2 milliard pour le Canada et 1 milliard pour l'Iran: avec les annonces de participation d'un certain nombre d'autres pags (Libye, Abou-Dhabi, Etats-Unis, Emirais arabes unis) et de trois organismes internationaux (Banque arabe pour le développement et adres over le développement et Banque mondiale, le tinancement de l'autres pags (Libye, Abou-Dhabi, Etats-Unis, Emirais arabes unis) et de trois organismes internationaux (Banque arabe pour le développement ét Banque mondiale, le tinancement de l'autragement du fleuve Sénégal se trouve assuré à 75 % (ce qui représente environ 60 milliards de francs C.F.A.). La conférence a désigné le chef de l'Etat malien, M. Moussa Traoré, comme nouveau président de l'Organisation, en remplacement du président Senghor (Sénégal).

coryanisation, en reinplacement au président Sénghor (Sénégal).

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — La Suisse
et la Grande-Brelagne ont signé, le 22 juin, à Paris,
un protocole autorisant l'Agence, spatiale européenne
(ESA) à entreprendre la phace d'exploitation de
con satellite météorologique Météosat. Ce protocols
élargit la responsabilité, déjà contiée à l'Agence,
de la vérification en arbité de Météosat pendant
les six premiers mois après le lancement i qui est
prévu pour le troisième trimestre 1977) et l'étond
à la phase d'exploitation du satellite pendant les
deux ans et demi suivants. D'autres pays pourront
adhérer à ce protocole qui reste ouvert à la signature des autres participants (Belgique, Danemark,
France, Allemagne, Italie et Suède).

Dans une lattre adressés, le 22 juin, au président
du conseil de l'ESA. M. Bernard Detoitre a présenté sa démission du poste de directeur du programme Spacelab, qu'il occupait depuis le
jer mars 1975.

AUTHS ORGANIZATIONS POLITICIES V/{v://(?)//a==a///s/(!///1/s/

Organisation de l'unité africaine

Difficile & sommet > à l'île Maurice

A treizième conférence e au sommet a des L'A treisième conférence « au sommet » des L'chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui s'est déroulée du 2 au 5 juillet à Port-Louis (Ile Maurice), n'a pu mettre au point des solutions aux problèmes qui divisent le continent africain. Elle a eu d'autre part à affronter deux nouvelles situations de crises entre l'Ouganda et le Kenya et entre le Soudan t le Libre le conférence à leguelle n'ent et la Libye. La conférence, à laquelle n'ont participé que quelques-uns des chefs d'Etat des quarante-huit pays membres, a néanmoins adopté plus de soixante-dix résolutions, dont la plupart sont des résolutions de compromis qui ne prennent pas véritablement position sur les problèmes africains. Voici la teneur des principales :

 Sahara occidental : le Maroc et la Mau-ritanie ayant menacé de se retirer de l'O.U.A., si le « sommet » ratifiait une motion adoptée si le « sommet » ratifiait une motion adoptée quelques jours auparavant per les ministres des affaires étrangères de l'Organisation (reconnaissant le « droit inaliénable du peuple du Sahara espagnol à l'autodétermination » et réclamant le retrait immédiait de « toutes les jorces d'occupation étrungères »), les chefs d'Etat se sont ralliés à une proposition du Nigéria décidant la convocation, à une date qui n's pas été précisée, d'une session extraordinaire au niveau des chefs d'Etat « avec la participation du peuple du Sahara occidental ».

dinaire au niveau des chefs d'Etat « avec la participation du peuple du Sahara occidental ».

2) Dibouti: les positions de l'Ethiopie et de la Somalie à l'égard du Territoire français des Afars et des Issas ne s'étant pas modifiées, le « sommet » a décidé de convoquer, au début du mois d'août, à Acera, une « table ronde » réunissant les partis politiques et les mouvements de libération du territoire.

3) Afrique du Sud : sept résolutions ont été adoptées ; elles condamment la politique de Pretoria, demandent aux pays membres de soutenir la luite armée « afin d'éviter des massacres comme celui de Souten » et les invitent à boycotter les Jeux olympiques de Montréal si la Nouvelle-Zélande y participe (en raison des relations de ce pays avec l'Afrique du Sud dans le domaine sportif). Une résolution demande également aux pays de l'O.U.A. de ne pas reconnaître l'indépendance du Transkei qui doit être proclamée en octobre prochain. Deux nouveaux conflits interafricains ont éclaté pendant le « sommet ». L'un oppose l'Ouganda au Kenya, à propos de l'appui accordé par ce peys au raid israéllen contre l'aéroport d'Entebbe (libération d'otages détenus par des Palestiniens); une motion adoptée à l'unanimité condamne énergiquement « l'agression isruélienne contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ouganda ». L'autre corose le Soutien à la tième : le Soudan accusé sun issueuenne contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ouganda ». L'autre oppose le Soudan à la Libye : le Soudan accuse la Libye d'être impliquée dans une tentative de coup d'Etat qui a eu lieu à Khartoum le 2 juillet.

Sir Seewoosagur Rangoolam, premier ministre mauricien, a été élu pour un an à la présidence de l'O.U.A.; il succède an président ougandais, Amin Dada.

Les travaux du « sommet » avaient été pré-parés du 24 juin au 2 juillet par un conseil des ministres des affaires étrangères, dont les difficultés annonçaient déjà les dissensions qui allaient se manifester pendant la conférence des chefs d'Etat.

Lique des États arabes

Nauvelles tentatives de médiation au Liban

DEVANT la poursuite des combats au Liban (malgré l'entrée en vigueur le 21 juin d'un nouveau cessez-le-feu), le conseil de la Ligue des Etats arabes s'est réuni au niveau des ambassadeurs le 23 juin. Il a confirmé les résolutions adoptées par les ministres arabes des affaires étrangères au cours de leur réunion extraordinaire au début du mois (voir le numéro de juillet du Monde diplomatique). Le conseil a lancé aux différentes parties au conflit conseil a lancé aux différentes parties au conflit un nouvel appel pour une réconciliation nationale au Liban, et a décidé d'appuyer les efforts du secrétaire général de la Ligue, M. Mahmoud Riad, en vue d'achever la constitution de la α force de paix » (à cet effet, 12 millions de dollars devalent être débloqués pour en financer les opérations) ; les premiers contingents de cette force (une unité syrienne et une unité · Höyenne, soit environ un millier d'hommes) sont arrivés au Liban le 21 juin et ont pris

position à l'aéroport de Beyrouth. Le 30 juin, les ministres des affaires étrangères des pays membres de la Ligue, réunis au Caire en session extraordinaire, ont demandé l'entrée en vigueur, le 1° juillet à midi, d'un nouveau cessez-le-feu ; un comité comprenant le secrétaire général de la Ligue et les ministres des affaires étrangères de Bahrein et de Tunisie a été chargé de se rendre d'urgence à Beyrouth pour en surveiller l'application. Les pays arabes qui se sont déclarés disposés à participer à la « force de paix » ont été invités à envoyer sans conditions leurs contingents au Liban. Deux nouveaux contingents de la force de paix (mille trois cents soldats saoudiens et soudanais) sont arrivés à Beyrouth dans les premières heures du mois de juillet, après être restés bloqués pendant trois semaines dans la capitale

Malgré cette nouvelle tentative de médiation de la Ligue arabe, les combats se sont poursuivis an Liban, notamment autour du camp palestinien de Tell-RI-Zaatar. Le 12 juillet, quatre heures après les appels de détresse lancés à plusieurs pays arabes par MM. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine, et Kamal Joumblatt, leader de la gauche libanaise, les ministres des react de la gauche monaise, les ministres des affaires étrangères des pays membres de la Lígue, réunis une nouvelle fois au Caire, ont étudié en vain de nombreuses propositions susceptibles de mettre un terme aux combata. Un projet de résolution chargeant le secrétaire général de le Lione de reveaudre ces sometigénéral de la Ligue de reprendre ses consultations avec la Syrie et l'O.L.P. en vue d'un cessez-le-feu, et recommandant l'arrêt des hostilités dans un délai de sept jours et l'acheminement de vivres et de médicaments au Liban, a été rejeté par M. Mahmond Riad comme étant « trop vague ». De son côté, le représentant de l'OLP, a dénonce le « manque de sérieux » et l' « irresponsabilité » de l'attitude des pays arabes. Le lendemain, un accord de principe sur la convocation d'un « sommet » syro-palestinien semblait cependant avoir été

ment curapsen

· " da Co

LE MONDE DIPLOMATIQUE

POPULISME ET RÉGIME D'EXCEPTION EN INDE

Une économie minée par la crise du système politique

Par ANICK LÉVY

QUATORZE mois se sont mainte-nant écoules depuis que Mme In-dira Gandhi a proclame l'état d'urgence en Inde, le 26 juin 1975, sous le prétexte que les manœuvres anti-constitutionnelles des partis d'opanti-constitutionnelles des partis d'op-position menaçaient la démocratie. Il fallait conjurer la menace en appli-quant les dispositions prévues à cet effet dans la Constitution du pays. Quoique Mme Gandhi n'ait cesse de Quoique Mme Gandhi n'ait cessé de dire sa foi dans la démocratie et son vif désir de rétablir la normalité, la répression s'est organisée. La loi a été amendée plusieurs fois pour permettre la détention sans jugement de milliers d'opposants politiques et sans qu'il soit fait obligation de justifier cette détention devant les tribunaux : le système judisjère so voit ainsi privé des tion devant les triounaix : le système judiciaire se voit ainsi privé des moyens de contrôler l'application de l'état d'urgence. La vie parlementaire n'est plus qu'une farce, la plupart des dirigeants de l'opposition étant emprisonnés. La presse est complétement brillongée

Les élections générales qui devaient avoir lieu en février et en mars derniers ont été ajournées, tandis que le man-dat de l'actuel Parlement était prolongé d'un an pour permettre, dit-on, un nouvel examen de la Constitution. Des élections devraient donc avoir lieu au début de l'an prochain, avec un retour progressif aux formes démocra-tiques. Mais l'opposition parlementaire étant paralysée, dans l'impossibilité de

formuler toute revendication consis-tante, elle affrontera la compétition électorale en position d'inégalité face au parti du Congrès de Mme Gandhi. Même si l'état d'urgence était rapporté sous peu, les nouvelles lois répressives sous peu, les nouvelles lois répressives continueront d'entraver son action.

La proclamation de l'état d'urgence fut suivie d'une offensive idéologique immédiate, sous la forme d'un programme économique en vingt points, enflé de rhétorique populiste. Il s'agissait en réalité de faire face à un climat de mécontentement général parmi les masses frappées par l'inflation galopante, la stagnation de la production industrielle et l'aggravation du chômage. Aujourd'hui, grâce à l'état d'urgence, les dirigeants peuvent se prévaloir d'une certaine amélioration: le pays connaîtrait un nouveau sens le pays connaîtrait un nouveau sens de la discipline nationale et une stabide la discipline nationale et une stabi-lité économique relative. L'inflation a été endiguée, la production indus-trielle et agricole s'accroît. Il convient cependant de se garder d'un optimisme démesuré à long terme, car aucune des hypothèques grevant l'économie in-dienne n'a été levée. Le pays avait déja connu dans le passé plusieurs crises économiques, qui ont été surmontées avec plus ou moins de succès à la faveur de bonnes récoltes ou d'une faveur de bonnes récoltes ou d'une aide étrangère accrue. Mais les déséquilibres fondamentaux demeurent, enracinés dans une crise politique encore plus sérieuse.

Le poids de l'aide étrangère

DEPUIS plus de vingt-cinq ans, la planification du développement économique est assurée en Inde par l'Etat. C'est donc un élément de la vie politique. L'Etat est censé intervenir dans l'économie, mais les neuf dixièmes de la production intérieure restent aux mains du secteur privé restent aux mains du secteur privé. La part des ressources nationales dans les dépenses de développement n'a cessé de s'amoindrir, tandis que les deux superpuissances (aux côtès d'autres pays de l'Est et de l'Ouest) contribuaient de façon croissante à la réalisation des plans quinquennaux. Ainsi pour le premier (1951-1956), l'aide étrangère représentait 8 % des crédits de développement : sa part crédits de développement; sa part passa à 25,2 % dans le second, et à 30,5 % dans le troisième. Après avoir 30,5% dans le troisieme. Après avoir quelque peu déciliné durant le quatrième plan, elle a repris davantage d'importance avec l'apparition des pénuries alimentaires et l'augmentation du prix du pétrole. Le cinquième plan aurait d'il démarrer en 1974, mais du fait des incertitudes de l'aide il n'a par encore été mis au point Ca qui pas encore été mis au point. Ce qui n'empêche pas le flot de l'aide de se poursuivre, sur une simple base annuelle. Consortium d'aide à l'Inde (dominé par les États-Unis et la Banque mondiale) et Comecon ont toujours un rôle déterminant dans le financement du bodget indien. Dans ces conditions, la question se pose de savoir comment le cinquième plan en savoir comment le cinquieme pian en cours de préparation permetira d'at-teindre l'un de ses objectifs essentlels qui est de libérer l'Inde de la tutelle de l'aide étrangère et de la mettre en mesure d'assumer son développement en comptant sur ses propres forces. En 1966-1967, une famine massive affecta une centaine de millions d'Indiens. Des millions de gens ne durent d'avoir là vie sauve qu'à des impor-tations considérables de produits ali-mentaires. En 1966, l'Inde regut plus de la moitié du total de l'aide en de la moitie du total de l'aide en céréales fournie par les Etats-Unis au titre de la loi 480 (Public Law 480, qui autorise le gouvernement américain à céder à peu près gratuitement les surplus agricoles pour stabiliser les prix du marché intérieur). Jusqu'en marché intérieur de contra nars 1965, les importations de grains avaient représenté 55,9 % de l'aide américaine à l'Inde; pour l'année fiscale 1966, elles en constituaient presque les deux tiers. Ces importations massives de produits alimentaires ont aussi en pour effet de permettre au gouvernement de New-Politi d'éluder le réseatif de permette.

d'encourager le développement des coopératives agricoles pour accroître les rendements. Elles encouragerent en mème temps l'inertie du gouver-nement dans son administration du pays et la définition de sa politique Enfin, les céréales étant importées à peu près gratuitement, les produits de leur vente sur le marche intérieur financèrent les budgets de l'Etat.

Mais quand les budgets américains commencerent à se faire plus serres, la Banque mondiale et les Etats-Unis demandèrent à l'Inde d'adopter une nouvelle stratégie agricole consistant à élever les rendements en améliorant la technologie et les matériels. L'objectif était de dégager des surplus d'in-vestissement pour l'industrie en créant terriens riches et en favorisant le développement du capitalisme agricole dans des régions sélectionnées. En même temps, les vestiges des formes d'exploitation féodale restaient intacts, car la réforme agraire était différée. Basée sur une utilisation intensive des fertilisants chimiques, la nouvelle stra-tégle ouvrait la porte à la participation du capital privé étranger à la production et à la commercialisation des engrais. La Banque mondiale fit pression sur l'Inde pour l'inciter à accepter cette évolution. Ainsi, tandis que le problème n° 1 de ce pays est celui du chômage dans les régions rurales et urbaines, l'introduction du capitalisme et de la mécanisation dans l'agri culture allait encore gonfier le prolé tariat rural et faire surgir de nouveaux conflits dans les campagnes où la « révolution verte » accentua la polarisation des relations de propriété.

En 1968, une étude réalisée par le gouvernement indien prevoyait que si les réformes agraires n'allaient pas de l'avant la situation deviendrait de l'avant la situation devienirait explosive dans les campagnes; la nouvelle technologie avait été plaquée sur des structures sociales démodées, en tenant davantage compte des objectifs de production que des impératifs sociaux. De nouvelles tensions àtaient dons inégritables consciusions étaient donc inévitables, conclusient les auteurs de l'étude. De fait, dès les premiers effets du mauvais temps. la « révolution verte » se transforma en « révolution noire » dans les plaines en « revolution noire » cans les plaines asséchées. La production de céréales ne suivait pas le rythme de l'expan-sion démographique. De 99,5 millions de tonnes en 1968, elle atteint un sommet en 1970 avec 108,5 millions de tonnes pour retomber à 105,2 millions en 1971 et à 95,2 millions en 1972.

Le parti du Congrès en difficulté

A PRES 1971, les années de famine mirent en lumière l'existence d'une A mirent en lumière l'existence d'une crise économique dramatique dont les causes profondes tenaient à des défauts de structure pourtant évidents dès 1965. La guerre indo-pakistanaise fut déjà suivie d'une sévère famine. La crise économique en 1968-1967, attribuée à de manyaises récoltes successives, aux difficultés de changes extérieurs qui en résultèrent et à la stagnation de l'économie, obligea Mme Gandhi à dévaluer la roupie et à faire d'importantes concessions. à faire d'importantes concessions, sous la pression de l'étranger, au capital privé occidental. C'était le prix que l'Inde devait payer en échange de produits allmentaires et d'autres formes d'aide.

formes d'aide. En 1967, le parti du Congrès essuya aux élections un sérieux échec, cédant près de la moitié des États à l'oppo-sition et perdant une bonne part de sa majorité au Parlement fédéral. Devant cette débàcle, les spéculations

se donnèrent libre cours pour prévoir la fin de l'hégémonie que s'était assu-rée le parti du Congrès depuis 1947 dans la vie politique indienne. 1967 fut aussi l'année de la révolte paysanne de Naxalbari, accompagnée d'actions de masse dans la classe ouvrière qui créèrent un climat d'incertitude poli-tique.

L'aggravation de la crise économique depuis 1967 a entraîné, sur le plan politique, une division verticale du parti du Congrès survenue en 1969. Apparemment, ce fut une scission entre la vieille garde de ce parti et l'ambitieuse Mme Indira Gandhi—dont on prétendait qu'eile menait la révolte contre les forces favorables au statu quo. En réalité, la lutte politique se révéla être un conflit d'influence purement limité aux élites. Et la fraction de l'élite qui en sortit victorieuse fut celle qui avait promis à la nation de la débarrasser de la pauvreté. On promit en effet une réforme agraire

lisées. Les princes perdirent leurs privilèges. Et Mme Gandhi gagna les lisées. Les princes perdirent leurs privilèges. Et Mme Gandhi gagna les elections de 1971 sur un programme populiste émaillé de slogans tels que « Banissons la pautreté » ou « Croissance dans la justice sociale ».

Les riches paysans, qui avaient tiré bénéfice de la « révolution verte » aux dépens des gros propriétaires terriens traditionnels et des petits paysans, au lendemaln des premières réformes agraires, étaient désormais en mesure de consolider leurs positions. Une des premières mesures prises par l'Etat après la scission de 1969 au sein du Congrès, la nationalisation des grandes banques, permit à la nouvelle classe des koulais et des petits capitalistes d'avoir accès au flux de ressources jusque-là réservé aux traditionnels propriétaires terriens et à la vieille classe capitaliste. Mme Gandhi avait simplement changé sa base de pouvoir. Les électeurs qui l'avaient menée à la victoire sur la foi de slogans populistes croyaient avoir voté pour le socialisme. Six mois après, ce fut la crise du Bangladesh avec un afflux de dix millions de réfugiés qui aggrava les tensions de l'économie. L'Inde gagna la guerre contre le Pakistan; le Bangladesh vit le jour : dans l'euphorie de cette victoire, Mme Gandhi remporta pour son parti un succès spectaculaire aux élections législatives qui eurent lieu dans les Etats au début de 1972.

Et, pourtant, cette légitimité qui lui fut conférée à deux reprises par les urnes, à elle et à son parti, a été dilapidée. Le statu quo resta inchange, tandis que s'élargissalt le fossé entre

les professions de foi radicales et l'action réelle. L'inflation, la recession, la disparité croissante des revenus, la corruption et l'inefficacité devinrent les traits les plus commins du système. Et une crise économique plus ou moins similaire à celle de 1966-1967 commençait à se développer.

Elle put être ajournée à plusieurs reprises, grâce à des hausses soudaines de la production agricole favorisée par la mise en œuvre de la nouvelle technologie et par des importations à bon compte de produits alimentaires en provenance des Etats-Unis, Néanmoins, la « révolution verte » s'essoufflait. la « révolution verte » s'essonffiait. L'afflux de dix millions de réfugiés du Bangladesh et la guerre qui s'en-suivit donna un coup de fouet à l'in-

flation.

L'Inde n'a jamals été en mesure de soutenir un taux de croissance élevé pendant une période prolongée. Dans l'ensemble, ce taux s'est situé aux environs de 3.5 %, ce qui est à peine plus que l'augmentation de la population. Le populisme a encore freine l'essor du système économique, tandis que les capitalistes continualent à l'essor du système économique, tandis que les capitalistes continualent à accumuler des richesses sans plus investir. Et lorsque les ressources et les surplus économiques se mirent à décliner, l'élite du pouvoir eut recours à la planche à billets, provoquant une inflation ininterrompue. En fin de compte, l'inflation n'était rien d'autre qu'un transfert de revenus des pauvres aux riches par le blais des économies forcées. Le phénomène était aggrave par les charges accablantes de la défense : un tiers du budget fédéral lui est consacré depuis la confrontation lui est consacré depuis la confrontation avec le Pakistan et avec la Chine.

Mécontentement populaire, faiblesse de la gauche

Le programme de Mme Gandhi visant à abolir la pauvreté n'ayant eu d'autre effet que d'aggraver la en d'autre en et que d'aggrave la condition des plus pauvres, la pénurie alimentaire suscita émeutes et vio-lences. Le système étatique de distri-bution de produits alimentaires et d'autres biens s'est effondré sous la pression des intérèts établis dominants, achevant de ruiner l'ordre économique. Seule une aide étrangère massive per-mit de sauver un minimum de stabi-

lité économique. Défaits aux élections, les partis d'opposition avaient encore le pouvoir d'organiser de puissants mouvements de protestation devant les échecs éco-

de protestation devant les échecs économiques du gouvernement. Mais ils
ne constituaient pas une menace immédiate pour le pouvoir. Aussi les
luttes intestines et les divisions prirentelles une nouvelle ampleur au sein
du parti du Congrès.

La corruption latente des appareils
politique et administratif se combinant aux effets de l'inflation galopante, de l'aggravation du chômage et
des pénuries de toutes sortes donna
une nouvelle dimension au mécontentement des masses. Faute d'un mouvement de gauche assez fort de parti ment de gauche assez fort de parti communiste pro-soviétique soutenait Mme Gandhi; le parti communiste indépendant marxiste-indien ne disposait que d'une base de masse limitée, tandis que les groupes maoistes, en marge du système parlementaire, étaient fractionnés et divisés), ce furent les partis de droite et du centre qui les partis de droite et du centre qui parvinrent à mobiliser avec quelque succès les étudiants, les jeunes et la classe moyenne urbaine. Ils tirèrent parti à la fois du discrédit qui frappait le Congrès et de la revendication populaire pour de nouvelles formes de pouvoir capables de répondre aux besoins pressants des populations. Le Congrès, quant à lui, grisé par ses succès électoraux, s'employait à consolider son monopole du pouvoir polilider son monopole du pouvoir poli-tique et à stabiliser le gouvernement de parti unique en usant des majo-rités massives dont il disposait au Parlement et dans les assemblées des Etats. Dans le même temps, affaibil par les luttes internes, il s'effondrait en tant qu'organisation dans bien des Etats.

Dans l'Etat de Gujarat (berceau du Mahatma Gandhi), le Congrès dispo-sait d'une énorme majorité (140 sièges sur 183 à l'assemblée) quand, à la fin de 1973, un mouvement étudiant de protestation contre le prix élevé des de 1973, un mouvement étudiant de protestation contre le prix élevé des produits alimentaires sur les campus dégénéra en une agitation massive pour réclamer la démission du gouvernement du Congrès et la dissolution de l'assemblée législative. En février 1974, le gouvernement tombait, et un mois après l'assemblée était dissoute. Cette agitation étudiante au Gujarat fut un phénomène spontané, né de la fureur des étudiants et de la petite bourgeoisie urbaine devant la hausse des prix et la corruption des partis politiques organisés. Mais le mouvement n'avait pas d'appul parmi la classe ouvrière, ni parmi les paysans pauvres, aussi son principal intérêt est-il d'avoir déclenche au berceau de la non-violerice gandhienne la première confrontation avec l'Etat indien. En mai 1974, une action militante En mai 1974, une action militante des cheminots aboutit à la grève un million et demi de personnes sont emmillion et demi de personnes sont employées dans les chemins de fer, dont le réseau est l'un des plus vastes du monde avec 40 000 kilomètres de rails et 10 800 trains circulant par jour. Les chemins de fer sont aussi la plus grosse entreprise publique). Déclarée illégale avant même qu'elle ait commence, la grève fut réprimée avec une brutalité sans précédent par les forces paramilitaires et militaires. Avertissement était ainsi donné à la classe ouvrière et aux syndicats qu'aucune grève mettant en question la légitimité du gouvernement ne serait tolérée. Dans le même temps, un nouveau mouvement étudiant fit son apparition au Bihar en mars 1974, avec un programme de revendications en douze points. Huit de ces revendications portaient sur des réformes d'ordre secondaire au sein de l'Université; mattre autres prepagent en versité; quatre autres prensient en considération les difficultés de la population tout entière — du fait de l'inflation, de la cherté de la vie, du chômage et du système d'enseigne-

ment périmé. Tous les partis d'oppo-sition soutinrent le mouvement, à l'exception du parti communiste pro-soviétique. Les étudiants demanderent a M. Jayaprakash Narayan, vieux lea-der du gandhisme ägé de soixante-dix ans, de prendre la tête du mouve-ment. D'abord communiste au temps où il était lui-même étudiant, puis membre il était lui-même étudiant, puis membre du parti du Congrès de conviction social-démocrate, M. Narayan avait cessé d'appartenir à tout parti politique en 1956 pour militer dans le mouvement gandhien acquis à la collaboration de classes (mouvement sartodaya) et qui fondait sa doctrine sur des idéaux de décentralisation, de self-reliance (a compter sur ses propres forces »). d'autorestion et de démocraforces »), d'autogestion et de démocratle sans parti.

Donnant au mouvement une orien-

Donnant au mouvement une orientation de droite, M. Narayan lui assura d'abord quelque succès. Il essaya d'axer la revendication sur un objectif à long terme, lançant une campagne pour la suppression des impôts et un « gouvernement populaire » parallèle qui serait la première étape vers une « politique parallèle », soulignant ainsi l'inconvenance du système èlectoral. Tout cela devait conduire à la « révolution totale», que souhaitait M. Natution totale » que souhaitait M. Na-rayan. Mais la classe ouvrière était tenue à l'écart du mouvement, qui tomba sous la coupe de la petite bour-geoisie. Les partis de droite l'utilisèrent

Un redressement précaire

QUATORZE mois après la proclamation de l'état d'urgence, il est admis que certaines dispositions prévues dans le programme en vingt points tardent à faire sentir leurs effets (en particulier les réformes agraires). Mais l'un des résultats tangibles du régime d'exception dont peut se targuer le gouvernement est l'endiguement de l'inflation, dont le taux est passé de 30 % à — 2 %. Ce succès est dù en grande partie au climat, car les pluies ont permis de faire deux bonnes récoltes successives. On s'attend cette année à un record s'attend cette année à un record encore inegalé en Inde de 115 millions de tonnes de céréales alimentaires. Mais, déjà, des tendances à la réces-sion se manifestent dans de nombreux

secteurs de l'économie, et les prix ali-mentaires recommencent à monter. L'industrie enregistre également un accroissement de la production. Si les grèves n'ont pas êté interdites léga-lement, la réglementation draconjenne de l'état d'urgence les rend prati-quement impossibles. Les intérêts de la classe ouvrière ont été fortement touclasse ouvrière ont été fortement tou-chés par la réduction de la part de la bonification statutaire, qui est passée de 8 % du salaire à 4 %. En revanche, le gouvernement a fait d'énormes concessions aux industriels, en rédui-sant par exemple l'impôt sur les sociétés, en libéralisant les conditions d'octroi des licences, etc. On a égale-ment promis; qu'il n'y aurait plus de nationalisation dans l'industrie. Outre ces faveurs au capital domestique, les nationalisation dans l'industrie. Outre ces faveurs au capital domestique, les capitaux étrangers et les multinationales ont été invités à investir en Inde à grande échelle. Les communistes pro-soviétiques eux-mêmes estiment que la politique économique a pris un virage à droite durant la première année d'état d'urgence.

La Banque mondiele qui se montre première année d'état d'urgence.

La Banque mondiale, qui se montre fort satisfaite du succès remporté par le gouvernement indien dans sa lutte contre l'inflation, a posé comme condition préalable à l'octroi d'une aide à grande échelle une modification de la politique de développement industriel. Elle souhaite qu'on abandonne l'effort particulier qui a porté jusqu'ici sur les industries de biens d'équipement lourds, pour encourager massivement la production de produits d'exportation. Selon elle, l'aide étrangère et les exportations devraient encourager l'épargne, l'investissement et la croissance, et permettre ainsi à l'industrie indienne de faire un bond en avant. Les industriels indiens ont accueilli cette prescription avec faveur.

De leur côté, les propriétaires ter-

De leur côté, les propriétaires ter-riens ont bénéficié durant l'année passée de meilleurs prix pour l'achat des engrais chimiques, et d'allègements fiscaux. Si bien que ceux des indus-triels et des propriétaires terriens qui

pour consolider leur puissance électorale en tirant parti du mécontentement des masses. Ce qui au début était un mouvement axé sur l'avénement d'une « politique parallèle » — extraconstitutionnel, mais pacifique — dégènéra en un front électoral des partis opposés au Congrès, mais qui se situaient à l'intérieur du système parlementaire. Tout ce que souhaitaient ces partis, c'était d'utiliser ce mécanisme ainsi offert pour canaliser les votes hostiles au Congrès.

En vertu du mode de scrutin électoral à la majorité simple, de type britannique, le parti du Congrès a pu se maintenir au pouvoir en Inde à l'échelon fédéral bien qu'il n'ait jamais recuellii plus de 45 % des voiz aux élections. La fragmentation des votes de l'opposition, favorisée par la multiplicité des partis, lui permit en effet d'obtenir un nombre de sièges dispoportionné au nombre des voix qu'il avait recuellies. Et telle était aussi la situation dans la plupart des Etats.

M. Maravan tenta d'élargir l'au-

avait recuellies. Et telle était aussi la situation dans la plupart des Etait.

M. Narayan tenta d'élargir l'audience de son mouvement au-delà du Bihar, mais sans grand succès. En revanche, lorsqu'il put rassembler les candidais hostèles au Congrès à l'occasion d'élections partielles, les gains de l'opposition furent plus spectaculaires. Ainsi en juin 1975, les élections à l'assemblée du Gujarat virent la défaite du parti du Congrès par un front uni de cinq partis regroupés sous la bénédiction de M. Narayan. Beaucoup virent l'annonce d'une victoire de y virent l'annonce d'une victoire de l'opposition unie aux élections géné-rales de février 1976.

Au même moment, le tribu-nal annula pour illégalité l'élection de Mme Gandhi au Parlement en 1971 et lui interdit de se représenter pendant six ans. Enthousiasmée par son succes six ans. Enthousiasmee par son succes au Gujarat, l'opposition essaya d'orga-niser une campagne en faveur de sa démission. Bien que Mine Gandhi ait fait suspendre le jugement et interjeté appel devant un tribunal supérieur (1). l'opposition poursulvit sa campagne pour réclamer son départ.

Une fraction de son propre parti fit chorus. Alors, le 26 juin, Mme Gandhi décida de convertir en crise nationale ce qui étalt jusqu'alors une crise dirigée contre sa propre personnalité : elle déclara l'état d'urgence et cassa l'opposition. On avança l'épouvantail d'une conspiration de droite bénéficiant du soutien de la C.L.A. L'opposition fut accusée d'inciter la police et l'armée à la révolte. La loi de détention préventive fut aggravée pour faire obstacle à l'intervention des tribunaux et la chasse aux opposants

bunaux et la chasse aux opposants politiques fut ouverte.

Quelques jours plus tard, Mme Gandhi lança son programme en vingt points, de mise en œuvre immédiate. Certaines des mesures prévues visaient à contenter pratiquement tous ceux qui s'estimalent lésés, mais sans toucher aux filtérêts établis : contrôle de la hausse des prix réalisation de réformes agrairet pour donner de la terre aux populations rurales les plus pauvres, liquidation des déttes paysannes, mesures contre l'évasion liscale et la contrebande, allégement d'impôts en faveur de la cjasse moyenne, alimentation à bon marché pour les étudiants, etc.

avaient précédemment considéré le mouvement de M. Narayan comme une solution de rechange an gouver-nement de Mme Gandhi pour faire face à l'aggravation du mécontentement populaire n'ont été que trop heureux de pouvoir à nouveau lui accorder son soutien.

L'état d'urgence a montré que la démocrable pouvait être la première victime de cette crise du populisme qui affecte aujourd'hui toute l'Asie qui arrecte aujourc'hin toute l'Asie méridionale. Durant ces quatorze mois, Mme Gandhi s'est arrangée pour faire tomber le gouvernement du Gujarat, qui échappait à l'emprise du Congrès; pour congédier un gouver-nement identique au Tamil Nadu, bien nement identique au Tamil Nadu, bien qu'il disposat encore de la majorité au Pariement; pour pròmulguer de nouvelles lois transformant en une législation permanente les atteintes aux droits civiques introduïtes par l'état d'urgence et enfin pour consolider son pouvoir. Même si la stabilité de l'Etat n'est nes en cause les attenues dirn'est pas en cause, les attaques diri-gées contre la démocratie et contre les formes constitutionnelles sont plus les formes constitutionnelles sont plus faciles, au cas où le peuple voudrait manifester sa déception devant l'inconsistance des promesses populistes. Avec son programme en vingt points, Mme Gandhi avait essayé de persuader les masses de ses bonnes intentions, mais l'opposition avait fait barrage contre cet illusionnisme. Quatorze mois après la proclamation de l'état d'urgence, il n'y a plus d'opposition ni aucune sorte d'obstruction, mais toutes les promesses ne sont tenues pour autant.

La pression explosive des masses dans le passé avait fait ressortir l'exisdans le passé avait fait ressortir l'exis-tence de contradictions qui ne peuvent se résoudre dans le cadre du sys-tème parlementaire actuel. En l'ab-sence d'un projet de gauche bien défini, l'Etat indien a néanmoins pu se consolider, en se donnant une nou-velle forme. Les contradictions n'en demeurent pas moins. Le mouvement de M. Narayan avait tenté d'utiliser le mécontentement des couches popule méconteniement des couches popu-laires pour constituer un front électo-ral contre le parti du Congrès, Mais il ne comptait pas sur éles outre mesure. Leur passivité durant les mois qui viennent de s'écouler, l'absence de toute résistance active laisse supposer qu'elles, nouvriescent un statement un qu'elles nourrissent maintenant un cartain scepticisme à l'égard des partis représentés dans ce mouvement, même leurs rancœurs envers le gouvernement reste intactes

(1) Elle avait fait entre-temps amender la loi électorale, et la haute cour s'confirmé son élection en appel en se fondant sur les dispositions de la nouvelle loi.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN



Seize ans de stabilité politique

Un régime dominé par la stature du président Ahidjo

Par PIERRE-F. GONIDEC *

DEPUIS le 1er janvier 1960, date de l'accession du Ca-meroun à l'indépendance, la vie politique de ce pays s'ordonne autour de deux lignes de force : d'une part, une volonté, maintes fois exprimée, d'unification poli-tique; d'autre part, un renforce-ment constant du pouvoir autour de la personne du chef de l'Etat, El Hadi Ahmadou Ahidio, dont la longévité politique est exceptionnelle puisqu'il est aux leviers de commande depuis 1958.

Au cours d'une conférence de se, tenue le 17 février 1968, le président Ahldjo déclarait : « Pour ce qui est de la réalisation à laquelle je tiens le plus, je dois dire : non pas la réalisation de l'unité nationale parfaite, mais un commencement d'unité nationale, c'est la chose à laquelle je tiens

Effectivement, la poursuite tenace de cet objectif a été une des constantes de la politique camerounaise depuis la nomination de M. Ahidjo au poste de premier ministre en 1958. A un double titre. D'abord l'unification

de l'Etat. Ensuite, l'unification des forces politiques. Le problème de l'unification de l'Etat fut posé dès le moment même où le protectorat allemand, établi sur une portion du terri-toire africain dénommé Kamerun, fut conquis, au cours de la première guerre mondiale, par les troupes britanniques et françaises. La S.D.N. ne fit que confirmer cette situation en créant deux territoires sous mandat, placés du Royaume-Uni. Sans doute chaque territoire suivit sa propre tique de l'Etat colonial et de l'action des forces politiques existantes. Mais il y eut au moins une caractéristique commune : la volonté manifestée par certains partis politiques (Union des populations du Cameroun, One Kamerun, Kamerun national democratic Party) de réunifier les deux

tion politique des deux territoires vint compliquer la question de la reunification. Le territoire administré par la France accéda le premier à l'indépendance le

janvier 1960, conformement au statut adopté en 1957. Quant au territoire administré par le

et en 1961. Tandis que la partie septentrionale était réunie à l'Etat méridionale optait pour son rat-tachement à la République du Cameroun. Des lors, la réunification (partielle) va se faire en deux étapes qui vont dans le sens de l'unification croissante décidé à la suite de deux plébis- l'Etat.



De la fédération à l'État unitaire

DANS une première étape, M. Ahidjo, devenu le chef de l'Etat camerounais, et le Dr Foncha, leader du parti majoritaire (le K.N.D.P.) dans la partie méridionale du territoire administré par le Royaume-Uni, se mettaient d'accord pour donner à l'Etat camerounais la forme d'un Etat fédéral, ce qui permettait de reconnaître à chacun des deux Etats fédérés une certaine autonomie politique tout en affirmant l'unité de la République fédérale. En fait, les caractéristiques de la fédération étaient telles qu'elles portaient en germe une évolution dans le sens de la centralisation politique. La pratique renforça

vœux du président Ahidjo, qui n'avait, semble-t-il, considéré la fédération que comme une étape transitoire vers une plus grande unification de l'Etat. L'intermède fédéral est clos en 1972 En effet, dans une deuxième étape, le président, dédaignant la

encore cette tendance sous-jacente

en accentuant les pouvoirs de

l'Etat fédéral au détriment de

l'autonomie des Etats fédérés.

Cette évolution correspondait aux

procédure parlementaire, propose

directement au corps électoral, former l'Rtat fédéral en Etat lider l'unité nationale ». Cette proposition est approuvée, le 20 mai 1972, par trois millions cent soixante-dix-sept mille huit cent quarante-six électeurs, sur trois millions deux cent trente-six quatre votants. La Constitution de 1972, adoptée également par sur a la nécessité impérieuse (re-connue par le peuple camerounais) de parjaire son unité » et proclame l'existence d' « une seule suivre et anticipe l'avenir. et même nation ». L'article 1° Quoi qu'il en soit, le projet st méme nation ». L'article 1° c la République unie du Cameroun est une et indivisible », n'est pas seulement politique. On Comme nous le verrons, l'unification de l'Etat entraine une simplification des institutions, puisqu'en vertu de la Constitution de 1972 les institutions politiques des deux anciens Etats fédérés disparaissent. Une place privilégiée est reconnue au président Ahidjo, désigné par la Constitution comme président de la République unie du Cameroun, l'Etal > (art. 5) et qu'il en est

ainsi le symbole vivant. Cette evolution est d'autant plus remarquable que la population camerounaise demeure hétérogène. Les sociologues soulignent la persistance d'ethnies très difenciées, à partir desquelles certains politologues ont forge la notion de clientélisme, alpha et

omėga des politiques africalnes L'explication est un peu simpliste. Il n'empêche que les ethnies sont rend fragile l'unité de l'Etat. En outre, il ne faut pas oublier que les populations camerounaises ont été soumises à deux systèmes coloniaux qui ont legué aux deux parties du Cameroun des tradimille deux cent quatre-vingts tions différentes, à commencer inscrits et trois millions cent par la langue, véhicule de la culture du colonisateur. L'affirmation de l'unité de l'Etat, et a travers elle, celle de la nation, manifeste, par conséquent, l'existence d'un projet politique beau-coup plus que d'une situation déjà réalisée. Elle indique la voie à

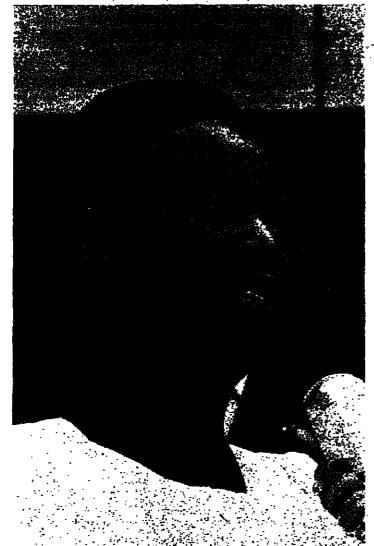
prolongements sur un plan qui mation de l'unité politique de l'Etat, une tendance à la centralisation administrative. Cela veut dire que l'Etat, devenu unitaire, entend peser de tout son poids sur la vie des collectivités locales sentants nommés et révoqués discrétionnairement et par l'exercice contrôle. La justification d'une telle politique administrative est toujours la même : il s'agit de lutter contre les tendances centrifuges et d'assurer l'unité nationale. Le président Ahidjo ne manque d'ailleurs pas de souligner que tous les fondateurs d'Etat ont été finalement des centrali-

(Ltre la suite page 22.)



Un « libéralisme planifié » pour associer le secteur privé aux efforts de développement

Par PIERRE CHAULEUR*



oto Michel Artault-Gamma. M. AHMADOU AHIDJO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CAMEROUNAISE

- 22-23. Seize ans de stabilité politique (suite de l'article de Pierre-F. Gonidec).
- POLITIQUE ETRANGERE : Bonnes relations avec les pays industrialisés, solidarité avec le tiers-monde (Edmond Jouve). — COOPERATION: la France demeure un partenaire privilégié malgré une diversification des aides étrangères (Albert Bourgi).
- 28-29. ECONOMIE: un « libéralisme planifié », pour seaccier le secteur privé sux efforts de développement ; l'orientation des
- échanges (Pierre Chauleur). Sur les hauts plateaux du Grassland : le témoignage histo-rique des artistes bamoun et bamilété (Francine Ndiaye). ENSKIGNEMENT : l'université de Yaoundé : une réussite et son revers (Raoul Girardet).
- TOURISME : des richesses factastiques encors peu exploitées (Valentin Nga Ndongo).

Les intertitres sont filustrés à l'aide de photos provenant Musée de l'Homme ; 1. Statue bamilène en buis rougi ; 2. Masque ni bamoun ; 3. Pipe à Pusage d'un haut dignitaire.

aux possibilités considérables, dont le développement économique a été retardé, au moment de l'indépendance, par une rébellion de la région Bamiléké, alimentée de l'extérieur. Il a fallu tout le sens politique du président Ahidjo pour rétablir une situation diffi-cile, harmoniser les rapports entre les ethnies, organiser l'unité nationale et mettre en place les cadres d'une économie nouvelle.

D'une étendus de 476 000 kilomètres carrés, peuplé de six millons d'habitants environ, le Cameroun est un pays à la fois d'altitude et de steppe, de savanes et de forêts, qui représente une Afrique en réduction. Situé au fond du golfe de Guinée, affectant la forme d'un triangle ouvert sur l'Atlantique, il est limité par le Nigéria à l'ouest, le Tchad au nord et au nord-est, la République Centrafricaine à l'est et, au sud, par le Gabon et la Guinée équatoriale. Il est la voie d'accès d'évacuation naturelle de l'Afrique centrale.

la République camerounaise se table, dessinant les voies des équi-donne comme objectif le dévelop-libres économiques souhaitables. ment autocentré et comme doctrine le « libéralisme planifié », transports est apparu comme

E Cameroun est un pays qu'il définit ainsi : « Nous enten- devant être résolu en priorité : aux ressources variées et dons soumettre, désormais, nos voies ferroviaires, routières, insrelations économiques internationales à nos objectifs de développement interne, c'est-à-dire que nous entendons promouvoir une économie véritablement intégrée, caractérisée par la maltrise effective des principaux facteurs du développement. » C'est, au fond, un socialisme humain qui cherche sa voie de façon pragma-

Or l'adaptation de l'économie traditionnelle à un rythme recherche le président ne peut étre réalisée par la seule action de l'Etat, étant donnés les moyens financiers dont il dispose. Elle se fera donc dans la ligne d'un « libéralisme planifié », c'est-à-dire par le refus du jaillissement anarchique des initiatives incontrôlees assorti d'une volonté d'orienter et de contenir la pression des activités créatrices. Pour y parvenir, le gouvernement aura recours au secteur privé dont il considère que l'action doit être l'agent le plus dynamique du Pour mettre en valeur, dans une développement. Les grandes perspective d'avenir, toutes les options sont indiquées dans le ressources du pays, le président de cadre d'un plan souple et adaptable, dessinant les voies des équi-

Dans ce cadre, le problème des

Douala n'atteignaient que N'Kongsamba et Yaoundé. Le président du Cameroun a lancé une antenne vers l'ouest, jusqu'à Koumba et a Douala, dont le chenal d'accès prolongé jusqu'à N'Gaoundéré la voie ferrée du centre qui, désormais, ouvre la route du Tchad et de la République centrafricaine. En même temps, pour pouvoir assurer un trafic à l'échelon régional, la ligne Douala-Yaoundé est l'objet de travaux considé-

Le réseau routier, pour sa part, est dans le plan d'équipement un tallations portuaires et aériennes, sujet de préoccupations, en rai-Les chemins de ser partant de son de l'état désectueux de nombreuses chaussées. Des crédits importants lui sont affectés. L'aménagement du port de insuffisant limite les mouvements de navires d'un certain tonnage, est en cours, et la construction d'un grand port en eau profonde, près de Victoria, est prévue dans la perspective d'un pays devenu le pôle de rayonnement de l'Afrique centrale tout entière.



L'agriculture, moteur du développement

A insi se mettent en place les tude de petites exploitations de éléments du véritable décol-familiales qui ont fait, pendant lage de l'économie camerounaise. des années, la seule richesse du Mais le moteur essentiel de son territoire et alimenté le budget développement est l'agriculture, en devises par les ventes à qui comporte deux secteurs : le l'exportation. Il s'agit de prosecteur traditionnel et le secteur duits de base : le café (73 500

* Rédacteur en ches de Marchés arachides (52 000 tonnes).

tonnes), le cacao (118 000 tonnes), Le premier englobe une multi- le coton (40 000 tonnes) et les

(Lire la sutte page 28.)

Seize ans de stabilité politique -

Un régime dominé par la stature du président Ahidjo

(Suite de la page 21)

Une analyse politique de la société camerounaise montrerait facilement la complexité de la situation sociale et, par voie de conséquence, celle de l'échiquier politique. Historiquement, l'Etat colonial en avait tiré parti, appliquant la vieille règle : divide et impera. A partir du moment où les forces politiques peuvent se manifester au grand jour, c'est-à-dire après la deuxième guerre mondiale, la vie politique camerounaise est en fait caractérisée par une extrême fragmentation de ces forces ou, si l'on préfère, par le pluralisme politique, cher aux partisans des démocraties de type capitaliste. C'est contre cette fragmentation et pour un rassemblement des forces politiques que le président Ahidio va militer dès sa nomination comme premier ministre en 1958.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, on avait assisté à une prolifération extraordinaire des partis politiques, les uns simples projections locales des partis politiques français, les autres spécifiquement camerounais comme l'Union des populations du Cameroun (U.P.C.). ement nationaliste et favorable à l'unification des deux Camerouns, ce parti fut dissout en 1955 par le gouvernement français et dut se réfugier dans la clandestinité et recourir à la violence. Parallèlement, le champ était libre pour les partis modérès, créés autour de personnalités disposant d'une assise locale de type a traditionnel > (ethnies, chefferies), a moderne » (élite scolarisée, chrétiens, travailleurs, etc.) ou mixte. Il en résultait un état d'instabilité, générateur de crises politiques, mises à profit par l'Etat colonial. L'élimination M. Ahidjo en 1958 ne fut qu'un épisode, lourd de conséquences, de l'intense compétition pour le pouvoir, arbitrée par le gouver-

Place aux leviers de commande par la France soucieuse de faire échec par tous les moyens à I'U.P.C., considérée comme dangereuse pour l'ordre établi M. Ahidio entreprend de substituer au pluralisme des partis un système monopartisan, destiné à rassembler dans un cadre nolitique unique toutes les tendances. que celui qui a fait évoluer l'Etat dans le sens de l'unitarisme : l'unité nationale. C'est ce que soulignait M. Ahidjo en 1963, lorsqu'il déclarait : « Nous avons préconisé le parti unifié et le parti unique pour réaliser l'unité nationale indispensable, a C'est ce qui apparaît également dans la charte de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.). La thèse nº 14 affirme : « L'objectif fondamental de l'Union camerounaise est de travailler à l'avènement de la nation camerounaise pour assurer le plein développement du peuple. A cette fin, il condamne énergi-quement le tribalisme et toutes

autres divisions politiques et favorise l'instauration de la solidarité et de la traternité entre tous les citoyens camerounais. > Il y a donc une convergence de la forme de l'Etat et du système de partis, tous deux générateurs à terme de l'unité de la nation et. au-delà de la nation, de la patrie (thèse nº 6 de la charte de l'U.N.C.).

Le processus d'unification des partis politiques a été relativement rapide puisque l'U.N.C. est constituée officiellement en 1966.

M. Ahidjo crée, en 1958, l'Union camerounaise, dont la dénomination était déjà un programme. Forte du soutien des chefferies du Nord et du pays bamoun, contrôlant près de la moltié des sièges à l'Assemblée territoriale élue en 1956, l'Union camerounaise va établir son hégémonie en utilisant toutes les ressources du jeu politique camerounais, suscitant des ralliements et frappant durement ses adversaires politiques. Les ralliements qui se manifestent dès 1958, mais surtout après les élections législatives de 1960, permettent à l'Union camerounaise d'étendre son influence vers le sud et l'ouest du pays, de sorte qu'en 1962 elle a pratiquement établi sa prééminence dans la quasi-totalité du territoire. Quant aux adversaires politiques irréductibles, ils sont victimes de la répression et de la législation d'exception renforcée après l'independance. En particulier, l'U.P.C. est durement frappée. Son secrétaire général, Ruben Um Nyobé, est tué le 13 septembre 1958. Son président, Félix Roland Mounié, a été empoisonné à Genève. Son vice-président, Ernest Ouandié, fut condamné à mort et exécuté à Bafoussam, au cœur sa pensée au congrès d'Ebolowa, même de la rébellion, en 1971. en 1962, il affirmait que les chef-Mayi Matip quittant la clandestinité, créant une U.P.C. légale et se ralliant finalement au parti unifiè. D'autres irréductibles, comme MM. Mbida, Charles Okala, Bebey Eyidi, victimes de la législation d'exception furent condamnés à des peines d'emprisonnement et, par conséquent, exclus de la scène politique.

11 restait cependant les partis politiques du Cameroun occidental, où le K.N.D.P. du Dr Foncha était sans doute majoritaire depuis 1959 mais n'avait pas le monopole de la représentation politique. La deuxième étape de l'unification conduit à fondre les partis politiques du Cameroun occidental au sein de l'U.C. Dès 1962, I'U.C. et le K.N.D.P. avaient créé un comité de coordination chargé d'étudier la fusion des deux partis. En fait, l'entente se manifesta aux élections législatives de 1964 et présidentielles de 1965. Le pas décisif fut franchi en 1966, époque à laquelle les trois partis du Cameroun occidental et l'U.C. décidèrent de fusionner, le président Ahidjo devenant le président du nouveau parti national unifié, l'U.N.C., et M. John Ngu Foncha, vice-président.

La prééminence du parti national unifié

 $B^{\,\rm IEN}_{\,\,1972}$ que la Constitution de 1972 (art. 3) continue de reconnaître le principe du pluralisme des partis, en fait le Cameroun vit avec un système de parti unique. Les raisons ne manquent pas pour le justifier : d'ordre économique a mobiliser la tolalité des énergies de ce pays » (pour lutter contre le sous-développement), d'ordre politique (« l'unité nationale est encore à faire »), d'ordre social (« on ne peut parler de l'existence de di/férentes classes sociales en Afrique b). Elles ne sont pas originales. Tous les dirigeants africains les invoquent pour justifler l'existence du parti unique ou, alterna-tivement, pour interdire tout parti

politique lorsque les militaires prennent le pouvoir. En fait, le système du parti unique ou unifié n'est qu'un instrument, parmi d'autres, au service d'une politique clairement définie par la charte de l'U.N.C., qui fait écho aux discours du chef de l'Etat. Notamment, sous la dénomination de « libéralisme pla-nifié », le Cameroun entend exclure toute solution de type socialiste, même accommodée aux valeurs africaines, et entretenir des rapports particulièrement étroits avec les Etats capitalistes, dont les anciens Etats coloniaux. malgré l'adoption d'une politique de non-aligement (thèse de la charte de l'U.N.C.). ment (thèse nº 32

Instrument d'une politique que les adversaires du régime oualifient comme étant celle d'un Etat néo-colonial, l'U.N.C. est cependant un instrument privilégié en ce sens qu'elle s'est vu reconnaître une vocation à intégrer toutes les autres forces politiques dans une relation de dominant à dominé.

Par forces politiques, nous entendons les individus et groupements d'individus capables, en raison de leur position dans la société camerounaise, de conquérir le pouvoir et, par conséquent, de se transformer en gouvernants ou d'influencer, de façon plus ou moins importante, l'exercice du pouvoir.

La prééminence du parti national unifié résulte du fait que, selon sa propre charte (thèse nº 12), l'U.N.C. veut être a une organisation politique populaire », c'est-à-dire une organisation qui a « vocation à grouper en son sein tous les citoyens camerou-nais sans exclusive ». Il en résulte que, sans doute, l'existence de l'U.N.C. ne peut avoir pour conséquence de faire disparaître, comme par enchantement, les autres forces politiques, mais que, du moins, elle entend exercer sur elles une influence déterminante.

tionnelles, organisées dans le cadre des chefferies. A la différence d'autres dirigeants africains, le président Ahidjo n'a pas condamné sans appel ces dernières. Tout en constatant, au congrès de Maroua en 1960, que le régime colonial avait « adultéré » les chefferies et que les nouvelles générations avaient elles-mêmes contribué à en ruiner l'influence, il conclusit cependant à leur utilité. Précisant demain, par l'encadrement populations qu'elles assurent, des moyens d'action de l'Etat pour il n'en reste pas moins que les chefferies ne sauraient être une force de contestation ou d'oppo-Maroua, le président Ahidjo, visant spécialement les chefferies du Nord, affirmait que « noire parti a pour vocation l'encadrement des masses camerounaises, des citoyens camerounais, y compris les chets s.

La position des chefs traditionnels dans l'Etat camerounais procède donc d'un constat : la persistance de leur influence, fondée sur le phénomène ethnique, et d'une volonté : celle de les subordonner au parti. En fait, l'évointion condamne à terme les chefferles. La suppression de l'assemblée des chefs traditionnels du Cameroun occidental en 1972 en porte témoignage. Pour l'instant. l'influence des chefs est prise en considération, ce qui explique qu'ils soient membres de droit de l'organisation de base du parti qui correspond à leur zone

Parmi les forces modernes, les

syndicats n'ont pas échappé à la loi de l'unification des forces politiques. Il fallait d'abord mettre un terme au pluralisme syndical, hérité du colonisateur. La liaison établie entre l'U.P.C. et la Confédération générale camerounaise du travail permit d'éliminer ses dirigeants Quant aux autres syndicats, le gouvernement fit pression sur leurs dirigeants pour les amener à réaliser l'unité. Sur l'initiative du secrétaire d'Etat au tra-vail, il fut décidé d'étudier le problème en 1962. Les négociations aboutirent, l'année suivante, à la création de la Fédération des syndicats du Cameroun. Seuls, les syndicats croyants demeuraient en dehors de la fédéra-tion. En 1971, l'évolution est achevée avec la création de l'Union nationale des travailleurs du Cameroun (U.N.T.C.).

Il restait à définir la position du syndicat national unique par rapport au parti. Les statuts de l'U.N.T.C. précisent eux-mêmes que la centrale syndicale ne saurait être une force politique

organisée, rivale du parti. D'abord, elle s'interdit « toute activité politique » (art. 7) et même d'avoir une philosophie politique quelconque puisqu'elle « exerce ses activités dans le cadre des options politiques définies par le parti de l'Union nationale camerounaise > (art. 3). Très logiquement, l'U.N.T.C. est conduite à « collaborer étroitement avec le gouvernement dans le cadre des options arrêtées par le parti pour atteindre les objectifs nationaux de développement économique et social ». Ensuite, privée de toute possibilité d'action autonome dans le domaine politique, l'U.N.T.C. apparaît, en définitive comme une organisation parallèle du parti. En effet, ses statute lui assignent comme objectif « la mobilisation de l'action syndicale en faveur de la construction nationale, telle qu'elle est définie par le parti » et « la mobilisation des organes de la centrale et de leurs membres autour du parti ». En fait, des liens organiques ont été établis entre la centrale syndicale et le parti, ce qui permet de mieux assurer l'intégration de l'U.N.T.C. au

De la même façon, les organisations de jeunes et de femmes ont èté subordonnées au parti. La charte de l'U.N.C. prévoit d'ailleurs que « le parti s'appuie sur ses organisations annexes tels que les mouvements syndicaux de ieunes et de femmes ».

Ainsi, comme le souligne J.-F. Bayart, « l'organisation du parti perpétue, en la renouvelant, la vieille relation de clientèle et de dépendance entre « chefs » et tradition, le parti s'est efforcé régime établi.

de jennes et de femmes. Reste l'administration, aussi hien civile que militaire, on du moins la frange supérieure de l'administration, les cadres. Sa position est ambigue. Elle fait partie de l'appareil d'Etat et est, par conséquent, théoriquement soumise au pouvoir politique selon la doctrine classique. La Constitution fait d'allieurs du président de la République le chef suprême de l'administration civile et le chef des armées (art. 9). En outre. le caractère d'organisation populaire revendiqué par le parti implique la primauté du parti sur l'administration. En fait, le personnel politique et le personnel administratif sont en position de rivalité. Anteur d'une thèse sur le Cameroun, J.-F. Bayart n'hésite pas à écrire que le parti, au plan local, a n'est qu'une force politique parmi d'autres, en situation de dépendance par rapport à l'administration territoriale », ce qui est sans doute excessif. Il n'empêche qu'en raison de la parcelle d'autorité qu'ils détiennent. les hauts fonctionnaires sont en sure d'exercer une action plus ou moins autonome.

organisations : la Jeunes

venue Jeunesse de l'Union natio-

(O.F.U.N.C.) en 1965. Pour autant, la mainmise du parti sur ces orga-

congrès du parti. En 1973, le

hureau politique reconnaissait lui-

ter les femmes en éternelles mineures ». Le parti a été ainsi

nomie relative aux organisations

Quant aux forces armées et à la police, dont l'intrusion sur la scène politique est devenue un phénomène banal en Afrique, il est difficile de se hasarder à faire un propostic. Deux faits limitent la probabilité d'une intervention. D'une part, le président Ahidio a élargi aux originaires du Nord le recrutement des cadres, ce qui peut être de nature à renforcer son poids politique. D'autre part. l'aide de la France dans le domaine militaire peut jouer comme force de dissuasion tant que le cadeis sociaux (essentiellement gouvernement français entretienjeunes et jemmes) ». Utilisant la dra de bonnes relations avec le

Concentration du pouvoir

a connu un type d'institutions politiques inspiré du modèle offert par l'Etat colonial, un régime plus ou moins proche du régime pariementaire classique. Mais, très rapidement, il s'est éloigné de ce modèle pour adopter un système dominé par la stature du chef de l'Etat, président du parti national unifié. Pourtant, la charte de l'U.N.C. affirme (thèse n° 10) que « l'Etat camerounais est une république présidentielle », tandis que le président Abidjo, présentant le projet de Constitution de 1972 aux électeurs, pariait de « régime présidentiel à collaboration de pouvoirs », ce qui évoquerait l'idée d'un régime proche de celui des Etats-Unis d'Amérique. En fait, une lecture attentive des textes et de la pratique politique montre que toute les techniques ont été utilisées pour assurer la prépondérance du chef de l'Etat : monocéphalisme du pouvoir exécutif, accumulation des compétences entre les mains du chef de l'Etat au détriment des autres organes de l'Etat, appel au peuple.

Le monocéphalisme implique que le président de la République ne partage avec quiconque le pouvoir exécutif. Il est le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude. Cette affirmation semble contredite par la création d'un poste de premier ministre en 1975, ce qui semble ramener le Cameroun au régime institué en 1960. Cependant, la Constitution révisée en 1975 établit sans équivoque que le pouvoir exécutif n'est pas partagé entre deux personnages. Selon un proverbe africain, a \bar{u} n'y a pas de place pour deux ans máles dans le même marigot ». La tradition est dans le sens de l'unité du pouvoir et non dans le sens du partage. Malgré l'existence d'un premier ministre, la Constitution continu

d'affirmer que « le président de la

COMME beaucoup d'autres République, chef de l'Etat et chef Etats africains, le Cameroun du gouvernement... assure... la du gouvernement... assure... la conduite des affaires de la Révublique » et « définit la politique de la nation ». Il ne faut donc pas se méprendre sur la création d'un poste de premier ministre. Ce dernier n'est qu'un personnage subordonné au président, seul et unique détenteur du pouvoir exécutif.

Le premier ministre est un exé-

cutant. S'agissant de la politique définie par le président, la Constitution prévoit que ce dernier e peut charger un premier mi-nistre de l'application de cette politique dans des domaines déterminés » (art. 5). Tous mots comptent. D'abord. Constitution ne fait pas une obligation au président de désigner un premier ministre et, s'il décide de le faire, il agit discrétionnairement. En fait, l'actuel pre-mier ministre, M. Paul Biya, exerçait déjà les fonctions de secrétaire général à la présidence de la République et possédait, par conséquent, la conflance du chef de l'Etat, qu'il assistait dans l'exercice de ses fonctions. Ensuite, il est clair que le premier ministre n'a aucune qualité pour définir la politique de l'Etat camerounais. Cette fonction demeure le privilège du chef de l'Etat, dont il faut rappeler qu'il est également le chef du parti unifié. Le premier ministre ne peut qu'exécuter ce qui a été décidé par le président. Il s'agit, selon la Constitution, d'animer, de coordonner et de contrôler l'activité gouvernementale dans des domaines précis. Enfin, le premier ministre n'agit pas en vertu d'un pouvoir propre, mais par délégation, précaire et révocable, du président.

La réforme de 1975 n'a donc pas altéré le principe fondamen-tal qui est à la racine des insti-tutions camerounaises : le monocéphalisme. On peut remarquer

d'éliminer les associations tradi- d'ailleurs que la Constitution ne prévoit l'existence d'aucun organe collégial, conseil des ministres ou tionnelles et de créer ses propres l'Union camerounaise en 1962 (deconseil de cabinet, qui pourrait partager avec le président l'exer-cice du pouvoir exécutif. Tout au nale camerounaise en 1966), l'Organisation des femmes de l'existence de a conseils ministériels », présides par le chef de l'Etat et, de façon très vague, du nisations n's pas éliminé les sources de conflits, ainsi que le montrent les documents des « gouvernement », c'est-à-dire le premier ministre, les ministres et chef : le président de la République. Ici encore, la prééminence du chef de l'Etat est marmême qu'il fallait cesser « de traiquée par son pouvoir de nommer et de révoquer discrétionnairement les membres du gouvernement, comme de fixer leurs attri-

> Compte tenu de cette structure de l'exécutif, qui se résume en la personne du président, il est vain de se demander quels sont les pouvoirs de ce dernier. Il les détient tous, aussi bien dans le domaine international (négociation et ratification des accords traités, nomination des ambassadeurs et envoyés extraordinaires, sécurité extérieure) que dans le domaine intérieur (pouvoir réglementaire, nomination aux emplois civils et militaires promulgation des lois, etc.).

Si cette première caractéristique du régime politique camerounais peut l'apparenter à un régime présidentiel, où il est de règle que le président est le détenteur exclusif du pouvoir exécutif. la concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat l'en éloigne considérablement.

Cependant, théoriquement, la Constitution semble, au premier abord, établir un régime classique. Après un coup de chapeau à la souveraineté nationale qui « appartient au peuple camerounais a et l'affirmation que « les autorités chargées de diriger l'Etat tiennent leurs pouvoirs di peuple » (art. 2), la Constitution répartit « l'autorité de l'Etat » entre deux or-ganes : le président de la République et l'Assemblée nationale. auxquels sont consacrés respec-tivement les titres II et III. Dès lors, on pourrait être tenté de croire que l'équilibre des pouvoirs est assuré par l'attribution du pouvoir législatif à l'Assemblée nationale tandis que le président détient le pouvoir exécutif. Ainsi, l'exercice du pouvoir dans sa totalité ne pourrait être correctement assuré que dans le cadre d'une collaboration permanente des deux organes de l'Etat.

Une telle épure ne correspond pas à la réalité des rapports entre le législatif et l'exécutif.

Il est vrai que l'Assemblée nationale détient le pouvoir de voter la loi. Mais, contrairement à la règle qui prévant en régime presidentiel, elle n'a pas un pouvoir illimité (sous réserve de respecter la Constitution). Imitant sur ce point la Constitution française de 1958, la Constitution camerounaise limite l'intervention de l'Assemblée nationale sux matières énumérées par l'article 20. Cela veut dire que, en dehors du domaine ainsi circonscrit, le pouvoir de créer le droit appartient au chef de l'Etat. Peu importe que les textes adoptés par le président ne soient pas qualifiés de lois. En fait, sous réserve de respecter la Constitution. il détient un pouvoir équivalant à celui de l'Assemblée nationale dans un domaine qui lui est propre et qu'il peut défendre contre les empiétements de l'Assemblée en saisissant la Cour

En second lieu l'Assemblée nationale peut se dessaisir en autorisant le président à prendre dans les matières qui sont du domaine de la loi des « ordonnances ayani force de loiz, qui peuvent abroger ou modifier les lois antérieurement votées par l'Assemblée. Compte tenu du mode de recrutement des parlementaires, membres du parti dont le président est le chef, il ne fait aucun doute que l'Assemblée saurait refuser au chef de l'Etat une délégation du pouvoir d'adopter la loi. La pratique montre qu'il a été fait un usage extensif de ces dispositions. Il convient d'ajouter que la Constitution de 1972 (art. 42), après la mise en vacance de l'Assemblée nationale fédérale, avait accordé au président, pendant une période de douze mais, le pouvoir d'adopter des ordonnances ayant force de loi. C'est dire que tous les textes importants qui définissent les nouvelles institutions ont été adoptés par le président seul

Enfin, le président dispose de pouvoirs exceptionnels qui abcu-tissent à lui transférer la totalité des pouvoirs, y compris le pouvoir législatif. « En cas de péril grave menaçant l'intégrité du territoire.

Ketene notre adr

CHUESCOU SUE

I MONTH DITTON

= Supplėment Cameroun



sans contrôle, l'état d'exception, sont théoriquement déterminés Cette situation lui confère le par la loi, donc par l'Assemblée pouvoir de « prendre toutes les nationale, en fait, les textes mesures qu'il juge nécessaires ».

Même si l'Assemblée conserve le pouvoir de voter la loi dans le domaine défini par la Constitution, elle ne dispose pas pour autant d'un monopole. Le prési-dent de la République, directement ou indirectement, dispose de fluencer, à supposer que l'assem-blée ait une volonté différente de celle du président. D'abord, l'initiative des lois appartient aussi députés. Ensuite, le président de la République peut être entendu des messages. De façon plus pra-tique, les membres du gouverne-ment ont accès à l'Assemblée et peuvent participer aux débats. Enfin, l'Assemblée n'a pas la maitrise de son ordre du jour. Outre que le gouvernement participe aux que le gouvernement par un per un primar de la conférence des pré-sidents chargée d'arrêter l'ordre du jour, ce dernier comporte en priorité, et dans l'ordre que le gouvernement a fixé, la discussion

A s'en tenir au texte même de la Constitution, Il est donc manicommentateur camerounais de la Constitution de 1972, M. Owonz, que « le président de la République est l'organe constitutionnel prépondérant ». Cette prépondérance est d'autant mieux assurée. que le président n'est pas respon-sable devant l'Assemblée. Sa responsabilité ne pourrait être mise en cause que dans le cas de crime de haute trahison, jugé par la Haute Cour de justice.

actuellement en vigueur ont été adoptés par le président de la République en vertu des mesures transitoires prévues par la Consticonfère une influence certaine sur l'appel au peuple.

L'appel

de la République et le corps élec-

toral, auquel la Constitution attri-bue la souveraineté de façon indi-

vise. Ce lien direct contribue à

renforcer la position du président, dans la mesure où, détenteur de

∢ court - circuiter » l'Assemblée

La Constitution semble placer

les deux organes de l'Etat sur un

pied d'égalité, lorsqu'elle prévoit que le président et l'Assemblée

tiennent leur pouvoir du peuple,

l'un et l'autre étant élus au suf-frage universel direct. Cependant,

les situations sont dissemblables.

Il faut rappeler que le président de la République est également le chef du parti unique. Or le prin-

nationale.

au peuple

T'APPEL au peuple établit un droit de sa qualité de membre de l'Assemblée nationale. Il est donc

nifie, et dans la mesure aussi où le parti. En fait, par conséquent, l'appel au peuple lui permet de court-circuiter » l'appel au peuple lui permet de court-circuiter » l'appel au peuple lui permet de le lien entre le député at la court de la politique décidée par le parti. En fait, par conséquent, le lien entre le député at la court de la politique décidée par le parti. En fait, par conséquent, le lien entre le député at la court de la politique décidée par le parti. En fait, par conséquent, le lien entre le député at la court de la politique décidée par le parti.

Cour suprême, seul le président de la République peut le mettre en œuvre (articles 10 et 27 de la Constitution de 1972).

D'un simple point de vue constitutionnel. Il est donc évident que tution. En outre, le président rité écrasante sur tous les autres détient le pouvoir de nommer les organes de l'Etat, dont aucun ne magistrats et de prononcer des sanctions disciplinaires, ce qui lui riorité est encore remorcée par

impensable qu'un citoyen puisse être candidat à l'Assemblée natio-

nale s'il n'a pas fait allégeance au parti, c'est-à-dire à la per-sonne du chef du parti, fondateur

par le parti et son chef. Cela ne

veut pas dire que ce dernier ne

soit pas contraint de tenir compte

de l'influence exercée par cer-

taines personnalités sur une frac-

tion plus ou moins large de la

logues appellent les relations de

clientèle, de type traditionnel ou moderne. Mais, en définitive, les

arbitrages sont rendus au som-

met, par le chef du parti. Au contraire, le président de la Répu-

blique est dans une position diffé-

rente. Toute candidature autre

que celle du chef du parti natio-nal unifié est exclue, ce qui est

population, de ce que les socio-

portent témoignage. Elu directement par le corps électoral, le président de la République apparaît aussi comme le vrai chef, que la propagande du parti présente comme un homme providentiel, le « Père de la nation », le c Moise du Cameroun », le « Périclès du nationales a présentant, par leurs de la procédure référendaire. Cameroun », le « Christ de l'Afrique s, etc. Selon une formule célèbre, « Ahidjo est le Cameroun el le Cumeroun est Ahidjo ». L'identification paraît totale.

Au départ, par son mode de désignation, le président détient donc une supériorité sur les dépu-tés. Mais, en outre, il a la possibilité de s'adresser directem peuple pour lui proposer d'adopter certaines mesures, ce qui lui permet de passer par-dessus la tête des députés, de mettre l'Assem-

La Constitution camerounaise prévoit formellement que la souveraineté nationale peut s'exercer directement par voie de référendum (art. 2), ce qui, a priori, est une solution démocratique, à con-dition que le droit de suffrage permette réellement d'exprimer un choix.

révision de la Constitution. Deux procédures sont prévues. L'une confie à l'Assemblée la décision. L'autre permet au président, qui possède l'initiative en matière constituante, de saisir directement le corps électoral par voie de référendum. C'est cette dernière qui fut utilisée en 1974, pour adopter la Constitution actuelle, bien que, sous l'empire de la Constitution fédérale, sa légalité fût douteuse. En revanche, la révision de 1975 a été réalisée selon la procédure parlementaire.

sident de la République peut s'efforcent d'effacer (pour ce qui soumettre au référendum « tout concerne le passé) les effets de la capable d'assurer le règne du des députés prévoit que tout confirmé par la pratique. En fait, projet de réjorne qui, bien que domination exercée par les puis-droit. La Constitution évite d'ailleurs le terme de « pouvoir » et de mandat est déchu de plein voir que de lui-même. Au surplus, seruit susceptible d'avoir des ré-

l'indépendance ou les institutions parle plus modestement d' « auto- l'administration de la justice, les conditions d'exercice du droit percussions projondes sur l'avenir conséquences, une importance parde la nation », le président de la rité judiciaire ». Cela dit, on République peut décréter, sans notera aussi que si l'organisation constitutionalité exercé par la phe facile dont les pourcertages nationales ». Cette formule très chef de l'Estat est de prendre l'avis avoir à en référer à quiconque et et le fonctionnement de la justice Cour suprème, seul le président élevés de « oul », frisant les 100 %. large l'autorise à en appeler directure du président de l'Assemblée nationales ». tement au peuple non seulement nale, lui-même homme du parti pour des problèmes d'ordre interne, possédant la confiance du chef de mats aussi pour des questions d'ordre international. La Constitution vise d'ailleurs expressément les projets de loi autorisant la pas le chef de l'Etat. Jusqu'ici, il ratification des conventions inter- n'a pas été fait un usage extensif

l'Etat. L'avis ne peut être que favorable; de toute façon, il ne s'agit que d'un avis qui ne lie



Quel régime?

L politique camerounais rendent conservatrices, rétrogrades ou rédifficile sa classification dans actionnaires, opposées au progrès l'herbier où les constitutionnalistes rangent amoureusement les régimes constitutionnels. Maleré les affirmations des responsables politiques, il ne s'agit certes pas d'un régime présidentiel à la mode américaine. En fait, le constituant, faisant feu de tout bois. a emprunté à différents régimes connus, français et américain notamment, des techniques constitutionnelles qui contribuent toutes a renforcer son pouvoir. Il s'agit d'une monocratie (gouvernement d'un senl) en ce sens que tout se ramène en définitive à la personne du chef de l'Etat. qui domine de sa stature les institutions, y compris le parti et les organisations sociales annexes. Un tel régime est-il susceptible d'assurer un authentique développement politique? Tout dépend de la signification qu'on donne à cette expression. Nous pensons qu'il est nécessairement un processus de lutte continue à travers lequel les forces progressistes concerne le passé) les effets de la

L ES caractéristiques du régime sent), de briser les forces sociales conservatrices, rétrogrades ou rétruire et de consolider l'Etat en s'appuyant sur le peuple. Seule pratiquée par le Cameroun, à l'in-térieur et à l'extérieur, permettrait de dire si le développement politique ainsi entendu est en voie d'être réalisé. Sans nous prononcer sur l'action politique dans les domaines économique, social et culturei, où la croissance, incontestable, n'a pas été suivie nécessairement de développement, on peut constater que l'idéal du parti, qui est d'être une organisation populaire, est encore loin d'être atteint. En fait, le peuple, dans son ensemble, est assez largement absent de la vie politique masse, à « s'enfoncer dans le corps du peuple », comme le recommandait Frantz Fanon, à e multiplier les contacts avec les masses rurales », majoritaires dans le pays. Il reste à faire que le parti soit « l'expression directe des masses », « le porte-parole énergique et le déjenseur incorruptible de

PIERRE-F. GONIDEC.

Retenez notre adresse elle vous sera utile

Si vous voulez développer vos affaires au CAMEROUN, promouvoir votre marque,

conquérir le marché, ou si vous y venez seulement pour un voyage touristique, faire un safari,

c'est à nous qu'il faut vous adresser, car nous connaissons le terrain. Nos collaborateurs maîtrisent les techniques modernes du marketing, de la communication et de la vente du tourisme.

Nos activités s'étendent sur trois pays d'Afrique centrale. Notre pénétration, grâce à nos nombreux et importants supports de masse, en régie, est la plus forte d'Afrique francophone. Nous avons des partenaires et des correspondants en Europe.

CAMEROUN PUBLI-EXPANJION

Rue du Maréchal Joffre - B.P. 1.137 - Tél. 42.44.44 Télex 5276 KN - DOUALA - CAMEROUN

CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION

Victoria (CAMEROUN). Tél.: 33-22-51 Télex: 52 42 KN

Adresse télégraphique DEVCAM Victoria Société de Développement au capital de 4 124 806 000 C.F.A.

PLUS DE 120.000 HECTARES DE PLANTATION

- d'huile de palme (19.235 tonnes)
- d'hévéa (9.778 tonnes)
- de thé (935 tonnes names (11.393 tonnes)

Quatre usines de transformation de caoutchouc, une usine à thé, deux moulins d'huile de palme.

TOLE TEA



Le meilleur, n'importe où, et n'importe quand

SALES MANAGER CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION BOTA, VICTORIA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

ORGANISATION CAMEROUNAISE DE LA BANANE



La remontée de notre production amorcée en 1971 avec la mise en œuvre, por l'OCB, du projet de Reconversion Bananière, s'est poursuivie ces demières années pour atteindre 73.500 tonnes en 1974, niveau pratiquement maintenu en 1975.

Le premier programme du projet de Reconversion Bananière portait sur 800 hectares de bananeraies à créer en 4 ans. Commencée en 1970, so réalisation s'est achevée en 1973 et a permis, grâce à la production supplémentaire de 20.000 tonnes par an conforme aux prévisions du projet, d'accroître très sensiblement nos expor-

Son indice sur l'évolution des tonnages à l'exportation se traduit par les chiffres ci-dessous :

STATISTIQUES EXPORTATIONS DU CAMEROUN

ANNEES	EXPORTATIONS
1970	47 000 t.
. 1971	51 000 t
1972	6\$ 500 t.
1973	64 500 t.
1974	63 500 t.
1975	74 300 t.

L'évolution de notre économie bananière au cours de ces dernières années n'est pas sensible uniquement sur le plan de l'accroissement de nos exportations. Elle concerne aussi leur répartition ainsi que la qualité des fruits exportés, en nette amélioration depuls trois ans.

Bounds I

Documents établis par M. J. KEUTCHA, ministre des Affaires étrangères de la République unie du Cameroun

fois par la souveraineté des Etats et leur interdépendance. Toute politique extérieure réaliste et efficace doit tenir compte de cette double dimension tout en définissant ses objectifs en fonction de la situation géopolitique de l'Etat concerné, de ses intérêts fondamentaux et des principes moraux et juridiques qu'il souhaile voir guider les rapports internationaux.

En ce qui concerne plus particulièrement la politique extérieure du Cameroun, trois données essentielles doivent être prises en considération. La première c'est que, situé au point de contact de plusieurs regions naturelles et au point de convergence des voies de migration, le Cameroun est par vocation un pays ouvert

La deuxième est que, par les hasards de l'histoire, le Came roun a connu une triple administration allemande, anglaise et trançaise, dont il a hérité un plurilinguisme qui confère une nouvelle dimension à son ouverture au monde.

La traisième est que, n'ayant jamais été véritablement une colonie, mais ayant eu, dans le cadre du mandat de la Société des nations d'abord et ensuite sous le régime de tutelle de

Les nouveuux accords non seule-ment renforcent l'amitié traditionnelle entre nos deux pays, mais ouvrent une nouvelle ère dans les principes normaux du droit inter-national régissant les rapports

national régissant les rapports entre Etats souverains.

Mais la coopération du Cameroun avec le continent européen ne se limite pas aux seules relations bilatérales; elle emprunte également un caractère multilatéral, illustré par notre appartenance à la convention d'association à la Communauté économique européenne.

si les relations que le Cameroun entretient svec les pays de la vieille Europe indiquent la solidarité des destins de celle-ci et de l'Afrique, les llens qui l'attachent au Nouveau Monde lui indiquent en un sens l'une des directions vers lesquelles sa dimension internationale est appelée à se dérelopper avec le plus de vigueur et d'originalité.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nou-veau Monde comportent réchement quelque chose de nouveau, a l'opposé de ses relations avec les pays européens qui, pour certains, sont en contact depuis des siècles avec la région du goife du Bénin. Ce qui caractérise peut-être le plus les liens qui unissent le Came-

roun au continent nord-américain. c'est leur vigueur toute juvénile. Ce n'est, en effet, que depuis son accession à la souveraineté natio-nale que le Cameroun a entrepris la coopération avec les Etats-Unia et le Canada. Mais l'on constate

Cameroun a été très tôt préparé à la vie internationale. En 1960, le pays accède à l'indépendance. Il doit élaborer sa politique étrangère au moment où deux blocs puissants dominent la scène internationale et s'efforcent chacun d'influencer les pelits et moyens Etats et de compromettre ainsi son indépen-

Jalour de sa souveraineté, qui lui paraît la condition indispensable de son progrès et de l'affirmation de la dignité africaine, le Cameroun a Choisi normalement de rester en dehors des con/lits des blocs.

Depuis son accession à l'indépendance, la République unie du Cameroun a toujours proclamé son attachement au non-alianement et s'est toujours esforcée de conformer su politique internationale à ses principes

Le non-alignement, tel que nous l'entendons, inclut la coeristence pacifique des Etats à systèmes sociaux différents. Cela suppose d'abord que l'on reconnaît à chaque peuple le droit de résoudre, en toute indépendance, ses propres affaires. Cela sousentend ensuite le respect absolu de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays.

avec d'autres pays socialistes d'Eu-rope orientale comme la Rouma-nie, la Fologne, la République démocratique allemande, l'Albanie, la Yougoslavie.

Le coopération avec ces pays ve en se consolidant et en se diver-sifiant dans de nombreux do-maines.

maines.

D'année en aunée, les relations que le Cameroun entretient avec les poys africains ont été de plus en pius étendues, de plus en plus diversifiées et approfondies. Si les raisons financieres n'ont permis l'ouverture des ambassades qu'au Zaire, au Congo, au Gabon, en Guinée-Equatoriale, en République Centrafricaine, au Nigéria, au Libéria. en Algérie, en Expuée, en Centrafricaine, au Nigéria, au Li-béria, en Algéria, en Egypte, en Ethiopie, etc..., il faut reconnaître que des contacts suivis sont main-tenus avec les autres pays du continent, à l'exception bien sur de l'Afrique du Sud où sévit l'apartheid>, et la Rhodésie du Sud où une minorité blanche confisque le pouvoir à son profit, grâce à la complicité de quelques puissances étrangères.

Sur le plan bilatéral, le Cameroun a établi une coopération active et dynamique avec les pays africains. Cette coopération repose sur de nombreux accords touchant les domaines les plus variés tels que la culture, le commerce, les transports, le personnel, etc. transports, le personnel, etc.

transports, le personnel, etc.

Avec ses volsins immédiats, le Cameroun pratique une politique de bon volsinage. Certains d'entre eux ont fondé avec lui des organisations régionales, comme l'UDEAC ou l'Organisation des Etats riverains du lac Tchad, au sein desquelles une coopération pratique et efficace a été instaurée. Afin d'éviter les incidents

frontailers et pour que les relations arec ces voisins solent dépouillées de toute hypothèque, une politique réaliste des frontières est engagée, bien que la libre circulation des personnes et des biens soit garantle avec chacun d'eux.

Dans le domaine des organisa-tions interafricaines, le Cameroun s'est illustré très tôt par son engagement total pour la défini-tion, la réalisation et la consolida-tion de l'unité africaine. Il consi-dère que seule la solidarité des Etats africains au sein de l'O.U.A. peut leur permettre d'atteindre leurs objectifs fondamentaux de libération totale de l'Afrique, de développement et d'affirmation développement et d'affirm de la personnalité africaine.

de la personnelité africaire.

Toujours en Afrique, le Cameroun ne s'est pas contenté de
condamner énergiquement le fait
colonial tel qu'il existait encore
lei et là sur le continent, mais
il a toujours soutenu activement
les mouvements de libération qui
luttent soit pour l'indépendance
de leurs pays, soit pour le respect
de la dignité de leurs peuples.
Dépassant le cadre africain, le
Cameroun s'ouvre de plus en plus
au monde asiatique qui connait
presque les mêmes problèmes que
l'Afrique.

Outre la Chine, le Vietnam, les
deux Corées, le Cambodge, le Japon,
l'Inde et le Pakistan comptent
parmi les pays asiatiques qui ont
des rapports suivis avec le Cameroun.

Les relations amicales que le Cameroun entretient avec les pays arabes ne datent pas d'aujourd'hui. De nombreux accords de coopéra-tion dans divers domaines ont été conclus avec l'Egypte, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, la Libye, le adopté des régimes politico-sociaux disférents à développer néanmoins leur coopération économique et culturelle, pour le

plus grand bien de l'humanité. C'est donc en considération de ce qui précède que le Came-roun, sous la conduite de son guide éclairé, a jait du nonalignement et de la coopération internationale les principes de base, les options fondamentales de sa politique étrangère.

Sans se lancer dans une prétentieuse politique planétaire à la réalisation de laquelle les moyens matériels auraient fait défaut, le Cameroun, en application des principes ci-dessus, s'ouvre à tous les pays épris de paix. Quiconque voudrait bâtir sa coopération avec le Cameroun sur la base de l'indépendance nationale et du respect mutuel est sûr de trouver auprès de lui

une compréhension agissante. A l'aube de l'indépendance, le Cameroun avait noué des relations amicales avec tous les pays industrialisés du monde occidental, notamment ceux auxquels l'attachent des liens historiques. Parmi ceux-ci figure la France, qui nous a régulièrement apporté une cide appréciée par sa nature, son importance et l'esprit dans lequel elle est dispensée.

Liban, l'Arabie Saoudite. Tout der-nièrement encore, des relations diplomatiques ont été établies avec l'Union des émirats arabes, la Koweit, le Qatar, l'Iran, l'Irak et le Babrein.

Engrein, des échanges de visites de bonne volonté et d'amitié ne cessent de s'effectuer entre le Cameroun et les pays arabes dans le but de développer la coopération fructueuse qui s'est instautée, et aussi pour la rendre beaucoup plus opérationnelle.

plus opérationnelle.

L'action diplomatique que le Cameroun mêne à travers le moude semble devoir se poursuivre dans le sens des grandes orientations actuelles, c'est-à-dire que, dans le cadre de sa politique d'indépendance, le Cameroun entend activer la coopération avec tous les pars de bonne volonté. Cela, bien sûr, dans les limites de ses possibilités. Une grande percée diplomatique vient d'étre effectuée en Asie et tout laisse penser que des liens plus solides vont être établis avec l'Amérique latine et les Caralbes.

Sur le plan africain le Came-

l'Amérique latine et les Carafbes.
Sur le plan africain, le Cameroun va renforcer la coopération
avec les autres pays frères, d'abord
dans un cadre sous-régional, cadre
privilégié des complémentarités et
plus propire à des manifestations
de solidarité et à l'établissement
de litens étroits de coopération:
ensuite, elle débouchers à l'étape
interatricaine avec des c'chances
de se concrétiser et de s'épanouir », notamment en matière de
coordination et d'harmonisation
de nos économies. De même, l'aide
aux mouvements de libération va
se poursuivre et s'amplifier jusqu'au terme de la libération totale
du continent de la domination
raciale.

Ailleurs dans le monde, le Ca-meroum maintiendra son effort de pair avec les autres pays non alignés.

carice à cette politique, nos prises de position font autorité aussi bien en Afrique que dans le reste du monde. Les suires Etate articains avent hien que lorsqu'il faut aller défendre les intérêts de leur continent. Ils peuvent toujours compter sur le Cameroux. C'est ainsi que le président Ahidjo fut chargé par ses collègues africaius d'aller présenter le manifeste de Lusata à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale de l'ONU. Plusieurs fois, il a été membre des comités de sages ou de conciliation chargés de rechercher des solutions à certains différends interafricains ou internationaux.

Ne doit-on pas attribuer à la justesse de notre politique extérieure l'élection de deux Camerounais an poste de sentiaire général de l'O.U.A. ou encore notre entrés au Conseil de sécurité pour y représenter l'Afrique, comme notre choix pour représenter cellect à la conférence Nord-Sud de Paris?

Si l'on doit juger l'arbre à ses fruits, on doit dire que les grandes options de politique extérieure dé-finies par notre gouvernement et poursuiviet infassablement par notre diplomatie sont conformes aux aspirations profondes du peuple cameroumais qui garde tou-jours une confignes totale à celui qui l'inspire. Elles sont conformes également aux vœux de la majorité de l'humanité qui aspire à la paix et au progrès comme en témoigne l'audience dont jouit notre pays à unvers le monde.

(PUBLICITE)

Cuba et le Mexique.

Fidéle à sa politique d'ouverture, le Cameroun a également entrepris très tôt de nouer des relations amicales avec les pays d'Europe orientale. Il faut bien reconnaître que les débuts furent difficiles parce que les parties en présence accusalent une certaine méconnaissance l'une de l'autre.

Aujourd'hui, la situation se présente tout autrement. Le Cameroun entretient des relations diplomatiques non seulement avec l'Union soviétique, mais encore

que cette coopération ne cesse de se développer et de se renforcer. L'originalité des relations que le

Cameroun entretient avec les pays d'Amérique latine procède d'une

d'Amérique latine procede d'une part d'un courant naturel d'échanges au niveau des valeurs de civilisation, dont quelques-unes, nées en terre africaine, fécondérent de leur apport les cultures du monde ibéro-américain; d'autre part de la similitude de l'état d'avancement de nos économies.

ment de nos de l'etat avancement de nos économies.

Certoins pays d'Amérique latine
ont entrepris de sérieux efforts
aussi bien dans le domaine de
l'industrialisation que dans le domaine scientifique. Conscient de
ces réalités, le Cameroun entend
intensifier ses relations avec les
divers pays de cette région.

Une coopération en politique
internationale en tre l'Amérique
latine et l'Afrique apparait comme
une nécessité du moment, car les
pays sous-développés, à l'heure où
il est question d'un nouvel ordre
economique mondial, doivent présenter un front uni devant les
pays industrialisés. C'est pour cela
qu'en ce qui le concerne, le Cameroun a déjà noué des relations diplomatiques avec l'Argentine, le
Brésil, le Chill, le Costa-Rica,
Cuba et le Mexique,
Fidéle à sa politique d'ouverture,

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES DU CAMEROUN

B.I.A.O. - BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE CAPITAL: 1.5 milliard CFA

SIÈGE SOCIAL : YAOUNDÉ

32 Agences dans tout le Cameroun

Affiliée oux réseaux internationaux de la BIAO et de la NATIONAL CITY BANK

B.I.C.I.C. - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

CAPITAL : 1.215.000.000 CFA

SIÈGE SOCIAL : Avenue A. AHIDJO - YAOUNDE

Banque affiliée à la Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer composée des groupes BNP - BANK OF AMERICA - BANQUE BRUXELLES LAMBER - DRESDNER BANK

CAMEROON BANK

SIÈGE SOCIAL : VICTORIA B.P. 48 Télex West Bank 56 66 KN 10 Agences au Cameroun

Réseau de correspondants : BANK OF AMERICA - BREMER LANDES-BANK - SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE - WELLS FARGO BANK.



SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE BANQUE

The First National Bank

Société anonyme au capital de 2 milliards de francs CFA B.P. 145 - Télex : CAMBANK 82 13

La plus grande implantation au Cameroun

Actionnaires et Banques associés : BANCA COMMERCIALE ITALIANA - HOLDIND S.A. BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPE-

MENT - CREDIT LYONNAIS - DEUTSCHE-BANK A.G. - MORGAN GUARANTY INTERNATIONAL CORPORATION

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU CAMEROUN CAPITAL: 1 125 millions de francs CFA

SIÈGE SOCIAL : Avenue Monseigneur-Vogt à YAOUNDÉ Téléphone : 22-21-22 - 8P. 244

Agence à DOUALA, capitale économique du CAMEROUN Rue Joss, B.P. 2042 - Téléphone : 42-10-10 Réseau d'Agences au Cameroun et correspondants à l'Etranger.

LA SOCIETE CAMEROUNAISE DES TABACS S.C.T.

La Société Camerounaise des Tabacs, S.C.T., an capital de 1.200.000.000 F CFA, assure la production et la commercialisation de tabacs en feuilles, principalement des tabacs spéciaux pour cigares.

A la frontière nord de la forêt équatoriale, à l'orée de la Savane, se situe entre le 4º et le 5º parallèles Nord, une zone privilégiée pour la culture de tabacs nobles, au tissu soyeux et leger, du fait que l'on y rencontre à la fois un sol propice et un climat favorable chaud et humide.

Ces tabacs sont cultivés par dix mille familles environ d'agriculteurs Camerounais, auxquels la S.C.T fournit la graine, et qu'elle encadre tout au long de la période de production. C'est dans l'Est-Cameroun que la culture est la plus intense. Les centres de production de cette région sont nombreux: BĂTOURI, BĂNDONGOUE, BELITA, BENGUE-TIKO, BOUBARA, BOUNOU, GRIBI, LOLO, MINDOUROU, N'GOTTO, N'GOURA. Un peu plus à l'ouest se trouvent BERTOUA et BETARE-OYA. Un Centre de recherche situé au centre du pays, à BATSCHENGA, à 60 km de YAOUNDE, fournitles lignées et les semences à hautrendement.

Les Camerounais des régions tabacoles sont à la fois d'excellents planteurs et d'excellents trieurs. Ils parviennent à sélectionner les tabacs de manière à donner toute satisfaction aux fabricants de cigares les plus exigeants.

Les quantités produites, d'environ 2000 tonnes par an, représentent plus de 700.000.000 de feuilles manipulées par un personnel qualifié fort nombreux. Si l'on tient compte qu'il s'agit d'une culture essentiellement familiale, le tabac occupe plus de 100,000 personnes dans les provinces de l'Est-Cameroun.

Ces feuilles, entourées de tant de soins, sont offertes à l'ensemble des fabricants de cigares du monde sur un marché qui se tient à Paris en juin de chaque année. Aux "Inscriptions de Cameroun", nom donné à ce marché du fait qu'il s'agit d'enchères secrètes, les offres étant inscrites sur un bulletin, on rencontre les fabricants de cigares d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, des Canaries, du Danemark, d'Espagne, des États-Unis, de Hollande, de Suisse et de bien d'autres pays, ainsi que les négociants en tabacs en feuilles

spécialisés dans les tabacs pour cigares. Après avoir développé cette culture dès la fin de la dernière guerre mondiale et assuré la mise en valeur de cette production, le SEITA demeure le principal client de la S.C.T. - à laquelle il reste très étroitement lié - du fait qu'il utilise les tabacs camerounais depuis longtemps et très régulièrement.

Pour que les consommateurs soient en mesure de bien connaître et apprécier les tabacs du Cameroun et du Centrafrique - car la zone privilégiée de culture se poursuit, par delà la frontière, en le SEITA vient de créer une "Savane Africaine", qui

ment3 cigares: un petit cigare, dans l'univers des originale par son goût

- FLEUR DE SAVANE. d'apprécier directe grace à sa présentation - ORÉE DE SAVANE, cigare de

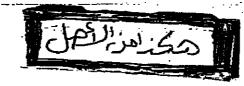
République Centrafricaine -, iamille de cigares comprend actuelle-SAVANITA, apporte

cigares légers une note et son arôme;

légèrement plus gros, permet mentla finesse des crusafricains, en cigare non ébarbé; luxe, composé d'une sélection des meilleurs

crus, surprend par la finesse de son goût et la richesse de son arôme. A partir d'octobre 1976, la famille s'emichira d'un cigare, le SISSONGO, très long, qui procurera un plaisir nouveau aux amateurs de cigares.

Tous permettent au fumeur d'apprécier la richesse et la variété de saveur des tabacs de la Savane Africaine. On peut affirmer que désormais, dans le monde du cigare, vient d'apparaître un nouveau goût.





-Politique étrangère-

Bonnes relations avec les pays industrialisés solidarité avec le tiers-monde

Par EDMOND JOUVE*

communauté internationale. Des lors, il se trouve en mesure de conduire des relations internatiomaines que le Cameroun entrenales autonomes qui offrent à tient avec les pays de bonne
maints égards des caractéristiques volonté de tous les continents ».

Dans une communication advessée aux membres de l'Assemblée nationale, le 10 juin 1976, le pré-sident A. Ahldjo, évoquant la politique extérieure de l'Etat qu'il dirige, déclarait : « Le destin de notre pays est, en effet, insépa-rable du destin de l'ensemble du continent africain. Ce destin doit être pensé et réalisé dans la liberté et la dignité par les peuples africains eux-mêmes, ce qui suppose, de loule évidence, la libération totale de l'Afrique du colonialisme

La suite de son accession consolider notre indépendance, à à l'indépendance, le la jan- affirmer notre personnalité nationale dans le cadre de notre noliforcer et diversifier les relations de coopération dans tous les do-

Action en faveur de l'unité de l'Afrique, politique de non-aligneen effet, les deux dominantes des relations internationales du Cameroun. L'une et l'autre tendent vers un même objectif ; un renforcement de l'indépendance du pays (2). Les artisans de cette politique sont peu nombreux. En application de la Constitution, et conformément à l'esprit du régime, le président de la République joue un rôle moteur. C'est lui, notamment, qui a négocie et rati-fie les accords et les traités », assisté de M. Jean Keutcha, et de la discrimination raciole, » assisté de M. Jean Keutcha, Par ailleurs, avait souligné le chef ministre des affaires étrangères, de l'Etat, « sur le plan interna- et de M. Adamou Ndam Njoya,

les autres Etats du continent. Elle cenvre en faveur de la construc-tion de l'Afrique, tout en marparticipation aux organismes de type technique. Ainsi, en 1964, le Cameroun a contribué à créer la Commission du bassin du lac Tchad. Mais, surtout, il a été l'un des signataires à Brazzaville, le 8 décembre 1964, du traité instituant l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale, institution au sein de laquelle Yaoundé a joué un rôle de premier plan. Par la suite, le Cameroun est devenu membre de l'Organisation interafricaine de l'économie forestière et du commerce du bois (constituée en mai 1975). De même, il continue de faire partie de l'Organisation interafricaine du café (fondée en décembre 1960). Le Cameroun marque plus de réticences à l'égard des orga-nismes de nature directement politique. Pourtant, en décembre 1960, soucieux d'apparaître comme un Etat modéré, il rejoint le groupe de Brazzaville. Phis tard, en mai 1961, il adhère au groupe de Monrovia constitué en riposte contre le rassemblement des « progressistes » de Casablanca. Enfin, en mai 1963, il devient un des fondateurs de l'O.U.A. Au « sommet » de Rabat, en juin 1972,

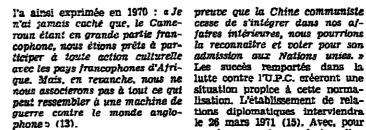
il obtient de faire partie du comité

quatrième session (10). Par ail-1972, et Etéki M'Bournous, qui adhéré à l'Organisation commune 1971, il avait quitté Air Afrique « pour relever un défi et manifester sa souveraineté », déclarera le président Ahidio, à Douala, en

Il ne faudrait pourtant pas en

Mals la diplomatle camerou-Ahidjo eut d'ailleurs à présenter ce texte devant l'Assemblée généé lus secrétaires généraux de l'O.U.A. : MM. Nzo Ekangaki en occupe ce poste depuis 1974. Tout comme il l'avait fait pour l'Organisation africaine et malgache de coopération économique et malgache (U.A.M.), aujour-d'hui disparues, le Cameroun a africaine et malgache (OCAM) lors de sa création. Mais le 2 juillinguisme, Yaoundé s'est retiré de cet organisme considéré comme rétrograde. Déjà, le 23 janvier

conclure que le Cameroun vit replié sur lui-même, se montrant imperméable « our souffles du souhaite pratiquer la coopération la plus large Mais à une condition : n'être l'otage de personne, tenter de maintenir un difficile de coordination pour la libération équilibre entre l'Est et l'Ouest. de l'Afrique. Auparavant, au Le non-alignement caractérise Caire, en 1969, il avait signé le donc cette politique.



Et, de fait, le Cameroun entretient des relations fructueuses avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada. Les rapports sont également de bonne qualité avec l'Allemagne fédérale, l'Italie et les Pays-Bas. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris de la signature, par le Cameroun, de la convention de Yaoundé du 20 juillet 1963, associant les pays du Marché commun aux Etats africains et malgache, « Yaounde II ». Ni du fait que le Cameroun figure parmi les qua-rante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) qui, le 28 février 1975, ont conclu à Lomé un accord d'association avec la C.E.E.

Cette politique d'alliance explique qu'une part importante des exportations du Cameroun soit dirigée vers la France (27,6 % en 1971) et vers les pays du Marché commun (70 %) (14). Cependant, les solides relations établies avec de nombreux pays socialistes pourraient entraîner une modification de ces courants d'échange. Dès 1962, M. Kanga avait été chargé de missions de bonne volonté dans plusieurs démocraties populaires. Il devait s'ensuivre l'établissement de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. le 20 mars 1964. La République populaire démocratique de Corée, l'Algérie, Cuba ont également noué des rapports avec Yaoundé.

Le rapprochement avec la République populaire de Chine fut sans

cesse de s'intégrer dans nos affaires interieures, nous pourrions admission aux Nations unies.» avec les pays francophones d'Afri- Les succès remportés dans la lutte contre l'U.P.C. créeront une lisation. L'établissement de relations diplomatiques interviendra le 26 mars 1971 (15). Avec, pour mique et technique et d'un accord commercial, tous deux signés à nant le tout, un voyage effectué en Chine du président A. Ahidjo, du 25 mars au 2 avril 1973. Séjour marqué par la signature d'un nouvel accord aux termes duquel sera consentie une aide de 18 milliards de francs C.F.A.

rapports aussi étroits que possible avec maints pays industrialisés et un nombre toujours croissant d'Etats socialistes, le Cameroun entend aussi affirmer sa solidarité avec les autres pays du tiers-monde. Il est l'un des membres (avec le Ghana, le Nigèria, la Côte-d'Ivoire, le Brésil et le Tozo: de l'Alliance des pays producteurs de cacao (A.P.P.C.) fondée en mai 1962. Il a marqué son idenen rompant ses relations diplo-matiques avec Israël, en dépit d'une fructueuse coopération établie avec Tel-Aviv. specialement après la visite de M. Ahidjo en ment, le chef de l'Etat insista sur le fait que l'ONU manifestait ses propres résolutions ». Mais le Cameroun ne se borne pas à s'associer à d'autres pour dénonce certaines situations. Il entend également apporter sa pierre à l'édification de la paix : ainsi a-t-il participé aux grandes conferences des non-alignés (à l'exception de la première) : au Caire, doute plus laborieux. En septem- du 5 au 10 octobre 1964 ; à Lusaka, bre 1962, M. A. Ahidjo avait du 8 au 10 septembre 1970 ; enfin, déclaré : « Si nous avions la à Alger du 5 au 8 septembre 1973.



L'unité de l'Afrique

S ELON le préambule de l'ac-tuelle Constitution, le peuple à la suite des rencontres entre salut de l'Afrique se trouve dans la réalisation d'une solidarité de plus en plus étroite entre les Eints africains, affirme sa volonté de point de l'emporter (5). A l'égard parvenir dans Findépendance de du régime de Pretoria, il s'agit la putrie camerounaise à la création d'une Afrique unie et libre ». En vue d'atteindre cet objectif, ayant fait évoluer l'O.U.A. vers le président Abidjo a favorisé le développement des relations bilatérales interafricaines et la mise en œuvre d'organisations internationales visant à regrouper les Etats du continent

relations d'amitié et de bon voisinage avec de nombreux pays, notamment avec ceux du monde arabe : en particulier avec l'Egypte (des relations diplomatiques ont été établies des 1962). l'Algérie (M. Ahidio s'est rendu dans ce pays en 1971), la Mauritanie (M. M. Ould Daddah a été reçu à Yaoundé en novembre 1973) et la Libye (le Cameroun a signé récemment un accord avec ce pays).

Avec les Etats limitrophes, la situation tend aujourd'hui à se stabiliser. Le régime de Yaoundé parait s'accommoder de l'orientation idéologique du Congo, et de l'arrivée au pouvoir des militaires tchadiens. Pourtant, la mort de N'Garta Tombalbaye, à la suite du coup d'Etat du 13 avril 1975, avait été vivement ressentie. Mais l'économie du Tchad est trop tributaire du Cameroun pour sup-porter une brouille durable (3). Le général Félix Malloum choisit donc, pour son premier voyage à l'étranger, d'aller rendre visite à son homologue camerounais à Garoua, du 24 au 26 janvier 1976. S'agissant du Nigéria, les Camerounais paraissent nourrir, à l'égard des dirigeants actuels, une certaine amertume. Ils estiment que l'attitude du président Ahidjo, refusant de reconnaître le Biafra. méritait davantage. Quant au Gabon, ses relations avec le Cameroun sont trop étroites (80 % des produits pétroliers exportés au Cameroun proviennent de ce pays) pour laisser pourrir les problèmes. Ainsi un différend frontalier vient-il d'être réglé à l'amiable (4).

Avec d'autres pays, les relations sont plus distantes, même empreintes de médiance. Trop de frictions s'étaient accumulées entre Abidjan et Yaoundé pour qu'il n'en soit pas ainsi avec la Côte-d'Ivoire. Affaire du siège de la Banque africaine de développement (BAD) en 1964, fermeture de l'ambassade du Cameroun à Abidjan en 1967, retrait du Cameroun d'Air Afrique, accusée de trop « s'ivoiriser », en 1971 positions différentes à l'égard du dialogue avec Pretoria. En dépit

les présidents Ahidjo et Hou-phouêt-Bolgny en mars 1975 à Yaoundé, et en août 1975 à Abidjan, l'intérêt commun soit sur le bien de relations d'hostilité. Le une attitude de refus du dia-logue (6). Récemment encore, le président A. Ahidjo rappelait l'impérieuse « nécessité de tout mettre en œuvre pour extirper également l'anartheid en Afrique australe et assurer la libération de la Namibie et l'avènement du gouvernement de la majorité au Zimbabwe et en Azamie » (7).

Enfin, sur un autre plan, et à l'image d'autres chefs d'Etat en Afrique (8), le président Ahidjo a exercé à plusieurs reprises des fonctions de médiateur : conflit entre le Mali et le Sénégal en 1960, entre le Gabon et le Congo en 1962, entre le Gabon et la Côte-d'Ivoire et le Nigéria en 1970. Plus tard, il fit également partie du comité des « Sages » chargés de rechercher une solution dans le conflit du Proche-



Les chemins du non-alignement

rounaise (11). Au Caire, en octobre 1964, le président Ahidjo la définira comme un « état de vigilance permanente en face de toutes les puissances, organisées, présentes ou à venir, sans parti pris contre aucune a priori, mais tout en demeurant la main tendue pour une coopération loyale tant qu'il n'y a à sacrifier aucun des intérêts vitaus».

Main tendue à l'égard des pays industrialisés, et en premier lieu en direction de l'Europe. « Sans

Maître assistant au département de sciences politiques de l'université de Paris-I (Centre d'études des pro-hièmes juridiques et politiques du

L A politique de non-alignement que, déclare le chef de l'Etat, cela constitue en effet la « pierre puisse, de quelque manière que dance » (12). Cette double nécessité dictera l'attitude à l'égard de la France. Le 13 novembre 1960, Yaoundé signe des accords de coopération avec Paris, mais après avoir renoncé à entrer dans la Communauté. En mars 1970, Yaoundé adopte la convention instituant l'Agence de coopération culturelle et technique, mais, en 1973. 1975 et 1976. le président Ahidjo refuse de participer aux « sommets » francophones. En février 1972, Georges Pompidou est reçu en visite officielle à Yaoundé, mais ses dirigeants demandent la révision des accords de coopération. La philosophie de cette politique, le président Ahidjo

Existe-t-il une «troisième voie»?

de péripéties diverses, il ne semble pas, en 1976, que la situation ait quer une certaine similitude dans fondamentalement changé. Certes, nos conceptions politiques. Pro-Yaoundé mène une diplomatie tous azimuts et, à ce titre, multiplie dans toute la mesure du possible ses représentations diplomatiques dans les pays du camp capitaliste et du camp socialiste. Selon le président A. Ahidjo, son pays entend se situer « à michemin du socialisme et du capitalisme », sur « une troisième voie». Mais cette troisième voie est-elle pratiquable? A s'en tenir au cas particulier de ce pays, la démonstration n'est pas des plus concluantes. Si l'on ne se satisfait pas de l'écume des choses en effet, il semble bien que le régime de Yaoundé expérimente un non-alignement qui penche le plus souvent vers l'Occident. En raison du poids de l'histoire et des nécessités présentes : courants d'échanges et besoins en matière

Mais cette variété de non-alignement est sans doute la plus répandue sur le continent africain. Et si la politique internationale du Cameroun ne ressemble pas tout à fait à celle des autres Etats, c'est peut-être, d'abord, en raison de son pragmatisme et, pourrait-on dire, de sa progressi-vité. Elle répond à l'idée des cercles concentriques et à la volonté de ne pas brûler les étapes. En décembre 1972, le président Ahidio définissait ainsi son attitude : « On ne construit pas par le sommet. L'unité africaine doit reposer sur des solidarités régionales qui doivent aller en s'elargissani » (17). Mais cette politique internationale est originale à un second titre : avec un soin jaloux elle entend préserver ses spécificités. « Notre pays, declarait le chef d'Etat camerounais en 1971, est, dans les relations internationales et dans le monde tel qu'il est, particulièrement soucieux de préserver l'originalité de sa personnalité pluriculturelle et conscient de ses intérêts distincts = (18).

Ces propos présentent d'ailleurs une résonance gaulliste. Le président A. Ahidjo ne recuserait sans doute pas cette remarque, lui qui déclarait, le 9 août 1968 : « En ce qui nous concerne, nous

D ANS une étude sur le Came-roun publiée en 1969, le pro-gaulliste, rendre hommage au fesseur Gonidec constatait que, sur général de Gaulle, que nous consile plan international, les choix dérons comme l'un des plus grands internes du pays l'inclinaient hommes d'Etat de notre époque a plutôt vers l'Occident que vers et qui a été le libérateur de l'Afriles pays de l'Est » (16). En dépit que d'expression française. (_) de péripéties diverses, il ne semble Nous entendons, en outre, martondément conscient de la grandeut de la France et du rôle qui lui revient dans le monde, le général de Gaulle place l'intérêt de la France et son indépendance audessus de toute autre considération. De même, de notre côté, nous estimons que la sauvegarde de la souveraineté nationale est notre mission la plus sacrée et qu'elle est, par ailleurs, nécessaire au développement national » (19). Ces propos donnent tout leur sens aux relations internationales du Cameroun d'aujourd'hui.

(1) Cf. Adamou Ndam Njoya, Le Cameroun dans les relations internationales, L.G.D.J., Paris, 1976.

(2) Pierre Biarnès, « Cameroun. Un poste de premier ministre sera crés après l'élection présidentiella de mars », le Monde, 19 février 1975.

(3) Cf. Jeune Afrique, 6 fév. 1978.

(4) Ph. E. « Un réglement sans tambour ni trompette », Jeune Afrique, 9 juillet 1976.

(5) Cf. Jeune Afrique, 12 septembre 1975.

(6) Edmond Jouve, Relations internationales du tiers-monde, Berger-Levrault, Paris, 1976, p. 159.

(7) Communication de M. A. Ahidjo aux membres de l'Assemblée nationale, 10 juin 1976.

(8) J.-M. Bipoun-Woum, Le Droit international africain, L.G.D.J., Paris, 1970, pp. 254 et suiv.

(8) J.-M. Bipoun-Woum, Le Droit international africains, L.G.D.J., Paris, 1970, pp. 254 et suiv.

(10) Recueil des discours présidentiels (1968-1973), Assemblée nationale de la République unie du Cameroun, Yaoundé, 1973, pp. 89 et suiv.

(11) L'expression a été utilisée par M. Vincent Efron, ministre des affaires étrangères, lors d'un séjour à Pékin en août 1972 (Pékin Information, 28 août 1972).

(12) 1982, congrès d'Elobows.

(13) Philippe Decraene, « Entretien avec le président A. Ahidjo », le Monde, 25-26 janvier 1970.

(14) Jean Imbert, Le Cameroun, PUF, Paris, 1973, pp. 113 et 114.

(15) Pékin Information, 12 avril

(16) P.P. Gonidec, La République jédérale du Cameroun. Editions Berger-Lévrauit, Paris, 1989, p. 32. (Cet ouvrage vient de faire l'objet d'une réédition, en collaboration avec J.-M. Breton.) (17) Déclarations à Jeune Afrique,

(18) Tosst prononcé en l'honneur du président de la République fran-caise Georges Pompidou, 10 février

(19) Le 9 août 1968 : Interview accordée par M. A. Ahidjo à la radio du Cameroun.

MARCHÉS TROPICAUX ET MÉDITERRANÉENS

Hebdomadaire depuis 1945

sur le Cameroun

- le 9 juillet, deux articles de conjonc- dans chaque numéro, des articles ture politique et économique (n° 1.600, 19 F);
- le 16 juillet, une interview exclusive du président AHIDJO sur la politique économique du Cameroun (n° 1.601, 19 F);
- fin octobre; un très important ouvrage économique CAMEROUN 1960-1980 (publicité reçue jusqu'au 13 septembre);

publie

sur toute l'Afrique

- et des informations politiques, économiques et commerciaux :
- sous la forme de numéros spéciaux, des OUVRAGES ÉCONOMIQUES ORIGINAUX:
- LES INVESTISSEMENTS EN COTE-D'IVOIRE (24 octobre 1975, 100 P); L'INDUSTRIALISATION DE LA TUNISEE
- NUMEROS SPECIAUX ANNUELS: - L'AUTOMOBILE OUTRE-MER 1976, 26° édition (25 juin. 50 F); - LES PRODUITS TROPICAUX 1976 (12 mars, 15 F).

Vente, abonnements, publicité 190, bd Houssmann, 75008 Paris, tél. 924-83-69 (15 lignes), télex 290.131 F et, également INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER

Mensuel économique pour les pays en développement, — Spécimen gratuit sur demande.

Documents établis par M. VICTOR AYISSI MVODO, ministre d'Etat chargé de l'administration territoriale de la République Unie du Cameroun

PARTI UNIFIÉ ET DÉMOCRATIE GOUVERNANTE

Au lendemain de la décision mémorable des partis politiques nationaux de sa fondre tous ensemble en un seul parti unifié, le Cameroun pouvait réellement se dire assuré d'avoir remporté, sur lui-même, l'une de ses plus belles victoires. C'était le 1st septembre 1966. Ce jour-là, en effet, était née une espérance nouvelle du peuple en face de son destin.

Ainsi devrait s'expliquer cette soit d'unité, qui s'est toujours trouvée à l'origine de l'action, comme des choix du peuple camerounais, depuis bientôt vingt ans. Le parti unifié en a été la consécration. Il a été, pour la communauté nationale, une source vivante d'idées et de motivations concrètes. Il demeure le soutien et le guide de ce peuple, toujours désireux de rester maître de son devenir, de fortifier sa volonté de construction nationale dans une vole originale et en dépit des difficultés et des contradictions du monde contemporain. C'est peut-être là que pourra figurer son apport décisif au patrimoine de la nation.

Car, ce qui est surtout concerné, ce n'est pas tant de triompher immédiatement de toutes les nécessités matérielles que de rendre vite accessible à tous dans la pratique l'idée d'une nation à promouvoir dans l'harmonie, la justice et le progrès, et qui soit pour chacun une patrie véritable. A travers cette triple approche des perspectives nationales, se dégagent les grandes tâches qui, certes, échappent à la maîtrise d'une seule génération, mais que le parti et l'Etat doivent aujourd'hui, pour leur part, assumer avec courage et détermination.

Il s'agit de contribuer par tous les moyens à l'épanouissement de la conscience nationale; d'accélérer l'éducation politique et humaine des masses; d'associer sans discrimination toutes les couches sociales aux sacrifices comme aux joies de la construction nationale.

Il convient, cependant, de souligner que cette intervention, riche de contenu, du parti et de l'Etat ne pouvait s'effectuer qu'à condition de reposer elle-même sur une option bien définie en ce qui concerne le mode de gouvernement. Cette option a été faite. Le Cameroun a marqué sa préférence pour la démocratie. Mais une démocratie essentiellement fondée sur ses traditions propres, et qui ne se réclame ni des normes de l'Occident ni de celles de l'Est européen. C'est une voie moyenne. Elle rejoint, pour l'essentiel, ce qu'un publiciste français a appelé une « démocratie gouvernante ».

Mais ce serait, à coup sûr, trahir la vérité de l'histoire que de ne pas mettre en relief (sa très grande modestie dût-elle en souffrir) la part qui revient, dans cette fine architecture, aux mérites personnels du président Ahidjo. Très tôt, il a su comprendre que l'indépendance, une fois acquise, n'avait de véritable signification que si elle devenaît un acte de participation continue aux valeurs de son milieu et aux modèles de son héritage humain.

Sur ce point, ses convictions, que l'expérience des vingt dernières amées n'a fait que confirmer, n'ont jamais varié ; le Cameroum en a tiré un très net avantage dont s'est ressentie l'évolution constitutionnelle de notre aprèsindépendance.

Le chef de l'Etat camerounais ne soutenait-il pas déjà, en 1962 au congrès d'Ebolowa, que nos pays en voie de construction ont à découvrir les formules politiques qui leur soient propres en fonction de leur situation, mais aussi en fonction de leurs civilisations qui sont extrêmement différentes de celles des pays d'Europe ou d'Amérique.

Pour le président Ahidjo, en effet, la démocratie à l'européenne, si elle était l'objet, à notre stade, d'une reproduction servile, ne pourrait que conduire notre peuple à choisir, en définitive, entre Charybde et Scylla. Entre l'anarchie et la dictature.

Mais, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel reste cette volonté de renyerser les barrières qui, par-delà les valeurs simples sur lesquelles tout le monde devrait se mettre d'accord, contribuent encore à entretenir des démarches routinières de pensée, les relents d'un fond d'idées souvent abstraîtes et un climat de préjugés tenaces.

Ce qui importe par conséquent, c'est que le parti unifié œuvre pour l'édification d'un Etat fort, capable en son sein d'assurer l'ordre et de promouvoir la paix. Telle est du reste, selon nous, la condition première pour que s'instaure une démocratie authentique, c'est-à-dire, en somme, une participation active du peuple à l'élaboration de son destin, par une libre adhésion collective, éclairée par le parti et conduîte par l'autorité de l'Etat.

Voilà pourquoi le régime présidentiel, tel que notre peuple a choisi de le vivre, nous a toujours semblé le mieux répondre à ses problèmes. Il convient autant à sa conception particulière du pouvoir qu'à son mode spécifique d'expression des forces profondes de son patrimoine culturel.

S'îl fait du chef de l'Etat, face aux exigences d'une nation en cours d'édification, le symbole vivant de l'unité de son destin et de ses aspirations, il garantit également l'exécutit, les moyens de jouer pleinement son rôle de moteur de l'émergence individuelle et collective des masses.

A l'intérieur de ce mouvement où, bien que séparés, les pouvoirs se complètent, leur collaboration fonctionne avec d'autant plus d'harmonie et de rigueur qu'elle se fonde sur les vertus de l'appartenance commune de tous les corps de l'Etat à l'esprit et à la discipline d'un même parti.

C'est donc à Juste titre que le système camerounais peut, ainsi que le rappelait encore le président Ahidjo au congrès de Douala, être qualifié de démocratie gouvernante, ce qui l'oppose, de toute évidence, « aux régimes où l'action de l'exécutif se trouve constamment paralysée du fait des divisions d'opinions démagogiques, des luttes d'influences, et du conflit des intérêts particuliers ».

Cette prééminence de l'exécutif a malheureusement suffi à certains pour qu'ils assimilent, de manière abusive, notre système politique à une forme de dictature, dominée par des procédés antidémocratiques.

En réalité, la démocratie gouvernante dont nous nous réclamons, et telle que nous la pratiquons, est loin de nier que la liberté soit pour l'individu un droit fondamental; ce qui nous importe, c'est que ce principe se traduise de manière bien plus concrète par une plus grande efficacité dans les perspectives actuelles de notre quête de la dignité et de la sécurité par le développement. Nous ne nions pas non plus que la liberté soit la meilleure école pour préparer les hommes à s'adapter aux changements, caractéristique essentielle de notre temps; mais, nous voulons y accéder par les voies propres à notre culture, en raison, notamment, des diverses formés d'ambiguité attachées à ces mutations qui, d'un côté, rassurent, et, de l'autre, créent des menaces.

Nous demeurons dès lors convaincus que la vraie liberté, c'est celle qui, au sein d'une société devenue adulte et stable, peut d'elle-même porter définitivement remède aux frustrations et à la dépersonnalisation, qui tendent si souvent à compromettre la sécurité des jeunes Etats d'Afrique.

Vue sous cet angle, notre démocratie gouvernante n'est rien d'autre que la recherche d'un équilibre à la mesure de la complexité et de l'urgence de nos problèmes; elle se veut une réplique à bien des parodies de la démocratie où, au nom de la liberté, la joie de vivre devient un terme sans contenu pour le plus grand nombre, et où la recherche du bonheur égoïste se présente comme un idéal de vie.

Pour exorciser ces spectres de la pire des misères, qui est celle du cœur, le système camerounais de démocratie gouvernante situe le dialogue au centre de son action de sa stratégie : « Dialogue, comme l'explique le président Ahidjo, entre l'exécutif et le législatif, dans la poursuite des objectifs nationaux ; dialogue au sein du parti, qui doit recueillir les aspirations des masses, et organiser leur participation aux programmes d'intérêt national. »

Le dialogue ainsi défini doit déboucher sur un équilibre à trois dimensions, à partir des disparités ethniques, religieuses et culturelles, qui traduisent un manque, en même temps qu'elles représentent une richesse. Le parti et l'Etat ont su, à cet égard, chacun en ce qui le concerne, s'employer à consolider les bases de cette unité de destin, dont on est fondé à attendre une plus grande unité d'action.

C'est pourquoi il entre dans les préoccupations fondamentales du parti et de l'Etat que ne soit tolérée aucune tendance qui aurait pour résultat de favoriser ou de défavoriser une ethnie par rapport aux autres. Afin de conjurer, notamment auprès des nouvelles générations, l'apparition d'un tel danger, les efforts d'interpéniétration ethnique engagés au lendemain de l'indépendance se sont inlassablement poursuivis sous l'effet mobilisateur des intérêts économiques ou sociaux, et grâce à l'heureuse influence exercée sur les masses par les objectifs du parti.

Ces efforts ont porté des fruits. On peut dire que les Camerounais sont, aujourd'hui, parvenus à une conscience élevée des liens naturels, qui font de chaque ethnie un élément de la nation, une et indivisible.

Quant à l'équilibre entre les religions, il s'est toujours, de son côté, manifesté par un très grand libéralisme qui n'assigne à l'expression de la foi religieuse aucune limite autre que la tolérance mutuelle et le respect des prérogatives de l'Etat. Le même libéralisme et la même réserve valent également en ce qui concerne l'équilibre des cultures nationales. Chaeune de celles-ci, en assurant pleinement son épanouissement, a pour mission de contribuer par les moyens qui lui sont propres à la naissance d'une personnalité nationale originale et d'une civilisation camerognaise authentique.

Comme on le voit, le Cameroun a résolu le problème de base; celui des choix essentiels qui s'expriment par l'organisation des structures appelées à servir le système de démocratie gouvernante. Il lui reste à résoudre celui de la mentalité des hommes, qu'il faut amener à un engagement continu dans l'action. Une action assortie du sens de l'initiative et d'un certain goût du risque.

lci, les progrès sont nécessairement plus lents, car il n'est pas facile d'intégrer dans les habitudes traditionnelles un changement qui invite à ne plus voir son propre avenir à travers le présent des autres.

Une nouvelle voie se laisse ainsi présentir qui doît passer par une nouvelle détermination des critères sociaux et culturels capables d'assurer, dans les perspectives du développement, une plus grande maîtrise du facteur humain. A cet effet, le parti, depuis le congrès tenu à Douala l'année dernière, est convié à une activité plus prospective dans la mesure où, grâce à sa puissante implantation au niveau des masses, il peut découvrir plus facilement des motivations liées à l'émergence de totalités culturelles nouvelles.

น้านั้นเป็นผู้ผู้

Cette voie, c'est celle qui doit ouvrir notre démocratie gouvernante à une authentique démocratie de développement à laquelle doivent participer toutes les forces capables de raccourcir les étapes de notre lutte pour la conquête d'une plus grande émergence.

Telles sont les promesses attachées à la naissance, voici dix ans, d'un parti unifié, l'Union nationale camerounaise. Ce parti, dont le président Ahidjo a dit fort justement qu'il était le fer de lance de la construction nationale, est plus que jamais appelé à jouer son rôle sans égal de rassemblement et d'orientation.

Et pour voir cette histoire en acte annoncer valablement les fleurs de l'histoire en espérance, il suffit que le parti et l'exécutif continuent à se donner la main, face à un présent qu'il faut maîtriser, et à un avenir qu'il faut préparer. Il nous semble qu'à travers cette harmonieuse combinaison peut se proursuivre, dans le seul intérêt du peuple camerounais, une des révolutions les plus difficiles; celle qui se fait par le patient effort de tous les jours et qui, à chacune de ses étapes, accroît chez l'homme l'espoir de se retrouver enfin, dans tous les domaines, le sujet de sa propre histoire.





Coopération

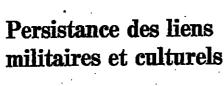
La France demeure un partenaire privilégié, malgré une diversification des aides étrangères

Après la Mauritanie, Madagascar et le Gabon, le Cameroun signait à son tour de nouveaux accords de coopération avec la France le 21 février 1974 à Yaoundé (1). Au nombre d'une vingtaine, si l'on tient compte de l'ensemble des actes (y compris les annexes, les protocoles d'accord et les échanges de lettres), ces textes se substituent aux accords cadres du 13 novembre 1960 et autres conventions conclues entre cette date et le 21 février 1974. Coiffés par trois textes de principes, les nouveaux accords couvrent, comme dans le passé, tant le politique, l'écono-mique que le social, le culturel et le technique. Seules y échappent les questions monétaires et commerciales, qui relèvent du domaine multilatéral (2).

l'indépendance, les partenaires priviléglés mis en place en 1960. Ainsi il français et camerounais se sont efforcés de ne pas remettre en cause le système mis en place précédemment, et de sauvegarder l'esprit qui avait préxidé à l'élaboration des premiers accords de coopération. Cette affirmation est surtout fondée en matière économique, financière et monétaire, il n'est question, dans les nouvelles dispositions, ni de la qualité de doyen du corps diplomatique autrefois reconnue de plein droit à l'ambassadeur de France (3), ni de la possibilité pour le Cameroun de se faire représenter auprès des États et des organisations of il n'a pas de représentanomique, financière et monétaire, tions où il n'a pas de représentaavec en particulier le maintien tion propre. Encore moins d'une dans la zone franc et la conclusion de divers accords, en appa-rence secondaires, qui viennent consacrer, sinon toujours en droit gère. Cette volonté de « banaprépondérante qu'occupe la Franconcerne les autres secteurs, et à toutes les conférences francos'agisse de la coopération en maopération militaire.

sont desormais placées sous l'em- unissent ce pays à la France.

BIEN qu'ils aient pris en pire du droit international géné-compte les mutations inévi-tables survenues depuis nulle trace des circuits privilégiés quelconque clause de concertation ou d'informations mutuelles sur les questions de politique étranilser » les relations avec Paris et une hostilité traditionnelle à l'égard de toute formule institularge part l'absence du Cameroun notamment le domaine politique. africaines, voire même son retrait Là, en effet, la révision des ac- de l'Organisation commune africords de coopération s'est tra-duite par des acquis non négli-geables pour la République du Cameroun, même s'il est générageables pour la République du Cameroun, même s'il est généra-Cameroun dans la conquête d'une lement rangé parmi les Etats souveraineté effective. En core africains modérés (cela s'est vérifaudrait-il préciser que le relà- fié à propos de l'affaire angolaise), chement des liens est plus ou fait de plus en plus preuve d'an-moins perceptible selon qu'il tonomie dans la conduite de sa politique extérieure. Dans presque tous les cas, et notamment à l'ONU, la solidarité africaine et Les relations diplomatiques et avec le tiers-monde l'emporte sur



P AS plus qu'elle n'a subi d'al- « crise grave ou d'agression » ait L' tération entre 1960 et 1974, été reconduit. la coopération militaire entre la La coopérat France et le Cameroun ne sort affectée de la révision globale intervenue le 31 février 1974. Elle est désormais régie par un accord de coopération militaire (la substitution du terme « coopération » à celui d' « aide » semble constituer le seul changement notable en ce domaine) et une convention fixant les règles et les modalités du soutien logistique aux forces armées camerounaises. Deux annexes précisent, en outre, dans le détail, les modalités de ce soutien, d'une part aux forces aériennes, terresires et à la gendarmerie, d'autre part à la ma-

Les textes consacrent la persistance des liens militaires en ca qui concerne l'aide en matériel et en personnel (5), la formation des cadres camerounais dans les écoles militaires françaises et, bien entendu, le soutien logis-tique de l'armée française. L'absence de toute référence, comme dans l'accord d'assistance militaire technique de 1960 (6), au concours de la France en matière de défense intérieure on extérieure n'exclut pas, loin s'en faut, toute possibilité d'intervention militaire de la France, à la de-mande des autorités camerounaises. Déjà, entre 1960 et 1964, sous le couvert d'un simple soutien logistique, les forces armées françaises avaient directement participé à la lutte contre les technique en matière de person-maquisards de l'U.P.C. (Union des nel est sur presque tous les points populations du Cameroun) en comparable à l'ancien texte. La pays bamiléké (7). Toujours dans répartition des charges finance même ordre d'idées, il est fort cières entre le Cameroun et la probable que l'accord secret de France demeure, pour l'essentiel, 1961 prévoyant l'intervention des inchangée. Cette convention relatroupes françaises en cas de tive au concours en personnel

La coopération culturelle n'a pas subi de bouleversement spec-taculaire. On relève tout au plus dans le nouvel accord de coopération culturelle des clauses de style qui mettent l'accent sur l'égalité des Etats et le respect de leurs cultures propres. L'ac-cord concerne aussi bien l'envoi de personnel enseignant, l'accuefi de boursiers et staglaires, que les échanges culturels au sens large. ou encore la recherche scienti-

BIBLIOGRAPHIE: A. N'DAM N'Soya : Le Came-

G. N'GANGO : « Au Came-roun, les causes d'une affica-cité limitée », in « le Monde diplomatique s, mai 1974.

fique. Les dispositions en soi n'offrent qu'un cadre d'action à cette coopération, les parties préférant s'en remettre à la pratique pour en dégager l'étendue exacte et les modalités. Il en est ainsi de l'aide en matière d'enseignement supérieur, qui est définie et mise en œuvre par une commission mixte paritaire.

L'accord général de coopération

.: -

à la disposition des organismes (67,3 %).

concernait, au 1° janvier 1975, publics ou parapublics et autres 790 agents français relevant du sociétés d'intervention en milieu ministère de la coopération et rural On note qu'entre le 1° mars répartis de la façon suivante : 1958 et le 1er janvier 1975 les 544 dans l'enseignement et la effectifs gérés par le ministère de formation (soit 68,9 %) et 246 la coopération ne sont passés que dans les secteurs techniques. Au chiffre de 790, s'ajoutent les encoopérants affectés à des tâches seignants pris en charge directe- d'enseignement et de formation ment par le secrétariat d'Etat aux se situe à un niveau à peine universités et le personnel mis inférieur à ce qu'il était en 1970



Les relations financières et économiques

régime monétaire des Etats de l'Afrique Centrale sur celui, plus souple, de l'Union monétaire ouest-africaine (U.M.O.A.), les conventions de 1972 et les révi-sions des statuts de la B.E.A.C. intervenues depuis cette date ne modifient pas sensiblement des mécanismes directement issus de l'époque coloniale, Pour intéressantes qu'elles soient, des réfor-mes comme celles portant sur l'africanisation des organes de la B.E.A.C., le transfert du siège de la Banque de Paris à Yaoundé, les avoirs extérieurs, ou encore les interventions de la B.E.A.C. en matière de crédit ne sauraient faire oublier que la zone franc demeure une zone monétaire fondée sur la seule recomnaissance avec le tiers-monde l'emporte sur de la monnaie française comme les liens de toute nature qui liquidité internationale. Ontre que rigides que la parité fixe, la liberté totale de transfert de capitaux, une réglementation identique des changes ou encore la

E plus bel exemple de conti- nationaux qui lui fournissent une L's pais del exemps de cantel année 1973, aide. Pour la seule année 1973, franco-africains reste incontesta-blement la zone franc, à laquelle ainsi évaluée à environ 45 % de le Cameroun a réaffirmé son l'aide globale, bilatérale et multi-appartenance. Même si elles mar-quent un progrès par rapport à L'aide publique française est en la situation autérieure et alignent nette progression depuis quelques années : de 7 milliards de francs C.F.A. (140 millions de F.F.) en 1973, elle est passée à plus de 10 milliards de francs C.F.A. (200 millions de F.F.) dont no-tamment 6,6 milliards d'aide directe au développement et 3,2 milliards de dépenses d'aide en

> FAC aux programmes de déve-loppement du Cameroum repréteurs bénéficiaires ont été l'infra-structure (10,1 milliards) et le développement rural (58 mil-

le franc C.F.A. se voit toujours propres, elles se sont élevées à vanche, que 21 %. Ce qui donnait refuser la personnalité internationale, subsistent des règles aussi 10,5 milliards de francs C.F.A. une balance commerciale excédionale, subsistent des règles aussi 1958 et 1973, soit une dentaire pour l'Etat associé. moyenne annuelle de 1,75 mil-liards de francs C.F.A.

mise en commun sous l'égide du commerciaux entrepris par le dés par la Banque elle-même et Trésor français de toutes les gouvernement camerounais, la 86 millions par l'Association Dernier volet des relations pondérante dans le commerce De création plus récente, la franco-camerounaises : la coopération économique et financière.

pondérante dans le commerce De création plus récente, la extérieur de ce pays. Elle demeure Banque africaine de développeration économique et financière.

pondérante dans le commerce De création plus récente, la extérieur de ce pays. Elle demeure Banque africaine de développeration économique et financière. L'accord conclu dans ce domaine fournisseur du Cameroun, avec roun entre 1972 et 1975 environ



LABORATOIRE AU COLLEGE DE DOUALA Egalité des Etats, respect des cultures.

Etats et les organisations inter- Le premier a accordé des subnationales ont largement entamé ventions et des prêts d'un mon-le face-à-face minutieusement tant global d'environ 163 000 000 organise au lendemain de l'inde-pendance. d'u.c. (dont 50,3 millions d'u.c. pour le premier FED, 51,3 millions

nauté économique européenne au pour un montant de 17,8 millions Cameroun était évaluée à la fin d'u.c., uniquement sous la forme de 1975 à environ 181 millions de prêts, des prêts industriels d'u.c. (une unité de compte = pour l'essentiel. À noter que, dans 5,70 F environ), soit plus de 50 bien des cas, la B.E.I. participe millions de francs C.F.A. Cette à des opérations de financement

La C.E.E. est au premier rang des ballieurs de fonds autres que lions pour le troisième FED). La France. L'aide de la Commuaide a emprunté deux canaux : conjoint, aux côtés du FAC, de le Fonds européen de développe-ment (FED) et la Banque euro-activités bilatérales ou multilaté-



La C.E.E., premier client

de la C.E.E. (à l'exception de la mands grâce à un système de France) étaient en 1974 les premiers clients, avec environ 47 % en place par les autorités de du total des exportations. Leur Bonn. Quant aux interventions de la part dans les importations came-

L'aide du groupe de la Banque mondiale représentait un total de Malgré un sérieux effort de 184 millions de dollars à la fin diversification des partenaires 1975 (9,8 millions de prêts accor-France conserve une position pré- internationale de développement).

A CEE est devenue l'un des liards de francs C.F.A. depuis plus importants partenaires l'indépendance (et jusqu'à la fin sentaient environ 23 miliards de francs C.F.A., à la fin 1973, soit la plus forte contribution aux même le plus important (et de concours publics, on assiste a même le plus important (et de concours publics, on assis Viennent ensuite les contribu-

francs C.F.A. en 1972; et des Etats-Unis (850 millions de francs C.F.A. en 1972), ces derniers entretenant avec le Cameroun un courant d'échanges commerciaux appréciable. Ainsi en 1974, ils ont participé pour 4% aux exporta-tions et pour 6% aux importations camerounaises. Récemment, la Chine a elle aussi apporté sa contribution sous la forme d'un prèt à long terme et à faible taux d'intérêt de 18 milliards de francs C.F.A. Enfin, dans le cadre de la coopération arabo-africaine, le Cameroun s'est assuré au cours des derniers mois le concours financier de certains pays producteurs de pétrole dont la Libye l'Arabie Saoudite et le Kowelt.

En fin de compte, le Cameroun dispose desormais d'atouts non négligeables pour son développement économique. A condition toutefois que les sources extérieures de financement ne soient pas, comme c'est souvent le cas, synonymes de limitation de souveraineté et qu'elles soient orientées vers les secteurs véritablement productifs de l'économie.

(1) Depuis. de nombreuses autres révisions sont intervenues : avec la République populaire du Congo. le Sénègal, le Bénin, le Tchad et le

LES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'ETRANGER (Ventilation par zones géographiques, en millions de francs)

	Zone franc			Extérieur					TOTAL
	France	P.O.M.	Ensemble	C.B.E.	EtUnis	Autres	Ensemble	%	
Expertations :									
1972	363,7	194,5	468,2	451,2	103,6	139,5	685,3	59	1 153,5
1973	474,8	116,8	591,6	649,3	116,8	278,4	1 844,5	64	1 636,1
1974	656,8	174,1	830,9	1 081,8	92,3	321,5	1 495,6	64	2 326,5
Importations :						[
1972	727,4	90,8	818,2	324,9	170,5	214,1	709,5	46	1 527,7
1973	706.4	88,8	795,2	314,8	134,2	245,5	694,5	47	1 489,7
1974	986,9	142,8	1 129,7	449,7	139,6	386,5	966,8	46	2 096,5
Balance :	-		ŀ	ļ '	1		<u>'</u>	İ '	1
1972	363,7	+ 13,7	350	+ 126,3	— 66,9	- 83,6	- 24,2	i i	- 374,2
1973	— 231,£	+ 28	203,6	+ 334,5	- 17,4	+ 32,9	+ 350		+ 146,4
1974	— 330,1	∔ 31,3	298,8	+ 632,1	— 38,3	- 65 E	÷ 528,8		+ 230
<u> </u>		<u> </u>	1		<u> </u>	<u> </u>	<u></u>		<u> </u>

Source : Rapport du Comité monétaire de la zone franc.

d'apporter l'aide matérielle et technique nécessaire pour atteindre les objectifs de progrès éco-nomique et social que le Cameroun s'est fixés. Il en résulte, en clair, que ce pays continue à bénéficier d'une aide financière privilégiée, sous la forme de crédits globaux et annuels octrovés par les organismes appropriés, tels le Fonds d'aide et de coopération (FAC) et la Caisse centrale de coopération économique

La France reste le premier partenaire international du Cameroun et vient largement en tête des pays et organismes inter-

nétaire de la sone franc.

respectivement 29 % des exportations et 47 % des importations, soit une balance commerciale largement déficitaire pour l'Etat camerounais dans ses échanges avec la France.

Un tel bilan témoigne du caractère encore largement privilégé des relations franco-came; rounaises. Mais on ne saurait pour autant ignorer les nombreux facteurs qui ont introduit des changes et la France avec ses anciennes possessions d'afrique noine, et en particulier avec le Cameroun.

L'association à la C.E.E., avec pour corollaire la généralisation aux autres membres de la Communauté des privilèges commerciales et ra va ux ux d'infrastructure la dies publique populaire du Congo. le ééndeal, le Bénin, le Tchad et le Céndeal, le Bénin, le Tchad et le Congention de coopération et alle part par la couvention de coopération signée le 21 novembre 1972 et par la couvention de coopératic antices cinq Etats membres de la Partice la Prance de la Chine.

Un tel bilan témoigne du caractère encore largement privilégé des relations franco-came; nounaises. Mais on ne saurait pour autant ignorer les nombreux de la Chine.

L'initérêt croissant que porte l'Allemagne de l'Ouest à l'Afrique noire est particulièrement justifié dans le cas du Cameroun, par des la calure de la Communauté convention se sur la révision des accords de coopération, le Cameroun avait de ja retusé d'adifere à la Communauté convention se pour corollaire la généralisation aux autres membres de la Communauté des privilèges commercial et une aide financial pour corollaire la généralisation aux autres membres de la Communauté des privilèges commercial et une aide financial pour corollaire la généralisation aux autres membres de la Communauté des privilèges commercial et une aide financial pour corollaire la généralisation aux autres des privilèges commercial et une aide financial pour corollaire la généralisation de corollaire la des tra va ux ux d'infrastructure des la défense au général contre l'intervention seraient explicitées dans un présudent de la claure

Économie

Un « libéralisme planifié » pour associer le secteur privé aux efforts de développement

(Suite de la page 21.)

Le gouvernement s'attache à organiser ces différentes produc-tions en facilitant l'achat des engrais dans le Sud, l'usage de la charrue dans le Nord, en encourageant le développement de la culture du blé et du riz par des sociétés d'encadrement comme la SODEBLE (Société de développement du blé) et la SEMRY (Secteur de modernisation de la culture du riz).

Le secteur agricole moderne, c'est celui des grandes entreprises agro-industrielles, qui donne un visage d'avant-garde à la mise en valeur des ressources camerou-

Il fonctionne dans le cadre de societes d'économie mixte. Il en est ainsi pour le palmier à huile avec la SOCAPALM (Société camerounaise des palmeraies, dont la C.D.C. (Cameroon Development Corporation) est l'expression

1 F C.F.A. = 0,02 F français

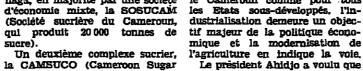
l'exploitation la plus importante de toute l'Afrique centrale. D'au-tres sociétés, comme la PAMOL et la SAFACAM (Société forestière et agricole du Cameroun), sont aussi actives. Leurs activités sont coordonnées pour l'application du plan palmier qui doit aboutir à produire 180 000 tonnes en 1985.

La C.D.C. étend ses activités à des plantations industrielles de thé et de bananes. En ce qui concerne la production bana-nière (75 000 tonnes), organisée par l'O.C.B. (Office camerounais de la banane), 34 000 tonnes sont produites sur des plantations africaines traditionnelles. L'HEVECAM (Société de développement de la culture de l'hévéa) atteindra d'ici quelques années une capacité de production de

Une des réalisations les plus spectaculaires des dernières années est celle de la canne à sucre, dont 230 000 tonnes sont obtenues dans la vallée de la Sa-

la plus considérable. Utilisant naga, en majorité par une société le Cameroun comme pour tous quatorze mille travailleurs, c'est d'économie mixte, la SOSUCAM les Etats sous-développés. l'in-(Société sucrière du Cameroun,

> Un deuxième complexe sucrier, la CAMSUCO (Cameroon Sugar Company Inc.), qui a nécessité 16 milliards d'investissements, est actuellement en chantier et sera en activité l'an prochain.



Le president Ahidjo a voulu que cette industrialisation s'accomplisse lentement, sans doute, mais méthodiquement et en tenant m activité l'an prochain. compte d'un certain équilibre Il va de soi, en effet, que, pour entre les différentes régions.



Un atout, les ressources énergétiques

E Cameroun disposait, au dé-Le Cameroun disposait, au dé-part, de ressources énergé-tiques considérables. Le barrage du fleuve Sanaga, à Edéa, lui procure à lui seul, par les centrales installées au pied des chutes, 1,1 milliard de kilowatts-heures par an. En France, par compa-

le barrage de la Rance 540 millions de kilowatts-heures annuel-

Le barrage d'Edéa a permis l'installation d'une production d'énergie électrique qui alimente une importante industrie de l'aluminium, qui fut la première de raison. Génissiat fournit 1,660 l'Afrique centrale et qui produit militard de kilowatts-heures et 50 000 tonnes d'aluminium, dont

une partie est transformée sur barrage hydro-électrique à Sonsplace par deux usines, l'une fabri-quant des tôles on du lées à plus de 50 milliards de francs (SOCATRAL, Société camerou-C.F.A., est déjà assuré de son naise de transformation de l'aluminium), l'autre des ustensiles ménagers (ALUBASSA, Manufacture d'articles de ménage et divers en aluminium) destinés non seulement à la consomma-

régularisation a été construit sur le Haut-Noun ; un autre, situé Enfin, un important projet de roum est en bonne voie,

bancaires locaux, aux crédits de la Caisse centrale de coopération péenne d'investissement, de l'Ara-ble Saoudite et du Kowell. Si l'on tion intérieure, mais à toute ajoute que les études des bar-l'Afrique centrale. ajoute que les études des bar-rages de Njock et des pulssantes Par ailleurs, un barrage de chutes de la Sansga à Nachtigal sont en voie d'achevement, on constatera que l'équipement du secteur énergétique du Came-



Conquérir des marchés extérieurs

L E gouvernement souhaite nisation dans l'optique de l'extenqu'au plan industriel le sion de l'industrie. Cameroun se suffise progressivement à lui-même, transforme, dans toute la mesure du possible, ses produits de base en produits finis ou semi-finis et se lance à la conquète des marchès exté-

déséquilibrer la production vivrière nécessaire au ravitaillement l'industrie fait naître, le gouvernement a crèé, en 1973, une orga-nisation qui favorise l'établissement d'une ceinture verte autour des villes, la mise en place de points de collecte et de points de vente avantageux. L'approvisionnement porte sur des bananes douces et bananes plantains, les ignames, le riz, les arachides, les haricots, les pommes de terre et l'huile de palme. Il convient de

tient également une place de choix dans les préoccupations gouvernementales, d'autant que l'élevage est la grande richesse du Nord et des hauts plateaux de l'Adamaoua. Le cheptel camerounais compte, en effet, trois millions de bovins et trois millions six cent mille caprins.

Dans ce domaine, d'importants projets sont en cours d'exécution : trois ranches de 25 000 hectares chacun : plus de cent cinquante fermes et ranches privés; instal-lation d'industries animales qui doivent donner au Cameroun les moyens d'alimenter en viande de boucherie les populations de l'Afrique centrale.

Les vitamines ceront également fournies par la pêche sous ses

TABLEAU I. - LA PHYSIONOMIE DU COMMERCE EXTERIEUR (1973-1975) Les statistiques officielles font ressortir pour l'année 1975 une balance commerciale où les importations sont plus élevées, en valeur, que les exportations:

	1973		19	74	1975	
	Q (1)	▼ (2)	Q		Q	V
EXPORTATIONS	1 082 463	81 804	1 107 642	119 272	897 525	192 087
IMPORTATIONS	1 039 449	74 221	1 106 721	104 825	1 173 194	128 104
Balance		+ 7 583		+ 14 447		— 26 017
1 % de couverture des im- portations par les expor- tations	<u> </u>	189,9 %		113,8 %		79.7 %

(1) Quantités (en tonnes).
(2) Valeur (en millions de francs C.F.A.).

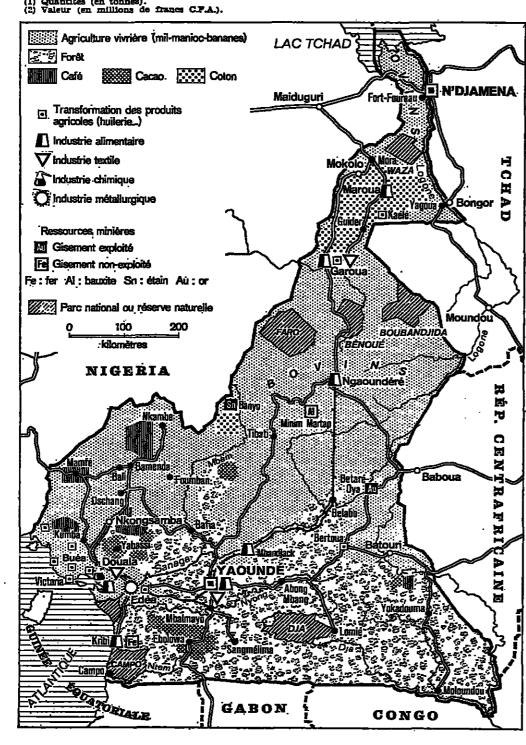
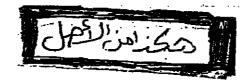


TABLEAU II. -- PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES (1974 et 1975) Les produits primaires (en particulier le cacao, le cajé et les bois) représentent un fort pourcentage de l'ensemble des exportations.

			<u>-</u> _			
	Q (1)	₹ (2)	Q	▼ .	Q	₩.
PRODUITS PRIMATRES						
Cacao en fèves Café Arabica Café Robusta Arachides décortiquées Palmistes Huile de palme Caoutchonc naturei Bananes fraîches Tabacs bruts Thé Coton en masse Bois bruts Cuirs et peaux Viandes et abats	70 519 23 279 25 626 18 040 11 982 75 481 2 090 177 5 798 517 684	30 437 10 079 18 697 1 737 2 283 2 389 2 1 681 3 167 6 3 1 211 11 705 794 246	72 475 26 799 66 905 18 115 12 264 18 222 14 243 2 462 302 9 072 329 787 1 587	74 382 7 578 15 621 1 478 580 844 2 229 4 362 3 317 67 1 677 6 586 589 237	- 18.5 - 11.3 - 52.2 - 52.2 - 49.7 + 32.1 + 17.8 + 78.6 + 36.8 - 37.3 - 10.3	- 19,1 - 24,9 - 16,5 - 14,9 - 64,2 - 42,2 + 42,2 + 23,5 - 43,7 - 29,5 - 3,7
TOTAL produits primaires retenus	873 418	. 87 731	642 296	69 512	— 2 6, 5	26,8
PRODUITS INDUSTRIELS OU TRANSFORMES						
Cacao en masse Chocolat Beurre de cacao Clments hydrantiques Aluminium brut Pianches en aluminium Articles de ménage en alum Rèles Chaussures Bois sciés et équarris Bois de traverses Bois feuillards Feuilles de placages Bois plaqués ou contreplaq. Panneaux creux ou cellulat Tissus de coton Vétements et accessoires Bonnetterie Allumettes Parfums et produits de par- fumerie	21 250 7 465 211 3 445 3 710 343 28 510 41 915	1 880 6 181 1 192 252 3 293 1 431 127 875 429 313 1 127 1 127 525 828 622 139 1 769 559 309 225	11 187 7 944 2 568 13 166 25 034 7 166 249 4 587 209 27 795 44 188 12 174 3 096 4 149 638 1 264 158 41 7311	2 748 5 158 1 453 1 453 3 886 1 561 173 1 319 637 1 920 1 218 667 224 392 50 1 267 691 200 333	+ 14,4 - 7,2 - 22,9 + 19,0 + 17,8 - 4,0 + 33,1 + 33,5 - 2,5 - 76,5 - 30,1 + 37,7 - 10,8 - 39,1	+ 46.2 + 46.5 - + 83.7 + 83.7 + 16.2 + + 59.7 - 73.9 + + 73.9 - 22.6 + 23.1 + 23.1 + 23.1 + 23.1 + 23.1 + 23.1 + 23.1 + 23.1
TOTAL des produits in- dustriels ou transformés réténus	175 585	23 559	171 946	23 652	— 2,I	+ 0.4
ENSEMBLE DES EXPOR- TATIONS	1 167 642	119 272	879 525	102 687	20,6	— 14,4
PART DES PRODUTTS PRI- MAIRES DANS LE TO- TAL DES EXPORTA- TIONS	78,8	73,6	73,8	68,1		

TABLEAU III. - PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES (1973-1975) Le tableau ci-dessous montre l'importance qu'occupent encore les postes alimentaires dans les importations de l'étranger, et la part croissante des produits pétroliers. Les produits bruts (d'origine minérale) et les demi-produits (ciments, engrais, profilés simples et filés) représentent des sommes considérables, ainsi que les produits d'équipe-

	1973		1974		1975	
	Q (1)	V (2)	Q	▼	Q	▼
Alimentation - boissons -	i					
tabacs	118 768	7 380	107 948	10 370	91 492	8 921
Energie et lubrifiants Produits bruts d'origine	328 32 0	4 853	318 733	9 209	377 681	11 260
animale et végétale Produits bruts d'origine	40 964	I 604	58 989	2 976	44 968	2 354
minérale	104 360	1 614	109 719	2 445	98 348	3 654
Demi-produits	333 701	9 967	381 435	16 629	416 241	21 444
traction	12 760	9 844	16 860	10 718	17 890	13 885
Equipement Industriei	371 19 332	397	610	590	1 071	740
Consommation des ménages	20 225	10 457	23 127	13 777	31 151	20 248
Consommation des entre-	2022	10 646	17 638	12 476	19 382	14 846
prises	68 619	18 349	72 471	26 250	75 930	31 153
TOTAL	1 939 449	74 221	1 106 721	194 825	1 173 194	128 194



13. MANDE DIPLOTE

DITT

carche Merieus

≡ Supplément Cameroun



Cameroun et SIPEC).

des métaux, de montage et de 20 000 mètres cubes de sciages). exploitation des eaux de source réparations d'automobiles et de bieyclettes, d'industries mécaniques, ces industries sont, en généques, ces industries sont, en généques d'industries d'une mise en papier a pris corps. Son finanral, installées dans le Sud. Cepen-dant, le Nord possède une indus-trie textile des plus modernes, sans que pour autant le Sud en

La CICAM (Cotonnière indus-trielle du Cameroun), dont l'activité s'étend aussi bien à Garoua, où l'on tisse, qu'à Douala, où l'on assure la finition, produit 25 millions de mêtres. D'autres usines textiles fonctionnent à Douals.

Les industries alimentaires ont pris un grand développement. Le cacao est transformé en chocolat l'huile de palme en savon, le blé en pâtes recherchées. Les boissons, surtout, connaissent une faveur extraordinaire. La blère est d'ailleurs la boisson nationale africaine et le Cameroun est le premier producteur africain de blère parmi les Etats franco-phones autrefois colonisés. Le pays possède trois brasserles d'une capacité totale de 2 millions d'hectolitres par an La plus importante est la Société anonyme des brasseries du Cameroun, qui débite, en même temps que 1 300 000 hectolitres de bière à elle seule, 402 000 hectolitres de boissons gazeuses. A Bafoussam, en pays bamiléké, la brasserie est singulièrement florissante. A

Douala, Guinness prospère. D'autres produits sont trans-

million de tonnes, paraît devoir des affaires une partie de ses lent, le jeune Etat devrait prentransformer la physionomie de l'est du Cameroun. Un complexe bon départ.

qui procure environ 30 000 tonnes, industrielle et financière de Bepêche industrielle avec une labo) est préva pour l'utilisation Sa capacité sera portée progresciétés privées (COTONNEC et une concession de 210 000 hectares, travaux coûteront 43 milliards SOPECOBA) et deux sociétés on envisage une production de de francs CFA.

d'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, Enfin, si l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, enfin de l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, enfin de l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, enfin de l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes, enfin de l'économie mixte (Crevettes du 150 000 mètres cubes de grumes). Cameroum et SIPEC). dont les deux tiers seront trans-formés localement (25 000 mètres encore assez làche, couvre le pays. Qu'il s'agisse de transformation des métany de transformation des métany de transformation des métany de transformation.

papier a pris corps. Son finan-cement étant déjà presque entiè-rement assuré, sa réalisation de-mandera trois ans, au terme desquels il produira alors 126 000 une physionomie nouvelle.

Enfin, si l'on ajoute les activités des entreprises de hâtiment et de travaux publics, la construction de nombreux hôtels et immeubles, la prochaine que les éléments d'une mise en valeur diversifiée sont de nature à former un tissu industriel qui donnera aux différentes régions



Les mesures en faveur des investissements

E STIMANT le moment venu de donner un élan à la produc-tion industrielle, le président de la République fait appel au secteur privé dans la ligne de sa doctrine du libéralisme planifié. Pour assurer une mise en valeur du pays à la mesure des ambitions nationales, le gouvernement a créé à Douala un bureau inscrits dans le quatrième plar d'accuell des investisseurs dont qui sera incessamment publié la tâche est de faciliter la liaison avec les administrations intéressées et de hâter l'examen des dossiers qui, jusqu'à présent, demandait beaucoup trop de temps. Une société nationale industriellesociété d'Etat sous la tutelle du ministère de l'économie et du plan est en même temps chargée de formés. Le tabac est traité par Bastos, qui fabrique des cigarettes vendues dans toute l'Afrique centrale. Les chaussures sont faites par Bata.

Le bois alimente une usine d'allumettes et l'application for les différentes initiatives de la promotion industives de la promotion industrielle. Elle s'y intéresse en participant effectivement au capital et au conseil d'administration des sociétés qui s'installent, se proposant d'affeure de céder uitécoordonner les différentes initiacipant effectivement au capital et de l'inflation mondiale, n'est pas faites par Bata.

Le bois alimente une usine
d'allumettes et l'exploitation forestière, qui déjà exporte près du

considérés qui s'installent, se proposant d'affleurs de céder ultérieurement à des Camerounais
soucieux de collaborer au monde

bon départ. Par une série de mesures excep-

investisseurs. Il a ainsi mis en place un code des investissem qui offre un régime fiscal et financier de faveur aux entreprises industrielles ou agricoles de nament du pays. De grands projets sont, dans cette perspective inscrits dans le quatrième plan projets dans le domaine de la transformation des produits agricoles, notamment du café, du cacao, du caoutchouc, de l'aragique ; dans l'industrie du bois ; dans l'exploitation minière, etc. l'ensemble, équilibrée, mais elle tourne encore au ralenti. La conjoncture actuelle, en raison de la hausse des prix du pêtrole et particullèrement favorable. Son rythme de progrès a même fléchi l'année dernière. Cependant, les ressources du pays sont telles que,

BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPEMENT

(B.C.D.)

Société d'Economie Mixte d'Intérêt National.

— Capital social : 1.500.000.000 F CFA soit 30.000,000 FF.

- Actionnaires : République Unie du Cameroun,

Caisse Centrale de Coopération Economique, Banque des Etats de l'Afrique Centrale,

Bremer Landesbank

Siège social et direction générale : B. P. 55, YAOUNDÉ (Cameroun).

-- Téléphone :

 Secrétariat directeur général : 22-00-67. Standard : 22-09-11. 22-45-96.

22-37-39.

— Télex : 82-25 KN.

--- Adresse télégraphique : BANCAD.

--- Administration : EL HADJ OUSMANE MEY, président du C.A.

— Direction : MM. Léon BAHOUNOUI BATENDE, directeur général, Jean-Pascal ZOLEKO, directeur général adjoint.

POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU CAMEROUN

TIENT EN PERMANENCE SES SERVICES A LA DISPOSITION DES INVESTISSEURS POUR TOUS LEURS BESOINS.

L'orientation des échanges

iont surtout avec l'Europe et lis se déveioppent avec l'Afrique (voir les deux

Les autres échanges se font principalement avec

● EN AMERIQUE : Les Etats-Unis sont le prinprovenance des Etats-Unis ont été de 8 394 millions de F C.F.A. en 1975 contre 6 528 militons en 1974. Les exportations à destination de ce pays ont alteint 2527 millions de F.C.F.A. l'an dernier, contre 6 712 en 1974;

On notera ausai Curação (976 milliona de F C.F.A.), le Venezuela (628 millions de F C.F.A.) et Trinidad et Tobago (228 millions de F C.F.A.), qui ne livrent pratiquement que des produits pétrollers. Le Brésil, en revanche, fournit toute une gamme de produits variés (326 millions de F C.F.A.).

● EN ASIE : Le Cameroun a Importé pour 9 000 millions de F C.F.A. en 1975 d'Asie contre 7 708 millions de F C.F.A. en 1974. Il a exporté à destination des pays d'Asie pour 2859 millions de F C.F.A. en 1975 contre 8 638 millions en 1974. Les exportations vers le Japon ont balasé : 2 296 millions de F C.F.A. en 1975 contre 3 399 en 1976. Cependant, les achats de produits nippons - spēcialement d'automobiles considérablement : 5 079 millions de F C.F.A. en

1975 contre 2 396 millions de F C.F.A. en 1971, Les importations de Chine en 1975 n'ont été que millions. Les exportations sont négli-

Les Importations en provenance de Formose oni atteint 1 126 millions contre 792 millions en 1974. de 73 millions de F C.F.A. en 1975. Elles n'existalent pes en 1974.

De Hongkong, les ventes sur le Cameroun ont été de 639 millions en 1975 contre 450 mil en 1974. Les exportations sur Hongkong se sont élevées à 178 millions en 1975 contre 15 millions en 1974. En conclusion, le continent africain a pris une

importance nouvelle dans les exportations du Cameroun : 13,5 % en 1975 contre 9 % en 1974. En revanche, les parts des pays de la C.E.E. et de l'Amérique sont tombées respectivement de 84,6 % en 1974 à 65,6 % en 1975 et de 4,6 % à

Pour sa part, l'U.R.S.S. s'est classée au troisième rang, alors qu'elle était au sixième rang en 1974 et au dix-septième rang en 1973.

Quant aux importations, les proportions sont inversées, la C.E.E. a vendu pour 71,2 % au Cameroun en 1975 contre 70,7 % an 1974 et l'Amérique

pour 91 % en 1974 contre 80 % en 1973, L'Afrique n'a fourni que 8% des importations du Cameroun en 1975 contre 9,7 % en 1974.

AVEC L'EUROPE (en millions de francs C.F.A.)

	1974			1975				
	Exportat	Importat.	Balance	Exportat.	Importat.	Balance		
EUROPE OCCIDENTALE	99 321	78 324	+ 20 997	82 287	96 579	14 292		
dont France Belgique-Luxembourg	88 709 33 464 3 057	74 149 49 344 2 194	+ 14 569 15 940 + 863	67 147 29 983	91 642 59 363 3 720	23 895 30 220		
Pays-Bas R.F.A.	36 394 8 149	2 322 9 687	+ 33 982 1 538	1 794 22 043 7 342	4 109 10 758	- 1 926 + 17 934 - 3 416		
Italie Royaume-Uni	6 187 1 253	5 915 3 890	+ 272 - 2637	3 81 8 2 838	7 367 4 836	- 3 557 - 1 998		
Irlande Danemark	8 347	149 648	- 141 - 301	15 222	507 442	492 220		
- RSPAGNE	3 685 4 973	368 1 628	+ 2737 + 3345	3 850 10 771	1 332 2 235	+ 2518 + 8536 + 9389		
dont U.R.S.S.	3 835	486	+ 3 429	18 042 ·	653			

AVEC L'AFRIQUE

	···	1974		1975		
	Exportat.	Importat.	Balance	Exportat.	Importat.	Balance
AFRIQUE Afrique du Nord dont Marec Algéris Tunisie Union monétaire de l'Ouest aft. (U.M.O.A.) dont Côte-d'Ivoire Sénégal U.D.E.A.C. Gabon Congo R.C.A. U.R.A.C. dont Tchad	19 665 531 54 52 	19 216 677 345 129 200 849 371 414 6 292 5 332 876 85 134 94	+ 449 - 146 - 292 - 77 - 260 + 581 + 776 - 336 + 589 - 1 530 + 915 + 1 202 + 772 + 763	13 760 817 48 369 243 1 634 1 452 89 7 882 4 571 2 070 1 241 1 565 1 527	18 295 440 189 50 193 1 218 632 543 7 459 6 926 440 83 180 84	+3465 +377 -140 +319 +50 +416 +820 -474 +223 -2355 +1630 +1148 +1385 +1443

CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET DES MINES DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Secrétaire Général : M. André KONNA

SIÈGE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL : DOUALA - B.P. 4011 Tél. 42.28.88 et 42.36.90 - Télex CHAMCIMA 5616 KN DOUALA

Délégations: YAOUNDÉ: B.P.36 - Tél. 22.47.76 - GAROUA: B.P. 59 - Tél. 27.11.77

VICTORIA: P.o.B. 211 - Tél. 33.42.30

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines de la République Unie du Cameroun est un établissement public à compétence nationale qui représente l'ensemble des intérêts du secteur privé, commerçants, industriels, artisans, prestataires de services et miniers auprès des Pouvoirs Publics.

Son slège est à Douala, capitale économique du Cameroun, ville de 350.000 habitants, où se trouvent les sièges et directions des principales sociétés commerciales et industrielles du pays,

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Comeroun est régie par le décret n° 74/737 du 17 août 1974, qui a créé trois

— La section « Commerce », divisée en trois sous-sections : Import, Export et Commerce

— La section « Industrie et Mines », comprenant les trois sous-sections : Industries extractives, industries de transformation et Travaux Publics,

- La section « Prestations de service » qui englobe les sous-sections : Crédit, Banques, Assurances, Transports routiers, Transit, Navigation aérienne, maritime et fluviale, Garages et Divers.

Elle compte 100 membres élus dont 50 titulaires et 50 suppléants; les suppléants étant appelés à remplacer les titulaires en cas d'ab-sence ou d'empêchement.

En plus de son rôle consultatif, la Chambre de Commerce est chargée :

- De l'information de ses membres et ressortissants à travers le Territoire national;

- Des contacts entre les hommes d'affaires du Comercun et ceux de l'extérieur :

- De l'arbitrage entre les différentes catégories d'Agents économiques de la nation;

- De la promotion des échanges commerciaux, industriels et touristiques à travers les foires internationales où elle s'emploie à inciter les détenteurs de capitaux et des techniques à s'intéresser davantage au développement de l'économie camerounaise et à y participer en bénéficiant du généreux et libéral Code des investissements mis au point par le

Et c'est dans cette même optique qu'elle s'est chargée, en accord avec le gouvernement qui l'aide et l'appuie, de la création d'une Ecole Supérieure de Commerce à Douala pour les res-sortissants de l'Afrique centrale. Elle édite un bulletin mensuel qui est diffusé dans le monde entier, et élabore un ropport annuel sur la situation économique de la nation,

Afin de remplir efficacement sa mission, et compte tenu de sa compétence nationale, la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Cameroun dispose de plusieurs délégations provinciales, à savoir :

- YAOUNDE, capitale administrative et politique du pays pour les contacts quotidiens avec le gouvernement et les missions diplomatiques accréditées au Cameroun. La délégation de Yooundé dessert également les dix lépartements que compte la province du Centre-Sud:
- GAROUA, chef-lieu de la province du Nord ;
- VICTORIA, pour les provinces du Nord et du Sud-Ouest:
- BAFOUSSAM, chef-lieu de la riche province de l'Ouest.

Sur le plan international, la Chambre de Commerce du Cameroun est membre de la Chambre de Commerce Internationale et elle participe activement au congrès des assemblées consulaires de l'UDEAC qui se réunit une fois tous les deux ans et à tour de rôle dans chacune des capitales des Etats de l'Union

€.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

où, dans toutes les instances internationales, on tente, non sans difficulté, de définir un nouvel ordre économique et financier international, il est risqué, voire délicat, de traiter de la politique monétaire et financière d'un pays en vole de développement caractérisé par le dualisme des secteurs onnel et moderne, l'extrême vulnérabilité à la conjoncture intern Alnsi, le flottement des monnaies, l'Inflation mondiale généralisée aggra-vée par la crise de l'énergie, trappent de plein fouet notre économie et tent en causa chaque jour les mesures de politique monétaire et

En repehêrissant le coût des produits d'équipement importés au moment où se stabilisent ou régressent les recettes d'exportation des produits de base, l'infiation mondiale perturbe l'équilibre extérieur du Cam sur les avoirs extérieurs, base de toute politique de crédit.

Maigré cette conjoncture internationale particulièrement difficile, la

itique monétaire et financière du Cameroun recherche six objectifs

Assurer la stabilité des prix ;

- Déterminer une expansion monétaire compatible avec les besoins

- Assurer l'équilibre de la balance des paier Gérer les finances publiques de manière à dégager une épargne ents publics; budgétaire toulours croissante au service des investiss -- Créer des conditions d'accuell favorables aux investiss ébangers ;

I. — La mise en place d'un système monétaire et bancaire autonome

Toute politique monétaire sans maîtrise du système d'émission de la monnaie et du contrôle de l'ensemble des activités des établissements primaires de crédit est vaine. Or, au lendemain de son indépendance, notre pays avait peu d'emprise sur son institut d'émission. Le réseau des es primaires restait principalement étranger et étroitement lié aux intérêts des milieux d'affaires opérant au Cameroun.

Les banques étaient des succursales de banques étrangères. Les compagnies d'assurances se composaient d'agents des grandes compagnies étrangères.

Le privilège de l'émission de la monnaie était exercé par la puissance tutrice. Cette dernière avait conflé ce privilège par décret successivement aux Banques de l'Afrique occidentale « BAO », aux différents organismes. En 1955, le privilège de l'émission au Cameroun fut conflé à « l'institut d'émission des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun » devenu Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun le 4 avril 1959.

Mais depuis 1960, date de son indépendance, le Cameroun exerce souverainement le privilège d'émission. Il l'exerce dans le cadre de la zone franc, et à l'intérieur de ce cadre il appartient à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Les structures et les modes de fonctionnement de cette banque étant devenues inadaptés à l'évolution économique du pays, le Cameroun a décidé, de concert avec ses partenaires, de négocier de nouveaux du pays, le Cameroun a decide, de concert avec ses partenaires, de negocier de notiveaux accords monétaires dans le cadre de la zone franc. C'est donc volontairement et souveralnement que le Cameroun a décidé d'instaurer une coopération monétaire avec ses pays frères et voisins (Gabon, République Populaire du Congo, R.C.A., Tchad) de l'Afrique centrale. Les objectifs essentiels de la réforme de l'Institut d'émission opérée en 1973 sont :

- l'accession des nationaux aux postes de direction de la Banque centrale;

- la libre disposition de nos avoirs extérieurs;
- l'adaptation des concours au Trésor de l'Institut d'émission aux besoins d'investissement de notre économie dans l'équilibre de la monnaie.

Aujourd'hul, ces objectifs de la réforme sont atteints. Désormais, le siège de notre institut d'émission est en Afrique, à Yaoundé, plus précisement.

Le conseil d'administration est présidé à tour de rôle par un Africain. Le Comité monétaire national jouit désormais de l'autonomie de décision en matière de crédit dans le cadre de la délégation qu'il reçoit du conseil d'administration.

La coopération monétaire dans le cadre de cette banque est fondée sur la mise en commun des réserves des cinq Etats membres au fonds commun de réserves de change dont gestion relève du conseil d'administration.

Il est utile de relever que le franc C.F.A. émis par notre Banque centrale a une parité fixe avec le franc français : 1 F C.F.A. = 0.02 FF.

Outre la parité fixe, ce franc joult de la garantie illimitée du Trésor français par le jeu du compte d'opérations. En garantissant ainsi notre monnaie, la France lui assure une convertibilité externe qui sauvegarde son pouvoir d'achat et sa valeur d'échange avec les monnaies étrangères. La convertibilité extérieure de notre monnale, ajoutée à la liberté de transfert des capitaux qui existe dans le cadre de la zone franc, constitue un gage supplémentaire qui assure les investisseure

La maîtrise de notre institut d'émission pour une politique de crédit plus orientée vers le développement devait s'accompagner de la réforme du réseau bancaire et des assurances. C'est l'objet de la réforme bancaire de 1973, dont le but était de transformer les succu en banques de droit camerounais.

En effet, au niveau des banques primaires, la restructuration a permis aux intérêts publics camerounals de participer plus activement à la gestion de ces organismes, ce qui, dans la pratique, se traduit par une prise de participation représentant au moins 35 % du capital, la camerounisation, partielle, de la direction des banques et totale, de la présidence des conseils d'administration, ainsi que le transfert des centres de décision de toutes les banques de l'étranger

Il est important de préciser que cette réforme bancaire, dont l'un des résultats positifs reste l'accroissement des ressources et le contrôle des centres de décision, a été réalisée dans le cadre du dialogue et de la concertation menés entre le gouvernement camerounals et ses partecadre du dislogue et de la concertation menes entre le gouvernement camerounais et ses parte-naires étrangers. Cette réforme fonctionne à la grande satisfaction des uns et des autres. Satisfaction qui est le témolgnage éloquent que cette politique monétaire et bancaire n'est pas nationalisation, mais création de sociétés d'économie mixte dans l'un des secteurs vitaux de l'économie dont aucun pays désireux d'être maître de son destin ne saurait se passer. De plus, la législation bancaire mise en place en 1973 revêt toute la souplesse nécessaire

permettant de l'adapter à l'évolution économique du pays. Dans le secteur des établissements financiers et des assurances, le mise en place des nouvelles structures a obél et continue d'obéir sensiblement aux mêmes préoccupations, dont le seul objectif est d'aboutir à une plus grande participation des organismes concernés au développement économique et social du Cameroun.

11. - Une plus grande mobilisation de l'épargne nationale

Dans un pays en voie de développement tel que le nôtre, l'initiative privée est timide, voire rare. Il appartient à l'Etat, par le budget d'investissement, d'être le moteur du financement du développement. Pour y parvenir, notre politique obéit au mot d'ordre du chef de l'Etat, S. E. El Hadj Ahmadou Ahidjo : e La rigueur dans la gestion financière. • Cette gestion rigoureuse de nos finances publiques n'est pas seulement liés à une conjoncture de crise dont les conséquences sont maîtrisables par d'autres moyens ; elle est un impératif permanent de construction partionale.

Dans le cadre de ces directives, le gouvernement s'efforce de contenir l'accroissement des dépenses de fonctionnement dans les limites compatibles avec les efforts d'équipement du pays. Cela n'est pas facile ; les dépenses de souveraineté, la nécessité d'équiper notre jeune administration et l'inflation poussent, au contraire, à l'accroissement des dépenses de fonctionnement. Mais grâce aux mesures d'austérité qui évitent tout gaspillage, nos recettes fiscales propres couvrent non equiement nos dépenses de tonctionnement mais dégagent, chaque année, une éparque budgétaire qui finance un budget d'investissement et d'équipement en progression rapide.

En effet, notre budget d'investissement, qui représentait 4,3 % en 1960-1961 du budget total, représente en 1976-1977, 28,9 % de ce même budget. Au cours de l'exercice 1976-1977, il a connu un taux de croissance de 90,7 %, passant de 19,4 milliards à 37 milliards de francs C.F.A. En renonçant dès l'Indépendance à tonder l'équilibre de son budget sur les subventions extérieures, le Cameroun a voulu, par cette politique financière, compter d'abord sur ses efforts propres, manifestant ainsì se volonté d'indépendance nationale dans l'interdépendance des

Les moyens d'un budget d'investissement de plus en plus croissant sont utilisés principalement dans les secteurs tels que l'équipement public, les infrastructures, dont le nature s'adapte mai ou peu aux investissements privés. Il en est de même pour le secteur agricole, dont l'importance parmi les eccteurs de notre économie justifie une attention particulière.

Parallèlement à l'épargne budgétaire, le gouvernement net tout en œuvre pour mobiliser l'épargne privée. Il s'agit de mobiliser au maximum les ressources existantes et potentielles, et de les canallser vers les circuits économiques nationaux, afin de limiter volre de supprimet l'évasion des capitaux en quête de placements plus rémunérateurs à l'étranger.

L'augmentation de l'épargne bancaire s'obtient par les mesures suivantes : - D'une part, la révision des conditions de banque de manière à élever le niveau de de dépôt pour encourager l'épargnant ;

- D'autre part, mettre la banque à la portée du client par une politique de couverture du pays par des guichets bancaires. Grâce à cette dernière mesure, on note, à l'heure act une forte pénétration des zones rurales par le réseau bancaire qui, en réduisant la thésauris

d'un nouvel ordre économique et financier international fondé sur plus de justice et d'égalité ; il est souhaliable qu'au désordre monétaire actuel né de la faillite du système de Bretton-Woods se substitue une réforme monét et financière plus soucieuse des problèmes du tiers-monde et moins dominée par l'égoisme des grandes nations.

Si les uresures conjoncturelles prises par le Cameroun pour survivre à la crise mondiale présentent de l'intérêt pour le lecter, il est plus indiqué de dégager, dans le cadre de cet article, les grands principes de la politique monétaire et financière depuis l'indép

Refusant de situer son économie dans le cadre d'une croissance extraverlie, la stratégie de développement du Cameroun est fondée sur le libéralisme planifié.

Par le libéralisme planiflé, il faut entendre, selon la propre définition président Ahidjo, un système de développement où l'Elat, tout en courageant l'inflictive privée, assume la responsabilité principale dans la définition, l'orientation, l'impulsion et le contrôle du développement de la nation. Ce système économique a pour objet l'homme et pour instrument le Pian. Etant humaniste, notre ilbéralisme planifié place l'homme au centre

Le Plan est l'instrument privilégié de ce système économique. Mais II s'agit évidenment d'un plan indicatif. Il est élaboré et exécuté dans la concertation de tous les agents économiques. Il procède donc de la démocratie et du dialogue.

intègre progressivement mals sûrement dans les circuits financiers une masse de capitaux de plus en plus importante. La multiplication des formes d'épargne (compte d'épargne bancaire et postale, compte de dépôts à terme, émission de bons d'équipement et pientôt de bons de caisse), en offrant de nombreuses possibilités de placement aux détenteurs de capitaux, contribuent à l'augmentation des ressources collectées.

Au niveau des autres collecteurs privilégiés d'épargne que sont les sociétés d'assurances, la nouvelle réglementation tend à accroître la capacité de rétention du marché camerounais et à assurer une plus grande participation des compagnies d'assurances au financement de

C'est ainsi qu'il a été possible de limiter à 5 % des primes émises le montant des rétroces-sions au titre de la réassurance, et ce grâce à l'accroissement de la capacité de notre marché. Il importe toutefois de souligner que les autorités camerounaises ne perdent pas de vue certaines es inhérentes à la technique de l'assurance. C'est pourquoi, dans certains cas, des dérogations peuvent être accordées.

La participation des compagnies d'assurances au financement du développement trouve son expression dans la diversification des formes de placement de leurs provisions techniques et mathématiques, formes qui tiennent largement compte des objectifs de l'État et des critères de solvabilité auxquels doit répondre toute entreprise d'assurances.

La maîtrise de l'institut d'émission et des centres de décision des banques, la mobilisation de l'épargne privée, visent à mener une politique de crédit plus dynamique dans l'équilibre de la monnale. Le taux d'intérêt est modulé en fonction de la conjoncture économique et financière interne et Internationale. L'objectif est d'appliquer des conditions d'intérêt modéré qui excluent la notion de l'argent facile, mais tiennent compte des structures de nos économies et de notre volonté de les transformer. Par la politique de crédit, le gouvernement recherche à promouvoir la petite et moyenne entreprise nationale. A cet égard, les banques sont obligées de réserver au moins 20 % de leurs concours aux petites et moyennes entreprises nationales.

Quel que soit l'effort de mobilisation de l'épargne, notre économie a besoin des concours

III. - Les concours extérieurs, compléments nécessaires à l'épargne nationale

Les concours extérieurs sous forme d'alde, de prêt ou d'investissement sont nécessaires. Constatant avec regret que l'aide est loin d'atteindre le niveau espéré et même fixé par la deuxième décennie de développement de l'ONU. le Cameroun concentre sa politique sur la dette extérieure et l'incitation aux investissements étrangers.

A - LA POLITIQUE D'EMPRUNT EXTERIEUR

Les emprunts directs du gouvernement comme ceux des organismes ou des sociétés obélssent à une politique fondée sur on de la dette extérieure à des opérations productives, de préférence des

opérations génératrices de produits d'exportation sources de devises :

2) Le financement des opérations d'infrastructure, de préférence par des emprunts à long

3) Le maintien de l'ensemble de la dette extérieure dans des limites compatibles avec notre capacité d'absorption de capitaux et de remboursement des échéances. Nous évitons, par cette contrainte, de parvenir à un stade où la dette rembourse la dette ; 4) La conséquence heureuse du contrôle de notre dette extérieure est que notre pays honore ses engagements et jouit. è l'heure actuelle, d'une signature respectée dans les milleux

En somme, tout en recourant plus que par le passé aux emprunts exténeurs, ces principes restent les lignes directrices de notre action. Il faut espérer que les turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en turbulences actuelles du marché monétaire et la mise en turbulence du marché monétaire et la mise en turbulence du marché monétaire et la mise furbulences actuelles du marché monétaire el financier s'estomperont avec la mise en place de la réforme du système monétaire International après la conférence de Manille en octobre 1976 et que les conditions de prêt aux pays en voie de développement seront de moins en moins rigoureuses. Car la situation actuelle n'est pas de nature à inciter les pays du tiers-monde à s'endetter. Aux conditions de durée du prêt et d'intérêt difficiles s'ajoute perte de change née du flottement généralisé des monnaies En revendiquent un réaménagement dans le cadre de la quatrième CNUCED et de la conférence Nord-Sud, les pays en voie de développement lancent un appei fondé sur la réalité La République unie du Cemeroun estime, pour sa part, qu'une nouvelle coopération monétaire internationale doit se substituer à la situation actuelle, plus instable et plus injuste.

B. - POLITIQUE D'INCITATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS.

Comme nous l'avons délà souligné, la politique de libéralisme planifié associe l'intervention Comme nous l'avons deja souligne, la pollinque de liberatisme pianine associe l'intervention de l'Etat dans le financement du développement au rôle essentiei que les investisseurs sont appelés à jouer dans toute économie libérale 11 s'agit tout simplement pour le gouvernement d'orienter ces investisseurs par des incitations indirectes vers des secteurs économiques jugés prioritaires par le plan de développement.

Ces incitations es présentent soit sous forme de régimes fiscaux privilégiés, soit sous forme d'une coparticipation des intérêts publics et privés dans la réalisation de projets communs.

Les principaux régimes fiscaux sont au nombre de quatre :

1) Taxe unique. — Les entreprises qui bénéficient de la taxe unique sont celles dont le marché s'étend su territoire de plusieurs Etats de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). C'est dire que les consommations intermédiaires d'origine locale ou extérieure sont exemples respectivement de toutes baxes intérieures et de tous droits et taxes à

l'importation.

Ce régime fiscal original tend à simplifier et à réduire les changes fiscales des entreprises orientées vers les échanges commerciaux entre les Etats de cette Union 2). Le code d'investissements — Très libéral, le code camerounals d'investissements accorde aux entreprises et aux établissements agréés les avantages d'un teux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel et les matérieux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.

3) Le régime des petres et moyennes entreprises — Il s'applique aux entreprises n'ayant pas une importance suffisante pour être agréées à l'un des régimes A. B., C ou D du code d'investissements.

En raison de l'intérêt qu'elles présentent pour le développement, ces entreprises peuvent être admises à bénéficier d'un taux global rédult à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.

4) Le régime torazier — Comme pour les petites et moyennes entreprises, le régime forestler accorde aux entreprises forestières justifiant d'un programme important le bénéfice d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxès percus à l'importation sur le matériel nécessaire à l'exploitation forestière et aux scleries.

Aux divers avantages fisceux qu'offre le Cameroun, s'ajoute la stabilité de ses institutions qu'incame son prestigleux chef d'Etat, S.E. le président El Hadi Ahmadou Ahidjo. Ces divers avantages fiscaux représentent pour l'Eter camerounals un effort financier important, mais constituent l'un des principaux atouts du gouvernement dans sa politique d'appel aux

Telle est la physionomie générale de la politique monétaire et financière grâce à laquelle le gouvernement camerounais s'efforce non seulement de combattre les effets nétastes de la crise économique monétaire at la promouvoir un décollage réel, mais rapide, de son économie. Notre politique monétaire et financière est le refiet de notre politique économique, qui recherche à bâtir un modète de société camerounaise cuvrant pour l'amélioration constante du niveau de vie et des conditions d'existence au bénéfice de l'ensemble de la population dans la justice, dans la solidarité et dans la paix sociale nationale et internationale.



= Supplėment Cameroun



Sur les hauts plateaux du Grassland

Le témoignage historique des artistes bamoun et bamiléké

Par FRANCINE NDIAYE*

A création artistique au Cameroun est si variée qu'il faut parier d' « arts » au pluriel platôt qu'au singulier. On ne saurait, en effet, trop insister sur la diversité non seulement des techniques employées (sculpture sur bois, sur ivoire, fonte à cire perdue, orfévrerie, céramique, perlage, teinture à réserves...) mais surtout sur la diversité stylistique. Celle-ci est évidente à l'examen des multiples témoins évidente à l'examen des multiples témoins matériels de provenance ethnique très variée, dont l'inventaire est loin d'être

with it is a

Les Bamoun et les Bamiléké des hauts plateaux du Grassland, et leurs voisins Bafoum, Bacham, Mangwa, Tikar..., ont à leur actif un éventail si large de créations artistiques que bien des études sur les arts de l'Afrique noire passent sons silence celles des autres populations du Cameroun, celles des savanes du nord, des montagnes de l'Adamawa, des forêts du sud et du sudouest (Ekoï, Bafo, Douala...). Aujourd'hui, où l'on conteste à juste titre la primauté dans l'échelle des velours esthétimes de le dans l'échelle des valeurs esthétiques de la seule création plastique, il nous semble important de mentionner qu'au Cameroun, comme partout en Afrique, il n'est pas de population qui n'ait manifesté son sens esthétique dans une discipline quelconque. Si ce n'est pas dans la sculpture que celvi-ci s'est épanoui, c'est dans l'architecture, les arts dits mineurs, comme l'ornementation des objets usuels (calebasses gravées des Peuls de l'Adamawa par exemple), dans le tissage, etc. Là où aucun témoin matériel ne subsiste, on aura garde de négliger les créations chorégraphiques, poétiques... Ce-pendant, dans le cadre d'une si courte étude, il nous faut privilégier à nouveau les arts des sociétés du Grassland. Rappelons que leur « découverte » fut saluée par l'historien d'art allemand Paul German dans son traité sur l'art du Cameroun, dans son traité sur l'art du Cameroun, Das Plastisch fügürliche Kunsigewerbe im Grassland von Kamerun, publié en 1910, comme un événement aussi important que celui de la découverte, quelques années auparavant, de l'art du Bénin. Depuis le début de ce siècle, l'importance et la richesse des publications consacrées aux Bamilèré et Bamoun du Cameroun ont considérablement étendu le champ de nos connaissances ethnologiques et artistiques

de ces deux peuples que caractérise un même type d'organisation sociale, organi-sation pyramidale dont le chef assure l'équilibre auquel contribuent, chacum à sa place, chefs de moindre rang, parents, dignitaires, serviteurs, artisans et associa-tions dites secrètes. Ici, architecture, mas-ques, statues, objets mobiliers, artisanats, sont étroitement liés à un système très hiérarchisé de relations sociales et nolihiérarchisé de relations sociales et poli-tiques, dont l'étude est indispensable à une vraie connaissance de la vie esthétique

de ces sociétés.

Chez les Bamoun, la société, unitaire, est dominée par la personnalité du sultan, descendant d'une dynastie dont le fondateur serait venu du pays tikar, et résidant dans sa capitale Foumbam. Chez les Bamiliés le capitale par la pays tikar, et résidant dans sa capitale Foumbam. léké, la société est fragmentée en multiples chefferies, au sein desquelles le pouvoir est partagé entre le chef, le Fon, et les sociétés

partagé entre le chef, le Fon, et les sociétés religieuses et politiques.

C'est au sultan bamoun Njoya, qui régna au début de ce siècle, que l'on doit la création dans sa capitale de Foumbam d'un véritable musée où étaient conservés en même temps que des trophées de guerre, les symboles sacrés du pouvoir et les insignes des sociétés secrètes : trônes sculptés de très grandes dimensions, recouverts de perles multicolores, masques traités en perles multicolores, masques traités en ronde bosse très accentuée (jones démesu-rément gonflées, gros yeux en boule, nez lourds aux narines bien modelées), statues de personnages saisis dans une attitude familière, représentations animales : buffle, léopard, python, éléphant, symboles de l'invincibilité et du pouvoir royaux, araignée mygale utilisée dans la divination, crapaud,

symbole de fécondité.
En pays bamiléké, la création plastique répond aux besoins des chefferies. Elle reste stylistiquement et iconographiquement parente de celle des Bamoun, mais tend à un dépositionement des la const de la verticalité dépouillement dans le sens de la verticalité. Certes, les joues des masques restent gon-flées, la rondeur persiste dans les contours des visages, mais les formes sont plus simples, voire plus sévères, les attitudes des personnages sont plus hiératiques et la ligne courbe qui regnaît sur toute la sculpture bamoun cesse de jouer un rôle fondamental. On note souvent une tendance à opposer les masses sculpturales entre elles en accentuant les angles. On a justement cherché à expliquer ces modifications, toutes rela-tives, par l'intégration de la sculpture sur bois à l'architecture des chefferies. Le chef, ses femmes, ses serviteurs, ses réserves, les associations, occupent de grandes cases parallélépipédiques à base carrée, aux murs de potopoto, au toit conique de chaume, dont la véranda abrite les figures d'ancêtres, les tambours et les sièges. Les piliers de soutènement du toit et l'encadrement des portes sont ornés à profusion de sculptures en haut-relief. Les personnages représentés sont presque toujours le chef et sa femme, entourés de quelques animaux.

QUELQUES-UNS des masques gigantesques (certains ont 80 centimètres de haut) que le docteur Pierre Harter attribue aux Bamilèké de l'Ouest (région de Bangwa et de Dschang) sont parmi les exemples les plus remarquables de l'art avec lequel ceux-ci ont su prendre en compte les exigences de la monumentalité et le souci du détail minutieusement rendu dans la coiffure notamment. Ces masques, qui transposent de façon audacieuse les traits du visage humain, dansaient devant le Fon lorsque celui-ci se rendait en procession dans la case de la Société des grands notables. Ils sortaient également lors des funérailles du

Fon.

De même que chez les Bamoun, le perlage est un art majeur chez les Bamiléke. Fré-

Chargée du département de l'Afrique noire, labora-toire d'ethnologie, Musée de l'Homme, Paris.

quents sont les sièges entlèrement recouverts de perles multicolores, de même que les calebasses, les tuyaux de pipes et certains grands masques. L'application d'une teinture par réserves brodées donne le magnifique décor géométrique blanc sur fond bleu des grands pagnes de cérémonies que l'on ten-dait derrière les sièges de la chefferie. Ces pagnes n'étaient en effet pas portés par les Bamiléké, qui, jusqu'à ces dernières années, vivaient nus mais tatouaient leur corps de dessine très élaborée. dessins très élaborés.

Fondeurs et potiers, regroupés en corporations travaillant essentiellement pour la chefferie, fabriquent des figurines et des chefferie, fabriquent des figurines et des fourneaux de pipes en terre cuite et en cuivre, dont le décor combine têtes humaines et motifs géométriques. Les grandes pipes, les plus richement décorées, celles qui figurent plusieurs personnages ou représentent une tête d'éléphant n'étaient pas fumées. Attributs exclusifs du Fon, elles étaient exhibées par ses serviteurs lors des solennités cultuelles. solennités cultuelles.

Statues, masques, trônes, pipes, objets usuels, cette production, faite pour la glorification du chef, ne comprend pas que des chefs-d'œuvre. Un article récent, consacre aux masques dits « Bacham », a mis en initial de la comprend pas que des chefs-d'œuvre. évidence le fait que certains ateliers ne faisaient que répéter plus on moins habile-ment un modèle créé initialement par un artiste génial, resté malheureusement ano-nyme, mais ce qu'il nous paraît bon de souligner, c'est que, malgré les contraintes de la commande officielle, les artistes bamoun et bamilèké ont su, dans leur grande majorité — nous en avons la preuve par l'abondance des œuvres d'une grande vegarder une indéniable liberté de creation dans l'utilisation d'un langage plastique par ailleurs bien défini et aisément identifiable.

BIBLIOGRAPHIE

LECOQ R. : Une civilisation africaine : les Bamiléké, Paris, 1953 : « Quelques aspects de l'art bamonn », Présence Africaine, Paris, 1951, numéros 10 et 11.

HARTER P. : « Les Pipes cérémonielles de l'Ouest camerognais », Arts d'Afrique noire, n° 8, hiver 1973, Paris : « Les masques dits « batcham », Arts d'Afrique noire, n° 3,

Quelques ouvrages

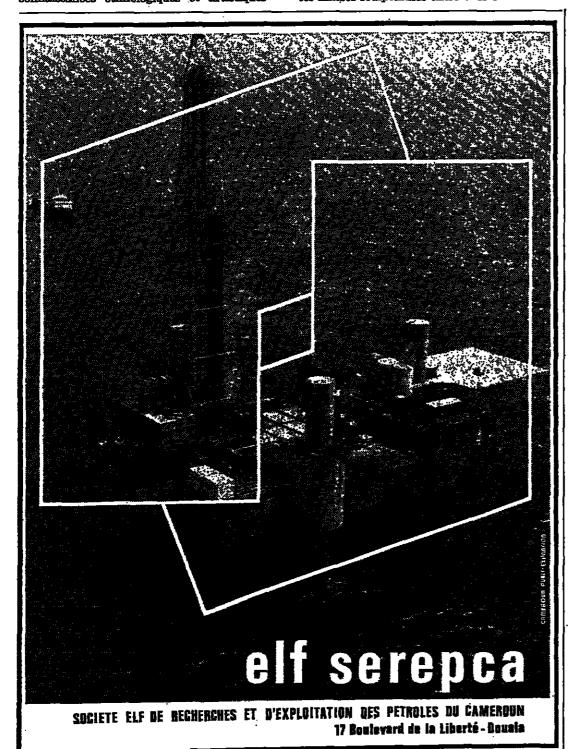
le Cameroun

 P.F. Gonidec : la République unle du Cameroun, éditions Berger-Levrault, Paris, 1976, 2° édition.

 L Mbarga: les Institutions politiques camerounaises, Yaounde, 1974. - M. Prouzet : le Cameroun, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974. J. Mongory : le Syndicalisme, lorce politique du Cameroun, thèse de spécialité, Université de Paris II, 1975.

— J. Owona : « La nouvelle Constitution camerounaise du 20 mai 1972 », Revue juridique et politique, mars 1973, pp. 1-40 et « L'institutionalisation de la légalité d'exception », Ibid, 1975, n° 1. J.F. Bayart: le Régime politique camerourais (1958-1972), thèse de 3° cycle, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1973.

Voir aussi ses articles dans la Revue française d'études politiques - Sur l'U.P.C., voir R. Joseph : « The difficult birth of the U.P.C. ». Journal of modern African Studies, été 1975, pp. 201-229 et « Ruben um Nyobe and the Kamerun Rebellion », Atrican affairs, octobre 1974.





Documents établis par M. YOUSSOUFA DAOUDA, ministre de l'Economie et du Plan de la République Unie du Cameroun

LIBÉRALISME PLANIFIÉ ET DÉVELOPPEMENT AUTOCENTRÉ

Libéralisme planifié et développement autocentré constituent les fondements de la politique économique du Cameroun.

En effet, en accédant à l'indépendance en 1960, le Cameroun s'est trouvé très vite confronté à de multiples et complexes problèmes de développement, compte tenu de la structure de son économie, caractérisée par une mise en valeur insuffisante par rapport aux potentialités énormes que recelait le pays.

Ainsi donc, la tâche de construction nationale à laquelle devait s'atteler le gouvernement allait se manifester à la fois sur le plan politique et économique. Il fallait en même temps asseoir l'autorité de

Ces considérations ont donc conduit le pays à adopter le voie d'une économie libérale planifiée plus conforme à ses traditions, à ses aspirations et aux grandes orientations nationales.

Le président El Eadj Ahmadou Ahidjo a expliqué à l'époque ce choix en déclarant: Le facteur le plus dynamique

cle fucteur le plus dynamique de notre démarrage est, croyonsnous, notre option pour le libéralisme en mutière économique; le
libéralisme, grâce auque: la perspective du projit légitime incite
l'initiative et grâce auque! la
liberié jertilise l'imagination. Mais,
c'est d'un libéralisme ordonné,
sélectif, non cnarchique qu'il
s'agit; celui qui troure son épanouissement dans le cadre présiablement défini du Plan. En matière économique et notamment en
matière d'investissement, no u s
croyons daxentage aux effets psychologiques javorables de la liberté
et de la conjiance qu'aux résultats
des actions dues à la contrainte.
Dans la conjoncture nationale et
mondiale actuelle, cette politique
de libéralisme est sans aucun
doute la mellieure pour notre pays
et par conséquent la plus conjorme
à l'intérêt de notre peuple. Elle
représente l'heureuse conjonction
entre l'idéal de déreloppement rers
lequel nous tendons et le rêel, Elle
exprime ce réalisme dont nous ne
pouvons nous départir dans notre
action.

> Nous disons done tout haut que les investissements privés, nationaux ou étrangers, seront toujours les bienvenus au Came-roun et trouveront la garantie de

leur pleine rentabilité dans les opérations de notre code des inres-tissements, précisément conça dans l'exprit de notre option libérale. Disons aussi que celle-ci toutefois n'exclut pas la possibilité, voire la nécessité, d'un secteur public ou miste, instrument aux mains du nouvernement, d'impulsion, de oa muste, instrument aux mains du gouvernement, d'impulsion, de contrôle ou d'orientation de l'en-semble de l'économie nationale en même temps que de sauvegarde des intérêts fondamentaux de l'État >

Le libéralisme planifié qui a constitué dés lots la base de la politique économique du Cameroun fait appel à l'esprit d'entreprise et à l'initiative privée pour la réalisation des objectifs de développement fixés dans le cadre du Plan.

Dans cette perspective, les don-nées du Plan comportent princi-palement des objectifs généraux de développement à long et à moyen terms et des indications par sec-teurs et par productions sur les réalisations considérées comme souhaitables et possibles.

souhaitables et possibles.

Les investisseurs étrangers et nationaux trouvent ainsi de précieux reuseignements sur les possibilités de création et d'expansion industrielle et agricole ainsi que sur l'environnement économique.

Quant aux autorités politiques et administratives responsables, elles ont à leur disposition des indications précises qui leur permettent à la fois d'orienter leurs actions et de vérifier, en cours d'exécution du Flan, que le rythme d'expansion de l'économie correspond aux prévisions.

Un développement autocentré

Parallèlement à l'effort fait pour tante des ressources nationales attirer les investissements étrangers qu'il convient d'utiliser de manière en définissant l'attitude à leur égard, l'on continue à penser qu'un développement véritable et durable ne peut se faire qu'avec une volonté nationale de dévelop-pement et la participation massire des nationaux eux-mêmes à l'ef-fort de développement.

C'est pourquot le fondement des options économiques du Cameroun se traduit par le concept du déve-loppement auto-centré, qui signifie loppement auto-centré, qui signifie « développement du peuple par le peuple ». Ce concept, qui est complémentaire à celui du libéralisme planifié, ne peut se concevoir ni comme un développement autor-cique ni comme l'isolationnisme, dans un monde caractérisé par l'interdépendance entre les nations. Ce n'est pas non plus une vole nouvelle, mais plutôt le prolongement naturel du libéralisme planifié, en ce sens qu'il s'agit d'exhorter les populations à prendre conscience. populations à prendre conscience du fait que l'homme constitue le moteur de son propre développe-ment et de son propre devenir.

En effet, la réalisation de l'objec-tif de croissance forte et équilibrée que cherche à atteindre le Cameroun exige la mobilisation de tou-tes les forces vives de la nation et doit permettre à chacun de se pladoit permettre à chaqui de se pla-rer dans les conditions optimales permettant la maltrise effective des principaux instruments du développement et une recharche constante de l'intégration économi-

Au total, l'action à entreprendre à cet effat doit permettre un élar-gissement des possibilités nationales pour faire face aux multiples con-traintes qui freinent le développepour laire acce aux municipes cum-traintes qui freinent le développe-ment du pays et d'amener les opé-rateurs économiques à adopter une attitude plus engagée, plus respon-sable et plus efficace.

Dans cette perspective, l'option de développement autocentré doit

aboutir à la promotion d'une nou-velle société fondée sur l'équilibre : équilibre des régions dont nulle ne doit être défavorisée; nulle ne doit étre défavorisée;

— équilibre par la justice socials de tails sorte que les divisions fondées sur la richesse ne succèdent pas aux divisions tribales;

— équilibre entre villes et campagnes, sgricultura et industris, travailleura manuels et fonctionnaires, de telle sorte que le développement économique se réalise dans la solidarité nationale;

— équilibre entre les adultes et la jeunesse, entre le passé et l'avenir, de façon à concilier avec l'order fondé sur les techniques modernes les val eurs africaines traditionnelles.

Par ailleurs en dehors de la par-

Par ailleurs, en dehots de la par-Far ailleurs en dehors de la par-ticipation que l'on est en droit d'exiger de chacun, dans l'immé-diat, la politique du déreloppement subocentré doit se traduire par une meilleure adaptation sus tâches de développement de l'ad-ministration, de l'armée, de la jeu-nesse et du parti. Car ces grands corps de la nation constituent l'essential des forces vives du pays et disposent d'une fraction imporefficiente et judicieuse.

C'est pour cela qu'il est demandé à l'administration de rechercher une grande rentabilisation de ses actions et interventions et à l'ormée de réaliser, en plus de ses fonctions traditionnelles de dé-fense, des tâches plus directement orientées vers le développement. En ce qui concerne la jeunesse et le parti, leur action auprès des

masses est déterminante au Came-roun où les taches de développe-

En définitive, la poursuite de la politique de développement autocentre s'impose dans la mesure où les besoins de développement dépassent de loin les moyens disponibles, d'une part, et d'autre part,
compte tenu de la nécessité de
réaliser la plupart des objectifs de
développement en compt au t
d'abord sur sol-même, grâce à une
méilleure utilisation des ressources
locales et à une exploitation judicieuse des potentialités nationales.

Les résultats obtenus grâce à cette philosophie sont fort éloquents et justifient l'exactitude des options politiques cameronnaises et égard aux progrès importants que le pays a réalisés dans tous les secteurs d'activité.

tous les secteurs d'activité.

C'est sinsi que, dans le secteur de l'agriculture, l'ensemble des actions du gouvernement sont menées dans le cadre de la campagne de la c révolution verte » dont l'objet est de réaliser de profondes mutations au nivesu des structures de production rurale afin de rendre plus efficientes les interventions de l'Etat et d'engager la population concernée dans un mouvement d'accroissement accéléré de la production agricole et pastorals.

L'uttention agriculture vortée à

L'attention particulière portée à ce secteur est fonction de son poids dans l'ensemble de l'économie nationale, car, en dehors du fait qu'il emploie 80 % de la population. Il représente encore 40 % de la production intérieure brute et procure au pays 70 % de ses recettes d'exportation.

Dans le cadre des objectifs ac-tuels, l'on attend de ce secteur qu'il assure l'équilibre alimentaire des populations et, ensuite qu'il favorise la création des complexes

En ce qui concerne le problème alimentaire, le gouvernement a crèé la mission des cultures vivrières, maraichères et fruitières, cont le role est de promouvoir une ceinture varie autour des grandes agglomérations urbaines et de favoriser le développement ordonné de la production vivrière. Les pre-miers résultats atteints par cet organisme sont très encourageants dans la mesure où il a réusal à régulariser l'approvisionnement des vivres, notamment à Yaoundé où le problème se posait avec beau-coup d'acuité.

C'est dans le même souci qu'il a été créé un office céréalier orienté vers l'organisation de la production et le rationalisation des circuits de commercialisation dans la région exposée aux aléas de la sécheresse.

Une politique de promotion

Par silleura, des efforts particu-liers sont faits en vue de la pro-motion des complexes agro-industriels dans le souci bien compris d'accroissement des reve-nus des paysans et de valorisation sur place des productions agricoles. Sur place des productions agricoles.

Ces complexes, qui procurent au
pays une part importante des
devises pour l'économia, ont également pour rôle de promovoir
des pôles de développement en
campagne et d'entraîner l'amélioration de la production paysanne
grâce à la création des plantations
satellites.

C'est donn vers la création d'un véritable secteur moderns de production rurale que la campagna de la « révolution verte » s'achemine de manière à favoriser l'insertion des jeunes dans l'effort de développement des campagnes et d'insuffier des énergies nouvelles en milleu rural.

L'institution d'un service etti-

en milieu rural.

L'institution d'un service civique national de participation au développement répond précisément au souci du gouvernement d'orienter les jeunes et de leur faire prendre conscience de leurs responsabilités dans l'œuvre de construction nationale. saintes dans l'ouvre de construc-tion nationale.

Dans le secteur d'élevage qui occupe une part importante de la population du pays, des actions similaires sont entreprises dans le

population du pays, des actions similatives sont entreprises dans le but, d'une part, de maintenir l'autosuffisance en matière de consommation des protéines animales et, d'autre part, de faire face à la vocation naturelle d'approvisionnement des pays voisina, lei également, la création d'un secteur moderne d'élevage est réalisée dans le cadre du c plan viande » qui comporte des actionspilotes de production et d'encadrement des éleveurs.

Si le secteur agriculture-élevage constitue la base du développement économique du Cameronn, l'industrie par contre en est le facteur moteur. C'est pour cela que ce secteur précocupe d'une manère particulière le gouvernement et constitue le cadre privilégié d'application de sa politique de libéralisme planifié.

Des actions multiples et complé-mantaires sont ainsi menées en faveur de ce secteur par de hon-nes dispositions d'accueil des pro-moteurs, une incitation appropriée à l'investissament, un dialogue

prices.

En ce qui concerne particulièrement les actions d'incitation,
elles portent aur un ensemble de
mesures qui constituent le code
des investissements du Cameroun.
Ce code vise à consentir sur
cutraprises une série d'avantages
gradués dont l'importance varie
selon le degré de participation de
l'entréprise à la réalisation des
objectifs du Pian de développement.

A cet effet une reférence bien

A cet effet, une préférence bian marquée est accordée aux projets à rentabilité certaine, utilisant au maximum les ressources nationales.
L'on attache ainst une grande importance à la notion de valeur ajoutée de même qu'aux engagements relatifs à la formation professionnelle et à la camerounisation des cadres.

Quant à la siructure elle-mêm du code, elle se caractérise par l système à deux pallers.

Les régimes A et B comportent essentiellement des avantages divera d'ordre fiscal et douanier et s'adressent aux entreprises de moyenne importance. Par contre, les entreprises agréées aux régimes conventionnels C et D bénéficient en plus des expansasses de dessus en plus des avantages ci-dessua, des garanties plus larges sur le plan juridique, économique et financier.

financier.

Le code des investissements a
été complété par un ensemble de
mesures fiscales dont notamment
le régime de la taxe intérieure à
la production, qui équilibre le
fonctionment des entreprises, et
le régime du réinvestissement, qui
favorise l'expansion des industries

Enfin, il est nécessaire de sou-ligner que l'ensemble des mesures fiscales nationales se trouvent complétées au niveau de l'Union

l'Etat, réaliser l'unité du pays et mobiliser toutes les couches de la population en faveur du développement.

Pour ce faire, le gouvernement a choisi de promouvoir le progrès économique, social et culturel du pays, à travers un système approprié de planification permettant à l'Etat d'être le moteur du développement et aux autres acteurs économiques d'inscrire leurs actions dans un processus de concertation commune.

Il s'agissait, en effet, pour le Cameroun, qui avait pris l'option de promouvoir le développement économique accéléré de tous les secteurs, de s'organiser de façon à résoudre d'une manière adaptée et pragmatique les problèmes qui se posaient à lui sans s'engager dans tel ou tel système stéréotypé.

douanière et économique de l'Afrique centrals (Cameroun, République Centrafricaine, Congo et Gabon) par le régime de la convention commune sur les investissements et le régime de la taxe unique à la production qui sont applicables aux entreprises susceptibles d'étendre leurs activités sur les marchés de cette Union douznière qui groupent plus de dix millions de consommateurs.

L'ensemble de ces syantages fis-

L'ensemble de ces avantages fis-caux, qui représentent le contribu-tion indirecte du gouvernement à l'essor des entreprises industrielles, ont été évalués, en 1974-1975, ? près de 25 % du chiffre d'affaires de ce secteur, soit plus de 20 milliards de francs C.P.A.

D'autres dispositions favorables sont consenties aux entreprises, dans le cadre des conventions d'établis-sement, et touchent au coût de l'énergie, à l'utilisation des moyens de transport, voire à la protection contre une concurrence extérieure parfois nocive au développement des entreprises.

Dans le domaine des infrastruc-tures d'accueil, la mission d'aména-gement et de gestion des zones industrielles s'emplole à fournir aux industries des terrains viabi-lisés.

Par ailleurs, afin de réduire les délais dans l'étude des dossiers, l'action de promotion des investis-sements vise de plus en plus à ne présenter aux promoteurs que des projets ayant fait l'objet d'études préliminaires.

préliminaires.

De plus, la création des missions économiques auprès de certaines de nos ambassades à l'étranger, de même que celle d'un Service d'accueil des investisseurs à Douals et la simplification des formalités d'immigration, procédent du souci constant des pouvoirs publics de favoriser un environnement propice à l'information et à l'éclosion des initiatives privées.

Dans le domaine financier, outre le fait que l'Etat prend directe-ment des participations dans certaines entreprises importantes, l'on dispose de deux établissements financiers destinés à offrir aux entreprises des participations et du crédit.

La Banque cameronnaise de déve-loppement, qui a vocation à accor-der des crédits d'intérêt économique à court, moyen et long terme, intervient chaque année pour plus de 7 militards de francs C.F.A. en faveur de l'agriculture, de l'Indus-trie, du commerce, des transports et des petits équipements ,sociaux.

Il convient de souligner également que le gouvernement n'hégite pas à accorder son avai pour les prêts soillottés par les entreprises, auprès des organismes financiers et ban-caires étrangers.

Dans l'ensemble, les différentes mesures et structures mises en cauve par le gouvernement placent le Cameroum parmi les pays africains qui offrent le mellieur environnement possible à l'initiative privée.

Car, sur le plan politique, l'ordre et la paix régnent, l'unité natio-nale se co n so l i de chaque jour davantage, les institutions sont sta-bles, l'Etat garantit la libre entre-prise, la protection et l'inviolabilité de la propriété privée, la sécurité des persounes et des hiens.

Sur le pian administratif, une législation moderne existe dans les domaines de la propriété privée et du travail. L'administration ellee devient une administration

Sur le plan technique, un accent tout particulier est mis sur les tout particular est mis sur les infrastructures de communication et l'énergie (construction de routes, de chemins de fer, de barrages, d'aménagement du port, d'aérodro-mes, d'extension du réseau de télé-communications, etc.).

Sur le plan économique enfin, en plus des garanties portant notam-ment sur l'écoulement de la pro-duction, la rémunération du capi-tal, le transfert des profits, il existe:

— un marché en constante pro-gression et susceptible de s'étendre sur les pays volsins ;

- une main-d'œuvre jeuns et dynamique, abondante et formée; un dinat social sain et surtout un important tissu industriel qui permet d'envisager, dans l'avenir, la création d'industries louries. Actuellement, l'industrie came-rounaise couvre à peu près toutes les branches d'activités:

- industries alimentaires, de boissons et tabacs avec la Société sucrière du Cameroun, la société Bastos et trois brasseries ;

 industries textiles et de confection, dominées par la Société cotonnière industrielle du Cameroun; industries chimiques, parmi lesquelles émerge la somété Com-plexe chimique cameronnais; — industries mécaniques et élec-triques, avec, notamment, l'indus-tris de l'aluminium que développe depuis plusieurs années le groupe Fechiney;

- Industries de matériaux de construction avec la Société des cimenteries du Cameroun, la So-ciété camerounaise de transforma-tion de l'aluminium;

— industries du bois.

Les résultats de cette politique permettent de constater qu'elle s'est révélée opportune et afficace; custi devra-t-elle continuer à inspirer l'action du gouvernement.

Parahèlement aux efforts en faveur des secteurs productifs, les autorités camerounaises sont con-vaincues que ceux-ci ne peuvent se développer harmonieusement que s'il existe à la fois une infrastruc-

et des petits équipements sociaux.

La Société nationale d'investissement, quant à elle, a plus particulièrement vocation à prendre des participations dans les entreprises. À ce titre, la Société nationale d'investissement participe au capital de cinquante-quatre sociétés camerounaises pour un montant brut de 10,400 milliards de francs C.F.A. Les interventions de la Sociétés inationale d'investissement concarnent des entreprises très diverses et se situent en moyenne au niveau de 32 % du capital des sociétés. Il y a lieu de noter, toutefois, que cet organisme ne cherche nullement à détenir la majorité dans le capital des sociétés auxquelles il participe au nom de l'Etat, sauf dans le cas des projets hautement prioritaires pour le développement et la sécurité du pays.

Il convient de souligner également

Une garantie de l'Etat

une politique énergétique et une politique adaptée de formatiqu des cadres. En ce qui concerne l'energie électrique, le Cameronn cherche à tirer le meilleur parti des nombreux sites hydro-électriques que possède le pays et à compenser le handicap que constitue le manque de pétrole dans son sous-soi.

Ce faisant, il cherche à procurer Ce faisant, il cherche à procurer aux promoteurs industriels l'énergie électrique à bon marché pour l'installation de leurs usines. Déjà avec 1,1 milliard de kinowatts produits en 1974-75, le Cameroun occupe le premier rang des pays producteurs d'électricité d'Afrique noire francophone. Les barrages de régularisation réalisés à Mbakaou et à Bamendjin, ainsi que le barrage de Lagdo en cours de construction permettront d'obtenir une puissance supplémentaire de 70 000 kW dans les plus brefs dé-lais. Un autre important projet, celui du barrage de Song-Loulou, dont la construction débute des le mois d'octobre 1976, est prévu pour une production de 228 000 kW. Il est donc certain que dans les problèmes

Dans le domaine des infrastruc-tures de communications, la poli-tique poursuive par la gouverte-ment a pour fondement :

La recherche de l'unité natio-nale en facilitant les communica-tions et les transports à l'intérieur de sections.

tions et les transports à l'intérieur du pays;
— Le désenciavement des zones de production étoignées en mettant en œuvre un important programme de routes secondaires et de pistes de desserte;
— Enfin, l'amélioration des liaisons avec les pays voisins de manière à favoriser la libre circulation des personnes et des biens, et l'instauration d'une coopération des personnes et des biens, et l'instauration d'une coopération économique sous-régionale.

A cet effet, l'année 1974 aura été celle de l'aboutissement du Trens-camerounais à Ngaoundéré, portant ainsi à près de 2000 km la longueur du réseau ferrovisire du pays.

Par ailleurs, les travaux de réfec-tion du chemin de fer Yaoundé-Douala ont déjà démarré.

Le réseau routier est passé de 12 000 km en 1939 à 40 000 km dont 25 0000 km de routes biturirés. Outre de nombreux ouvrages d'art, les réalisations portent aur les grands aues tels que Bafouscam-Bamenda, Douala-Kekem, Ngaoundér-Garous, Tiko-Victoria.

Le port de Douals, les aéroports de Dousia et de Garoua font l'ob-jet d'extension afin de les adapter aux nouvelles exigences du trafic. Les investissements engagés pour 500 millions de francs francais.

Les infrastructures de télécom-Les infrastructures de télécom-munications se développent rapi-dement avec l'accrolssement de l'activité économique. A la veille du IVº Plan, les inventissements réalisés dans ce secteur se chiffrent à près de 150 millions de francs français et les principaux centres du pays sont déjà intégrés dans le réseau automatique de téléphone.

Dans le domaine des transports, la Société nationale des transports aériens, Cameroon Airlines, aura permis d'amélioner sensiblement l'exploitation du réseau national, tandis qu'avec la création de la Société nationale des transports maritimes Cameroon Shipping societé utilibase des transports maritimes. Cameroon Shipping Lines, les échanges du Cameroun avec ses partenaires commerciaux seront considérablement facilités par vois maritime.

Le Conseil national des chargeurs du Cameroun ainsi que la Société camerounaise d'Acconege créés ré-remment viennent compléter les afforts du gouvernement dans le secteur des transports.

Enseignement, un domaine primordial

Dans les secteurs de l'enseignement et de la santé publique, domaines primordisux qui conditionnent le développement puisque
l'avenir du paya est étroitement
lié au niveau de l'équipement intellectue de ses habitants et de
leur bon état de santé, l'effort du
gouvernement a été remarquable et
s'est orienté vers la promotion des
ressources humaines pour le développement.

Les effectifs de l'enseignement secondaire général qui étaient de 8 500 élèves en 1960 sont aujour-d'hui de 83 700 élèves.

d'hui de 83 700 élèves.

Les effectifs de l'ensaignement technique ont connu une forte progression: 4 000 élèves en 1980, 27 000 élèves en 1980, 27 000 élèves en 1980, 27 ou 1980, 27 o

Pour l'ornée.

Pour l'enseignement supérieur, en plus de l'eniversité de Yaoundé, il existe 9 autres établissements. Les effectifs qui étaient de 1 100 étudiants en 1966 sont passés à plus de 7 000 étudiants en 1974-75.

de 7 000 étudiants en 1974-75.

En ce qui concerns la santé publique, en 1959, le pays comptait à peine 12 hôpitaux, 27 dispensaires et 41 postes annexes. Depuis lors, il a été consecré pius de 120 millions de frances français pour le financement des investissements de ce secteur. Ces chiffres ne prennent en cumpte ni les efforts accomplis dans tous les pays en matière d'éducation sanitairs, ni l'action des couvres privées, ni même les efforts de certains particuliers.

Aujourd'hui, un compute plus de Aujourd'hui, on compte plus de 100 hôpitaux offrant plus de 15 000

lits d'hospitalisation et plus de 900 dispensaires dont le fonctionne-ment exige des moyens financiers importants et un personnal nom-breux et qualifié.

breux et qualifié.

Ainsi, avec un effectif de 300 médecins. Il existe actuallement un médecins. Il existe actuallement un médecins pour 20 000 habitants. Mais, ce rapport est appelé à s'amédiorer au fur et à mesure que les nombreux cadres en formation à l'étrangèr on au Centre universitaire des sciences de la santé de Yaoundé geront disponibles.

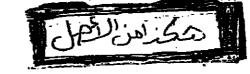
Yaoundé seront disponibles.

L'examen de l'application de la politique économique du Cameroun qui vient d'être esquissée ci-dessus montre que les grandes orientations nationales du pays tirent leur inspiration du principe du développement autocentré dont l'Union nationale cameromaise, depuis le Congrès de le maturité de Douale en février 1975, a fait le fondement de l'action future de toutes les forces vives du pays en vue de l'édification d'un Cameroun nouveau, riche et prospère, où l'homme est et reste le fin de tout développement véritable.

L'essential, en effet, c'est bien

L'essentiel, en effet, c'est blen cette vikion de l'avenir qui est inséparable de la foi de tous les Camerouneis dans les destinées de leur pays, c'est-à-dire de leur nationale.

Le Cameroun, sous la direct Le Cameroun, sous la gurezum de ses responsables, notamment du chef de l'Elet, montre suffisam-ment de détermination pour que la tâche immense, exaltante et difficile qui consiste à modeler le visage du Cameroun de demain, du Cameroun nouveau, paraisse pos-sible.



CAMERO PAR DES CAMERO

Mag. $w_{n_{i+1}}$ ÷.

27-

ENTRE



Enseignement

L'université de Yaoundé : une réussite et son revers...

Par RAOUL GIRARDET *

menté qui se perd dans la brune. En contrebas, le quartier populaire de Melen ; à quelques centaines de mètres les verses de metres les verses de mètres les verses de mètres les verses de metres d taines de mètres, les premiers champs et l'éternel travail du paysan africain. Admirablement intégrée dans le paysage, liée à la ville, mais échappant déjà à ses remous, l'université de Yaoundé est d'abord une étonnante réussite

Créée par un décret de juillet 1962, dessinée par l'architecte Michel Ecochard, elle fut insugurée en 1967. Sur les 80 hectares de son domaine, s'étendent trois facultés (droit, lettres et sciences), une bibliothèque, une cité universitaire, un grand amphithéâtre auxquels viennent s'ajouter un centre universitaire des sciences de la santé, une école supérieure d'agronomie, une école internationale de journalisme, une école « polytechnique », et, un peu à l'écart. l'Ecole normale supérieure. Bref, un ensemble cohérent, rigoureusement équilibré, et qui devait, dans l'esprit de ses promoteurs, devenir un lieu de rencontre exceptionnel entre les disciplines. les types d'enseignements et les cultures. Et les atouts, en vérité,

E longs bâtiments, à la charpente de bois et aux mus
de pierre grise, étagés aux
n'étaient pas négligeables : un la nouvelle institution, fût-ce au
personnel enseignant africain relativement abondant et de qualité
ciers, toute l'aide dont elle nurait rare, la double présence de la besoin (le budget de fonctionne-tradition universitaire française ment de l'université dépasse actuellement plus de 3 milliards



Le temps des nouveaux choix

 D^{ES} grands espoirs des années 60, beaucoup n'ont pas été décus. L'institution a vécu, s'est développée, n'a cessé d'affirmer son autorité et son rayonnement. Progressivement, la ieune université s'est libérée de la tutelle de ses premiers mentors coloniaux. Placée durant ses premières années sous l'autorité d'un « vicetrouve aujourd'hui administrée par un « chancelier » et un « vicechancelier » cameromais, l'un francophone, l'autre anglophone, tandis que la proportion des enseignants d'origine européenne n'a cessé de se réduire. Progresn'ont cessé de s'étendre et de se diversifier. A la licence (actuelle-

ment obtenue après quatre années de scolarité) sont venues s'ajouter, pour les facultés, la préparation d'un D.E.S. et, tout récemment, l'institution d'un cycle de doctorat. Dans le domaine technique et médical tout particulièrement, le Cameroun doit à son Université la formation de cadres d'une très bonne tenue.

Le bilan cependant doit être aujourd'hui assez sensiblement nuancé. Avec l'âge adulte, est venu pour l'université de Yaoundé le temps des incertitudes, le temps aussi des choix nouveaux à faire, des orientations nouvelles à définir. En fait, ce sont, malgré

ur à l'Institut d'études

l' «africanisation », tous les prodestin universitaire occidental qui viennent brutalement assaillir l'institution camerounaise. Problèmes familiers à l'observateur enropéen, mais qu'il retrouve ici posés aver une netteté souvent déconcertante, débarrassés de toute équivoque, amplifiés parfois comme pour une démonstration

Le premier problème, tout au moins le plus évident, se troute simplement posé par le sythme, de plus en plus accéléré, de l'accroissement des effectifs étupour l'ensemble des établissements universitaires en 1967, six mille en 1974, douze mille en 1976. Malgré l'institution d'un examen d'entrée, malgré diverses tentatives pour renforcer la sélection, l'inflation ne cesse de s'amplifler : si la tendance se poursuit, c'est un chiffre de vingt-cinq mille étudiants auquel il faut s'attendre pour les années 80. Les locaux deviennent trop étroits, l'encadrement de plus en plus difficile, la gestion de plus en plus lourde. Les difficultés s'accumulent, mettant à nistratif dont la qualité n'est peut-être pas allée de pair avec

l'augmentation numérique. Parallèlement, il ne paraît pas ment errone de penser que la que le niveau moyen de ces foules décolonisation a su y mettre fin. sera de leur côté.

étudiantes puisse être favorable- plines « littéraires » et juridiques ses bancs et qui ont obtenu en est surtout valable pour les disci- aiguisée.

ment comparé avec ce qu'il était la crise très sensible que connaît Il y a encore quelques années. l'enseignement secondaire n'a pu Les élèments de valeur ne man- manquer de se répércuter au quent certes pas : c'est avec une niveau du supérieur. Les classes légitime fierté que l'université de surchargées des lycées et des Yaoundé a pu féter, par exemple, collèges déversent vers l'Univeren février 1976, deux de ses sité une masse difficilement endiélèves, formés essentiellement sur gable d'éléments mai préparés, aux connaissances de base incer-France le titre de docteurs en taines et à la vocation aussi indégéologie. Mais, et l'affirmation cise que leur ambition se trouve



La recherche d'une authenticité

P LUS graves encore, bien que moins aisément analysables. les incertitudes intellectuelles, les déchirements culturels que semble actuellement connaître le milieu universitaire camerounais. Essentiellement formé dans les universités métropolitaines, les premiers enseignants étalent très fortement imprégnés des modèles culturels de la vieille Europe. Leur fidélité à leurs maîtres de la Sorbonne ou d'Oxford, les disciplines, les méthodes, les modes de pensee qu'ils avaient acquis au prix d'efforts souvent admirables étaient vécues par eux comme des certitudes élémentaires. Face à ces certitudes, la recherche de l'authenticité africaine, la volonté de retour aux sources d'un passe original ont fait naitre d'autres exigences. L'équilibre, la symbiose entre deux héritages, deux traditions, deux civilisations, certains ont pu les réaliser. Ils sont peu nombreux, il faut le reconnaître, et surtout leurs leçons sont souvent mal comprises par des esprits enfiévres, avides de certitudes simples, sensibles à tous les appels, à tous les mots d'ordre d'un continent qui se cherche. Les aliénations du déracinement, il serait tragique-

L'espoir réside dans le fait qu'aucun des termes de cette analyse ne semble avoir échappé aux actuels responsables du destin camerounais. Les incidents exagérer la gravité), qui ont marque la rentrée universitaire en suffi à attirer leur attention. générale de revalorisation du travail agricole et de la vie paysanne. le virage a été pris des 1974. Les méfaits d'un enseignement excessivement « généraliste » ont été lui-même. En février 1975, la décision a été prise de créer, en un autre point du territoire, une université nouvelle, dite « université de technologie», qui verra le jour dans quelques années.

Victimes de leurs propres succès et de leurs propres efforts, face aux consequences d'une évolution pour responsables, les dirigeants camerounais opposent, en ce d'autres, leur sagesse pratique, leur bon sens et leur patience. Toute la question est de savoir si essentiellement ils comptent -

POUR VOTRE VOYAGE AU CAMEROUN FAITES-VOUS DONC ACCUEILLIR A PARTIR DE PARIS PAR DES CAMEROUNAIS CAMEROON AIRLINES

Offre des vols réguliers en 707 oa départ de Paris-Orly, Marseille, Genève, Rome pour Douala, correfour d'Afrique Centrals.

partir de Paris, l'amabilité de notre équipage, et l'ambiance toute particulière de nos avions, vous permettent déjà d'apprécier la légendaire bospitalité africaine, inimitable et bien à la manière de chez nous.



CAMEROON AIRLINES

PARIS: 12, boulevard des Capucines, tél.: 073-85-40. MARSEILLE: Air France, 14, La Canebière, tél. 33-62-60 GENEVE: Air France, 12, qual Général-Guisan, tél. 20-28-44. ROME: Air France, via Vittorio Veneto 93, tél. 84-11-81.



ORGANISME DE FINANCEMENT DE LA REVOLUTION VERTE

- 1. accorde des crédits à:
 - · l'agriculture,
 - ·l'élevage,
 - · la pisciculture,
 - ·la pêche,
 - · l'habitat rural,
 - · l'artisanat,
 - · la régénération forestière.
- 2. intervient dans:
 - · la protection phytosanitaire,
 - · la régénération café casao,
 - · la promotion de l'élevage,
 - · l'aménagement des campagnes,
- · l'installation des jeunes ruraux.
- 3. et d'une façon générale, contribue à la promotion du développement économique et social en milieu rural.

B.P. 1548 YACUNDE Tél.: 22-10-25 et 22-39-82



Cameroon Shipping Lines 5.A.

Société Nationale de Transport Maritime

au capital de 580 millions de francs C.F.A. - Membre de la COWAC DOUALA, 32, rue des Ecoles, B.P. 4054 Télex 5615 - Tél. 42.52.12 et 42.56.64

Cameroon Shipping Lines S.A.

assure un service régulier

FRANCE - COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

toutes les trois semaines de DUNKERQUE ROUEN - LE HAVRE - BORDEAUX

DAKAR - ABIDJAN - DOUALA OWENDO (Libreville)

Navires conventionnels avec cales réfrigérées

Capacité de levage: 80 tonnes

Agence générale :

UNIMAR Seetransport GmbH, B.P. 106 226 2 Hambourg 1, Ferdinandstrasse 33 Télex 2163 465, Tél. 30061

Agence à Paris:

UNIMAR (S.A.R.L.), 10, rue des Ternes, 75017 Paris Télex 29 05 45. Tél. 754-76-29 et 754-13-96

Agences portuaires:

DUNKERQUE:

Sogetra, Télex 82 09 49. Tél. 65-99-31 **ROUEN:**

Sogena c/o Somarfran. Télex 77 09 39. Tél. 70-55-70 LE HAVRE:

Sogena c/o Somarfran. Télex 19 00 77. Tél. 45-63-21 **BORDEAUX:**

M/s Chargeurs Réunis. Télex 56 00 51. Tél. 44-12-42

and the companies of th

Documents établis par M. PAUL DONTSOP, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de la République Unie du Cameroun

JUSTICE SOCIALE

Le développement, entendu comme un processus économique par lequel on augmente la capacité de production de biens et de services de façon à sotisfaire de manière croissante les besoins de l'homme, est devenu un objectif prioritaire dans tous les pays du monde, et il n'est pas de gouvernement qui ne l'ait mis au premier rang de ses préoccupations. On parle plus généralement de développement économique et social, en marquant

par là l'interdépendance, l'interaction des deux notions qui, loin de se contrarier, doivent, ou contraire, se prêter un mutuel appui.

La poursuite d'une certaine justice sociale doit en effet tanir compte du niveau de l'économie. En vient-elle à être en avance par rapport à l'économie que celle-ci risque d'en souffrir en raison des prelèvements importonts qu'elle lui impose au titre des charges sociales; mais est-elle en retrait par rapport ou progrès économique que noissent des tensions qui peuvent entraîner la raine même de l'économie. Il est donc nécessaire que soit maintenue une balance égale entre le social et l'économique. Une certaine justice sociale est aussi un stimulant au progrès économique, dans la mesure où la science économique a également pour objectif d'organiser la répartition des richesses suivant des crières moraux, c'est-à-dire de « mettre l'économie au service de l'homme ». Les richesses étant ainsi mis es au service de l'homme, pourquoi l'homme ne serait-il pos disposé à eu produire d'autres ? La justice sociale est précisément cette juste répartition des richesses au profit de chacun, à tel point que l'économie, bien conçue, devient le moyen de réaliser la justice sociale.

Ainsi entenda, ce nécessaire équilibre entre la justice sociale et le développement constitue l'ane des options fondamentales du Cameroun is qu'il a, il y a un peu plus de seize ans, accédé à la souveraineté na tionale, option maintes fois rappelée par le "chef de l'Etat, le président El Hadj Ahmedou Abidjo, dans nombre de ses déclarations publiques.

Comment le Cameroun entend atteindre les objectifs de justice sociale dans son développement économique, et quelles sont les mesures

Comment le Cameroun entend attendre les objectifs de justice sociale dans son developpement economique, et quelles sont les mesures qu'il a prises au cours de sa courte existence nationale pour y parvenir?

Depuis que la science économique s'est substituée à l'économie politique d'autrefois, il n'est plus possible de parler du développement sans le chiffrer. L'habitude s'est donc prise de classer tous les pays membres des institutions internationales dans des trunches définies en fonction de leur revenu national. L'étalon retenu est le « produit intérieur brut — PIB — par habitunt en U.S. dollars ». Chaque Etat membre de l'ONU a danc sa place dans cette échelle, et, quand on compare plusieurs pays entre eux, on ne met pas en parallèle la qualité de la vie — notion imprécise — ou le benheur d'y vivre que ressentent leurs passers. — notion subjective — mais le PIB par tête, auquel il n'est pas maiséant d'ajouter la production de le concommentaine de l'interests heures. tion d'acier et la consommation de kilowatts-heures.

Le Cameroux n'échappe pas à la règle. Disons donc de lui qu'il n'a pas seulement une population de 6 millions d'habitants vivant sur

Le Cameroum n'échappe pas à la règle. Disons donc de lui qu'il n'a pas seulement une population de 6 millions d'habitants vivant sur 465 000 kilomètres carrès, dont 3 200 000 personnes actives et 250 000 travailleurs solariés, mais aussi que son PIB s'est élevé en 1971-1972 à 314 milliards de francs CFA, soit 52 000 francs par tête ao 220 dollars.

L'étalon PIB par tête est commode pour les économistes, mais il est évident que, si ou vu au-delà des chiffres en essayant de serrer la réalité, il ne représente pas grand-chose, si ce n'est un moyen de recouvrir d'effarantes inégalités sociales. Dans certains pays du Sud-Est assistique an disait, du temps de la domination coloniale, qu'il fullait mille pauvres pour faire un riche. Dans l'ensemble cela pouvait foire un PIB par tête acceptable pour l'époque. Mais si le riche avait à lui seul un revesu ég al à celui des mille pauvres réunis, ça n'avait plus guère de sens, ci se n'est contra le révolutions. n'est de porter en germe toutes les révolution

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social, qu'il ne soit pas accaparé par une minorité de privilègiés, nationaux ou étrangers, mais qu'il profite à toute la masse des citoyens ? Chaque pays a répondu à cette question en fonction de son tempérament, de ses ressources naturelles, de ses traditions historiques, on d'événements imposés de l'extérieur Peu l'ont résolue de façon vraiment satisfaisante ou qui paraît telle à la majorité de la population Il n'est pour s'en convaincre que d'observer les remous politiques et sociaux qui agitent actuellement la plupart des vieux pays de l'Europe occidentale. Mais leur problème est avant tout un problème de répartition de richesses, tandis que celui des pays sous-développés est un problème à la fois de création et de répartition, et, ici, l'experience des pays développés ne leur est d'aucun secours. La plupart de ceux-ci ont, au dix-neuvième siècle, créé l'accumulation de capital qui a permis le décollage économique à l'abri des barrières douanlères et grâce à d'effroyables conditions de travail et de rémunération imposées aux travailleurs.

Pour les pays sous-développés il ne saurait y avoir pour réussir leur décollage économique pires conditions que celles que leur impose la situation actuelle : désordre monétaire international, variations imprévues et brutales des cours des matières premières, aug-mentation considérable du coût de l'énergie importée. Cette situation conjoncturelle s'ajoute aux obstacles aux-quels ils se heurtent depuis l'accession à l'indépendance, en dépit des efforts persévérants déployés pour les

reduire:

— La quasi-inexistence d'une épargne nationale les contraignant à faire appel à l'aide Internationale publique et aux investissements étrangers privés, ce qui implique une politique susceptible d'attirer les capitaux extérieurs par des conditions intéressantes, notamment en matière fiscale, et à ne pas les décourager par la suite:

L'existence d'un secteur salarié de formation récente, avec une masse de travailleurs arrachés aux structures avec une masse de drayaments arraches aux structures sociales traditionnelles, peu formée et peu qualifiée dans sa grande majorité, impliquant donc protection de la part des pouvoirs publics et nécessitant un effort permanent de formation et de perfectionnement professionnels.

La réponse à ces problèmes a été différente selon les pays. En Afrique, on retrouve, à des nuances près, les divers systèmes politico-économiques qui se partagent le monde. Le Cameroun, pour sa part, répudiant aussi bien le laisser-faire d'un capitalisme sauvage aussi bien le laisser-faire d'un capitalisme sauvage que les contraintes d'un socialisme autoritaire, a opté, dès l'indépendance, pour le libéralisme planifié (1), le chef de l'Etat, le président El Hadj Ahmadou Ahidjo, disait que « le Cameroun est libéral dans la mesure où il est convaincu que l'initiative privée demeure un puissant moteur de progrès. C'est pourquoi tout est jait pour l'encourager. Mais l'initiative privée, qu'elle soit nationale ou étrangère, doit, pour servir réellement le développement national, s'insérêr dans le cadre d'un programme et respecier les exigences du développement et de la souveraineté nationale ».

ment et de la souveraineté nationale n.

Dans ces exigences du développement, le Cameroun pense avoir trouvé la voie qui lui convient le mieux, excluant aussi bien les facilités à court terme d'un capitalisme débridé que les séductions qu'exercent le mourant d'exprise les dottrines collectiones par la contraint les dottrines collectiones par la capitalisme débridé que les séductions qu'exercent sur nombre d'esprits les doctrines collectivistes. Dans la recherche de l'équilibre entre l'économique et le social qu'implique cette voie, il s'emploie, depuis qu'il a accédé à la souverameté, à développer ses ressources naturelles ainsi qu'à associer au maximum la population aux résultats du développement, par une juste répartition de la rémunération du capital et de la rémunération du travail, et par la réduction des inégalités entre les divers groupes socio-professionnels.

Le développement s'est traduit, au cours de la décennie 1960-1970, par une augmentation considérable du PJB, qui est passé de 113 à 313 milliards de francs C.F.A., ou de 21 500 francs à 52 000 francs par habitant. En d'autres termes, compte tenu de la dépréciation monétaire au cours de la même période, il a doublé en francs constants.

en france constants.

L'action sur le plan social a marché de pair avec le développement. La préoccupation constante du gouvernement camerounais dans ce domaine a été d'assure aux travailleurs une juste rémunération de leur travail tout en permettant aux investisseurs d'obtenir la chief d'attendre de leur entre de leur en de leu aux travalleurs une juste remmeration de leur traval tout en permettant aux investisseurs d'obtenir la rétribution qu'ils sont en droit d'attendre de leurs capitaux pour avoir fait confiance au pays.

Sur la base des textes en vigueur avant l'indépendance, et plus particulièrement depuis 1952, le Cameroun a élaboré, en 1967, un code national du travail, qui tenait compte des structures fédérales de l'époque, et qui a été remplacé, en 1974, par une nouvelle loi. Cette législation est étayée par une abondante réglementation — quelque soixante décrets présidentiels et arrêtés ministèriels — énonçant des mesures de protection des travailleurs et définissant les droits et obligations respectifs des employeurs et des travailleurs, avec toute la précision souhaitable, dans des matières telles que la durée du travail, l'essai, le préavis, les congès payés, le travail des femmes et des enfants, le règlement des différends individuels et collectifs du travail.

Ces mesures n'ont pas été prises d'autorité, mais après consultation des organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du travail. Concertation et dialogue sont en effet les maltres-mots de la politique sociale ramemunaise, et cet se vérifie tout particulièrement

Consell national du travail. Concertation et dialogue sont en effet les maîtres-mots de la politique sociale camerounaise, et ceci se vérifie tout particulièrement en matière de salaires, c'est-à-dire dans le domaine où il est particulièrement important de trouver le point d'équilibre entre la rémunération du capital et la rémunération du travail. Le gouvernement camerounais fixe les taux du salaire minimum garanti, com me cela se pratique dans tous les pays qui ont applique le code du travail d'outre-mer, mais laisse le soin aux professionnels eux-mêmes de fixer les salaires minima par catégories professionnels. Et ceci se fait au sein d'une institution originale, propre au droit du travail camerounais, la Commission nationale paritaire des conventions collectives et des salaires, créée

 $-1 = \mathbb{Z}^{n_{i}}$

sionnelle nationale type, des classifications profession-nelles par secteur d'activité — primaire, secondaire, tertiaire I, tertiaire II — des barèmes de salaires hiérar-chiques afférents aux catégories définies par ces classifications.

Les salaires ainsi fixés l'ont été par le jeu de la plus libre discussion et constituent, à n'en pas douter, le point d'équilibre entre l'offre et la demande de salaire. Ces salaires ont été révisés à trois reprises depuis cette période. Par des textes appropriés, le gouvernement a créé salaires ont été révisés à trois reprises depuis cette période. Par des textes appropriés, le gouvernement a créé les conditions nécessaires pour que les conventions collectives de travail en vigueur depuir quinze ou vingt ans dans les provinces de l'ex-Cameroun oriental soient refondues et négociées avec un champ d'application couvrant l'ensemble du Cameroun. C'est ainsi qu'ont été reunies successivement, depuis le début de l'année 1976, les commissions mixtes paritaires des travaux publics et du bâtiment, de l'agriculture et de l'élevage, des industries de transformation, c'est-à-dire trois branches d'activité qui, à elles seules, emploient la moitié des travailleurs salariés. On sait que la convention collective a pour objet de déterminer, au profit des travailleurs, des avantages allant au-delà des « conditions planchers » fixées par les lois et les règlements. Dans la juste répartition des fruits du dévelopement entre le capital et le travail, elle constitue donc un procédé de choix, puisque, par le jeu de la ilbre discussion, elle permet aux partenaires sociaux de s'exprimer, de préciser respectivement leurs revendications et leurs possibilités, de fixer un niveau d'avantages compatible avec la conjoncture en vigueur dans la branche professionnelle considérée. Le gouvernement camerounais encourage donc la négociation des conventions collectives nationales de travail et met à la disposition des partenaires sociaux les structures de l'administration du travail — par la présence, notamment dans les commissions mixtes paritaires, des administrateurs du travail les plus expérimentés — afin que d'ici à quelques années toutes les grandes branches professionnelles soient couvertes par une convention collective.

Mais une juste rémunération du travail comme du capital ne suffit pas dans un pays qui a la justice sociale dans ses objectifs : une équitable répartition des fruits du

tal ne suffit pas dans un pays qui a la fustice sociale dans ses objectifs: une équitable répartition des fruits du développement entre les groupes socio-professionnels, et, à l'intérieur de la masse salariée elle-même, entre les diverses catégories de travailleurs, est aussi nécessaire, compte tenu et du niveau de qualification et de la nature de l'emploi occupé. Ce qu'on a dit plus haut du PIB par habitant est valable pour le salaire moyen, qui ne représente rien s'il s'applique à une masse salariale s'étageant sur un éventail de rémunération extremement ouvert. Et c'est la trion se haurte à un de plus évident abstacles sur un eventail de remuneration extremement ouvert. Et c'est ici qu'on se heurte à un des plus sérieux obstacles en matière de justice salariale. La pénurie de cadres nationaux qualifiés oblige, on l'a vu, les entreprises à faire appel à des techniciens étrangers. Ceux-ci viennent de pays développés où le PIB se situe aux alentours de 3 300 dollars par habitant, donc avec des salaires qui sont le reflet de ce niveau de vie, salaires encore majorés de divers ayantemes tels que le legement et les transportes. divers avantages tels que le logement et les transports. Mais l'appel à des techniciens étrangers ne peut être qu'un palliatif, une solution d'attente, qui prendra fin la qu'un palitatif, une solution d'attente, qui prendra fin la jour où les cadres nationaux, en nombre suffisant, seront aptes à assurer les responsabilités auxquelles ils peuvent prétendre dans des entreprises situées sur le territoire de leur pays. Cette nécessité n'est plus contestée, et nombre d'entreprises ont delà, depuis plusieurs années, engagé une politique de camerounisation des cadres, répondant ainsi au vœu des pouvoirs publics camerounais, qui, écartant toute politique autoritaire de quotas et de délals impératifs, ont préféré miser, d'une part sur une politique systématique de formation de cadres nationaux, d'autre part sur l'intérêt que présente pour les entreprises le recrutement de ces cadres qui offrent le double avantage d'être intégrés au pays et de revenir beaucoup moins cher que les cadres expatriés. cher que les cadres expatriés.

Mais c'est alors ici que se pose le dilemme : comment rémunérer ces cadres nationaux ? Remplaçant des étrangers, donc investis des mêmes responsabilités, percevont-ils les mêmes salaires, ce qui reviendrait à leur accorder des rémunérations sans commune mesure avec le niveau de vie général du pays, donc à ouvrir de façon démesurée l'éventail des salaires, et à créer de véritables castes à l'intérieur des salaires, et à créer de véritables castes à l'intérieur des salaires, ce qui ne manque-sait pas de susciter chez eux une vive amertume et de décourager tout effort de promotion ?

Au Cameroun, c'est une solution moyenne qui a été retenue. L'écart entre le salaire le plus bas (SMIG) et le salaires pelus élevé (cadre supérieur de douzième catégorie) était, au moment de l'adoption des barèmes de salaires sectoriels en 1971, assez grand : de 1 à 22 dans le secteur secondaire. La politique sulvie depuis tend à rédulire cet écart, non point par écrètement des rémunération des cadres, mais par une augmentation de leurs salaires proportionnellement moins forte que ceux des basses catégories. C'est ainsi qu'à l'issue des trois augmentations intervenues depuis 1971, et avec la récente suppression du SMIG, l'éventail des salaires dans le même secteur secondaire s'étage de 1 à 17.

Ces basses catégories, de la première à la troisième manceuvres et ouvriers spécialisés, — qui groupent la grande majorité de la masse salariale, ont bénéficié au cours de ces trois dernières années d'augmentations de salaire supérieures à l'augmentation de la vie. Par le jeu du passage d'échelms à l'intérieur des catégories — autre caractéristique originale de la structure salaire le camerounaise — et l'influence de la prime d'ancienneté, on peut dire que le salaire de l'ouvrier spécialisé de l'industrie a doublé en francs courants depuis le début de 1971, ce qui, compte tenu de l'écosion monétaire, traduit en francs constants un bel acroissement du pouvoir d'achat.

Pour le manceure ordinaire, l'amélioration de la setuation de la courage de la Mais c'est alors ict que se pose le dilemme : comment remunérer ces cadres nationaux ? Remplaçant des étran-

ement du pouvoir d'achat.

Pour le manœuvre ordinaire, l'amélioration de la situation a été encore plus sensible. Payé au SMIG ou au SMAG, selon les secteurs, jusqu'à 1971, et cet quelle que fût l'ancienneté dans l'entreprise, le manœuvre ordi-

naire — première catégorie des classifications profession-nelles — a bénéficié, en 1971, d'une première mesure décidée par la Commission nationale paritaire des conventions collectives et des salaires : le classement, après six mois d'ancienneté dans l'entreprise, à l'échelon A de la première d'ancienneté dans l'entreprise, à l'échelon A de la première catégorie, c'est-à-dire la possibilité d'avancer dans la catégorie par le jeu des écheions de salaire. Ne demeurait plus alors au SMIG-SMAG que le manœuvre avant six mois. Sur ce point encore, un grand pas a été fait sur le chemin de la justice sociale par un décret du 3 mai 1976 qui a supprimé le SMIG et le SMAG. Désormais, tous les manœuvres ordinaires sont rémunérés, dès leur engagement, sur la base du salaire de l'échelon A de la première catégorie. Ces différentes mesures ont fait que le salaire minimum du manœuvre débutant a été, depuis le début de 1971, multiplié par 1,60 dans le secteur primaire, et par 1,72 dans le secteur secondaire.

Mais d'autres distorsions, héritées du système colonial, pesalent sur la structure salariale et engendraient des

pesalent sur la structure salariale et engendralent des inégalités, à l'intérieur cette fois d'une même catégorie : le système des zones de salaires, systématisé avec le code du travail d'outre-mer, faisait qu'à égalité de catégorie, donc l'emploi tenu, le salaire était différent selon la zone où le travailleur se trouvait employé. Par rapport à la zone I, zone de référence où étaient classées les villes de zone i zone de reierence où étaient classées les villes de Douala et de Yaoundé, les salaires des autres zones subissaient des abattements qui, au moment de l'accession à l'indépendance, allaient jusqu'à 43 % pour le secteur primaire et à 45 % pour les secteurs secondaire et tertiaire. En 1968, le gouvernement camerounais a supprimé la quatrième zone de salaire et s'efforce de réduire les abattements entre la troisième et la première zone, démarche nécessaire pour parvenir à terme, de façon progressive, à la suppression de la troisième sone.

Toutes ces mesures s'inscripent dans le contente des

Toutes ces mesures s'inscrivent dans le contexte des rapports de travail au sein de l'entreprise, et à ce titre elles entrent dans cette branche du droit qu'est le droit du travail. Mais, en marge de ces rapports, certains événements affectent le travailleur salarié, certains risques qui ne lui sont pas propres mais qui, en raison même de sa condition, quand ils l'atteignent, revêtent pour lui un caractère plus grave que dans les autres groupes socio-professionnels, car ils l'affectent, en la diminuant ou en supprimant complètement, dans sa capacité de travail, seul moyen pour lui d'obtenir la rémunération qui lui permet de vivre avec sa famille.

permet de vivre avec sa famille.

Les accidents du travail et les maladies professionnelles ne sont pas les moindres de ces risques, et au Cameroim, comme dans les autres pays développés ou en voie de développement, ils touchent un travailleur sur dix chaque année, de l'écorchure à l'accident mortel. Comme le risque professionnel — accident ou maladie — ne peut survenir que par ou à l'occasion du travail, on pourrait penser que le travailleur camerounais bénéficie de mesures de prévention et de réparation depuis que le salariat s'est vraiment développé au Cameroun, c'est-à-dire entre les deux guerres mondiales. En fait, il a failu attendre l'année 1959, avec le premier gouvernement dit d'autonomie interne, pour que soient adoptées les mesures législatives nécessaires.

La venue d'enfants au foyer du travailleur ne constitue

La venue d'enfants au foyer du travailleur ne constitue pas un risque et au Cameroun on ne la baptise pas ainsi, c'est un événement habituellement qualifié d'heuainsi, c'est un événement habituellement qualifié d'heureux et on préfère donc parler de charges familiales, mais il n'est pas moins vrai que l'entretien d'une famille est à l'origine de dépenses supplémentaires que le travailleur ne peut couvrir par un accroissement de ses gains, qui demeurent liés à sa prestation de service. La nécessité s'est donc faité sentir d'élaborer une législation de protection familiale qui ne prétend pas — au Cameroun pas plus qu'ailleurs — pallier les charges supplémentaires qu'entraîne la venue d'enfants, mais au moins aider le travailleur à faire face à ces charges.

Le système de prestations familiales créé dans ce but

roun pas plus qu'ailleurs — pallier les charges supplémentaires qu'entraîne la venue d'enfants, mais au moins aider le travailleur à faire face à ces charges.

Le système de prestations familiales créé dans ce but a été mis en place dans la partie orientale du Cameroun en 1969. Par la loi n° 67/LF/7 du 12 juin 1967 il s été étendu à l'ensemble du territoire.

Il est une autre éventualité, malheureuse cette fois, qui est durement ressentie par le travailleur ou par sa famille, c'est le risque invalidité-décès, et, dans une moindre mesure, parce qu'elle est inéluctable, la vieillesse. Dans un cas comme dans l'autre, le travailleur perd sa capacité de travail et se trouve, avec sa famille, sans ressources si ancun système de protection ne lui vient en aide. C'est là un domaine où la justice sociale a tout lieu de s'exercer. Mais alors que le régime de réparation des accidents du travail ne concerne — dans les cas graves tout su moins — qu'une minorité de salariés et que le système des prestations familiales, hasé sur la compensation totale entre colisations et allocations est facile à gérer, le régime des pensions de vieillesse-invalidité-décès est d'un maniement heaucoup plus délicat, en raison notamment du manque de statistiques que la répartition des salariés par classes d'âge et sur la frèquence des risques invalidité et décès. Pour cette raison, ce n'est qu'assez tardivement — en 1969 — que le Cameroun a pu adopter une loi instituant un régime d'assurance de pensions de vieillesse, d'invalidité et décès, et a du attendre encore quelques années pour que ce régime entre effectivement en vigueur (1° juillet 1974).

La couverture de ces risques constitue la prévoyance sociale, dont la gestion est confiée à un organisme public, la Caisse nationale de prévoyance sociale. Avec la législation et effectivement en vigueur (1° juillet 1974).

La couverture de ces risques constitue la prévoyance sociale, dont la gestion est confiée à un organisme public, la couverture de ces risques constitue la prévoyance sociale, dont

(1) Rapport de politique générale présenté le 12 février 1975 au deuxième congrès ordinaire de l'Union nationale camerou-naise, à Douala.

ાનુકારા તાલુકારા તાલુકારા માત્રા તાલુકારા તાલુકારા તાલુકારા માત્ર તાલુકારા માત્ર તાલુકારા તાલુકારા તાલુકારા તાલ



Tourisme

Des richesses fantastiques encore peu exploitées

Par VALENTIN NGA NDONGO

EPUIS bientôt deux ans, l'intérêt des professionnels du tourisme s'est soudain porté sur le Cameroun. Celui-ci, en retard jusqu'alors dans ce domaine sur beaucoup d'autres pays africains mienx connus en Europe et en Amérique du Nord, est en passe de rattraper le terrain perdu et d'imposer, lentement mais surement, son image de marque. Une image fascinante

image de marque. Une image fascinante aux mille facettes.
Souvent qualifié d'Afrique en miniature, le Cameroun constitue en effet un véritable carrefour où tout le continent paraît s'être donné rendez-vous: l'Afrique de la forêt et de la savane, celle du Bantou et du Soudanais, celle du musulman, du chrétien et de l'animiste, celle du francophone, de l'anglophone, voire de l'arabophone.

Du Sud enveloppé dans un éternel et verdoyant manteau végétal jusqu'aux savanes chaudes et clairsemées du Nord, persiste un trait dominant : la diversité. Diversité des paysages, diversité des sites, diversité des types humains et des traditions.

L'e touriste foule d'abord le sol du littoral à Donala. Plaque tournante et porte d'entrée du Cameroun, par mer et par air, Douala est une ville d'une activité débordante. Son port, l'un des plus importants de la côte ouest africaine, connaît un trafic intense. Douala possède également un aéroport international desservi par toutes les grandes compagnies internationales.

de Waza : ceux de Boubandjidah et de

Si, par sa faune, le Nord-Cameroun évoque avant tout le safari-photo et la chasse, il n'en demeure pas moins que cette région, sans doute la plus touristique du pays, recèle d'autres richesses, telles que le folklore, la beauté des paysages, la diversité de l'habitat et l'originalité des modes de

Il se peut qu'au terme de ce long voyage à travers le Cameronn le touriste ressente quelque fatigue. Deux jours de repos lui seront bienfaisants à Dschang, centre climatique de l'Ouest-Cameronn, qu'on a parfois qualifié d' « Auvergne de l'Afrique ». Cette région au paysage vallonné et au climat tempéré est caractérisée par le folklore bamiléké et l'artisanat bamoun.

I L va sans dire qu'un tel potentiel touristique nécessite, pour être rentable, une mise en valeur optimale et rationnelle. Les responsables camerounais ont certes pris conscience de l'importance nouvelle acquise par le tourisme dans les économies sousdéveloppées. C'est pourquoi il a fallu rompre avec les méthodes artisanales, voire empiriques, et opter irréversiblement pour un tourisme industriel et moderne.

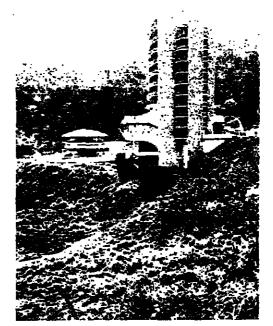
Des efforts sont effectués d'abord dans le domaine de la publicité et des relations publiques. C'est ainsi que le Cameroun participe à des manifestations spécialisées bres). Victoria (village de vacances de 50 chambres). Le gouvernement a d'ailleurs fait appel aux capitaux privés en promulguant un code des investissements touristiques.

I L reste malgré tout que des ombres figurent encore au tableau. La politique promotionnelle, en particulier, n'en est qu'à ses balbutiements. C'est ce qui explique sans doute que le Cameroun, bien que possédant d'énormes richesses touristiques, ne bénéficie pas, auprès des professionnels, d'une audience à la mesure de ces potentialités.

Les moyens que ce pays affecte à la publicité demeurent dérisoires, comparés surtout aux sommes colossales dépensées par d'autres Etats. Forcément, les actions promotionnelles s'en trouvent limitées. Il faut espérer que la création de la SOCATOUR (Société camerounaise de tourisme) résoudra cet épineux problème.

Bien plus, le tourisme apparaît encore comme l'affaire de deux strates sociales : les résidents européens et l'élite nationale. Le tourisme ici coûte cher et se présente ainsi comme un produit à la portée seulement d'un nombre réduit de bourses. Les efforts visant à promouvoir un tourisme intérieur de masse ont souvent buté sur cet obstacle. Le Camerounais en visite dans une ville préfère donc (mais a-t-il le choix?) aller loger à peu de frais chez un parent. Du reste, le tourisme, comme activité de loisirs, n'est pas encore enraciné dans les mœurs. Son caractère extraverti peut être source de problèmes

peut être source de problèmes. Car si le tourisme, épiphénomène de notre siècle, est une source de devises, force est de reconnaître qu'il comporte un danger

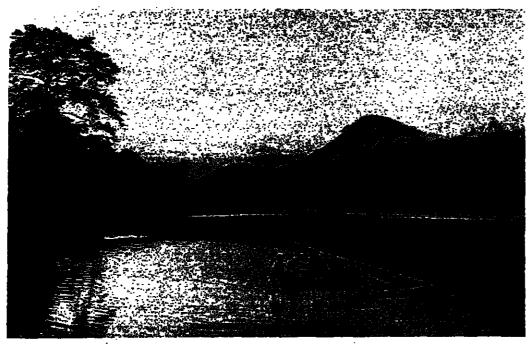


(A.A.A. Photo.)

UN HOTEL DE CLASSE INTERNATIONALE

de « pollution morale » et de banalisation des coutumes. Le speciacle de ces touristes hirsutes, enguenillès, presque pieds nus, qui sillonhent villes et campagnes, est assez singulier en Afrique et met à rude épreuve des mentalités insuffisamment armées. De même, des traditions peuvent être transplantées, pour le simple plaisir du touriste, dans des cadres parfois inadaptes, pour ne pas dire aberrants. L'art lui-même risque d'être banalisé et ravalé au niveau de la production semi-industrielle, car, dans ce qu'on a appelé l' « art des aéroports », l'appât du gain prime l'inspiration de l'auteur.

Mais il n'y a pas lieu de renoncer à exploiter des richesses touristiques qui constituent pour ce pays un facteur de développement. Tant s'en faut! Peut-être l'essor de plus d'une nation aujourd'hui pauvre reposera-t-il demain en grande partie sur ses potentialités touristiques.



(Cliché Fiénet Afrique-Photo.) BROUN

AU PIED DU MONT CAMEROUN

En longeant la côte, le "isiteur découvre de belles plages de sable fin, jaune et gris, piquées de sveltes cocotiers. Avec ses baies pittoresques et sa végétation toujours luxuriante, ses deux « perles » que sont Kribi et Victoria, le littoral se prête au tourisme

Il est aisé, à partir de la côte, de remonter vers l'intérieur le Sud-Cameroup, domaine de la forêt et des grands fleuves. De Kribi, on atteint Yaoundé, gracieuse capitale aux sept collines, dont la plus célèbre, le Mont-Febé, abrite un hôtel de classe internationale. Des excursions sont possibles au départ de Yaoundé vers les chutes de Nachtigal sur la Sanaga et les localités de Monatélé, Mbalmayo, Ebolowa et Sangmélima. Le touriste a aussi le loisir de se livrer à la petite chasse dans les immenses forêts de la province de l'Est où vivent encore des gorilles, des singes et des éléphants.

Mais, s'il veut vraiment voir et filmer des animaux, le visiteur devra poursuivre sa route vers le Nord, « Eldorado touristique » où se trouvent rénnis, par un miracle de la création, une faune, un paysage et un folklore d'une rare variété. Ngaoun-déré, le riant portail du Nord-Cameroun, à cinquante minutes d'avion de Yaoundé, est le point de départ vers cette région. Si à Maroua, agglomération remarquable par son artisanat et son multicolore et grouillant marché où s'attroupent quoti-diennement tanneurs, potiers, tailleurs, tisserands, vendeurs d'étoffes, forgerons et chalands de toutes sortes, une escale est nécessaire, il est infiniment utile d'emprunter la belle route bitumée qui relie cette ville à Kousséri. A mi-chemin, le touriste atteint Waza, localité célèbre par son pare national, le plus riche sinon le plus spectaculaire d'Afrique francophone. On y rencontre presque toutes les espèces de la faune africaine: lions, éléphants, girafes, cobs de Buffon, damalisques, guépards, autruches, canards sauvages, etc. D'autres parcs existent qui complètent la population

telles que la Bourse internationale du tourisme de Berlin, les Salons de vacances de
Bruxelles et d'Utrecht et à d'autres foires.
Depnis quelque temps des campagnes promotionnelles visant à mieux faire connaître
le Cameroun en Europe, et en France en
particulier, ont été menées. On se souvient
du voyage au Cameroun, en décembre 1975,
de quatorze jeunes gens représentant des
journaux français; on a également encore
en mémoire l'opération Radio-France au
Cameroun en février et mars de cette année. Par ailleurs, des insertions publicitaires
sont régulièrement prises dans certains
journaux importants d'Europe et des Etats-

Unis.

Mais ce n'est pas tout d'inviter les touristes à visiter le Cameroun. Encore faut-il que la charrue ne soit pas mise devant les bœufs et que les étrangers trouvent sur place les conditions d'un séjour agréable. Certes, une infrastructure touristique, en constante amélioration, existe déjà au Cameroun. Un aéroport international fonctionne à Douala; ceux de Yaoundé, Ngaoundéré, Garoua et Maroua sont accessibles aux jets Boeing 737. A cela s'ajoute un réseau routier et ferroviaire qui se développe de façon soutenue tant en densité nu'en malité.

qu'en qualité.

Quant à la capacité hôtelière, elle est de quatre mille six cent quatre-vingt-dix-sept lits. On dénombre maints hôtels de classe internationale à Douala, Yaoundé, Ngaoundéré, Marona, Garona, etc., de pittoresques campements à Waza, Rhumski.

Dans l'avenir, une attention particulière sera portée sur l'augmentation de cette capacité hôtelière de façon qu'elle réponde aux impératifs d'un tourisme moderne.

C'est pourquoi a eté élabore un plan directeur de développement touristique qui prévoit notamment la construction d'unités hôtelières de standing international aux principaux points d'affluence, tels que Douala (544 chambres), Maroua (120 chambres), Waza (80 chambres), Kribi (300 chambres)

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT DU CAMEROUN

Société anonyme au capital de 1 milliard de francs C.F.A., soit 20 000 000 de FF Partenaire idéal des Investisseurs Etrangers

Société d'Etat à capital variable régie par les dispositions légales et réglementaires sur les sociétés anonymes et placées sous la tutelle du Ministère de l'Economie et du Plan.

I. — Historique

La S.N.I. a été créée par la Loi nº 63/25 du 19 juin 1963 autorisant l'émission des bons d'équipement de 2, 3 et 5 ans d'échéance.

Ses attributions et son fonctionnement ont été définis successivement par les décrets n° 64/07/486 du 16 décembre 1964 et 71/06/159 du 15 avril 1971.

Ses ressources proviennent de ses fonds propres, du produit des bons d'équipement, des avances de l'État, des emprunts extérieurs. L'ensemble de ses ressources s'élève en 1975 à plus de 12 milliards de francs C.F.A.

II. --- Rôle de la S.N.I.

- La S.N.1, participe et finance le développerment.
- Réalisation de toutes études générales et particulières dans les domaines agricoles, industriels et commerciaux.
- Accueil des Investisseurs et assistance dans la connoissance des milieux d'affaires camerounais.
- Octroi des crédits et avals aux sociétés filiales.

 Gestion et rentabilisation du portefeuille
- Option prioritaire au développement économique et social de la République Unie du Comerour.

III. — Réalisations de la S.N.I.

La S.N.I. poursuit un essor soutenu par douze années d'expérience, d'initiatives diverses, et draine déjà un passé riche en réalisations concrètes:

 Participation au capital de plus de 60 sociétés relevant de tous les secteurs de l'activité industrielle, agro-industrielle, commerciale et touristique. — En 1975, l'ensemble de ses sociétés a réalisé un chiffre d'affaires global de près de 61 milliards de francs C.F.A. et leurs investissements cumulés ont été de l'ordre de 61 milliards de francs C.F.A.

Les activités industrielles et agro-Industrielles viennent en tête. Ces deux secteurs d'activités totalisent plus des trois quarts des participations de la S.N.I. et réalisent près de 95 % du chiffre d'affaires global.

- Viennent ensuite les services, le tourisme et l'hôtellerie.

IV. — La S.N.I. et la coopération internationale

- La S.N.I. est engagée dans la voie de la

coopération internationale.

— Ses structures techniques et humaines, son expérience de société d'Etat d'une port, et des milieux d'affaires d'autre part, lui permettent de proposer à ses partenaires des formules adop-

tées à l'évolution du contexte national.

Dans cet esprit, la S.N.I. vient de signer

- deux Conventions de prêt :

 L'une de 1,5 milliard de francs C.F.A. avec la Caisse Centrale de Coopération Econo-
- mique;
 L'autre de 22 millions de dollars U.S. avec un consortium bancoire ayant comme chefs de file, entre autres, l'UNION DES BANQUES ARABES ET FRANÇAISES (U.B.A.F.) et la BANK OF AMERICA.

Ces fonds seront utilisés pour le financement des grands projets notamment le complexe agrolndustriel de sucre de MBANDJOCK près de YAOUNDE, la Cameroon Sugar Company, Inc. (CAM.SU.CO.).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT, B.P. 423 - YAOUNDÉ (R.U.C.), Télex: SONICAM 8205 KN Télégramme: SONICAM.

Part Harris

Documents établis par M. GILBERT ANDRÉ TCHOUNGUI, ministre de l'Agriculture de la République Unie du Cameroun

LA RÉVOLUTION VERTE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, les pouvoirs publics ent déployé de grands efforts pour développer et moderniser la production rurale considérée, à juste titre, comme la hase de l'économie nationale et un des facteurs essentiels de notre stratégie de croissance.

Malgré les difficultés inhérentes à l'agriculture, il apparaît aujourd'hui que notre politique agricole a porté ses fruits : la production agricole reste sontenne, les structures nonvelles d'intervention sont en place, la formation des hommes se poursuit, bref, le développement du monde rural devient chaque jour davantage

Ces résultats, quoique appréciables, demeurent en deçà des patentialités réelles de notre agriculture, qui a comm un démarrage difficile all aux problèmes que le pays a rencentrés à l'ambe de son indépendance et qui ent paralysé les principales régions productrices du pays.

C'est dire me l'apriculture camerennaise n'a nas encere atteint son régime de croisière, celui ad teutes les ressources et teutes les énergies dispanibles sont mobilisées en permanence en vue de l'exploitation rationnelle du sel de la

C'est dans ce contexte que le chef de l'Etat a lancé à Buea, en mars 1973, le mot d'ordre de la « révolation verte » qui apparaît d'emblée comme l'instrument essentiel, le « fer de lance » de la politique du gogvernement visant à l'accruissement de la production rurale et animale ; à l'améliaration des revenus et des conditions de vie du paysau ; et à une participation plus active de ce dernier à l'effort national de développement.

Cette « révolution verte » se toude avant tent sur une prise de conscience de la place et du rôle de l'agriculture et de l'élevage dans le processus de développement économique et social de natre pays.

Jamais, en effet, la place de l'agriculture dans potre stratégie de creissance n'a pare aussi primordiale depuis la mise en œuvre de la «révolution verte». paisque quatre Cameronais sur cinq se consacrent à l'agriculture, qui représente en valeur 40 % du produit intérieur brut et plus de 70 % de nos exportations.

Notre agriculture est également la base de l'alimentation de mas populations

et convre, à l'houre actuelle, les besoins de la consemmation nationale ; c'est encore l'agriculture qui fournit les matières premières indispensables à l'approvisimmement de la plupart de nos industries de transfermation.

Bès lors, le secteur agricale est de toute évidence le premier secteur économique du pays et la première des priorités dans untre stratégie de croissance et de développement. Dans ces conditions, la « révolution verte » appelle une véritable reconversion des mentalités :

- De la part des techniciens agricules qui doivent se sentir mebilisés dans l'encadrement adéquat de plus d'un million d'exploitants agricales;

- De la part des agriculteurs eux-nêmes. Producteurs à part entière, ils doivent constamment avoir à l'esprit que l'agriculture ne peut être rentable que si sa productivité s'améliare grâce à l'adoption de techniques culturales modernes, l'atilisation de variétés améliorées, l'élargissement des terres mises en culture, le recours au crédit agricole, l'organisation de la collecte et de la vente des produits agricoles par le biais des coopératives, etc. ;

- De la part de l'opinion publique, qui doit se persuader de la premotion économique et sociale que procure l'activité agricole bien menée et du capital inestimable que représente la terre.

Le succès de cette « révolution verte » implique la suppression des divers goulets d'étranglement qui entravent encere l'esser général de notre agriculture, en particulier dans le secteur traditionnel.

Dans ce secteur, qui est de lain le plus important puisqu'il représente, à l'heure actuelle, 95 % des superficies cultivées et intéresse la quasi-totalité des cultures vivrières, les productions de cacao, de cetou, d'arachide et la plus grande partie de la production de café, un effort accru est porté notamment sur l'encadrement des agriculteurs, leur approvisionnement en produits de traîtement et en matériels agricules, la vulgarisation des résultats de la recherche agrapamisse, le crédit agricole.

Cet effort tenéra donc à fermer davantage de cadres dans nos écoles, à envayer le maximum de techniciens sur le terrain, à suivre et à contrôler, de façon régulière, leurs activités.

La réalisation des objectifs de la « révolution verte » exige aussi la mise en place de structures adéquates de production et de financement.

C'est la raison d'être des sociétés et missions de développement qui sont propices à l'émergence d'un secteur moderne de production.

La culture de l'hévéa, de la canne à sucre, d' tabac, du riz, du bié, la quasi-totalité de la bananerale d'exportation, une grande partie de la palmeraie et de la cafeière, sont ainsi prises en charge par des sociétés de développement :

 HEVECAM (Société de développement de l'hévéa du Cameroun) vient de démarrer la mise en place de 15 000 ha d'hévéa dans la région de Kribi ;

- La SOSUCAM (Société sucrière du Carr premier complexe agro-industriel de sucre, a atteint sa vitesse de croisière avec une production de 25 000 à 30 000 tonnes de sucre; l'objectif du gouvernement étant de produire 100 000 tonnes de sucre, pour faire face aux besoins de consommation nationale, il a été créé la CAMSUCO (Cameroun Sugar Company) dont la production dans une première phase doit atteindre 50 000 tonnes de sucre, puis 80 000 tonnes en régime de

- La S.C.T. (Société camerounaise de tabac) encadre efficacement 10 000 producteurs de tabac de cape de la province de l'Est ; la production de tabac de cape du Cameroun, particulièrement recherché dans le monde, oscille entre 2000 et 2500 tonnes par an;

 La SODEBLE (Société de développement du blé), de création récente, a reçu pour mission de mettre en place, sur le plateau de l'Adamaoua (1400 m d'altitude), un complexe agro-industriel de blé couvrant 5 000 à 10 000 ha en vue de faire face à long terme à la consommation nationale de farine de blé en pleine expansion (80 000 tonnes);

 L'O.C.B. (Organisation camerounaise de la banane) assume la responsabilité de redresser la production bananière du Cameroun depuis 1969. Cette production a atteint 75 000 tonnes en 1975, et l'objectif de 1980 se situe au-delà de 100 000 tonnes

 La SEMRY (Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua), avec une production de 18 000 tonnes de riz en 1975/1976, a largement dépassé les prévisions initiales qui avaient prévalu au dématrage du projet ; la SEMRY, qui couvre plus de 4 000 ha entièrement aménagés, est considérée à juste titre comme le projet rizicole pilote du Cameroun :

— La SOCAPALM (Société camerounaise de pal-meraies) contribue à la mise en place du plan palmier : 12 000 ha ont déjà été réalisés à Mbongo, Eseka et Didombari ; un nouveau bloc agro-industriel (Klenke) est en cours de négociation en même temps que la société se préoccupe de la réalisation de plantations villageoises autour de blocs industriels

- La C.D.C. (Cameroun Development Corporation) porte ses activités non seulement sur le palmier à buile (10 000 ha), mais encore sur le bananier, l'hévéa le théier, le poivrier et le cacaoyer.

La C.D.C. a bénéficie d'un volume de financement

11.

de 15 milliards de francs C.F.A., et cette entreprise qui utilise 14 000 employés est la plus importante des sociétés agricoles de l'Afrique centrale.

- La SODECAO (Société de développement du cacao) marque la volonté du gouvernement de déve-lopper de façon particulière le secteur cacaoyer qui représente, à lui seul, plus du tiers des exportations

L'action de la SODECAO doit intéresser dans une première phase 30 000 planteurs disséminés sur 50 000 hectares.

- La SODECOTON (Société de développement du coton) est chargée de promouvoir la production de coton dans la province du Nord.

Malgré la sécheresse qui a sévi dans cette région, blement atteint vers 1980.

Il en est de même des structures qui ont été créées pour stimuler la production vivrière C'est le cas de la MIDEVIV (Mission de développe-

ment des cultures vivrières, maraichères et fruitières) à qui a été confiée la charge de promouvoir le développement du secteur vivrier en vue d'assurer l'approvisionnement régulier des centres urbains.

L'opération « ceintures vertes », par la mise en place de plantations de bananiers plantains et la création de champs semenciers autour de Yaoundé, est une des premières réalisations de cette mission dont le champ d'action s'étend progressivement aux autres productions vivrières, maraichères et fruitières, pour desservir les autres grandes agglomérations.

C'est le cas de l'office céréalier, dans la province du Nord, sujette aux aléas climatiques, dont l'objectif est d'assurer régulièrement un approvisionnem constant en mils et sorghos des populations e- d'éviter aussi une speculation sur ces produits, grâce à un stockage régulateur.

Enfin, l'un des piliers essentiels de la « révolution verte » est l'organisation coopérative des producteurs.

La mise en place de coopératives agricoles bien concues et bien gérées est de nature à rationaliser les opérations de collecte et de vente des produits agricoles, de manière à assurer une meilleure rémunération des efforts du paysan et à améliorer ses conditions d'existence. De plus, les organismes coopératifs constituent un cadre approprié pour la diffusion et le remboursement du crédit agricole.

Déjà, l'UCCAO (Union des coopératives de café arabica de l'Ouest) d'une part, la R.C.A. (Bamenda Cooperative Association) d'autre part, en regroupant plus de 100 000 producteurs de café des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, jouent un rôle de premier plan dans l'économie caféière.

Le CENADEC (Centre national de développement des entreprises coopératives) mêne avec succès des expériences-pllotes dans les provinces du Centre-Sud et du Nord-Ouest, de la même manière que les SOCOOPED (Société coopérative d'épargne et de développement) ont pris en charge la commercialisation des grands produits de base en zone rurale.

La « révolution verte » suppose non seulement la

mise en place de structures de production adéquates dont il a été fait état, mais aussi une structure appropriée de financement qui doit être adaptée aux conditions de vie dn monde rural.

C'est l'objet du Fonds national de développement rural (FONADER), créé en 1973 et chargé de la diffusion du crédit agricole et de la gestion des fonds mis à sa disposition par le gouvernement pour la réalisation d'actions spécifiques en milieu rural.

En matière forestière, un triple objectif a été fixé

dans le cadre de la « révolution verte » :

— Augmentation de la production forestière et transformation d'une grande partie de celle-ci dans les usines locales :

- Regénération forestière : tion de la fanne

La forêt est en effet la principale ressource naturelie du pays. Elle couvre environ 20 millions d'hectares. Le bois occupe aujourd'hui le troisième rang en valeur après le cacao et le café et le premier rang en tonnage des exportations du Cameroun.

La programmation de l'exploitation forestière prévoit à partir de 1980 une production de plus de 2 millions de m3 par an dont 60 % au moins seront transformés localement.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu : - L'installation d'une industrie de pâte à papier à

— De nouvelles unités de sciage, dérouisge et tranchage (SOFIBEL, ECAM placage, etc.); - La construction d'un axe lourd pour l'évacuation

des bols (Yokadouma - Kribi - Campo). Par ailleurs, des études sont en cours avec la participation des communautés européennes et des indus-tries européennes pour la promotion commerciale des

essences forestières encore peu connues ou pas encore Mais l'exploitation forestière doit alier de pair cela va de soi — avec la regénération de la forêt. A cet effet, un Fonds national forestier et piscicole, alimenté par les taxes et redevances forestières, a été créé pour financer les travaux d'enrichissement, de regénération et de reboisement. Ce Fonds permet la regénération de plus de 1 000 ha en moyenne par an, chiffre qui sera doublé vers 1980. Il finance également

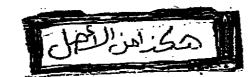
des programmes de développement de la pisciculture et la pêche continentale. La protection et la conservation des ressources naturelies et notamment l'aménagement des parcs nationaux, des zoos existants et des réserves de faune constituent le troisième volet de notre politique lorestière. Ce choix découle de la richesse et de la variété exceptionnelle de la faune camerounaise qui, bien aménagée, peut apporter un appoint de valeur à l'économie natio-

Il existe actuellement cinq parcs nationaux et six réserves de faune représentant au total 4 % du territoire national. Trois autres projets sont en cours et permettront non seulement de porter ce taux à 5 %, plus éleve en Afrique francophone, mais surtout d'obtenir une répartition harmonieuse des aires protégées sur l'ensemble du pays.

arc is

En conclusion, la modernisation indispensable du secteur rural appelle de profondes mutations sur le triple plan humain, technique et économique.

Notre conviction est que la mise en œuvre de cette « révolution verte » est l'élément moteur d'une politique agricole dont l'objectif à terme est l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Cameroun pour le bien-être de ses populations.



120 MAZZ ... 11 1

Ministra 4 4 mm.

4 5755

444 Division 18 * Tright of the

Planting of the

A 42 May 1

P. Park to Jan 1982.

The are approxi-

Minimum to the pro-

Fr to a rest engine

392 - 24 - 1 2 1 Harris

整领 医皮肤

\$7. -3≓ :- :

RESERVE LOST OF THE PARTY OF TH

Martin Stephens

経費 ふ 森北 サルド

魔 3 15 200点で 一、

REAL TO THE PARTY OF

र हिल्ला व

運動な物です。

MARKET TO SERVICE

to a

I MONTH DING

Pour une justice économique internationale

Par YVES FLORENNE

EN qu'elle découle directement (mais à trente ants de distance) de la Charte constitutive des Nations unies dont tout le monde commaît sinon le contenu, du moins les grands principes et, en tout cas, l'existence, la récente Charte des droits et des devoirs économiques des États semble encore ignorée du public français. Cet ouvrage collectif, publié d'abord en anglais, lui apporte l'information soulnaitable et la nina antorisée, en même temes d'ailleurs gu'anx IEN qu'elle découle directement (mais à trente la plus autorisée, en mêms temps d'ailleurs qu'aux spécialistes une exégèse de ce texte tout neuf (1).

L'idée d'une sorte de code moral — l'apparition est significative du mot devoirs dans ce type de déclaration qui, jusqu'alors, proclamait des droits — destiné à régler les relations économiques entre des nations inégales, et visant principalement à l'établissement d'un ordre équitable entre les nations riches et les nations paivres, cette idée revient au misident du Meximus pauvres, cette idée revient au président du Mexique, M. Luis Echeverris. Un peu moins de trois ans après qu'il l'eut présentée, elle prenaît corps dans la charte qui fut adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1974, par 120 voix contre 8 avec 10 abstentions. Mais au nombre de celles-ci figuraient presque toutes les grandes puissances industrielles. Non, d'ailleurs, qu'elles fussent opposées à l'ensemble de la charte, mais à tel ou tel de ses articles.

L'histoire de cette élaboration est retracée par André Fontaine, qui éclaire l'esprit du texte (objet d'un consensus unanime), à travers les vues des neuf auteurs dont il présente les études. Tous sont des responsables politiques ou des économistes (ou l'un et l'autre ensemble) éminents. Chaoun d'eux considère la charte sous un angle différent : dreit international, coopération, désarmement, etc., tout en reprenant l'analyse du texte dans ses objectifs et intentions, et dans ses travaux préparatoires, comme dans les débats et réactions qu'il a provoqués ; ce qui ne saurait aller sans d'inéviables redites. Mais il n'était pas mauvais d'enfoncer

A VEC François Petroux, on prend du champ : sans doute parce que, à travers un propos strictement spécialisé — le domaine financier et monétaire, — il ne perd jamais de vue une éthique qu'il formule avec rigueur, sans pour autant tomber dans l'abstraction ou l'excès de confiance. Auprès d'antres, il apparaîtra même pessimiste ; mais d'un pessimisme d'aufant plus constructif que les illusions ou les espérances vagues ont été mieux déblayées.

Une autre contribution retient particulièrement l'attention, par sa portée, son caractère dramatique et son accent : celle de Barbara Ward. Elle porte pourtant sur un seul point : l'article 30, qui tente de codifier une morale efficace de l'environnement, et qui n'en a pas moins provoqué de vives oppositions. Barbara fait état de Foptimisme que suscita la crise de Pénergie et qui n'était « maiheureusement pas fondé ». On commence à repartir de plus belle vers cela qui pourrait être « la fin de toute l'entreprise planétaire, soit avec

le « bang » de la guerre et du terrorisme nucléaires, soit avec les « gémissements » du cancer pandémique et des atteintes génétiques ». Somme toute, la morale économique est purement évangélique — mais avec une sanction implacable et très proche — puisque Barbara Ward lui applique la parole du poète Auden : « Nous devons nous aimer les uns les autres, ou mourir. »

L'alternative ne laisse pas d'être inquiétante, tant la condition nécessaire pour ne pas mourir — dès demain — semble encora hers de toute vue. La lecture même de la charte n'est pas faite pour trop nous rassurer. Elle est d'allieurs présentée — modestie ou prudence? — en simple annexe, quand on l'etit plutôt attendue en fronton. Tout au long de son développement, un mot revient (quatre-vingt-une fois) jusqu'à l'obsession : le mot Etat. Les divers commentaires le reprennent, bien évidemment (aucun, semble-t-il, avec plus de fréquence, d'autorité et presque d'enthousiasme que celui de M. Gheorgiu). Bref. le concept d'Etat y opprime inlassablement ceini de peuple, et même de nation. Vollà un texte où l'Etat ne dépérit certes pas. Et l'Eist n'a jamais passé pour l'agent naturel de la morale ; de l'amour évangélique, moins encore.

ES principes énoncés dans la charte comme règles impératives des relations économiques constituent un simple rappel, puisqu'ils sont précisément les mêmes que ceux qui « doivent » également régir les relations politiques. Tout ce qui sépare ces principes de la pra-tique courante ne permet pas des illusions excessives. Aussi est-ce une espérance raisonnable, presque optimiste, qui conduit François Perroux à placer toute application en ce domaine, et tout progrès, dans la perspective du compromis. Encore la charte affectet-elle de croire à peu près que les Etats sont les maîtres absolus de l'économie. Fût-elle devenue la loi des nations, son exacte observance ne pourrait être réellement assurée, et an besoin imposée, que par un pouvoir supranational, économique non moins que politique. On sait qu'il n'existe pas et demeure l'objet de vœux pieux, contredits plus que jamais par la pratique des Etats et des empires — dont les plus visibles ne sent pas nécessairement les plus rebelles à toute morale. On est conduit aussi à s'interroger, avec Barbara Ward, sur l'instinct de conservation de l'humanité. Où est le pouvoir qui donnera à celle-ci - et il est grand temps la volonté et les moyens de se contrôler elle-même, non seulement dans sa production mais dans sa propre reproduction?

La charte apparait un peu comme une pétition d'excellents principes, dont il faut n'attendre ni plus ni moins que de l'action generale des Nations unies. Elle est pourtant — et c'est déjà beaucoup — l'expression écrite d'une prise de conscience largement partagée.

(1) Justice économique internationale, Gallimard, Paris, 1975, 288 pages, 35 F.

AFRIQUE

La « deuxième guerre de libération » de l'Angola

L'HISTOIRE de la c deuxième guerre de libération n en Angola reste à écrue. Les conditions dans lesquelles les grandes puissances ont décidé d'intercenir, les négociations entre le MPLA, l'UNITA et le FNLA, la stratégie du MPLA, sont proces trop mal computer pour grif. encore trop mal connues pour qu'il puisse en etre autrement. Jean-Pierre Cosse et José Sanchez (1), tous deux militants du P.S.U., ont pourtant pris

CHIBARD, AFRICAN MINE LABOUR IN SOUTHERN RHOBESIA 1986-1933. — Charles Van Onselen.

• Finto Press, Londres, 1976, 226 pages.

Dans les sunées 1892, la pénétration coloniale en Rhodésie se heuria à la résistance des populations Nobelee et Shona notamment. Aujourd'hut, le e Zimbabwo > connaît uze lutte de libération nationale qui va s'algusant de jour en jour. Un intervalle de quelque quatre-vingts années sépare ces deux épisodes, durant lequel s'est incrusté le pouvoir blanc, se sont constitués de grands domaines agricoles et s'est édifiée une importante industrie minière. C'est la pértode de consolidation et de développement de cette dérnière que retrace Chibaro (terme utilisé par les Africains pour désigner le travall sorté et le système des contrats à long terme, pratiquement synonyme d'esclavage) en mettant l'accent sur les modalités et la nature de l'exploitation imposée à une population contrainte au travail salarié par la généralisation de l'imposition en espèces et en insistant aussi sur les comportements et les attitudes dans cette situation nouvelle. Pluto Press, Londres, 1976, 326 pages.

comportements et les atilitudes dans cette situation nouvelle.

Si la description des conditions de vie dans les compounds rhodésiens et l'analyse des causes de la baisse constante des salaires des mineurs ont de quoi révolter bien qu'elles ne solent plus, aujourd'hui, une révisition, cette étude a surtout le mérite de metire en évidence les facultés d'adaptation d'une population hétérocitie (les travailleurs africains étalent recrutés en Rhodésie du Sud comme du Nord, mais aussi au Nyassaland, au Tanganyika, au Mozambique...) et hrutalement prolétarisée. Adaptation en partie dirigée vers la subversion des normes de vie imposées de façon contraignants par l'autorité coloniale en ses facettes administratives et judiciaires, aussi blen qu'économiques. Soit de savoir, détournement de la religion importée, utilisation rémovée des croyances e traditionnelles 3, désertions, coulage dans le travail, destruction de matériel : les ressources de cette protestation muette contre l'oppression et l'exploitation se révèlent innintes alors que l'organisation syndicale et la grère (qui pourtent éclate de temps à autres) pouvalent difficilement être acceptées des travailleurs pour des raisons, lei encore, fort bien expliquées.

le risque d'essayer d'expliquer une guerre dont les raisons profondes sont en général escamotées derrière les clichés les plus uses sur le « triba-lisme » ou l'inféodation des mouve-

clichés les plus usés sur le « tribalisme » ou l'inféodation des mouvements africains à des puissances
etrangères. Dans une large mesure,
leur livre répond aux questions que
l'on se pose parce que les auteurs ont
compris que cette guerre n'était que
l'aboutissement logique du mouvement
de décolonisation, né en Angola dès
le début du vingtième siècle, et du
jeu des grandes puissances décidées à
combler le vide laissé par la fin de la
souveraineté portugaise.

L'insistance sur cette continuité
historique amène donc les auteurs à
rélater brièvement l'histoire de la
lulte anticoloniale en y précisant le
rôle de chacun des mouvements.
L'évolution des prises de position portugaises et des relations entre les
mouvements, au lendemain du 25 avril,
qui aboutiront aux éphémères accords
d'Alvor, est très soigneusement relatée. Mais en voulant publier ce livre
à chaud » les auteurs sont passés
un peu vite sur les événéments qui
ont suivi le 11 novembre. Soucieux de
jaire œuvre militante, ils tombent
parfois dans des simplifications qui,
en particulier, contredisent en partie
l'évolution actuelle de l'Angola.

Cette recherche ne semble pas avoir

Cette recherche ne semble pas avoir préoccupé Georges Lecoff (2). Son livre se cantonne dans une suite d'anecdotes et accorde une part trai-ment trop large aux tribulations d'un journaliste occidental dans cette pé-riode mouvementés de l'Angola.

RENÉ LEFORT.

(1) Jean-Pierre Cosse et José Sanchez: Angola : le prix de la liberté, Editions Syros, Paris, 1976, 248 pages, 27 F.
(2) Georges Lecoti : Angola, l'indépendance empoisonnée, Presses de la Cité, Paris, 1976, 192 pages, 30 F.

TIERS-MONDE

ANNUAIRE DU TIERS-MONDE, 1975.

★ Berger-Levrauit, Paris, 1976, 662 pages,

L'Annuaire du tiers-monde, dont le premier tome (1974-1975) vient de paraître, s'écarte des vieux schémas : peut-étre marque-t-il l'affirmation dans l'université française d'un nouveau courant de pensée, non point radical, certes, mais sérieusement décidé à remettre en cause la vieille conception des rapports entre Etats héritée de longs siècles de domination occidentale?

Dans l'introduction, le professeur Gonidec, diracteur du Centre d'études politiques et juridiques, part de la constatation que 1'extens lo n du mode de production capitaliste au tiers-monde a créé de nouveaux déséquilibres, de nouvelles contradictions à l'échelon mondial, qui imposent, pour mieux cerner l'évolution en cours, une approche globale des problèmes des pays en vole de développe-

qui imposent, pour mieux cerner l'evolution en cours, une approche globale des
problèmes des pays en voie de développement, en dépit de leur diversité. D'où
la nécessité, aussi, d'appréhender le droit
international en fonction des réalités
nouvelles et non plus selon des conceptions et des règles figèes, sur lesquelles
les puissances dominantes continuent de
s'appuyer pour résister au changement.
D'une manière assez significative, le
premier tome s'ouvre sur un article de
M. Mohammed Bedjaoui, ambassadeur
d'Algérie, qui expose le rôle de son pays
dans la lutte pour le développement. Le
suite est une série d'études portant sur
des questions spécifiques : la politique
pétrolière arabe, le non-alignement, le
Pérou et les intérêts américains, la Chine
et l'Afrique noire, l'Union soviétique et
le tiers-monde, l'évolution de l'O.L.P., les
problèmes posés par l'indemnité des nationatisations, les nouveaux Etats et l'évolunalisations, les nouveaux Etats et l'évolu-tion du droit international, etc. Etudes parfois inégales, mais l'ensemble constitue un premier essai qui mérite d'être snoou-

ÉCONOMIE

INEGALITES DANS LES MILLEUX BURAUX : ACTUELS, — Herbert Marcuse. POSSIBILITES ET PROBLEMES DE LA MO-DERNISATION AGRICOLE AU MAROC. H. Van der Kloet.

* Institut de recherches des Nations nuies pour le développement social, sécie d'études sur la « Révolution verte », n° 9, Genève, 1975, 180 pages, 2,50 dollars.

Cette étude traite des conséquences de la modernisation de l'agriculture traditionnelle dans les plaines atlantiques du Maroc et spécialement dans les zones non irriguées, observées du point de vue du petit paysan céréaliculture. Après un rappel des données essentielles aur la céréaliculture traditionnelle au Maroc, la pression démographique, la structure agraire, les modes de faire-valoir, l'auteur présents les résultats d'une enquête manée dans quatre douars de la Chaonia (provinces de Casablanca et de Settat) en 1971. La conclusion ne surprendra pas : la modernisation accroît les inégalités entre grands et petits exploitants. Il y a bien longtemps, hélas! que ce genre de conclusions (accompagnées, comme il est de règle, d'admonestations au gouvernement marocain pour l'inciter à entreprendre une « véritable politique sociale ») ne sont plus explosives, si elles l'out jamais été. Les bases théoriques de l'étude semblent également fragiles. Le chapitre consacré au « capitalisme de rente » au Maroc commence en ces termes : « Le capitalisme de ronte dans plusjeurs régions furules en tote de dévoloppement se distingue du capitalisme producti d'investissement qui s'est developpe dans les pags industrialisés par le juit que les détenteurs ou les créanciers de moyens de production ne visent pas duction plus sificace mois s'élforcemt par contre de perfectionner les méthodes de profusion travailleuse. » Naiveté ou ethnocentriame ? En tout ces les capitalistes rentiers des pays développés apprécieront ce compliment instandu...

ECONOMIC ANALYSIS OF PROJECTS. - Lyn Squire et H.G. Van der Tak.

★ A World Bank Research Publication, The John Hopkina University Press, Bal-timore-Londres, 1975, 153 pages.

Ce livre élabore un cadre général pour les analyses économiques des projets de développement. La méthodologie proposés s'écarte, sur certains points essentiels, de la pratique traditionnelle, notamment à la Banque mondiale. Les auteurs recommandent, en particulier, une estimation plus systématique et plus sérieuse des cabadow prices » (définis comme la valeur de la contribution qu'apporte, aux objectifs socio-économiques de base d'un paya, un changement même marginal dans is disponibilité des blans ou des facteurs de production), sinsi qu'un modé de calcul des taux de rentabilité qui tienne compte de l'impact du projet sur la répartition des revenus (introduction de la justice sociale dans les calculs coûts/avantages). Ce livre élabore un cadre général pour

POLITIQUE

* Editions Galilée, Paris, 1976, 102 pa-

Si la révolution se faisait simplement avec des idées, Marcuss — et beaucoup d'autres avant lui — l'aurait gagnée depuis longtemps. Mais Herbert Marcuse, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-sept ans, n's aucune raison de renoncer à ses idées, aujouri nu age de quatre vingu-sept ans, n'a aucune raison de renoncer à ses idées, même a'il doit prendre en considération — sons l'admettre — l'échec de la nouvelle gauche américaine. Car lui-même n'a jamais aous-estimé les capacités contre-révolutionnaires du système capitaliste, qu'il voit maintenant au bord du fascisme. Et c'est bien le mérite du philosophe, davantage que du militant révolutionnaire, de tenir compte, dans son appréciation des réalistés, de toutes les lorces contradictoires qui emportent la société industrielle dans un double mouvement de totalisation : totalisation du capitalisme, qui en tire une vulnérabilité et une intolérance croissantes; totalisation de la révolution, qui ne peut désormais se limiter à la lutte des classes mais devient mise en question giobale.

Oritiqué à droite et à gauche, Herbert Marcuse na renie riem de ses écrits passés dans les trois textes ici reproduits (« L'échec de la nouvelle gauche américaine », « Marxisme et féminisme » et « Théorie et pratique »). Il en rajoute. Le mouvement de libération des femmes, générateur d'um « socialisme féminin », peut être une « troisième force » révolutionnaire. Le tlars-monde ne compte pes en tant que potentiel révolutionnaire. Deur idées logiques, après tout, quand on aémet — et comment le nier devant les menaces de paupérisation qui pèsent sur une large fraction des classes moyennes ? — que c'est d'abord à l'intérieur que a'aiguisent les contradictions de la société capiteliste.

Le plus grand tort de Marcuse, fina-

capitalista.

Le plus grand tort de Marcuse, finalament, ne serait-ce point d'avoir été pris
au pied de la lattre par toute une génération de militants révolutionnaires qui
n'ent retenu de son analyse globale que
les conclusions les plus commodes pour
une action immédiats, difficile à organiser?

M. P.

ÉTATS-UNIS

UNE BYNASTIE AMERICAINE, LES ROCKE- LA FRANCE ET LE NOUVEAU MONDE. FELLER — Peter Collier et David Horowitz.

* Le Scuil, Paris, 1976, 574 pages, 49 F. e Le Seuil, Paris, 1876, 574 pages, 49 F.
Au cours de sa déposition devant le
Sénat, qui devait ratifier sa nomination
par Gerald Ford à la vice-présidence des
Etats-Unia, Nelson, l'un des cinq îrères
de la troisième génération Rockefeller,
précisa que sa fortune personnelle s'élevait à 218 millions de dollars. Comme le
suggérèrent les commentateurs, après la
révélation des « dons » qu'il avait faits
à diverses personnalités (notamment
M. Henry Kissinger, qui reçut un cadeau
de 50 000 dollars), Rockefeller était certes
trop riche lui-même pour se laisser acheter mais asser riche pour scheter les
autres. Les pages qui lui sont consacrées
sont parmi les plus édifiantes du livre
passionnant de Peter Collier et David
Horowitz.

passionment de Peter Collier et David Horowitz.

C'est d'abord la chronique des quatre générations de la dynastie la plus puissante des Etats-Unis : Senior, le vieux J. D. Rockefelier i que Theodore Rocsevelt tensit pour « un maliatieur de haut noi », Junior, qui fit de la philanthropie une de ses activités les plus rentables, les cinq frères (dont David, patron de la Chase Manhattan, et Nelson), enfin les vinet-trois cousins. C'est, en même temps. ies cinq frères (dont David, patron de la Chase Manhattan, et Nelson), enfin les vingt-trois cousins. C'est, en même temps, ume véritable sociologie de l'argent, ume tude minutiense de l'imbrication de la politique et de la finance. La puissance de la famille ne vient pas, en effet, seilement de sa richesse (les Du Pont, les Mellon, ont encore plus d'argent !), mais du réseau très dense d'institutions rockrefeilérienness qui pénètrent tous les secteurs de la vie politique, économique et culturelle du pays. Nelson déclara sans sourciller aux sénsteurs qui l'interrogesient : « Le système constitutionnel américais est l'organisation la plus impressionnante jameit mise en place pour d'ompter la puissance privée, la modèrer et la muer en autorité publique. » Bamarquablement documenté, écrit sans agressivité, mais non sans ironie, et servi par une traduction brilante de Robert et Magail Merie, le livre de Collier et Horowitz est la réfutation la plus rigoureuse de cette cynique affirmation.

B. C.

SOCIÉTÉ

LE ÇA PERCHE — Jean Duvignaud.

* Stock, Paris, 1976, 223 pages, 40 F.

Au III de son autobiographie, le sociologue Jean Duvignaud nous livre des
pages d'une rare intensité sur les grands
moments de son passé qui sont aussi de
grands moments de l'histoire récente. On
simera le regard d'ethnologue concerné
qu'il pose sur une vie paysanne encore
toute proche, dans cette Vendés où il
tient ses origines paternelles; ou ses
remarques trop brèves sur les liens qui
se sont établis entre le paysan-soldat,
le pouvoir républicain et le guerre. Ou
encoré, son témolgnage grave et dur sur
l'engagemant militant contre l'occupation allemande, dans l'un de ces mouvements spontanés qui « ont fuit peur »
parce qu'ils échappaient aux organisa-★ Stock, Paris, 1976, 283 pages, 40 F.

tions officielles. Noyé un moment dans le flot du communiame, il avous et tente d'expliquer comment, lui aussi, a célé à la fascination » du « grand système » (« Nous connaissons toutes les exactions commisse. Et les camps, et le reste.) » commisse. Et les comps, et le reste.) »
dont il ne sortire que pour être, à jameis,
un e terroriste délroqué ». Il genera
siors le « ghetto » intellectuel pour n'en
plus ressortir. Et c'est sinsi qu'il a vêcu,
« en hérétique », la guere d'Algérie ou
Mai 1962, l'œil toujours hostile sur organisations politiques traditionnelles. sensible à certains espects de la contestation
qui rejoignant son projet déjà vécu—
— « visve suns modèle » — et qu'il s'empiole, aujourd'aul encore, à défendre dans
cette autobiographie, dans ses essais ou
sa revue.

M. P. QUATRE SIECLES DE RELATIONS FRANCO-AMERICAINES RACONTES AUK FRANCAIS. Pierre Salinger.

Robert Laffont, Paris, 1976, 350 pages,

Ecrit dans la prolongement d'une série d'émissions de France-Inter à l'occasion du bicentenaire, cet ouvrage de Pierre Salinger comprend soixante essais indépendants les uns des autres. La période couverte va de Jacques Cartier à la seconde guerre mondrâle. C'est un honnète travail de journaliste plutôt que d'historian (mais Salinger n'a pas d'autre prétention). Il se lit avec piaisir, car il est truffé d'anacdotes et de détails peu compus.

Il y a, toutefols, beaucoup à dire sur un traitement style « Bibliothèque ross » des relations franco-américaines, qui fait tranquillement écrire à l'auteur des affirtranquillement écrire à l'auteur des affirmations comme celles-ci : « Si, pour su part, la France est venue à l'aide d'une jeune, nation dépourvue de restources, et cela sans demander de compensation matérielle en échange, il est vrai cussi qu'en deux occasions les États-Unis sont, à leur tour, venus au secours de la France, mus par les mêmes motivations et le même idéal. » Les choses sont peut-être plus complexes que cette svalanche de bons sentiments... Pour mieux les comprendre, le lecteur pourra se reporter à quelques excellents ouvrages que Salinger oublis malencontreusement de citer dans sa bibliographie.

PRESSE

LA PRESSE SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE. André Cabanis.

* Société des études robespierristes, « Bibliothèque d'histoire révolutionnaire », 384 pages, 98 F. Librairie Clavreuil, 37, rue Salut-André-des-Arts, Paris.

Cet ouvrage quasi exhaustif comble un vide. La presse consulaire et impériale n'avait guére retenu l'attention ou excité les historiens, sans doute parce qu'on la croyait peu existante. C'était une erreur, ainsi que vient magistralement de le mon-trer À. Cabanis. Strictement contrôlée par le pouvoir, réduite, centurée, certes. Mais, dans cette perspective même, son rôle fut considérable, non seulement à rôle fut considérable, non seulement à l'intérieur mais au dehore. André Cabenis décrit d'abord la situation objective de « l'entreprise de presse » et son fonctionnement; puis son organisation et son utilisation pour « la direction de l'esprit public ». On sera surpris de découvrir, dans les dernières années, sa vitalité et une diversification provinciale qui expliquent le rôle de premier plan qu'elle joue aussitôt sous — et coultr — la restauration, ouvrant sa carrière à la presse moderns.

Y. F. DU C.E.R.E.S.

AU SOMMAIRE DU Nº 34 — LES FEMMES ET LA LUTTE DES

CLASSES LA FRANCE, RELAIS DE L'IM-

PERIALISME

LES RELATIONS FRANCO-ALGERIENNES, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

ESPAGNE, LA FIN D'UNE DIC-TATURE

Prix du numéro : 8 F. En vente dans 13, bd Saint-Martin, 75003 Paris

ATTENTION !

Le numero spécial de REPERES consacre au Xº Colloque du CERES. a Le compromis géographique : Transition au socialisme et Indé-pendance » est toujours disponible au prix de 15 F à la même adresse.

BALOUTCHISTAN

la guerre oubliée

Dépourvues de toute aide extérieure, des tribus d'une extrême pauvreté poursuivent dans une région riche leur lutte contre le gouvernement pakistanais

Reportage d'ALEXANDRE DASTARAC et ROBERT DERSEN

E 17 avril 1976 s'est ouvert dans la prison d'Hyderabad le procès des dirigeants du National Awami Party (NAP) et des principaux leaders nationalistes baloutches (Attaullah Mengal, Khair Baksh Marri, Ghouz Bux Nizenjo). La quasi-totalité des leaders de l'apposition légale au Sénat et à l'Assemblée ont été arrêtés. Le président Ali Bhutto exerce à présent un pouvoir qui, pour être personnel, n'en est que plus fragile. Cette situation est liée en premier lieu à l'incapacité du gouvernement à résoudre la crise du Baloutchistan. En février 1973, prenant prétexte de la découverte d'armes soviétiques dans l'ambassade d'Irak à Islamabad, le gouvernement destituait les gouvernements à majorité NAP des provinces du Baloutchistan et de la North Western Frontier Province (N.W.F.P.) et mettait fin à leur statut d'autonomie. Au cours des semaines qui suivirent une guérilla éclatait dans deux des plus grandes tribus du Baloutchistan, les Marri et les Mengal, mécontentes de la nomination d'un nouveau gouverneur, Akbar Bugti, connu pour ses sympathies à l'égard du gouvernement central. L'armée envoyée au Baloutchistan pour une mission de « conciliation » se transforma vite en force de répression, les chefs de tribu et les membres du NAP ayant refusé de négocier. Dès lors le Baloutchistan s'installait dans un état de guerre ouverte. (1)

Depuis l'interdiction de l'assemblée provin-ciale et le début de la rébellion au Baloutchistan, la situation, vue de l'extérieur, ne semble guère avoir évolué. Sur le plan militaire, les combats sont toujours aussi sporadiques, les grandes batailles toujours aussi rares. Le gouvernement pakis-tanais veut à tout prix minimiser les incidents, et la presse ou bien se fait complice du silence ou bien déforme systématiquement les événements. M. Bhutto vante les résultats de son ultimatum d'octobre 1974 auquel se serait soumise, selon lui, la guérilla. Mais à Quetta, où se trouve la plus importante concentration de troupes, l'activité ne s'est jamais ralentle. Les contrôles incessants sur les routes menant à la ville, l'activité qui règne dans l'immeuble de la Baloutchistan Special Branch, police politique equipée à grands frais par la C.I.A. et le gouvernement iranien, le ballet des hélicoptères, l'envol des Mirage et des Sabre de la base aérienne proche, les camps militaires entourant la ville, tout montre clairement ce qu'islamabad voudrait cacher.

L'armée pakistanaise, impuissante à mater la rébellion, a choisi il y a deux ans de détruire

(1) Voir les articles de Jean-Pierre Viennot dans le Monde diplomatique de janvier et novembre 1973.

LE MONDE DIPLOMATIQUE Fondateur : Hubert BEUVE-MERY

Directeur de la publication : JACQUES FAUVET Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN

Prix de l'abonnement annuel (en francs) France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie)

Eranger 73 PAR AVION

----- 116 Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israel, Jordanie, Liban, Libye, Egypte,

11.

Rédaction et administration : 5. rus des Italians, 75427 PARIS CEDEX 69 (Chèque postal : Paris nº 4207-23) Tél. Rédaction : 248-72-23 Tél. Abounements : 820-63-63 Tèlex : Le Monde 650-572 Paris dr. télégraphique : Jourmonde Par

les bases économiques de la guérilla. En aoûtseptembre 1974, dans la région de Chamaling, quatre divisions pakistanaises (plus de cent mille hommes), formées en majorité de Penjabis et de Sindis, encerclèrent la zone de la tribu Marri. Les combats furent extrêmement violents. Face aux bombardements de l'artillerie, aux mitraillages des Mirage et des Alouette, la guérilla ne dut son salut qu'à sa parfaite connaissance du terrain. L'armée pakistanaise pouvait cependant s'estimer satisfaite : cent cinquante mille têtes de bétail avaient été capturées et revendues au Penjab et au Sind. Des milliers de Baloutches avaient du quitter la région par force, soit pour les camps de Kolu, Loralaï, Quetta (plus de trente mille personnes sont dans ces camps à l'heure actuelle), soit pour d'autres régions. Parmi eux, un petit nombre trouva refuge en Afgha-nistan.

Quelques groupes de guérilla furent capturés à cette occasion, forces à se rendre lorsqu'ils eurent épuisé leurs munitions. Une trentaine de Baloutches avaient été tués, contre quatre cents Pakistanais. Force fut au général Tikka Khan d'admettre que le moral de l'armée avait été

entamé par d'aussi lourdes pertes. La question baloutche pouvait sembler résalue et pourtant, dans les mois qui suivirent, à Dévichambra, à Talli Tunk, la guérilla reprenait l'offensive. Le 21 février 1975, une attaque simultanée des camos de Gorrod et de Sofedtockh faisait augtrevingts morts dans les rangs de l'armée pakistanaise ; deux Américains, employés aux recherches pétrolifères, furent tués dans l'engagement. A Talli Tunk, le 19 janvier 1975, la mort du colonel Javaid labal et de cina officiers, tués dans une embuscade, contribua encore à affaiblir le moral de l'armée, surtaut dans le corps des officiers, permanent au Baloutchistan alors que la troupe est régulièrement relevée.

Depuis le début de l'offensive de 1975, l'armée pakistanaise a perdu plus de cent soixante-dix hommes et, plus récemment, le 12 février 1976, dix-sept soldats pakistanais ont été tués dans un engagement à Main Bhambore ainsi que trois Américains travaillant pour la Pir Koh Oil Com-pany (filiale de l'ARAMCO). Ces faits indiquent que la guérilla, loin d'avoir été affaiblie, s'est au contraire raffermie. Parallèlement, on a assisté au renforcement de la solidorité entre la population et les maquisards.

nous demande un des chefs du B.P.L.F., les gens

liques, juste suffisants pour assurer leur subsis

tonce. > Après avoir vécu quelques lours chez les

nomades balautches, on constate que les surplus

sont, en effet, quasi inexistants ; cela encore

plus depuis le début des combats qui ont bloqué

l'évolution des structures économiques. Dans ces

conditions, comment pourrait-il y avoir exploi-

tribales des diverses régions, l'économie repose

Malgré les différences entre les structures

nous explique un vieux chef, et les demiers événements out montré au peuple baloutche com-ment M. Bhutto les considérait. L'armée pokistanaise a foit comprendre à tous que le seul espoir qui nous reste est dans la lutte armée. D'ailleurs, que pouvous-nous faire sinon prendre nos fusils ? Nous n'avons plus rien. »

INDE

HYDERABAD

La violente répression a aussitôt entraîné le resserrement des liens entre les tribus, d'où une plus grande efficacité militaire. La radicalisation de la lutte a accompagné cette évolution ; M. Bhutto présente la rébellion baloutche comme le fait de vieux paysans illettrés luttant pour le maintien de la structure féodale aux mains des sardars. Pourtant ces structures économiques sont à la base de la force du Baloutchistan. Un combattant nous explique :

« J'ai compris que, parce que nous lattons contre le gouvernement, notre combat est poli-tique. M. Bhutto dit que nos sardars étaient des chefs féodaux, pourtant nous les élisions. Au temps des sardars, il y avait une démocratie et une justice, maintenant il n'y en a plus. C'est



Du féodalisme à la lutte révolutionnaire

Tribus Mengal, Marri et Bugti Camps de rélugiés

C'est dans ces triné il v a quelques chistan People's Liberation Front (B.P.LF.). D'inspiration marxiste, mais étroitement lié aux tribus, ce mou-

vernent a su déve-

lopper un type original de lutte basé sur les conditions de vie objectives des Baloutches, Calquant son organisation militaire sur les structures traditionnelles de la tribu, le B.P.L.F. a su les faire évoluer grâce à un lent travail politique. Présent dans chaque groupe de combat, son influence n'a cessé de grandir, jusqu'à ce que ce mouvement apparaisse comme l'une des plus puissantes organisations autonomistes.

La plupart des militants des villes du Sind et du Penjab considèrent le tribalisme comme l'une des composantes honteuses de la société pakistanaise, son élément le plus passéiste et le plus rétrograde qui soit. « Que peuvent faire des nomades illettrés manipulés par leurs sardars ? », s'entendra-t-on demander dans les universités de Hyderabad ou de Lahore. Cette attitude d'une grande partie de la gauche pakistonoise rejoint curieusement celle du gouvernement. C'est contre cette méconnaissance des problèmes et contre le dogmatisme de certains groupes que doivent d'abord lutter les autonomistes baloutches « Comment peuvent-ils parler de féodalisme ?

essentiellement sur l'agriculture et l'exploitation des troupeaux. Ces derniers, de taille généralement modeste, sont majoritairement la propriété de la famille, les aires de pacage étant par contre communautaires. Les terres cultivables sont partagées dans la plupart des tribus selon un principe égalitaire, le conseil tribal les répartissant tous les douze ans, alternant pour chaque famille bonnes et mauvaises terres.

La proportion entre terres communautaires et terres privées varie considérablement selon les régions. Ainsi la zone Marri, restée intouchée en partie grâce à sa configuration naturelle, a conservé une structure essentiellement communautaire. Au contraire, dans d'autres régions, notamment celle de la tribu Buati. l'Etat pakistanois poursuit la politique définie par Lord Com-

wallis : « Créer un voste corps de riches proprié-taires fonciers ayant des intérêts profonds au mointien du dominion britannique et contrôlant le peuple. » (Lord Bentick). Le gouvernement a su se ménager des allian-

au B.P.L.F. de faire disparaître les antagonismes

existant au sein des tribus, notamment celle des

Marri dans laquelle nous nous trouvions. Cette tribu est l'une des rares dont les structures tradi-

tionnelles scient restées intactes. Quelques familles forment un clan, quelques clans une section, les sections la tribu. Les chefs de section élisaient

au conseil tribal le chef de tribu : le sardar.

Entre les sections existaient des rivalités souvent

martelles qui entretenaient une véritable anar-chie militaire, les sections se formant en com-

mandos autonomes. A présent, la guérilla s'ef-

force de mêler dans chacune de ses unités des hommes venant de sections différentes. Cette

ces au sein des tribus par l'octroi de terres aux is. Ainsi sont nés les monort féodoux dont parle aujourd'hui le gouvernement d'Islamabad et qu'il renforce par l'envoi de colons penjabis, par la distribution de terres aux collaborateurs de l'État, par une attitude conciliante envers les grandes familles comme celle des Bugti qui, à elle seule, possède 60 % des terres de la

réaion de Sigi. Dans beaucoup d'autres régions tribales, comme celles de Jhalawan et de Makran, les petits paysans sont la majorité. Les taxes aux sardars — shishak (taxe d'un sixième) versée par l'intermédiaire des « landlords », rentes en nature variant de 25 à 50 % — pouvaient être interprétées comme des relations de type féodal, mais depuis quelques années certaines ont perdu de leur poids ou ant complètement disparu, grâce l'action de l'ancien gouvernement NAP, du B.P.L.F. et des sardars progressistes.

Souvent plusieurs formes de propriété cohobitent au sein d'une même région tribale. Dans la zone Kachi, les petits paysans, majoritaires dans la plaine, sont concurrencés par de nombreuses grandes propriétés appartenant à des colons penjabis, souvent au mépris des lois agraires qui interdisent théoriquement la possession de plus de 500 acres irrigués ou de 1 000 acres secs. Les étudiants, membres de la Balutchistan Student Organisation, sensibilisés oux problèmes agraires, nous feront remarquer que M. Bhutto est le premier à transgresser cette loi puisqu'il possède plusieurs milliers d'hectares dans la région de Larkana, au Sind.



Unir les tribus dans une stratégie commune

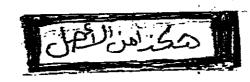
Un vieux poème baloutche dit : < Les gorges sons chemin sont nos si vroi que l'ar-mée pakistanaise ne s'aventure que rarement au cœur des montagnes, pré-

des routes construites aux prix de lourdes pertes pour tenter d'isoler les zones de guérilla les unes des autres. C'est dans l'une de ces gorges, près de la zone des combats, que nous auroas nos premiers entretiens avec la guérilla, « C'est le fait d'avoir compris les aspects positifs d'un certain typo de tribalisme qui nous a permis d'en dépasser toute une série d'aspects négatifs », nous dit Osman, qui vient de marcher seize heures avec son unité pour nous rejoindre.

union semble avoir été difficile au début, mais les nouvelles dimensions prises par la guerre l'ont imposée avant de la faire peu à peu accepter Un phénomène encore plus important fut le progressif effocement des chefs de section devant les hommes choisis à l'intérieur des unités de

guérilla. Ainsi nous avons vu nombre d'unités où le chef de section était en fait sous les ordres d'un membre de sa propre section. La structure de guerre a pris peu à peu le pas sur l'organisation tribale traditionnelle : « Tous les gens, dans le passé, s'adressaient au sardar pour résoudre leurs problèmes ; les gens s'adressent aujourd'eur aux unités du B.P.L.E. », nous dit Osman.

Ces unités sont groupées sous forme de comps itinérants où se poursuit l'instruction des hommes. Là sont rassemblés taus les vivres, les munitions. les médicoments, etc., qui sont ensuite répartis entre les différentes unités qui circulent dans la montagne. Les camps, qui rassemblent les forces régulières plus un certain nombre d'éléments venus suivre un stage pendant quelques mois, sont renforcés por une autre organisation mili-, beaucoup plus fluide : la milica populaire. Celle-ci peut à volanté se former ou se dissoudre, en quelques heures. Les chefs de section servent d'intermédiaires entre les forces régulières et la

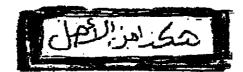




100

Rencontrez





S'il contribue fortement à épauler la structure politico-militaire, l'ancien cadre étroit de la tribu ne suffit plus à régler les énormes problèmes organisationnels pasés par une répression qui touche avant tout les populations. L'armée pakistanaise essaie de détruire, par des raids d'aviation, les troupeaux, qui constituent la ressaurce essentielle des montagnards. Ceux-ci ont donc été amenés à réduire la taille de leurs troupeaux, afin qu'il soit plus facile de les dissimuler. Les nomades viennent constamment donner et demander des informations aux camps afin de connaître les androits où ils peuvent cacher en toute sécurité leurs troupeaux. Les informations circulent très vite et atteignent les régions les plus reculées. Les comps sont rapidement informés des déplacements de l'armée pakistanaise. Dans le même esprit, les guérilleros aident parfois les paysans, qui, en retour, ravitaillent les camps en farine et aliments divers. Ainsi, peu à peu, la tribu perd le monopole de l'organisation sociale.

La lente substitution qui s'est faite au sein de chaque tribu, remplaçant l'organisation tradition-nelle par la nouvelle direction politico-militaire, a permis de changer la nature de l'union intertribale. Unir les tribus non sur una simple base tactique, comme dans le passé, mais sur une base politique, tel fut le premier but du B.P.L.F. Il est certain que cet objectif n'est pas encore complètement atteint, mais la répression qui touche le mouvement baloutche a fortement contribué à accélérer le processus d'unification. Des unités du B.P.L.F. interviennent aujourd'hui avec une politique et une stratégle communes dans des régions tribales aussi différentes aussi éloignées les unes des autres que Nuski, Jhalawan, Makran, Lorokai, Las Bella.

L'enseignement et la santé

L A société baloutche vit maintenant neuf mois de l'année en situation de guerre. Dès la fin de l'été, l'armée pakistanaise profite des conditions climatiques plus clémentes pour pour-suivre la « pacification ». Les guérilleres, dont les unités sont alors fractionnées en commandos

par petits groupes insaisissables, frappent par brèves embuscades puis disparaissent dans les dédales qu'offrent les garges de la montagne. Pendant ces mois de guerre, le commando devient la cellule de base.

Cette situation particulière a amené le B.P.L.F. à organiser une structure d'éducation très souple, chaque commando devenant una école itinérante. L'alphabétisation fut l'une des premières tâches de la résistance. Le Front enseigne l'ourdou, langue officielle paradoxalement minoritaire au Pakistan, et quelques rudiments d'anglois. Seul les chefs de commando reçoivent directement un enseignement du Front. En plus de la langue, on leur apprend à gérer leur groupe. Ils sont en même temps charges d'enseigner à leurs hommes ce qu'ils ont appris,

Cette méthode obtient pour le moment des résultats spectaculaires. Des hommes qui ne pouvoient, il y a deux ans, « voir » et comprendre ce que représentait une photographie, tierment maintenant les comptes de leur unité. La population, sons renier aucune de ses traditions, se montre très avide d'apprendre les choses les plus diverses, et il nous sera donné de voir les chafs de commando a s s a lilis de toutes sortes de questions. Tout au long de nos interviews, le la principale revendication. « Nove avons besoin de l'éducation, nous déclare un ancien berger, car sans cela nous ne pourrons faire vivre nous-mêmes le Baloutchistes. »

Un autre effort important du Front concerne la santé. La région est, de par son climat, una Seule cette demière est réellement dangereuse. Grâce à l'introduction de médicaments, notamment d'antibiotiques, le Front est maintenant à même de traiter avec succès ces maladies et peut aussi intervenir chirurgicalement dans cartaines condi-tions. Reste le problème du scorbut et de la malnutrition, dont les effets frappent aussi bien la population que les guérilleres. Nous avons pu constater la pauvreté de l'alimentation, le pain étant pratiquement le seul aliment.

La médecine est dispensée soit dans les unités, soit dans les camps pour les cas les plus graves.

Cela ne va d'ailleurs pas sons bouleverser certaines traditions, notamment en ce aut concerne les femmes. Controirement à nombre de sociétés namades qui leur donnent une relative liberté, la société baloutche est sur ce point extrémement répressive. Jamais un homme ne pourra voir la femme de son meilleur ami, ni encore mains parler avec elle : enfreindre cette loi entrainerait aussitôt une succession de ces vendettas qui ont longtemps décimé les familles baloutches. Le travail du Front sur ce plan ne peut être qu'extrémement prudent. Sa seule grande victoire fut de donner oux femmes l'occès oux soins médicoux. Faire soigner une femme par un médecin hamme a eu un impact considérable sur la population féminine, qui, consciente de son asservissement, a aussitôt revendiqué ce druit comme légitime. Les hommes, réticents au départ, ont cédé sur ce point, puis ont encouragé d'eux-mêmes cette

Le Front compte ainsi d'abord sur une prise de conscience des femmes pour changer les rapports traditionnels. Dans ce sens, il a entrepris de les faire participer à la guérilla en leur faisant jouer un rôle de soutien logistique : préparation des aliments, acheminement des vivres, infor-mation. Même si les résultats peuvent paraître encore très modestes, tout contribue à détruire, jour après jour, les anciennes relations. Les mmes qui partent pour les camps sont obligés de laisser une plus grande liberté à leur femme ; lorsqu'ils reviennent, la situation ne peut plus

« Chaque fois que nous pouvous pousser dons un premier temps à l'auto-organisation des femmes, nous le faisons, nous dit Osman; elles doivent se grouper pour résiste à la fantastique pression de la société mosculine. » Osman reconpresson de la società masculina. L'osnati nont : « Nous ne pouvons aborder le problème de front car nous risquerions de provoquer des antagonismes forouches, or ce n'est pas notre but. Nous voulons que, progressivement, la libération des femmes apporaisse comme une nécessité et qu'elle soit prise en charge par les femmes elles-mêmes. Mais, pour le moment, notre société est si pauvre qu'une fille constitue un bien inesti-mable pour une famille. »

qu'avec le développement des mouvements revendicatifs dans les autres provinces. Le mouvement baloutche ne peut ignorer l'importance qu'ont eue des villes comme Lahore ou Korachi dans l'histoire sociale du Pakistan, d'autant plus que ces villes recélent d'importantes colonies de travailleurs balautches. Le B.P.L.F. déclare : « Le combat du peuplo baloutche contre le fascisme au Pakistan ne peut être isolé du combat des autres nationolités pour la droit à l'autodétermination... Pour cela, nous devons abattre la dictature de façon à créer un nouvel Etat pakistanais, qui sera

La menace qui pèse sur le pouvoir personnel de M. Bhutto le force à s'engager dans une politique de répression accentuée, qu'il tente vainement de cacher par d'ultimes parades « progressistes » ; ainsi en est-il de la déclaration concernant la suppression de l'ordre des sardars, faite à Quetta le 9 avril. On pourrait en effet y voir une mesure sociale importante si les sardars exerçant effectivement un pouvoir féodal étaient directement attaqués; en fait, ils sont les meilleurs alliés du gouvernement, et ne perdent que leur titre juridique. De plus, cette mesure concernant les sardors avait déjà été promulguée en 1972 par les gouvernements NAP des pro-vinces du Baloutchistan et de la N.W.F.P., qui furent interdits peu après, leur politique progres-siste menaçant dangereusement, à l'époque, l'étiquette socialiste que se donnait M. Bhutto Cela ne doit pas cacher les moyens dont entend se servir M. Bhutto pour gouverner; arrestations de militants progressistes, procès des leaders du NAP et des mouvements nationalistes baloutches, répression contre la population du Baloutchistan à l'aide d'un énorme appareil militaire, sup-pression de tous les droits démocratiques au Pokiston.

L'enieu international

O BLIGE de faire face à la guerre d'extermination dont il est la victime, le mouvement baloutche doit aussi prendre en considération l'enjeu international qu'il représente. Placé au cœur du CENTO, il se trouve pris entre les trois contradictions opposant l'U.R.S.S. aux Etats-Unis, l'U.R.S.S. à la Chine, et les États de la région entre eux. L'Afghanistan, seul Etat à avoir attiré l'attention des gouvernements et des organismes internationaux sur « les droits de ses frères baloutches et pachtous coupés de la mère patrie par la ligne Mortimer-Durand », s'est effocé progressivement sus la pression de l'Iran. Déjà présent au Baloutchistan par son aide technique et matérielle à l'armée pakistanaise, l'Iran a menacé à plusieurs reprises d'intervenir directement contre la guérilla si le Pakistan se montrait incapable de l'écroser militairement. Une telle intervention signifierait de graves dangers pour le mouvement basoutche. L'offensive ironienne en Oman et contre les villages frontaliers de la République démocratique et populaire du Yémen du Sud prouve que l'Iran ne peut se résoudre à voir se développer des mouvements d'inspiration marxiste sur les pourtours du Golfe, considéré par le chah comme « la veine jugulaire » de son empire.

De fait, le développement et la consolidation du mouvement baloutche sont liés en partie à l'évolution de la guerre menée en Oman. Le B.P.L.F. déclare : « Nous voyons le Baloutchistan et le Dhofar comme deux maillans faibles de la chaîne impérialiste qui tente d'assesir son négémonie dans cette partie du monde. La stabilité dans le Golfe est essentielle pour les impérialistes et aussi pour l'Iran, la Turquie et la Pakiston... Le principal objectif du B.P.L.F. est d'élendre la guerre révolutionnaire et d'appro-fondir le combat contre la dictature au Pakiston. L'intervention du chah au Balautchistan avec davantage d'hommes et de matériel n'est plus qu'une question de temps. Nous nous préparons de guerre mises en place par Bhutto et le chah, soutenus par les États-Unis. Nous croyons qu'après Vietnam et le Cambodge le Baloutchistan sera le prochain centre de conflit en Asie. »

(Copyright Alexandre Dastaruc, Robert Dersen et le Monde diplomatique.) (Dessins de Plantu.)

inspired in the comment of the comme

1 Lang

44-7: A 📆

100

lutie

Face à la répression, sans alliés extérieurs

Prise entre la répression et misère, la société sur ses combattants pour faire respecter ses droits. Les commandos sont essentiellement formés par des

hommes qui ont tous été victimes de la répression. Endurants, connaissant parfaitement le terrain, assimila rapidement les nouvelles techniques de combat, ces hommes sont pour le moment la principale richesse du Baloutchistan. Les Baloutches étant des guerriers-nés, c'est sur les méthodes de commandement et d'attaque que le Front a fait porter ses efforts. Pour sensibiliser les hommes à la guerre révolutionnaire, il a projeté dans les camps de nombreux films, notamment sur la guerre du Vietnam.

Afin d'éviter la création d'une élite de chefs, il a recours à la plus grande démocratie ou sein des groupes, chaque action étant discutée par manière faire jouer leur supériorité hiérarchique L'organisation méthodique des embuscades explique que la guérilla ne subisse pratiquement pas de pertes. Appliquant le principe: « Trois moyens de fair, une manière de combattre », les commandos agissent à très courte distance et se retirent rapidement une fais l'engagement

terminé, avant que n'arrivent les renforts héliportés de l'armée pakistanaise. Au cours de ces engagements, la guérilla prend à l'ennemi les armes dont elle a besoin. Disposant de movens financiers très foibles, et ne bénéficiant d'aucune aide extérieure, c'est là son seul moyen d'acquérir

Cette situation aurait pu conduire le B.P.L.F. à chercher une aide extérieure. Mais, ne voulant pas donner un argument de plus à ceux qui, au Pakistan, l'accusent de visées sécessionniste craignant de se trouver pris dans une position semblable à celle du Kurdistan, il préfère développer lui-même ses propres moyens de lutte et chercher des alliances au sein du Pakistan.

La politique pakistanaise, marquée par la sécession du Bangladesh, prend de plus en plus le visage d'une dictature à peine vollée. Le centralisme autoritaire du gouvernement pose encore une fois le problème des nationalités, le développement d'un capitalisme d'Etat dirigé par les Penjabis s'effectuant au détriment des autres régions. La revendication du droit à l'autonomie politique et économique, demandée par les natioautres nationalités, heurte de front la politique gouvernementale. Le président Bhutto voit dans l'outonomie des provinces un risque majeur de démantélement de l'État. De plus, dans le cos du Baloutchistan, cette autonomie priverait le Pakistan de l'énorme réservoir de matières premières que constitue cette province,

En effet, la présence d'importants gisements pétroliers, de minerais de toutes sortes, de gaz naturel (qui pourvoit déjà à 75 % aux besoins du Pakistan) constitue une importante richesse pour sauver une économie défaillante, minée par la mainmise de quelques groupes capitalistes et par l'énorme effort militaire engagé au Baloutchistan (1 million de dollars par jour). Le góchis de ces ressources (inexploitées du fait de la guerre), l'inflation craissante, le chômage, provoquent de plus en plus la montée des revendications populaires qui commencent à se traduire par une volonté autonomiste, même si ce mot d'ordre est utilisé par des opposants de droite au réalme de M. Bhutto.

La gauche écrasée, la Cour suprême ayant maintenu l'interdiction du NAP, l'opposition se traduit sous forme de groupes proches de l'armée, qui souhaiteraient voir s'installer un régime plus authentiquement pakistanais, donc penjabi, et qui essaierait de délivrer le Pakistan de sa situation de dépendance à l'égard des pays développés. La politique d'intransigeance de M. Bhutto risque de l'entraîner dans un isolement de plus en plus dangereux, son pouvoir étant menacé à la fois par une base sociale qui s'est depuis longtemps de l'armée, qui voudrait voir un régime plus fort

Les dirigeants de la guérilla baloutche ont compris, compte tenu de leur isolement international, que l'accession de leur province à un véritable statut d'autonomie ne peut aboutir

Rencontrez de nouveaux mai La 52º Poire Internationale de Marseille, première foire industrielle de France, réunit 60 pays. En particulier, 11 pays d'Afrique associés à la C.E.E. et la plupart des pays du Sud-Est asiatique seront présents. De son côté, l'U.R.S.S. augmente sa surface d'exposition. Autant d'indices qui confirment que la Foire de Marseille est une vitrine recherchée par les pays industrialisés pour développer leurs marchés dans les pays qui s'équipent. Et que, réciproquement, les pays en voie de développement choisissent Marseille pour rencontrer l'Europe. Ne laissez pas vos concurrents prendre les places encore disponibles sur les nouveaux marchés, venez à la Foire de Marseille. Rencontrez les missions commerciales qui vous intéressent, les services de la Foire organisent vos contacts. **52° FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE** 24 Septembre / 4 Octobre 1976 Prenez contact. VEUILLEZMERESERVER UN RENDEZ-VOUS AVEC LES MISSIONS SUIVANTES : TREA DANEARK DERAEL CRIP APARTES DELGOLE DGANA DIRAE DENEGAL DENEGALE DANEARK DIRAE DENEGAL DENEGALE DANEARCE DENLEMBRES DIVINO DELGAMERON DIRAE DRIPASS DIVINO DOLOMBE DINDORSE DRIPASS DIVINO DENEGALEMBRES DENEGA JE SERAI A LA FOIRE DE MARSEILLE LES : DDDDDDDDstyrease DDDDDccross ENTREPRISE: OBJET DU CONTACT:

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores,

à Paris en province et au Maghreb : 4 F

Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau **75007 PARIS - Tél. 555.27-52 - 705.81-45**

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rue Tramassac, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY 45, rue de Metz, 54000 Nancy

LA GRANDE-BOISSIERE

62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Voud)

(Suisse) Tél.: 022-76.17.76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse · Baccalauréat trançais Internat et externat pour tilles et garçons Sports d'été et d'hiver

commune

Maria

LE MONDE DIPLOMATIQUE

TRANSKEI

L'indépendance forcée, couronnement de l'apartheid

Par RUTH FIRST

E Transkei doit accèder à l'indépendance le 26 octobre prochain. Dėja, il est considéré comme un projet pilote pour les neuf autres bantoustans éventuellement promis au même destin politique (1). Tout se passe comme sa grande œuvre de décolonisation, à l'instar de la France et de la Grande-Bretagne après la seconde querre mondiale, en se préparant à affranchir ses colonies conformément au droit des nations à l'indépendance.

La comparaison est fausse. En Afrique du Sud, le régime d'apartheid de la minorité blanche exerce son pouvoir comme le terait qui existe à l'intérieur de la même économie. La solution néo-coloniale de la classe dominante sud-africaine n'implique pas un retrait outre-mer de la métropole, mais la création à l'intérieur du territoire sud-africain d'États constitués sur une base ethnique, promis à l'indépendance. Dans le cas de l'apartheid, la décolonisation consistera à doter les Africains d'une nationalité distincte, selon des critères ethniques dépendant de leur groupe tribal, et à ratirer les attributs du pouvoir blanc de certaines régions qui seront coupées du reste du pays. Lorsque tous les Etats ethniques auront été constitués. Il n'y aura plus de Sud-Africains noirs : ils seront devenus les citoyens d'autres

(I) Boputhstswana. Lebowa. Ndebels. Gazan-tulu. Venda, Swazi, Basotho-Qwaqwa, Kwazulu Clakel.
(2) 1 rand = 5,30 F environ.

culaire effet de trompe-l'œli sur la scène întérieure et dans le monde. En Afrique du Sud, le cauchemar des Blancs est la disproportion qui des Noirs (de l'ordre de deux contre un dans les villes et les régions industrielles). Du jour au lendemain, ce cauchemar sera balayé — du moins sur le papler. A l'extèrleur, l'Airique du qu'elle a pris acte des aspirations des Africains souhaitant se libérer de la suprématie blanche éclairée. Les dirigeants sud-africains insistent beaucoup sur cette analogie avec la décoloni-

L'EST précisément parce que l'analogie est fausse que le mécanieme l'analogie fausse que le mécanisme instituant une nationalité transkéienne est si redoutable. de députés blancs, a mis au point le projet de statut du Transkei qui autorise l'Afrique du Sud à se séparer d'une fraction de son territoire et à accorder l'Indépendance à la nation de langue xhosa. La loi définit les catégories de gens qui cesseront d'être des Sud-Africains, pour devenir obligatoirement des Transkélens. Ce sont ceux qui vivent actuellement dans le Bantoustan; tous ceux qui y cont nés mais nente, hors du territoire : ou encore ceux qui cont « apparentés ou associés culturellement même où le Transkei deviendra Indépendant, tout Transkéien résidant et travaillant dans la zone commune - c'est-à-dire hors du Transkei - perdra sa nationalité sud-africaine et tous les droits qui lui étalent attachés. Cela signifie que plus de 1,3 million de Transkéiens résidant en permanence hors du nouvel Etat, et deviendront des étrangers dans l'Afrique du Sud blanche. Ceux qui refuseront la nationalité

transkéienne deviendront apatrides. A coup sûr, il s'agira alors d'une opération de dénationalisation sur la base de l'apparte-nance raciale, en contradiction avec la Déclaration universelle des drolts de l'homme et la convention des Nations unles de 1961 sur la réduction de l'apatridle. L'Afrique du Sud n'a signé aucun de ces textes, mais ceux-ci n'en seront pas moins violés pour autant. Et l'Etat de l'apartheid aura créé un nouveau problème de populations sans patrie, comme il est advenu

UAND les neuf autres bantoustans seront devenus à leur tour des Etats ethniques, il n'y aura plus de citoyens sud-africains noirs, du moins sur le plan légal. L'une des conséquences du nouvel état de choses sera que tout le prolétariat urbain noir sera devenu étranger en Afrique du Sud.

Devant le reproche que lui vaut cette perspec-tive, l'Afrique du Sud peut Invoquer un autre paralièle : celui des travailleurs immigrés en Europe. A cette différence près que ces derniers résident à titre temporaire dans les pays où ils travaillent, tandis qu'on estime à 3,2 millions le nombre des Africains définitivement Installés dans les agglomérations sud-africaines. Sans eux, l'économie serait paralysée. Pour les théoriciens de l'apartheid, si ces travallieurs reçoivent le statut d'étrangers, on ne pourra plus dire que les actes de discrimination à leur égard sont inspirés par des considérations racistes. mais qu'ils tiennent à leur qualité d'étrangers. Pourtant, les Blancs qui ont le statut d'étrangers en Afrique du Sud peuvent, comme partout ailleurs, acquérir la nationalité de leur pays d'accueil, acheter des biens immobiliers ou de la terre, jouir de l'égalité dans tous les domaines de la vie. Les Africains nés dans ce pays ne l'ont jamais pu, et ne le pourront

Au plan des droits politiques, la création de Bantoustans Indépendants ne changers rien à l'apartheid. Les Africains continueront à être indispensables à l'économie de l'Afrique du Sud - blanche -, et ils y auron plutôt moins de droits que dans le passé.

L'idéologie de l'apartheid veut faire croire qu'ils obtiendront alors pleine compensation droits ; là, ils recevront enfin tout leur dû des mains de gouvernants appartenant à leur propre

Certes, disent les dirigeants sud-africains, aucun bantoustan, pas même le Transkei, n'est économiquement vlable. Mais combien d'États africains le sont-ils ? Ce raisonnement n'est pas tout à fait faux. Pour l'avenir des économies du tiers-monde, la perspective aujourd'hul la moins désespérante est celle qu'ont choisi ceux des anciens pays colonisés essayant de reconstruire leurs économies à partir d'une renaissance de l'agriculture paysanne. Comme le Cambodge en Asie, ou le Mozambique en Afrique.

E Transkei n'aura même pas la possibilité de tenter cette etratégie de développement. L'agriculture paysanne, la paysannerie ellemême, ont été presque complètement détruites par le système du travail migrant. 87 % de la été accaparés par les conquérants blancs, le reste étant voué à sarvir de réserves où l'on chômeurs privés de terre. Ces réserves abri-taient de petits producteurs assurant tout juste leur subsistance et contraints, pour augmenter leurs ressources, de louer leur force de travail. L'extraction minière, l'agriculture capitaliste dans les régions « blanches » et l'Industrie ont fondé leur essor sur l'existence de ce vaste réservoir de main-d'œuvre docile et bon marché. Aujourd'hui, c'est ce système de réserves une série d'Etats tribaux déjà connus sous le nom de bantoustans.

Privée de terres, une énorme proportion de exporter sa force de travail. Chez eux, l'agri-culture est depuis des décennies laissée au soin des vieillards, des très jeunes gens et des car le système foncier favorise l'existence de parcelles minuscules. Aucune réforme agraire ne pourra se faire sans l'accord des chefs coutumiers, et le problème fait l'objet d'apres discussions au Parlement du Transkei - où ce sont précisément ces chefs qui dominent.

En un siècle, le travail migrant et la pénurie de terres ont imprimé des marques indélébiles sur l'économie du Transkei. La région ne produit par suffisamment pour nourrir sa popu-lation et doit régulièrement importer des céréales du reste de l'Afrique du Sud, L'épargne est réduite au minimum, et la formation de capital à l'aide des ressources internes est pratiquement impossible. Comme les produits venir de l'extérieur. En 1965-1966, 62 % du revenu total du Transkei provenait du Trespr sud-africain ; en 1974-1975, ce pourcentage était passé à 77 %. Bien d'autres indices révèlent l'élat de dépendance dans lequel se trouve le Transkei envers le gouvernement de Pretoria. En particulier, les salaires des travailleurs employés au-dehors sont de loin la principale source de revenus du territoire (70 % environ), et au cours des démières années l'importance de cet apport n'a pas diminué, elle a au contraire augmenté. Néanmoins une faible part seulement de ces remises - qui atteigne dans l'ensemble 115 millions de rands (2) chaque année — circule à l'intérieur de l'économie du Transkei.

NSEMBLE, le Transkei et huit autres bantoustans produisent annuellement pour 15 millions de rands de blens manufacturés destinés au marché. Leur produit agricole combiné destiné au marché n'est que de 13 mililons de rands. Tous ensemble, les bantoustans 64 rands, soit un peu plus de 5 rands par mois... Au Transkel, près de trente mille nouveaux

postulants arrivent chaque année sur le marché du travail. On a créé l'an dernier trois mille clind cent cinquante-neut emplois. Au mieux, l'effort pourrait être porté à huit mille emplois

Sur trois cent dix mille travailleurs potentiels, quelque deux cent cinquante-sept mille sont employés en Afrique du Sud. Le Transkei luimême fournit au total quarante-huit mille emplois, dont vingt mille environ dans les services

Cette économie a engendre un type de formation sociale et de système politique très parti-culler. Dans sa grande majorité, la population mâle employée passe tour à tour de la difficile condition de paysans sans terre à celle de salariés au-dehors, pour retourner ensuite dans la réserve afin de récupérer quelque temps. Dortoir pour les vieux et les plus jeunes, le Transkel doit assumer les fonctions d'un service social assurant la reproduction d'une force de travall que l'Etat central n'admet que dans 63 plénitude physique. Mais les réserves sont aussi devenues un terrain d'accueil pour 1,2 million d'Africains « rapatriés » de l'Afrique du Sud bianche, et dont beaucoup vivent dans des camps d'hébergement à l'aide de subsides distribués par le gouvernement.

A main-d'œuvre bon marché est pour le Transkel un argument publicitaire de poids pour attirer le capital sud-africain et étranger. La législation du travail et le salaire minimum n'y sont pas observés, il n'y a aucun syndicat organisé. Les dirigeants des bantoustans vantent au capital étranger les attraits de leurs pays, où ils pourront trouver une main-d'œuvre exceptionnellement bon marché et - qui ne cause pas de problème ». - A la ce de ce qui se passe en Europe, dit le chei Phatudi du Lebowa, nous ne sommes pas attligés d'un syndicalisme militant.»

A qui profitera la création des nouveaux Elats ? Les chefs remplissant des fonctions administratives et judiciaires qui leur ont été déléguées par l'Etat sud-africain se servent de plus en plus de leur pouvoir politique pour s'implanter dans les affaires et dans le système de la grande propriété. Ces demières années, un groupe réduit de petits capitalistes a émergé, à côté de la classe des administrateurs, et commence à mener de petites affaires bénéficiant des crédits accordés par la Société financière bantou, un organisme gouvernemental. D'autres encore trouveront vite leur compte dans l'accession à l'indépendance : ceux qui appartiennent aux professions libérales, comme les avocats, les magistrats et les inspecteurs devenus vacants, ainsi d'alleurs qu'une nouvelle génération de diplomates chargés d'obtenir de l'étranger la reconnaissance du nouvel Etat.

En accédant à l'indépendance, le Transkel héritera de l'état d'urgence grâce auquel les chefs maintiennent déjà une paix forcée parmi leurs sujets (les chefs disposent de soixante-Transkei) et en vertu duquel ils ont pouvoir d'interdire les réunions, de bannir les dissidents et de brûler leurs maisons. Le parti démocratique, dans l'opposition, n'a pas été en mesure d'organiser une saule réunion sur le problème de l'accession à l'indépendance, ni sur aucun autre d'ailleurs. Le chef Kaizer Matanzima, qui est à la tête du nouvel Etat, s'est toujours refusé à organiser un référendum sur le thème de l'Indépendance. Son peuple est tenu à l'écart de toute consultation, lui-même estimant que ce sont ses chefs « traditionnels » qui sont ses porte-parole, même si ces chefs et leurs auxiliaires — tout comme lui-même d'ailleurs sont depuis longtemps payés par le gouvernement sud-africain.

ES vrais porte-parole du peuple africain ont fait savoir qu'il n'y avait pas de pro-blème plus explosif que celui du retrait force de la nationalité aud-africaine aux Africains qui vivent dans les villes et les centres industriels. Si le droit de vivre et de travailler en ville leur est retiré de force, en échange d'une nationalité factice à l'intérieur d'un foyer éloigné et voué à la pauvreté, il pourrait s'ensuivre un déchainement de colère du même type que celui qui a salsi les écoliers de

Le régime tente d'échapper à la catastrophe en déléguant l'autorité qu'il détient sur la population africaine à des chefs et à des personnalités officielles noirs. Les gouverne bantoustans canaliseront sur eux les foudres, mais peut-être pas pour longtemps. Dans les bantoustans comme dans le reste du pays. l'apartheid essale de se donner un nouv visace, mais ses fondements restent inébraniés.

57

4.

Provide L

****** Property.

11.

L'ARMÉE CHINOIS

Dans ce numéro :

Pages 2 et 3:

LA CONTESTATION DANS L'ARMEE AUX ETATS-UNIS ET EN EUROPE OCCIDENTALE, par Daniel

Au « sommet » de Colombo : le mouvement des nonalignés va-t-il tranchir le cap de l'institutionnalisation? par Marie-Claude Célesie. L'ennemi intérieur, cible de la troisième guerre Page 7 :

INTERNAT

mondiale? par André Granon.

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande 7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54 nice cote d'azur

L'INFORMATION DANS LE TIERS-MONDE : suite de l'article de German Carnero Roque.

Page 6:

Portugal : la démocratie à l'épreuve de la rigueur économique, par Jean-Pierre Clerc. Suite de l'article de Bernard Cassen : la révolution en veilleuse au Pérou.

Vietnam : pour un nouveau type de coopération scientifique avec la France, par Heuri Van Rege-Dans les revues...

Union soviétique : après la conférence des partis nistes européens, par Bernard Féron. Diplomatie et droit des gens, par Charles Zorgbibe.

Pages 9 à 12 :

CAPITALISME ET INEGALITES (Deuxième partie : Une politique de division). La légende d'une société sans classes, par Colin Greet. — La crise urbaine comme terrain de mobilisation populaire, par Frances Fox Piven et Richard A. Cloward. - La stratégie de l'inégalité, par Stanley Aronowitz. — Le prix de l'impuissance de la femme, par Carol Lopata. Page 13 :

POLITIQUE ET LITTERATURE : Culture et lutte anticoloniale en Angola, par Nicolas d'Arthuys. Les langues aux Nations unies, par Jacques Chevrier.

CINEMA POLITIQUE : Films d'offensive sociale au Festival de Grenoble, par Ignacio Ramonet.

Pages 16 à 19 :

L'activité des organisations internationales,

POPULISME ET REGIME D'EXCEPTION EN INDE : Une économie minée par la crise du système poli-tique, par Anick Lévy.

Pages 21 à 36 : La République unie du Cameroun : supplément

Page 37 : Les livres du mois.

Pages 38 et 39 :

LA GUERRE OUBLIEE DU BALOUTCHISTAN. reportage d'Alexandre Dasiarac et Robert Dersen.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juillet 1976 a été tiré à 114 000 exemplaires.

Août 1976

